

Monographie n° 10, novembre 2019

Géographies du peuplement de Ouagadougou

Daniel Delaunay

La collection Monographies Sud-Nord est éditée par l'IEDES, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94 736, Nogent-sur-Marne : <https://www.univ-paris1.fr/ufr/iedes/>

Les documents sont consultables à l'adresse (<http://iedespubli.hypotheses.org/monographies-sud-nord>).

Les propositions de publication dans la collection doivent être soumises à monog@univ-paris1.fr.

Les textes peuvent être diffusés à condition de préserver leur intégralité. Toute utilisation à des fins commerciales ou publicitaires est interdite.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans les Monographies Sud-Nord, en aucun cas elles ne relaient la position officielle de l'IEDES ou de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Géographies du peuplement de Ouagadougou

Daniel Delaunay¹

Mots-clés :

Ouagadougou, Burkina Faso, Afrique subsaharienne, Sahel

Peuplement urbain, démographie, inégalités spatiales, mobilités, logement, capital social, famille

Pour citer cette étude : DELAUNAY Daniel, *Géographies du peuplement de Ouagadougou* [En ligne]. Paris : IEDES - Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne, 2019. 159 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°10). Disponible sur : < <http://iedespubli.hypotheses.org/monographies-sud-nord> >

L'enquête « Ouaga 2009 » a été financée par Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Burkina Faso en 2008-2009, complété par le projet MOBOUA, programme ANR, « les Suds Aujourd'hui » (2008-2011).

L'étude a été réalisée avec Florence Boyer (chargée de recherche, géographe à l'IRD) et conduite dans le cadre de l'UMR 201 « Société et Développement » (Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Institut de Recherche pour le Développement – IRD).

Les superviseurs et assistants étaient Arthur Benao, Guillaume Leroux et Seydou Sere.

Florence Boyer est l'auteure des cartes de situation des pages 10, 11, 12.

¹ Démographe, Directeur de Recherche émérite à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), UMR 201 : Sociétés et Développement (Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IRD) (daniel.delaunay@ird.fr)

Résumé :

Les géographies du peuplement de Ouagadougou

Cet atlas vise à donner un large panorama du peuplement intra-urbain de Ouagadougou. Les données sont issues d'une enquête démo-économique (en 2009) qui décrit les relations entre les mobilités et le territoire, englobant plusieurs aspects de la transition démographique. Celle-ci impulse l'extension territoriale, modifie la composition de la famille, favorise l'éducation d'enfants moins nombreux du fait de la baisse de la fécondité, accélère le passage du travail domestique vers les formes marchandes de l'activité, offre une opportunité au développement (le dividende démographique). Toutes ces évolutions s'inscrivent dans l'espace, elles le différencient, font territoire.

Abstract:

The geographies of the Ouagadougou population

This atlas aims to provide a broad overview of the spatial distribution of many of the characteristics of the population of Ouagadougou. The data come from a demographic survey (in 2009) that describes the relationships between mobility and territory, encompassing several aspects of the demographic transition. It stimulates the territorial extension, modifies the composition of the family, with the fertility reduction promotes the education of children, accelerates the transition from domestic work to the commercial forms of activity, offers an opportunity for development (the demographic dividend). All these evolutions have a spatial dimension; they contribute to the differentiation of urban territory.

Resumen:

Las geografías del poblamiento de Uagadugú

El objetivo de este atlas es ofrecer una visión general de la distribución espacial de numerosas características de la población de Uagadugú. Los datos proceden de una encuesta demo-económica (en 2009) que describe las relaciones entre la movilidad y el territorio, abarcando varios componentes de la transición demográfica. Ella impulsa la extensión territorial, modifica la composición de la familia, favorece la educación de hijos, por ser menos numerosos debido a la baja de la fecundidad, acelera la transición del trabajo doméstico hacia las formas mercantiles de actividad, ofrece una oportunidad para el desarrollo (el dividendo demográfico). Todas estas evoluciones están inscritas en el espacio, lo diferencian, lo hacen territorio.

Organisées selon onze chapitres thématiques, les cartes décrivent la configuration spatiale de ce qui caractérise le logement, les individus et le groupe domestique. Plusieurs formes de mobilités sont cartographiées pour préciser leur contribution aux recompositions territoriales, à différentes échelles de temps (migrations, circulation, navettes quotidiennes, pratiques urbaines). La géographie de l'éducation des adultes et de la fréquentation scolaire annonce celle des catégories socioprofessionnelles. L'étendue du réseau social est déclinée selon les quartiers pour dresser une géographie de la socialisation et des solidarités. Les inégalités territoriales montrent que la localisation importe, pour pratiquement tous les aspects de la vie des citoyens.

Organized according to eleven thematic chapters, the maps describe the spatial configuration of what characterizes housing, individuals and the domestic group. Several forms of mobility are mapped to specify their contribution to territorial recomposition, on different time scales (migrations, multi-residence, daily displacements, urban practices). The geography of adult education and school attendance accords with that of socio-professional categories and family reproduction. The extent of the social network by neighbourhood defines a geography of socialization and solidarity. Territorial inequalities show that location matters for almost every aspect of urban life.

Organizados de acuerdo con once capítulos temáticos, los mapas describen la configuración espacial de lo que caracteriza la vivienda, los individuos y el grupo doméstico. Se mapean varias formas de movilidad para determinar su contribución a las recomposiciones territoriales, a diferentes escalas temporales (migraciones, circulaciones entre hogares, traslados diarios, prácticas urbanas). La geografía de la educación de adultos y la asistencia escolar anuncia la geografía de las categorías socioprofesionales. El alcance de la red social en cada barrio dibuja una geografía de socialización y solidaridad. Las desigualdades territoriales muestran que la ubicación es importante para prácticamente todos los aspectos de la vida urbana.

Présentation	3	Niveau d'éducation des adultes et fréquentation scolaire des jeunes.....	64
Observer l'espace intra-urbain de Ouagadougou	5	<i>Pour les adultes : alphabétisation, échec scolaire et diplômés</i>	65
<i>Un sondage aréolaire au service de la représentation du territoire</i>	5	<i>La fréquentation scolaire</i>	69
<i>Repaires historiques</i>	8	<i>Typologie de l'établissement fréquenté : public versus privé</i>	73
<i>Le fonds cartographique, le lotissement et les quartiers.....</i>	9	<i>Quel impact pour le territoire ?</i>	76
La parcelle, sa vocation et son raccordement aux réseaux	13	Le travail : statuts d'activité et catégories socioprofessionnelles.....	77
<i>La vocation et le type du bâtiment.....</i>	14	<i>Les actifs et les autres</i>	78
<i>Le raccordement des bâtiments</i>	16	<i>Le travail rémunéré ou pas.....</i>	81
Le logement habité, son équipement et ses statuts d'occupation.....	19	<i>Les secteurs d'activité</i>	84
<i>L'équipement et le confort du logement.....</i>	19	<i>Le type d'établissement.....</i>	86
<i>Les statuts d'occupation du logement</i>	22	<i>Le lieu d'exercice de l'activité</i>	90
Le logement selon le profil de qui en a la charge.....	25	<i>Les catégories socioprofessionnelles</i>	92
<i>L'âge et le sexe du référent</i>	25	<i>L'activité du point de vue du groupe domestique.....</i>	100
<i>Scolarité.....</i>	26	<i>Transitions démographiques et de l'économie domestique</i>	100
<i>Situation matrimoniale.....</i>	27	Statuts migratoires et mobilités résidentielles	105
<i>Statut migratoire selon le lieu de naissance.....</i>	29	<i>La mobilité résidentielle intra-urbaine.....</i>	106
<i>L'activité du référent.....</i>	32	<i>L'origine des migrants.....</i>	108
La famille : reproduction, hébergement et équilibres démo-économiques	36	<i>L'histoire individuelle de la mobilité</i>	116
<i>Taille de la famille et du logement.....</i>	37	<i>Les mobilités courtes ou circulaires.....</i>	119
<i>Reproduction démographique</i>	39	<i>La structuration de la ville par les mobilités</i>	124
<i>Les formes de complexification de la famille et du logement.....</i>	40	Se déplacer dans une ville en extension.....	126
<i>Les charges de la dépendance.....</i>	43	<i>La possession d'un moyen de transport</i>	127
<i>La famille, acteur de la transition démographique et du territoire.....</i>	48	<i>Les mobilités quotidiennes.....</i>	129
L'âge, le sexe, le statut matrimonial et autres caractéristiques individuelles	49	<i>Les modes de déplacements.....</i>	129
<i>L'âge des résidents</i>	50	<i>Les motifs au jour le jour</i>	133
<i>Répartition des hommes et des femmes.....</i>	53	<i>La durée des déplacements quotidiens</i>	137
<i>L'union, le célibat et la désunion.....</i>	54	<i>Une ville accessible à tous ?</i>	140
<i>Le statut parental des individus dans le logement.....</i>	58	<i>Pratiquer la ville.....</i>	140
<i>La langue maternelle</i>	60	<i>Les raisons de fréquenter la ville</i>	142
<i>Une géographie des confessions ?.....</i>	60	<i>Le quartier ou la ville.....</i>	150
<i>Pour l'essentiel : les jeunes adultes et la mobilité.....</i>	62	Le réseau social, son étendue, sa dispersion, ses solidarités	154
		<i>L'entourage, les variations intra-urbaines de son importance.....</i>	154
		<i>La dispersion géographique de l'entourage d'Ego.....</i>	156
		<i>Réseau social et urbanité.....</i>	159

Les monographies traitant de l'enquête Ouaga 2009 sont disponibles en ligne aux adresses suivantes :

- Collection Monographies Sud-Nord : <https://iedespubli.hypotheses.org/category/monographies-sud-nord>
- Sur la base Horizon de l'IRD. <http://horizon.documentation.ird.fr/exl-php/cadcgp.php?CMD=CHERCHE&query=1&MODELE=vues/horizon/accueil.html&AUTH=1>

DELAUNAY Daniel, BOYER Florence. *Capital social, migration et développement. Ouagadougou (Burkina Faso)* [En ligne]. Paris : IEDES – Université. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017. 84 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°1).

DELAUNAY Daniel, BOYER Florence. *La famille ouagalaise : de la fonction reproductive aux arrangements résidentiels* [En ligne]. Paris : IEDES - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017. 93 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°2).

DELAUNAY Daniel, BOYER Florence. *Habiter Ouagadougou* [En ligne]. Paris : IEDES - Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne, 2017. 84 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°5).

BOYER Florence, DELAUNAY Daniel. *Se déplacer dans Ouagadougou au quotidien, moyens, contraintes et pratiques de la mobilité.* [En ligne]. Paris : IEDES - Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne, 2017. 76 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°6).

DELAUNAY Daniel, *Éducation, travail, mobilités et urbanisation. Composantes de la transition démographique à Ouagadougou* (à paraître). Paris : IEDES - Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne, (coll. Monographies Sud-Nord).

À parcourir la ville de Ouagadougou, l'impression d'uniformité prévaut en l'absence de marqueurs paysagers notables. Les « six mètres » en terre se croisent à l'identique dessinant un plan en damier, fractionné ici et là par de rares avenues. Derrière les murs, il est difficile d'apercevoir les maisons. Malgré son statut d'ancienne capitale de l'empire moaga, puis de la colonie de Haute-Volta, l'empreinte coloniale y est discrète en l'absence de centre historique caractérisé. L'Avenue Kwamé N'Krumah, bordée d'édifices et d'enseignes a été construite suite à la révolution sankariste. Le centre-ville se partage entre Koulouba et à l'est l'ancien quartier résidentiel de la colonie, aujourd'hui prisé par les expatriés et les classes aisées, et l'ouest plus populaire, autour du palais du Mogho Naaba ; le nord du centre-ville abrite d'anciens quartiers précoloniaux. S'éloignant pour se diriger vers les quartiers péricentraux, puis la périphérie, l'observateur constate que la principale forme de différenciation exprime les politiques de lotissement, qui en creux font apparaître les quartiers d'occupation spontanée ou le sous-équipement. Ces quartiers non lotis, lorsqu'ils sont anciens, sont formés de petites maisons resserrées en banco et desservies par des ruelles dans lesquelles les voitures ne peuvent circuler. Dans les espaces d'occupation plus récente, la densité se relâche permettant le maintien de terrains vagues cultivés pendant la saison des pluies, mais destinés à être bâtis. L'autre contraste notable est le projet d'urbanisme de Ouaga 2000, dont la construction a débuté à la fin des années quatre-vingt-dix. Il se distingue par une voirie entièrement goudronnée, des bâtiments à l'architecture plus affirmée. Y a été construit le nouveau palais présidentiel, affirmant sa vocation initiale à devenir le quartier administratif, qui se concrétise lentement par l'implantation des ministères et ambassades.

Pourtant, en se développant et s'étalant comme jamais, la ville fabrique un territoire qui se complexifie. Une observation plus acérée du centre-ville décèle les remaniements liés au développement économique et la valorisation foncière, les immeubles de bureaux et commerciaux se multiplient. Se reconnaît l'histoire des quartiers en fonction de la taille des parcelles² ou à celle des maisons emmurées, selon leur construction plus aboutie. La densité et la qualité des commerces ajoutent d'autres indices de la différenciation qui se consolide. Nombreux dans les quartiers populaires sous forme de « tôles » ou de tables simplement posées devant les portes, ils deviennent plus rares dans les quartiers aisés et sont quasiment absents des ensembles récents des cités pavillonnaires destinées aux habitants solvables et

motorisées. La densité des routes goudronnées, la taille et l'importance des arbres, la fréquence des maisons en banco, la qualité de la voirie et surtout le raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité sont les signes physiques de la différenciation de l'espace périphérique.

Mais ces observations furtives ne peuvent déceler la composante immatérielle du peuplement intra-urbain forgée par les caractéristiques aussi structurantes que les statuts occupationnels et le travail, la taille et l'organisation des familles, la scolarité et la mobilité des résidents, l'étendue de leur réseau social... Il convient d'apprécier la mesure de ces différenciations de l'espace intra-urbain, des géographies fines du peuplement pour discerner les évolutions récentes et projeter celles à venir. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler le taux de croissance avoisine les 7% annuels et l'extension territoriale qu'elle nourrit. Dans le contexte de la transition démographique en cours, la population ouagalaise pourrait atteindre en 2050 la taille du pays en 2010, soit une dizaine de millions d'habitants. L'espace ainsi façonné ne peut être ignoré, il en va de la gestion de pratiquement tout ce qui concerne la vie des Ouagalais.

La transition démographique justement est la ligne de force de cette étude, elle gouverne aux recompositions urbaines décrites par cet atlas. Ces transformations résultent de la transition vitale de la mortalité et de la fécondité, laquelle s'accompagne d'une transition migratoire sous la forme d'un exode rural qui reste le premier contributeur à l'urbanisation. L'allongement de la vie et la diminution du nombre d'enfants changent la composition de la famille et du logement. Une meilleure éducation est permise et stimulée par la descendance réduite, le capital humain est mieux rentabilisé avec l'allongement de la vie. Surtout, par l'apport de jeunes migrants en âge de travailler et la baisse de la fécondité, la ville bénéficie d'un bonus démographique potentiel qui peut contribuer à l'émergence économique³.

Les cartes proposées sont déduites de l'enquête Ouaga 2009 qui avait pour objectif d'interroger les liens entre les mobilités spatiales et le développement, en documentant une description la plus précise possible de l'espace intra-urbain. Car ce sont les mobilités qui en premier lieu fabriquent le territoire. Les migrations vers la ville sont sélectives au départ mais aussi à l'arrivée ; n'est pas citadin qui veut et le

² Dans les quartiers les plus anciens, les parcelles font de 600 à 900 m² ; les nouvelles oscillent entre 250 et 350 m².

³ Delaunay, Daniel (2019) « Pour une extension de l'étude du dividende démographique, considérant l'urbanisation, les migrations et la famille » in *Le dividende démographique en Afrique subsaharienne* (Delaunay, D. & Guengant J-P. ed.) Collection Monographies Sud-Nord n°9, IEDES, Paris.

contexte urbain peut dissuader l'installation durable de nouveaux arrivés, dans la ville comme dans un quartier particulier. Les mouvements résidentiels et quotidiens recomposent le peuplement à différentes échelles de temps. La géographie de la ville est construite, vécue et perçue par des habitants en mouvement (personne n'est parfaitement immobile) qui infléchissent leur environnement en choisissant leur logement, un lieu de travail ou d'étude, un entourage social ou familial, en consommant ou se distrayant.

En retour, le quartier est un environnement susceptible d'exercer une influence du fait d'un même voisinage ou d'aménités partagées, de politiques urbaines localisées, celles des communes par exemple. Cet effet contextuel infléchit la mobilité — certains quartiers retiennent mieux que d'autres leurs résidents — et donc la dynamique en retour de la géographie du peuplement. Au-delà des effets de composition et de contexte du quartier, la position relative dans un système de lieux reliés par des flux importe autant. Les axes de circulation, ou au contraire les zones mal desservies par les véhicules motorisés, se reconnaissent dans certaines configurations de la mobilité ou de l'emploi. Chaque position dans la ville s'imprègne d'un moment de son histoire, d'une composition liée à la nature ou au calendrier des migrations, un éventuel éloignement par rapport aux parents ou au réseau social.



Les cartes ici rassemblées sont décrites pour ce qu'elles apprennent des configurations territoriales. L'analyse des comportements individuels est abordée dans les rapports dédiés et thématiques, avec les précautions statistiques requises. Certaines des présentes cartes sont reproduites dans ces monographies⁴. L'objet de cet atlas est plus modestement de les réunir en un seul document, éventuellement de procurer le plus large éventail de descriptions géographiques, pour information, en multipliant les indices et phénomènes représentés dans l'espace. Pour l'essentiel, les commentaires sont des aides à la lecture des cartes ; aucune référence bibliographique n'est proposée, peu de graphiques ou de modèles sont introduits en appui à la compréhension des configurations spatiales. Cet atlas complète mais ne remplace pas les études tirées de cette enquête.

Si potentiellement toutes les statistiques produites par l'enquête Ouaga 2009 sont cartographiables, apportant souvent une connaissance inédite du territoire, toutes n'ont pas un sens géographique. La migration et les mobilités quotidiennes s'inscrivent clairement dans l'espace intra-urbain, mais qu'en est-il du capital social, des inégalités entre les sexes ou les générations ? Les polarités socio-économiques doivent être décrites, mais doit-on introduire les ségrégations résidentielles selon la religion ou l'ethnie, par exemple ? La question mérite débat considérant

l'interprétation abusive que l'on pourrait en faire. Le danger réside aussi dans une lecture subjective, guidée par une connaissance inévitablement partielle de la ville, interprétée à partir de clés élémentaires (centre versus périphérie, loti versus non-loti) qui ne sont pas toujours opérantes.

Il convient donc d'être prudent dans l'interprétation et la comparaison des configurations spatiales, pour deux raisons principales. La première est que tel choix de la discrétisation ou de la symbolique graphique peut changer l'interprétation d'une même réalité. Une discrétisation par quantiles a souvent été favorisée pour les raisons d'équilibre visuel de la carte (même nombre de polygones dans chaque classe), mais elle ne rend pas toujours bien compte de l'ampleur des différences. De surcroît la perception risque d'être entachée du biais visuel des cartes choroplèthes qui donnent autant d'importance à des quartiers peu denses qu'aux zones péricentrales résidentielles intensément peuplées.

La seconde raison d'une prudence de bon aloi est le danger d'interpréter les ressemblances cartographiques — sur des mesures agrégées par polygone — en termes de relations entre les caractéristiques individuelles, une erreur qualifiée d'écologique. Pourtant, on s'est parfois appuyé sur l'analyse statistique multivariée (factorielle) des valeurs agrégées pour évaluer la ressemblance des configurations géographiques, donnée par la position des attributs dans le plan factoriel. Mais la similitude dépend du découpage, des effets de composition (le peuplement) ou des influences contextuelles. L'information est indicative mais, encore une fois, les relations interindividuelles sont abordées dans les monographies thématiques dédiées.

Enfin, la taille de l'échantillon n'assure généralement pas une robustesse suffisante aux valeurs de chaque quartier (ou polygone cartographique), pour conclure sur des statistiques ponctuelles ou comparer deux lieux. Cela vaut surtout pour les caractéristiques rares, les intervalles de confiance sont alors trop amples pour affirmer avec assurance que tel quartier prend la valeur affichée. Les réserves sont ponctuellement indiquées. En revanche, et c'est ainsi que la carte doit être interprétée, la configuration générale est fiable, à condition de n'en retenir que les tendances d'ensemble.

Les onze chapitres qui composent cet atlas traitent de thèmes spécifiques, ils peuvent être abordés isolément, chacun ayant les éléments nécessaires à l'interprétation et sa conclusion. Inévitablement, quelques répétitions se sont glissées d'un sujet à l'autre. Il s'agit souvent d'insister sur les dynamiques démographiques à l'œuvre, elles couvrent un champ très large et sont donc pertinentes pour bien des observations. L'interprétation des cartes est d'abord laissée à l'appréciation du lecteur, qui doit garder à l'esprit les réserves précédentes.

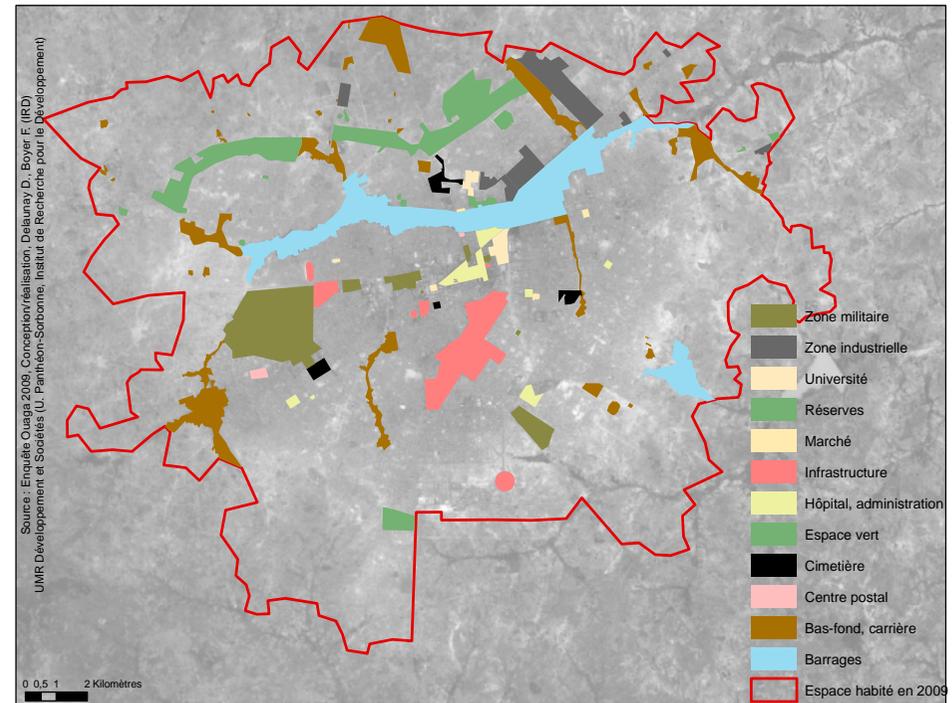
⁴ Disponibles à cette adresse : <https://iedespubli.hypotheses.org/category/monographies-sud-nord>

Un sondage aréolaire au service de la représentation du territoire

Afin que l'enquête Ouaga 2009 procure la meilleure représentativité possible du territoire intra-urbain, l'échantillon est tiré par la méthode aréolaire. Elle part d'un espace délimité, un univers statistique fini, dans lequel des points sont choisis au hasard pour désigner les unités statistiques élémentaires, à savoir les logements. Ceux-ci ne sont donc pas extraits d'un inventaire préalable de ménages, d'ailleurs non disponible, mais repérés par des points géo-référencés dans l'espace intra-urbain effectivement occupé. Ils sont tirés uniformément, sans tenir compte de la densité du peuplement qui à ce stade est méconnue. La réalisation procède en trois phases qui visent à assurer la représentativité du territoire et la justesse de la cartographie.

Pour faire correspondre exactement l'univers enquêté à l'empreinte urbaine au moment de l'étude, l'espace habité a été délimité visuellement sur le terrain et introduit dans un système d'information géographique (ArcGis ESRI®) par coordonnées GPS. Ce contour est tracé sur la carte ci-contre. Le critère est la continuité du bâti, ainsi que son type résidentiel, même si le peuplement n'est pas encore consolidé. En procédant de la sorte, on observe un territoire urbain actualisé, le peuplement de fait, que le recensement ne prend pas en compte car il suit les découpages administratifs trop restrictifs. L'autre avantage est que les statistiques et leur cartographie coïncident exactement.

Néanmoins, un espace non habité s'insère également dans les limites ainsi dessinées. Pour l'efficacité de la méthode aréolaire, qui consiste donc à tirer au hasard les points à enquêter, il importe d'éliminer les espaces vides ou non résidentiels. Pour peu que l'on s'en préoccupe à une échelle fine, ces zones inhabitées sont nombreuses, sous les contraintes naturelles (bas-fonds, retenues, réserves...), les règles foncières (emprises militaires par exemple) ou de la vocation d'usage de la parcelle (zones industrielles, infrastructures sportives). Ont été également éliminés les marchés, bâtiments publics ou administratifs, casernes. Les conserver eut alourdi inutilement le travail de reconnaissance et fragilisé les pondérations dans la mesure où ces zones souvent étendues risquaient plus d'être tirées. Cette extraction se réalise au moyen de Google Earth®, qui met à notre disposition des images récentes (2008-2009), avec de nombreux retours et vérifications *in situ*.



Les limites de la ville début 2009 et les espaces exclus du tirage aréolaire

A l'aide du logiciel ArcGis⁵, des points sont tirés au hasard de manière uniforme dans l'espace effectivement habité. L'expérience montre que la reconnaissance de l'espace résidentiel doit être la plus fine possible afin d'obtenir la meilleure couverture de l'échantillon. Car tous les points doivent être visités et ceux tirés dans des parcelles vides sont perdus pour l'enquête. Pour les parcelles qui s'avèrent inhabitées ou impossibles à enquêter, un second tirage est organisé⁶. Afin d'assurer une

⁵ L'utilitaire d'abord utilisé est « Random Point Generator » (2002) conçu par Dr. M. Sawada pour fonctionner sous ArcGis (ESRI@ArcMap™ 9.0).

⁶ Les cartes des taux de couverture et de réponse ne sont pas ici reproduites mais néanmoins analysées. Il en ressort que certains quartiers de la ville sont mieux renseignés parce qu'ils sont résidentiels, plus denses et

représentativité suffisante dans chaque polygone cartographié, le tirage s'assure de disposer d'un socle d'une trentaine d'unités.

A ce stade, on ne peut pas calculer les probabilités d'inclusion des logements effectivement habités et enquêtés afin de pondérer leur contribution, simplement parce que l'univers des points possibles est pratiquement infini⁷. Une étape intermédiaire de reconnaissance sur le terrain est nécessaire. Chaque « point-cible » tiré au sort dans l'espace désigne une parcelle, selon des règles précises d'identification des limites foncières ou physiques. Elles sont soit connues des occupants soit repérable sur place. La surface mesurée sert à calculer la probabilité d'inclusion de cette unité dans l'échantillon⁸. Dans cette parcelle, l'enquêteur réalise l'inventaire des logements pour en tirer un au hasard.

La méthode ici expérimentée présente des avantages appréciables. Tout d'abord, elle ne requiert aucun inventaire préalable, nous assurant une inestimable autonomie par rapport aux recensements difficiles à obtenir à cette échelle ou non actualisés. Elle est opérationnelle en un temps court. Les nouvelles extensions urbaines sont incluses, restituant au plus près la dynamique de la ville. Pour l'observation des mobilités, les quartiers périphériques de destination des migrants ou des Ouagalais qui investissent les zones non loties sont mieux renseignés. Autre avantage, la méthode visuelle de reconnaissance réintègre les caractéristiques du bâti pour dessiner les unités cartographiques, améliorant leur homogénéité. Ce fonds a été intégré dans un système d'information géographique, calé sur une image satellitaire SPOT (datant de 2002), à des fins illustratives.

appartiennent à des catégories sociales qui acceptent plus volontiers de répondre ; les résidents plus aisés sont en général plus réticents à ouvrir leur porte aux enquêteurs. En périphérie, la faible densité d'occupation nuit à la couverture : en zone non lotie moins de parcelles sont occupées – une bâtisse précaire, des bornes signalent l'appropriation. La Zone Commerciale dans le centre est moins couverte faute d'usage résidentiel ou en raison d'une occupation par des catégories aisées comme à Koulouba ou autour de l'avenue Kwamé N'Krumah. Dans les cas les plus extrêmes, la zone industrielle de Gounghin, Ouaga 2000, des enquêtes supplémentaires ont été organisées pour collecter une information minimale nécessaire à l'information du quartier, soit au minimum une trentaine de logements par polygone cartographié.

⁷ Ce qui justifie le carroyage initial de l'espace dans les méthodes classiques. L'échantillon est alors tiré dans un nombre fini de carrés élémentaires.

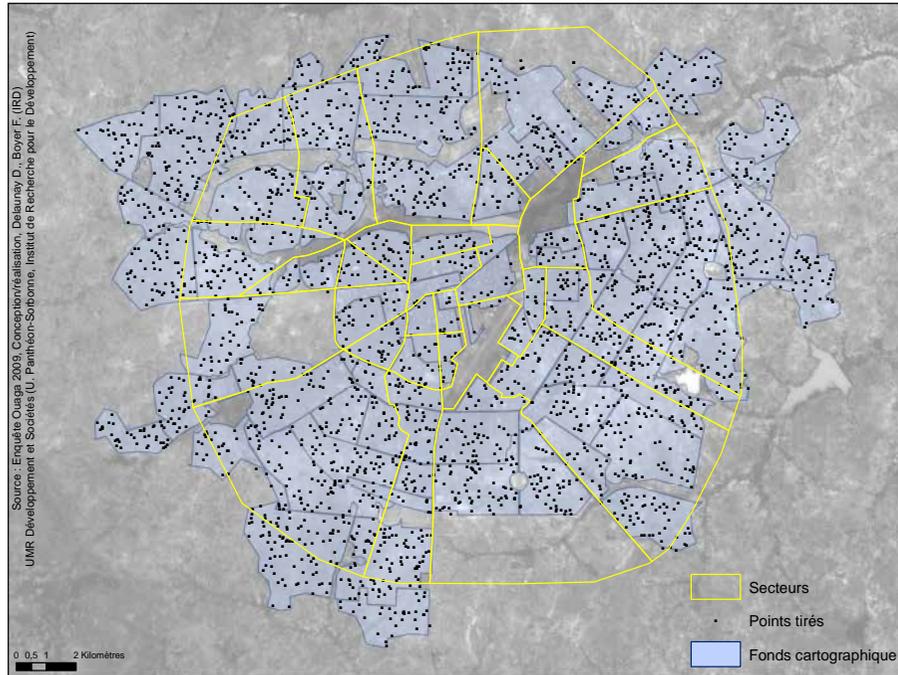
⁸ Pour les petites parcelles (une dizaine de mètres de côté) la mesure est réalisée par l'enquêteur. Pour les plus grandes ou si les limites sont floues, le calcul de la surface est effectué directement sur Google Earth™. Pour couvrir théoriquement tout l'espace de l'univers d'enquête, des règles d'inclusion des parties vides sont établies. Si la parcelle se trouve près d'une route non éliminée de l'univers (les grandes avenues le sont pour la plupart), le calcul de sa surface comprend la moitié de la route mitoyenne. La même règle est appliquée quand un espace vide entoure la parcelle, ce qui est fréquent en non-loti faiblement occupé.



Exemple du choix des points d'enquête dans un des polygones

La troisième étape vise justement à assurer une représentation cartographique équilibrée du territoire ouagalais, ce que ne permettent pas les découpages administratifs existants. Les secteurs (sur la carte suivante avec un tracé jaune) ont été conçus pour rassembler des cercles successifs de la croissance urbaine, afin de consolider une gestion partagée. Ils sont donc inaptes à rendre compte de la singularité des couches concentriques de l'étalement urbain, voire d'une différenciation émergente de la périphérie. Sans compter que l'ensemble de l'espace urbanisé n'est pas sectorisé (la commune orientale de Saaba est détachée de celle de Ouagadougou). La délimitation de polygones cartographiques *ad hoc* est opérée par observation de l'imagerie satellitaire (Spot™ et Google Earth™) et sur le terrain, en contournant l'espace vide. En appréciant la régularité du bâti ou de la morphologie urbaine, la cartographie représente les valeurs moyennes de zones plus homogènes en termes de densité et de caractéristiques de l'habitat. De plus, on dispose d'un nombre de zones apportant un maillage équilibré de l'espace et cohérent avec la taille de l'échantillon. Chacune des soixante-cinq zones retenues (les polygones) est décrite en

moyenne par une trentaine de logements, donnant des seuils de confiance acceptables aux estimations statistiques (sauf notification contraire, pour des phénomènes rares). L'autre gain analytique est de dépasser la familière distinction loti/non-loti qui devient moins significative au fur et à mesure des opérations de régularisation.



Les lieux géo-référencés par l'enquête et les découpages en polygones cartographiques et secteurs administratifs

Repères historiques⁹

Contrairement à d'autres capitales ouest-africaines, Ouagadougou n'est pas à proprement parler une pure création coloniale : à la fin du XIX^{ème} siècle, ce qui était un village et ses quartiers abritaient le palais du Mogho Naaba, ses serviteurs ainsi que son armée et des commerçants. L'armée coloniale, puis le clergé s'y installent pendant la conquête, mais Ouagadougou ne devient capitale de la Haute-Volta qu'à partir de 1919. La ville s'organise alors selon le modèle ségrégué des villes coloniales : un quartier abrite le nouveau pouvoir politique, un autre le pouvoir religieux. Ils sont flanqués du quartier indigène où se trouvent la chefferie traditionnelle et ses dépendants, ébauchant la partition moderne entre un centre et sa périphérie. Les aménagements sont peu nombreux, obéissant essentiellement à une logique hygiéniste (assainissement, aménagement de quelques quartiers). En 1932, la colonie de Haute-Volta est démantelée, rattachée à la celle de Côte d'Ivoire ; Ouagadougou perd son statut de capitale, ce qui va ralentir les rares aménagements. La ville gagne alors le surnom de Banco Ville en raison de l'importance de l'habitat traditionnel, du non-lotissement des quartiers, dans un contexte de croissance urbaine encore modeste.

Il faut attendre 1947 et la reformation de la colonie de Haute-Volta pour que Ouagadougou retrouve son statut de capitale et bénéficie d'aménagements de rattrapage. Dans les années 50, les marigots du nord de la ville sont contenus par des barrages ; un collège, un hôpital, le marché sont construits, de même que la zone industrielle de Gounghin, même si celle-ci ne sera effectivement achevée que durant les années 60. Les premiers goudrons font alors leur apparition. Quartiers indigènes et quartiers européens bénéficient d'opérations de lotissement. Si la ville se développe toujours selon une logique en damier, la taille de la voirie et des parcelles varie, confirmant d'adéquation entre le tissu urbain et le tissu social, poursuite de la logique ségréguative originelle.

A partir de l'indépendance de la colonie de Haute-Volta, à la suite de ces premières vagues de lotissement, se développe chez les habitants de Ouagadougou l'aspiration à une reconnaissance foncière formelle. Pourtant, dans la mesure où seule une petite partie de l'espace urbain est légalement lotie, l'extension (les taux de croissance annuelle varient entre 8 et 9% dans les années 1970) se réalise par l'occupation spontanée, et donc non lotie, des marges de la ville. Dès lors, ces nouveaux quartiers ne bénéficient pas des équipements sanitaires et éducatifs de base ni d'une voirie

tracée. Cette situation prévaut jusqu'à la révolution sankariste de 1983. À cette date, on estime que 60% des Ouagalais vivent dans un quartier non loti.

L'arrivée de Sankara au pouvoir est un tournant radical. D'une part, la Réforme Agraire et Foncière en 1984 nationalise le foncier : l'ensemble de l'espace ouagalais, loti ou non, appartient désormais à l'État devenu burkinabè. D'autre part, émerge l'idée d'un lotissement systématique des quartiers, parallèlement à la construction de cités destinées aux classes moyennes, qui vont conduire au déguerpissement et au relogement d'habitants du centre (Bilibambili, Kalgondin...). Cette période voit donc l'émergence d'une idée aujourd'hui largement partagée par tous : occuper une parcelle dans un espace non loti reste le moyen le plus simple et le moins coûteux d'accéder à la propriété formelle et de s'insérer dans l'espace urbain. En effet, même si les procédures de lotissement ont connu quelques changements depuis la période révolutionnaire, le principe se maintient : les habitants des quartiers non lotis sont recensés et ils reçoivent une parcelle en fonction de critères telles que l'occupation effective par le candidat à la propriété et l'ancienneté de sa présence

Autre élément initié lors de la période révolutionnaire, la mise en place d'un plan d'aménagement de ce qui est en passe de devenir l'agglomération ouagalaise. En 1984, le premier Schéma Directeur d'Aménagement Urbain est adopté, suivi du Schéma d'Aménagement des Banlieues de Ouagadougou et en 1990 du Plan d'Aménagement du Grand Ouagadougou. Actuellement, les autorités municipales travaillent à l'élaboration d'un Plan d'Occupation des Sols. Ces différents plans se sont mis en place dans un contexte de décentralisation, impulsée par la création des secteurs pendant l'administration sankariste puis des communes d'arrondissement à partir de 1987. Les opérations de lotissement sont poursuivies pendant la période récente même si elles ne parviennent pas à éponger l'émergence continue de l'occupation spontanée sous la pression démographique et de l'aspiration à la propriété.

Ces dernières années ont été aussi marquées par de grands chantiers telles que la construction de trois échangeurs routiers et la mise en place de la deuxième tranche de Ouaga 2000. Cependant, à la date de l'enquête, si l'étalement urbain constitue l'une des préoccupations fortes des autorités municipales, aucun schéma d'aménagement n'a pu y mettre fin et les opérations de densification restent insuffisantes.

⁹ Source : FOURNET Florence, MEUNIER-NIKIEMA Aude, SALEM Gérard, 2008 - *Ouagadougou (1850-2004). Une urbanisation différenciée*. IRD-Éditions, Marseille, 143 p.

Le fonds cartographique, le lotissement et les quartiers

Historiquement, la progression centrifuge des vagues de lotissement consolide une structuration et une organisation concentriques du territoire urbain. La périphérie serait donc caractérisée par le non-lotissement et l'occupation spontanée de terrains vides à des fins d'appropriation formelle, entachée parfois par des pratiques spéculatives, voire de corruption. En réalité, l'espace non loti n'est pas homogène. Certains quartiers non régularisés sont habités depuis une ou deux décennies et présentent une morphologie dense et organisée. D'autres, plus récents sont en cours de construction et d'occupation et contiennent des espaces vides. Les cartes suivantes de situation intègrent cette distinction et l'historique du peuplement nécessaire à la lecture des géographiques socio-économiques à suivre.

La première regroupe les unités cartographiques (les polygones) selon la date de lotissement, laquelle consacre une occupation préalable et indique l'âge de concrétisation du bâti ; indirectement, elle différencie le niveau d'équipement du quartier. La période avant 1972 correspond aux lotissements qui se sont succédés pendant la colonisation et durant la décennie qui a suivi l'indépendance ; ces quartiers forment aujourd'hui le centre-ville de Ouagadougou. Au cours des années 1970 (de 1972 à 1983), les quartiers spontanés ont surgi de façon extensive, une période qui correspond à la fois à une réduction des opérations de lotissement et à une croissance urbaine vigoureuse. L'arrivée au pouvoir de Sankara en 1983 constitue un tournant radical de la politique urbaine, déjà évoqué. La Réforme Agraire et Foncière nationalise le foncier et pose le principe d'une régularisation systématique des espaces occupés ; elle impulse cette logique de structuration du territoire par les politiques de lotissement. Alors que les années 90 ont vu un fléchissement du processus, comparativement à la période précédente, la mise en place de la décentralisation dans les années 2000 et la prise en main par les mairies des opérations de lotissement¹⁰ ont conduit à des régularisations massives. Celles-ci ont culminé à partir de 2005, ce qui explique la relative rétraction de l'espace non loti en 2009 au moment de l'enquête.

Une seconde classification est proposée reprenant cette tendance historique et introduisant la différenciation socio-économique du péricentre et de la périphérie. Il convient en effet de ne pas surinterpréter l'effet structurant du lotissement, qui est un processus évolutif, qui ne fige évidemment pas les configurations territoriales, un constat de cet atlas. Surtout, cette typologie réintroduit la distance et l'accessibilité au

centre-ville. Sont distinguées dix zones à être parfois utilisées dans l'analyse statistique des caractéristiques individuelles ou du logement.

Le centre-ville est conservé, pour insister sur ses fonctions commerciales et administratives qui ont pris le pas sur les vocations résidentielles.

À l'est du centre-ville, les quartiers péricentraux présentent des profils de bâti hétérogènes en lien avec leur ancienneté et leur histoire. Mais ils ont en commun leur proximité et leur grande accessibilité autant au centre qu'aux services administratifs et à l'université. En périphérie, au nord-est de la ville, la commune de Saaba et les quartiers limitrophes, forment la première extension hors de la commune de Ouagadougou. Elle a bénéficié d'une opération ciblée de lotissement, de sorte qu'elle accueille des catégories relativement aisées tout en conservant un noyau villageois ancien.

Au nord des barrages, sont dissociés les quartiers anciennement lotis et ceux qui l'ont été plus récemment. Si dans les deux cas il s'agit plutôt d'un habitat populaire – les barrages semblent avoir un effet négatif sur les aspirations résidentielles –, des quartiers comme Tampouy ou Tanghin s'inscrivent plus nettement dans l'histoire coloniale de la ville, alors que ceux de Marcoussis, Kossoghin... renvoient à l'occupation régularisée dans les années 2000. Ces faubourgs sont également doublement mis à distance du centre-ville par l'étendue d'eau et la ceinture verte.

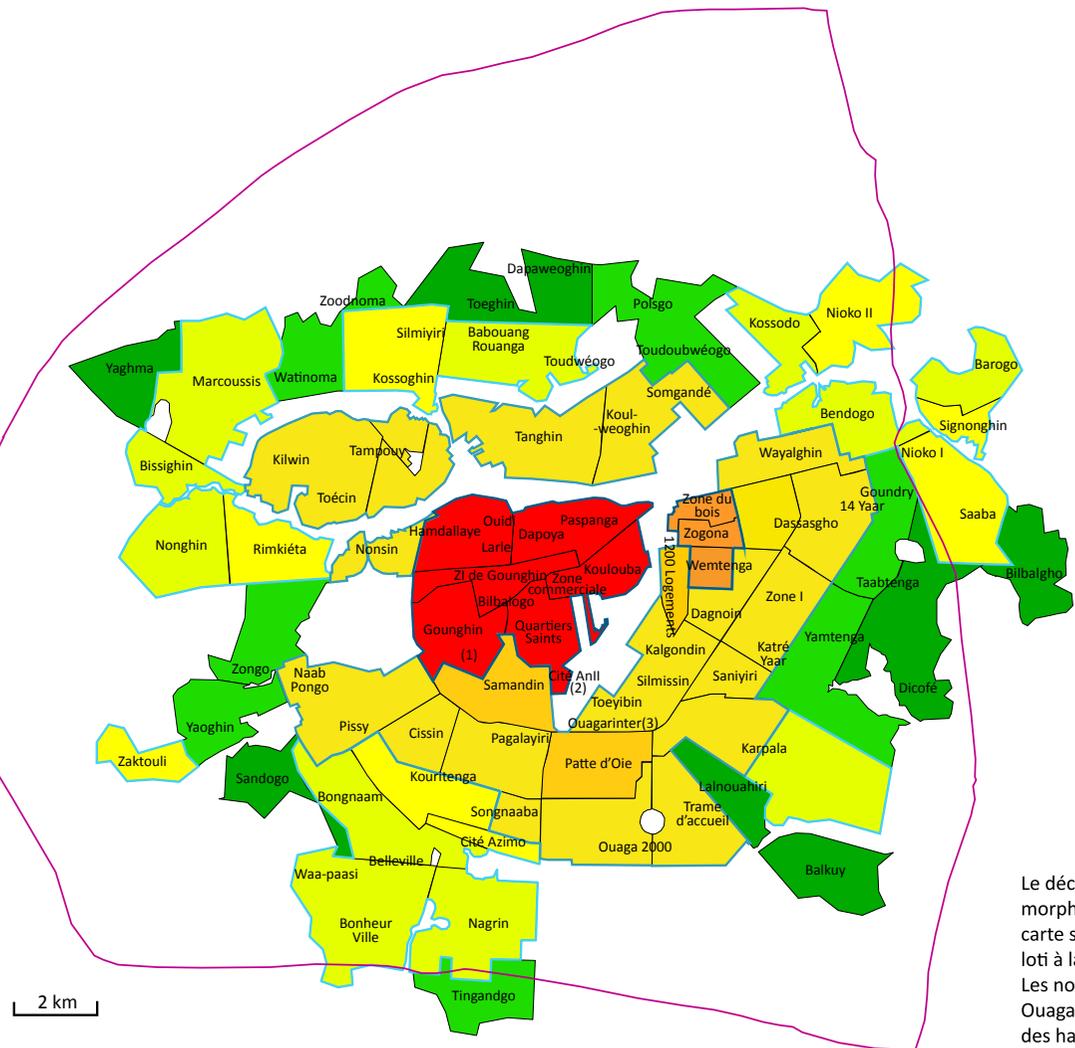
De la même manière, les quartiers du sud de la ville sont séparés en fonction des dates de régularisation et d'aménagement. Plus éloignés et moins bien reliés au centre-ville que les quartiers orientaux, ils bénéficient néanmoins de la proximité de Ouaga 2000, devenu un pôle attractif d'activités qui orientent l'avenir de l'agglomération. Encore peu résidentiel au moment de l'enquête, Ouaga 2000 abrite surtout les classes aisées dont la présence a débordé au fil d'opérations de lotissement par des promoteurs privés ou de rachat d'un bâti ancien.

L'ouest non loti pâtit d'une situation moins avantageuse que son pendant oriental, car isolé par le camp militaire, même s'il bénéficie de la proximité de la route de Bobo-Dioulasso.

La dernière planche complète ce découpage cartographique par les infrastructures structurantes, notamment les principaux axes routiers et les zones industrielles, les universités et centres administratifs et les espaces non constructibles. Souvent leur présence infléchit certaines caractéristiques du peuplement, jusqu'à la spéculation foncière ou les préférences résidentielles.

¹⁰ Notons qu'en l'absence de revenus fiscaux réguliers, les lotissements sont une source de financement pour les municipalités. En effet, les habitants qui se voient attribuer une parcelle sont tenus de payer des droits de régularisation à leur mairie de résidence.

Typologies des polygones selon les périodes de lotissement



Typologie en 8 classes

- Zones loties essentiellement avant 1972
- Zones loties essentiellement entre 1972 et 1983
- Zones loties essentiellement entre 1983 et 1987
- Zones loties essentiellement dans les années 1990
- Zones loties essentiellement dans les années 2000
- Zones loties essentiellement à partir de 2006-2007 (lotissement non encore structuré)
- Zones essentiellement non loties denses et anciennes
- Zones non loties peu denses

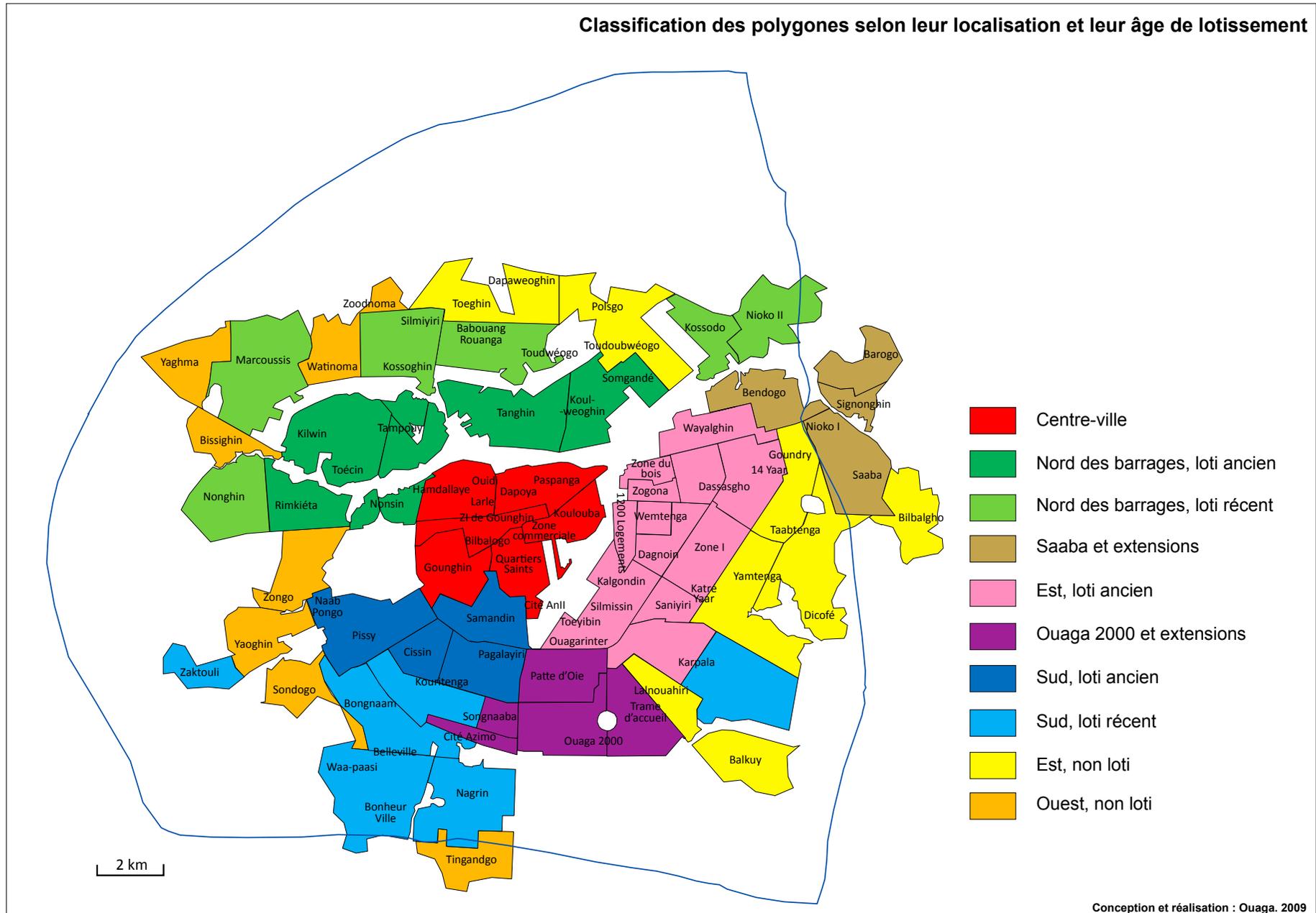
Typologie en 5 classes

- Zones loties essentiellement avant 1980
- Zones loties essentiellement dans les années 1980 et 1990
- Zones loties essentiellement dans les années 2000
- Zones essentiellement non loties denses et anciennes
- Zones non loties peu denses
- Limites de la commune de Ouagadougou

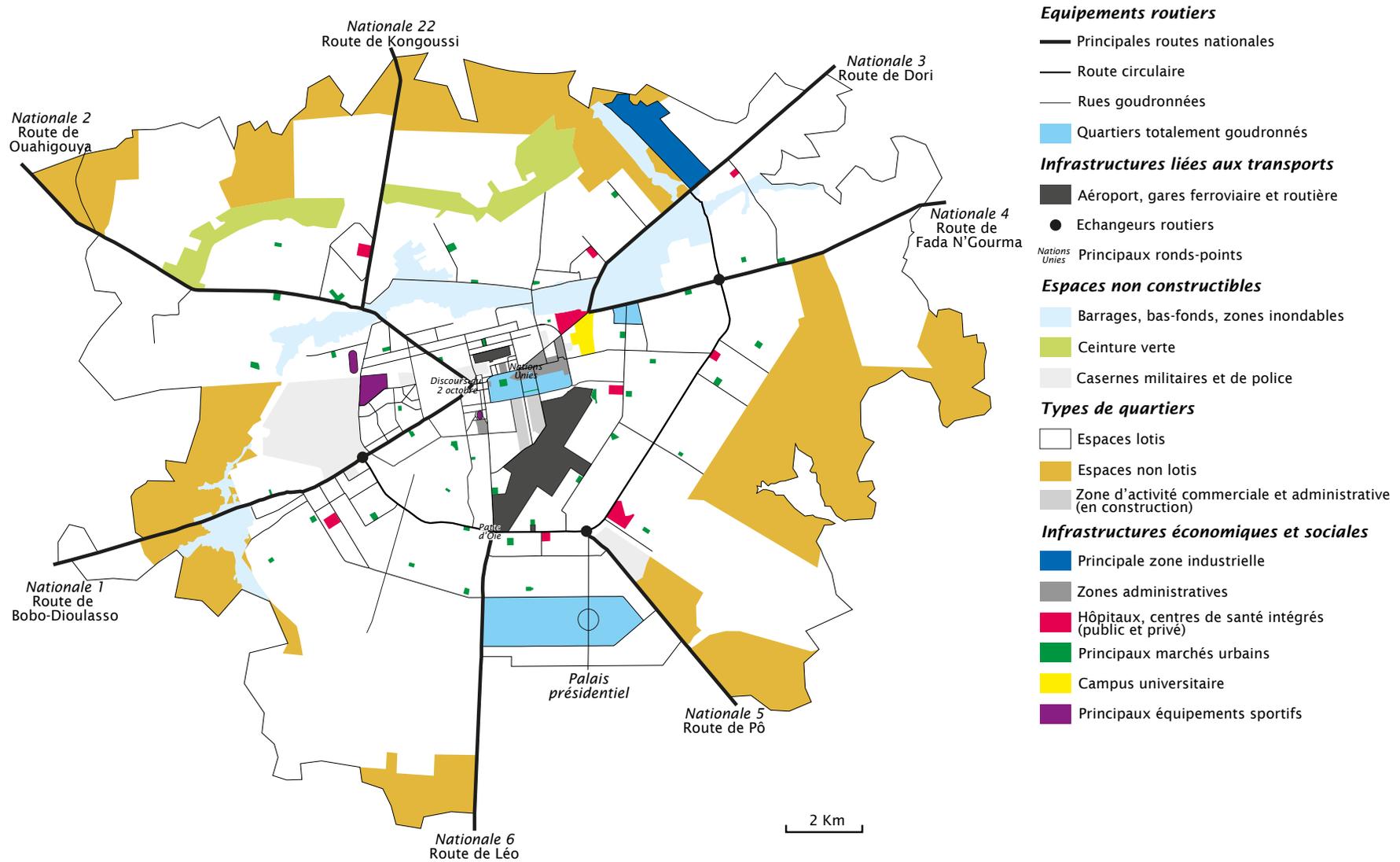
(1): La partie sud de Gounghin a été loti plus tardivement, en plusieurs vagues, dans les années 1970 puis dans les années 1980.
 (2): La Cité An II est l'une des réalisations de la Révolution, elle a été construite entre 1983 et 1987.
 (3): Ouagarinter a été loti dans les années 1980 pour abriter une gare routière ainsi que la zone de douane et des entrepôts.

Le découpage en polygones a été effectué sur la base d'une certaine homogénéité morphologique et d'âge du bâti. Les périodes de lotissement qui sont représentées sur cette carte sont des dominantes, c'est-à-dire que l'ensemble du polygone n'a pas forcément été loti à la même date, mais il a été essentiellement loti dans la période indiquée. Les noms de quartiers ne correspondent pas non plus à des noms de polygones. Si la ville de Ouagadougou est effectivement découpée en quartiers, ceux-ci correspondent aux pratiques des habitants. Il est extrêmement difficile de recueillir l'ensemble des noms de quartiers (division en quartiers et sous quartiers) et surtout d'établir des limites. Chaque nom correspond ainsi à une zone aux limites floues.

Classification des polygones selon leur localisation et leur âge de lotissement

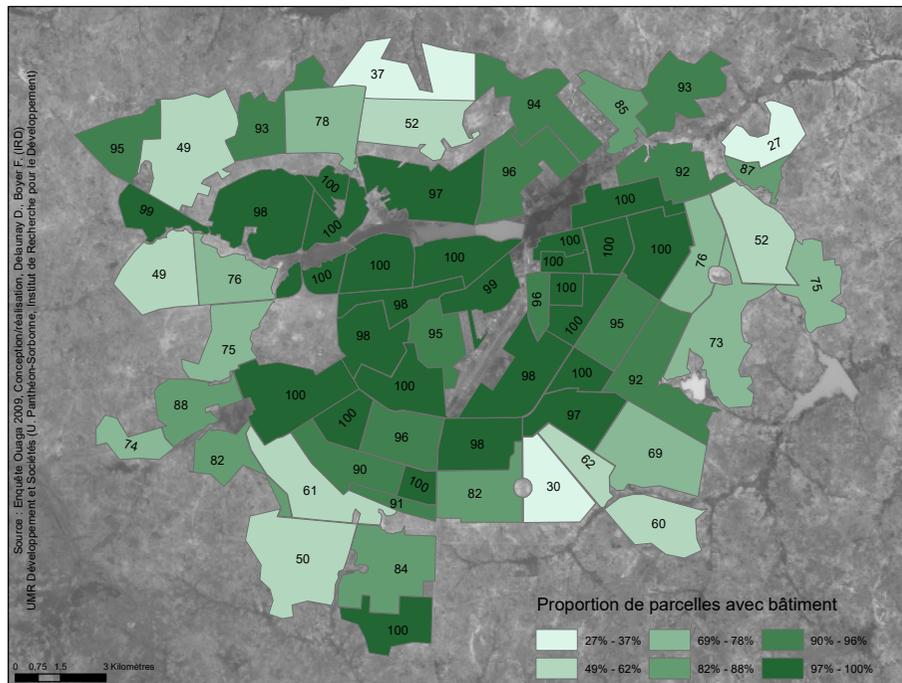


Conception et réalisation : Ouaga. 2009



LA PARCELLE, SA VOCATION ET SON RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX

Les parcelles tirées au sort pour l'enquête Ouaga 2009 forment la première strate d'observation de la morphologie urbaine. Le tirage excluant d'emblée les zones naturelles, les casernes et marchés... (Cf. supra la méthode du sondage aréolaire), la géographie des parcelles et des bâtiments restants est plus focalisée sur l'usage résidentiel, lequel est décrit plus en détail dans la seconde partie exclusivement consacrée aux logements. Dans un premier temps, néanmoins, toutes les parcelles enquêtées sont retenues pour cartographier les attributs élémentaires comme la présence ou pas d'un bâtiment, sa vocation ou la connexion aux réseaux. Pour cette raison, bon nombre des cartes qui suivent n'ont pas été introduites dans le rapport consacré à l'habitat ouagalais. Leur intérêt est de mieux cerner la situation de cet habitat dans l'ensemble du parcellaire et du bâti ouagalais.

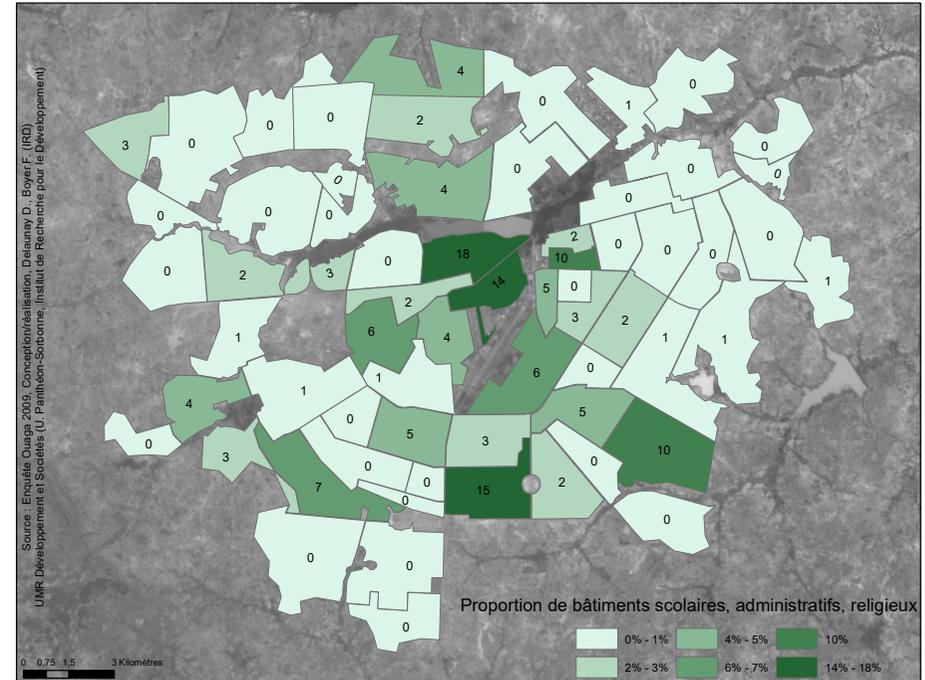


La présence d'un bâtiment sur la parcelle est une première indication de l'occupation du sol. Dans l'ensemble de la ville, une parcelle sur cinq n'est pas construite ; celles qui le sont se distribuent dans l'espace comme la carte ci-contre le rapporte. En creux, elle reflète la progression du peuplement de la ville, montrant les espaces en attente d'occupation, ou bien mis en culture, voire inconstructibles. Les terrains dans les quartiers les plus centraux, lotis avant 1980, sont entièrement construits. Les secteurs aménagés dans les années 1980-1990 conservent une part de parcelles sans bâtiment (6%), ce qui peut dénoter la tentation d'une spéculation foncière de la part de certains propriétaires ou leur incapacité prolongée de mise en valeur.

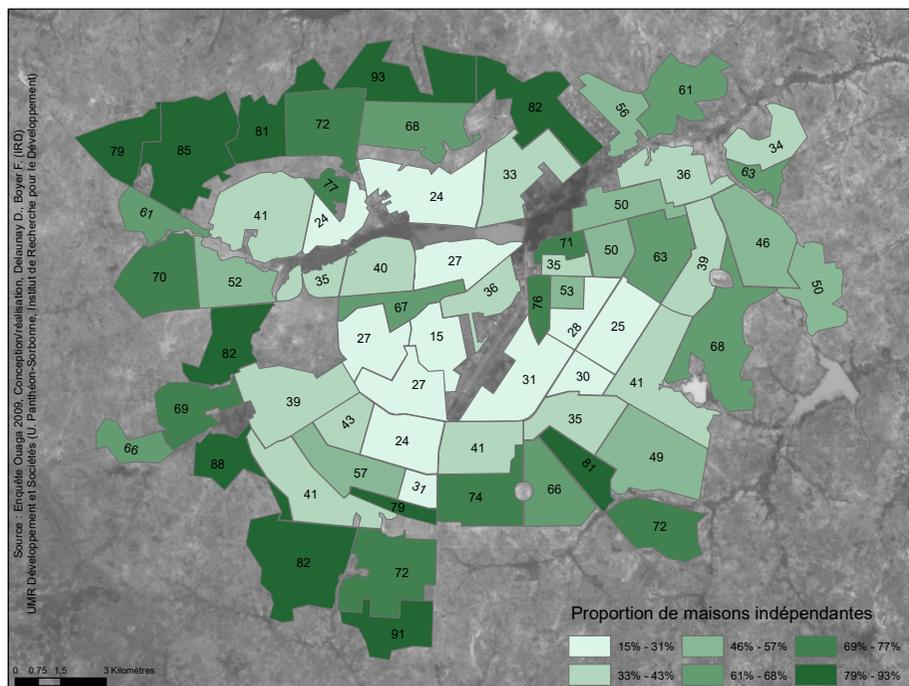
Les quartiers présentant le plus fort pourcentage de parcelles non construites sont logiquement ceux de la périphérie. Dans le non-loti épars peu dense, un tiers des parcelles attendent un bâtiment. Néanmoins, certaines zones excentrées tirent avantage de leur localisation assurant une accessibilité au centre ville ou une proximité des pôles d'emploi (Pissy, Kossodo). L'activité agricole peut également freiner la mise en construction, comme à Saaba ou au nord de la ceinture verte. Cet instantané de l'occupation est bien sûr provisoire, notamment dans la partie orientale de Ouaga 2000 en cours d'urbanisation.

La vocation et le type du bâtiment

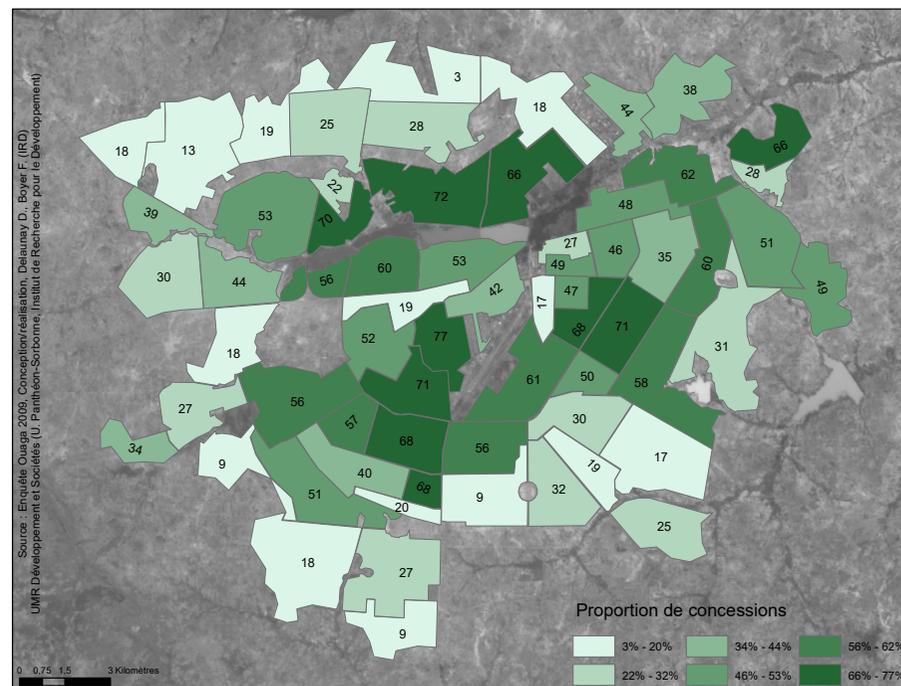
S'il est présent sur la parcelle, le bâtiment a plusieurs vocations possibles : il est destiné à la résidence ou les activités économiques (usine, entrepôt, local commercial), administratives, scolaires, religieuses. Les bâtiments à fonction résidentielle sont décrits plus loin, même s'ils sont accolés à des ateliers ou magasins. Pour l'instant, les cartes des autres vocations désignent les quartiers dotés d'une attractivité économique susceptible d'en modifier le peuplement. Elles sont indicatives faute d'effectifs suffisants pour une présence qui reste clairsemée hors des zones spécifiquement économiques ou administratives. Pour une bonne part, ce sont des activités imbriquées aux lieux habités, parcelle par parcelle. Les proportions sont calculées sur l'ensemble des bâtiments, incluant ceux à vocation résidentielle.



Le bâti destiné aux activités économiques est moins central apparemment que pour les autres vocations, plus diversifiées (écoles, centre de culte ou de services). Sans doute exprime-t-elle la présence des habitants qui travaillent près de ou dans leur logement. Se confirment cependant des implantations anciennes, comme la zone industrielle de Gounghin ou le quartier de Ouagaintier loti dans les années 80. La diffusion des services administratifs à partir du centre historique vers Ouaga 2000, avec une influence sur les alentours du nouveau pôle administratif, est notable en dépit d'un relevé par sondage peu robuste pour une caractéristique rare. Le vide relatif de ces services à l'est de la ville serait assez surprenant s'il se confirmait, il pourrait dénoter une contrainte à la mobilité pour les résidents.



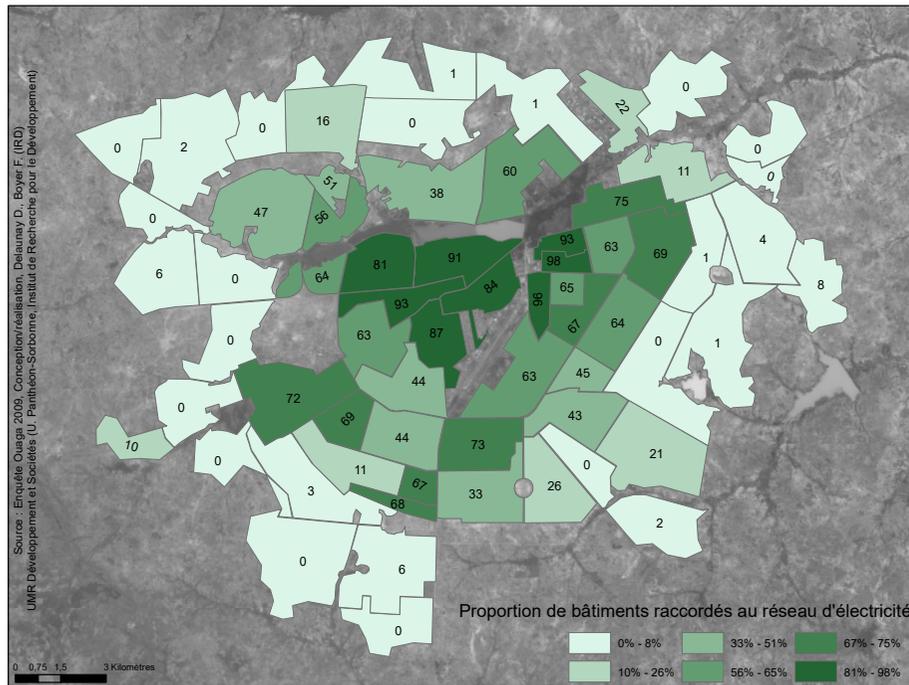
Quand le bâtiment est habité, une distinction est introduite entre la maison indépendante et la concession, laquelle correspond communément à plusieurs logements disposés autour d'une cour. Se détachent deux ensembles géographiques de maisons indépendantes, au centre avec une extension orientale et en périphérie, surtout occidentale. Le premier est formé des quartiers aisés dont les habitants privilégient la villa individuelle (Zone du Bois, par exemple) ou les cités construites sur le modèle pavillonnaire (Azimo, Tampouy). Sur les marges en extension et non loties de la ville l'occupation de la parcelle s'opère par une maison ou cabane individuelle, au moins dans un premier temps pour marquer la présence du candidat à la propriété. L'inclusion d'un habitat plus ancien (à l'est notamment) tempère cette forme d'appropriation spontanée.



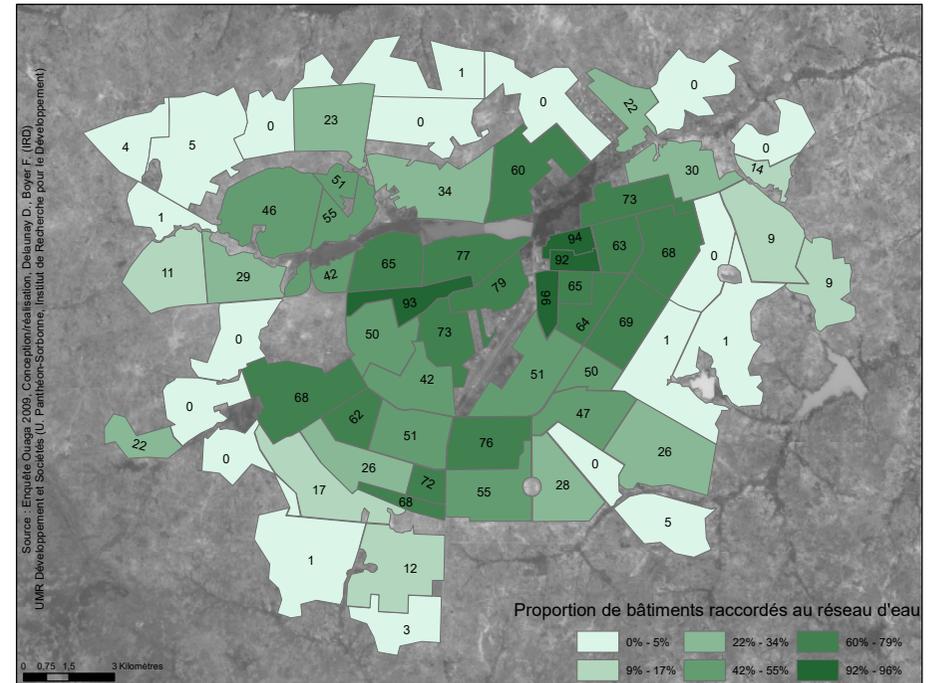
L'habitat de cour, sous la forme d'une concession rassemblant plusieurs unités résidentielles, est une expression vernaculaire de la cohabitation des familles élargies, en ville éventuellement à celle de ménages ou célibataires indépendants. Il compterait pour 40% de l'ensemble des bâtiments. Sa géographie est le pendant de celle de la maison individuelle, à la différence cependant des vocations économiques et administratives (les proportions sont calculées sur l'ensemble des bâtiments, toutes vocations confondues). L'habitat de cour s'est maintenu ou développé dans le péricentre pour y devenir souvent majoritaire, sous la contrainte notamment de la densification démographique. Les parcelles anciennes sont plus grandes et pratiquent la colocation ou une partition destinée aux célibataires, étudiants ou travailleurs temporaires. Les générations d'un même lignage peuvent être rassemblées avec, pour chaque ménage, une chambre indépendante. Les quartiers résidentiels historiques à l'ouest de l'aéroport se distinguent de manière saillante, comme ceux au nord des barrages.

Le raccordement des bâtiments

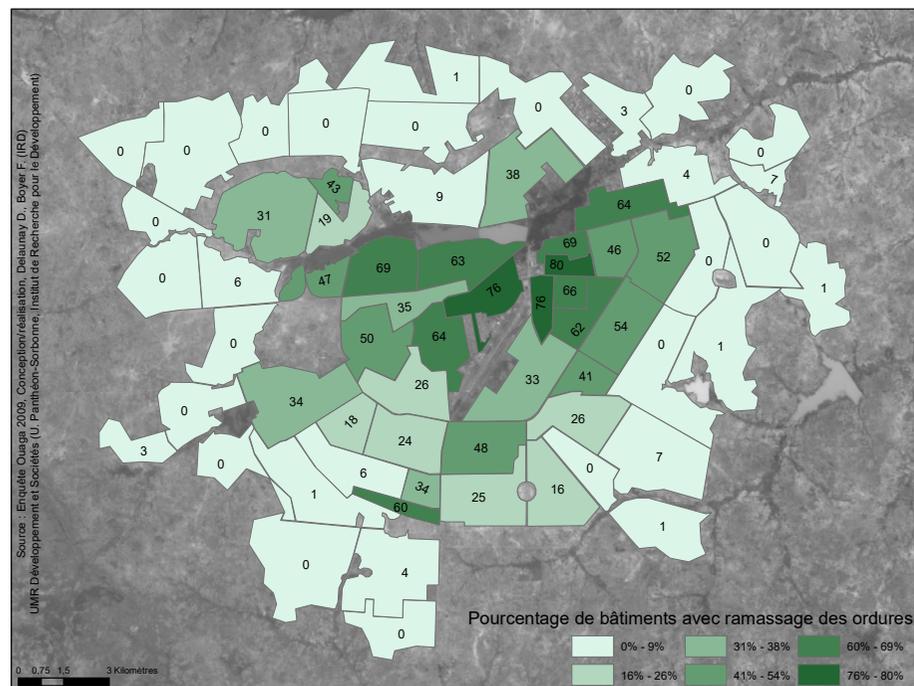
Le raccordement aux réseaux, la distance au goudron et aux services collectifs de transport sont des attributs constitutifs de la viabilité de la parcelle. L'information est relevée quand celle-ci est construite. Certains aspects de ces infrastructures se retrouvent indirectement dans la description du logement à suivre, à la différence que le bâti non résidentiel est inclus dans les statistiques cartographiées.



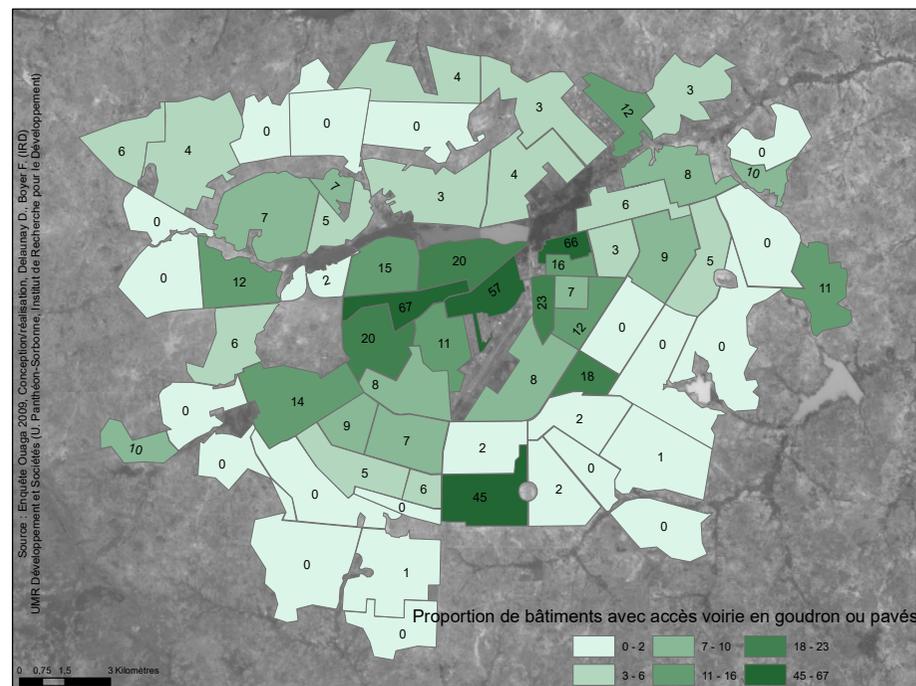
Le raccordement au réseau électrique montre une configuration attendue, mais dont on mesure la fracture au désavantage d'une périphérie qui n'est pas desservie. Une autre information cruciale est contenue dans cette carte, à savoir qu'une part des bâtiments des quartiers lotis dans les années 80 et 90 n'ont toujours pas d'accès au réseau d'électricité, Samandin par exemple. Cette remarque vaut pour l'ensemble du péricentre résidentiel, portant densément occupé en 2009. Cette situation dénote des formes d'occupation spontanées ou précaires des quartiers relativement anciens, comme les lenteurs de l'aménagement de zones pourtant régularisées.



Une autre manifestation du non-équipement des marges de la ville comme du péricentre est apportée par cette carte de l'accès au réseau d'eau. Les implications sanitaires sont particulièrement préoccupantes. Le contraste est radical mais ici et là atténué si on le compare à l'accès au réseau électrique, notamment au sud-ouest (Zaktouli, Nagrin...) ou à Saaba. Des quartiers pourtant densément occupés sont délaissés (Taatenga par exemple). En la matière, le centre bien desservi s'est sensiblement déplacé vers l'est en faveur des zones résidentielles proches des fonctions administratives et universitaires. Ce qui accentue la fracture absolue avec celles qui les flanquent à l'est (Yamtenga, Taabtenga...).



Le ramassage des ordures est plus resserré sur le centre économique et administratif. Des manquements s'observent jusque dans des quartiers privilégiés comme Zone du Bois. L'absence totale de ce service indispensable s'observe bien en-deçà des périphéries non loties, à Tanghin par exemple, pour dessiner un déficit plus proche du centre.



Sont assimilées dans la même catégorie « goudron » les rues pavées. Cet ensemble carrossable se différencie des revêtements en terre, moins fréquentés par les transports collectifs, les bus en particulier. La périphérie ne bénéficie pas de voies praticables par tout temps, le péricentre résidentiel bien peu. Même Ouaga 2000, le centre commercial et la zone industrielle de Gounghin ne sont, à ce stade, que partiellement dotés.



Dans le cas où la parcelle ne donne pas sur une rue desservie par un transport collectif, la distance à cette commodité est estimée. Déclarées, ces valeurs sont indicatives et le recours à ce mode de déplacement est rare, faute d'une offre suffisante. Mais pour les nombreux habitants qui ne disposent pas d'un moyen de transport individuel, cette distance exprime l'éloignement aux aménités urbaines et à certaines formes d'emploi. L'axe de la nationale 1 vers Bobo, prolongé vers le nord-est par les nationales 3 et 4, se dégage comme un élément structurant présent dans plusieurs configurations, notamment de la mobilité et des pratiques urbaines. Si l'on oublie le développement de Ouaga 2000, le désavantage en termes d'accessibilité à la ville est particulièrement élevé dans les périphéries parallèles à cet axe.

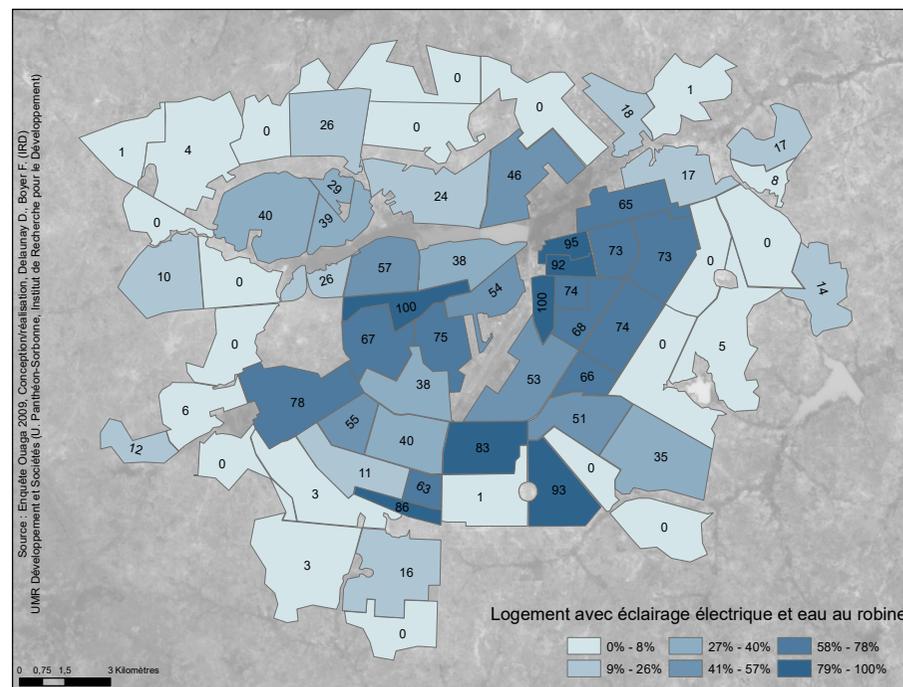
LE LOGEMENT HABITÉ, SON ÉQUIPEMENT ET SES STATUTS D'OCCUPATION

Les logements décrits dans ce chapitre sont habités. En cela les cartes présentées diffèrent de celles consacrées aux bâtiments de la section précédente, dont certains n'avaient pas de vocation résidentielle. Quelques-uns associent néanmoins une destination économique à l'habitation, ils sont inclus.

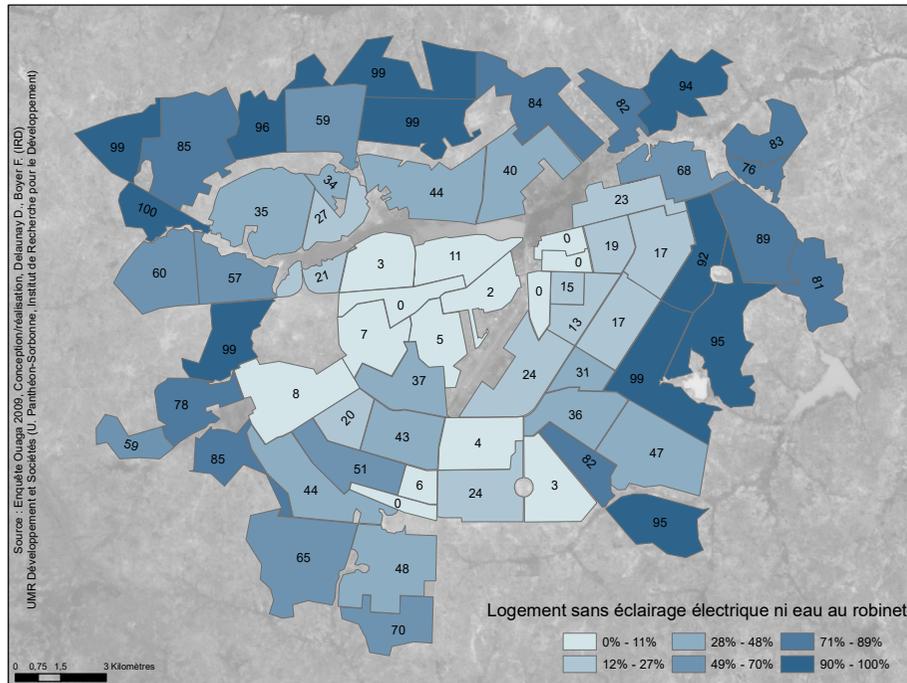
Dans une première section, six cartes sont consacrées à l'équipement et au confort des logements, dont deux proposent des indices synthétiques (par analyse factorielle) de l'un et l'autre. Ils sont distingués pour traduire deux réalités. Le premier résume les équipements ou services qui sont élémentaires et devraient bénéficier à tous. Le second indice synthétise un inventaire étendu de biens qui sont plus discriminants du niveau de vie des occupants du logement (véhicule, climatiseur...). Dans l'espace, cette distinction exprime des polarités certes associées mais dont les écarts instruisent deux aspects de l'occupation du territoire. La première s'inscrit dans l'histoire de l'équipement de la ville et des lotissements, la seconde révèle la différenciation socio-économique du peuplement. En simplifiant, la première dimension est plus collective et dépend surtout des politiques publiques, la seconde individuelle exprime mieux des choix résidentiels ou l'ascension sociale des habitants en place.

La seconde section présente la géographie des statuts d'occupation du logement, selon que son référent est propriétaire (avec ou sans titre formel), locataire ou usager à titre gratuit. Les proportions sont calculées en référence au nombre de logements, pas de la population occupante. Des écarts importants entre les deux calculs peuvent exister car certains modes d'occupation sont privilégiés par des individus seuls ou cohabitants, d'autres facilitent l'élargissement des familles, l'hébergement de personnes non apparentées. Les configurations spatiales des statuts sont alors plus déterminées par l'occupation spontanée d'espaces non régularisés pour devenir propriétaire, ou résultent de stratégies de rapprochement du centre par les habitants qui en ont les moyens. Le lien entre le statut d'occupation et la composition du logement compte aussi dans la configuration de ces géographies.

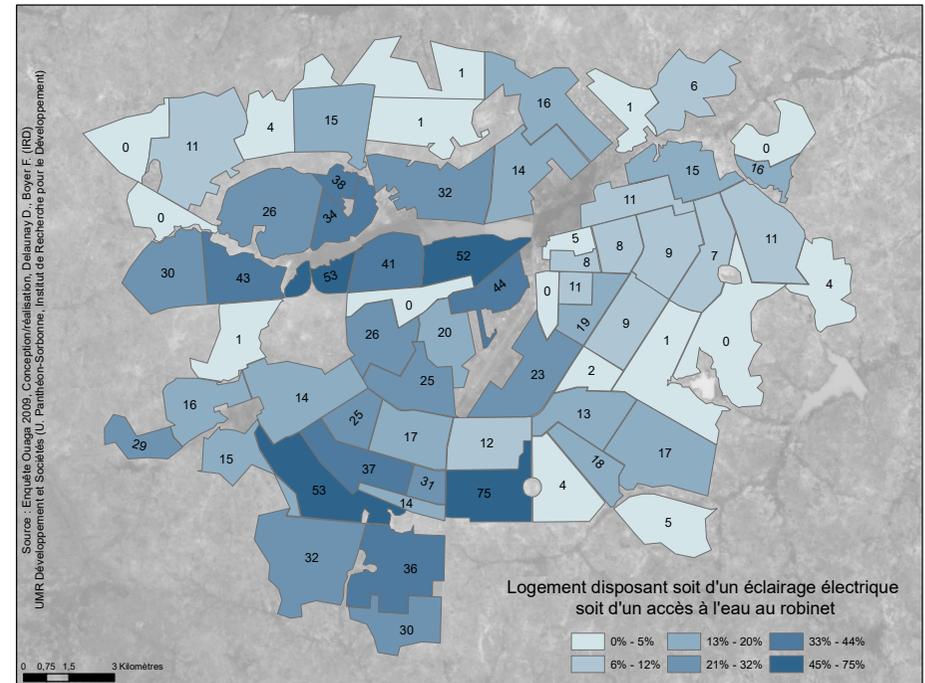
L'équipement et le confort du logement



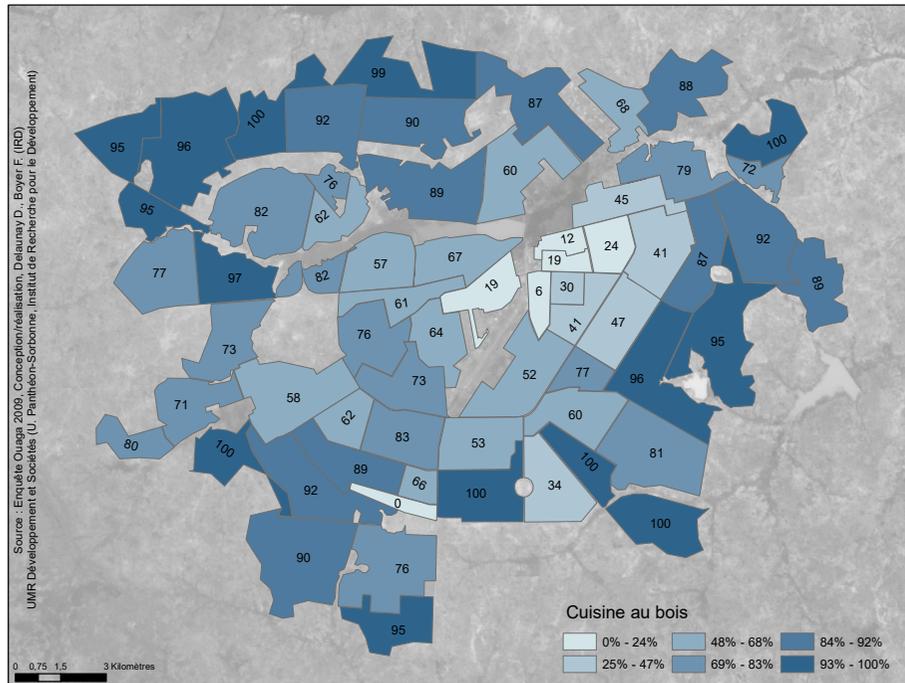
Est ici retenue l'association supposée élémentaire d'un éclairage électrique (obtenu du réseau ou d'un groupe électrogène) et d'un robinet d'eau (privatif ou partagé). La carence partielle observée dans les quartiers lotis depuis longtemps rappelle que la régularisation ne suffit pas à assurer l'équipement de tous les logements, notamment dans l'habitat résidentiel dense (Paspanga, Samandin), des quartiers en cours de construction (Ouaga 2000). Les opérations immobilières (Cité Azimo, 1200 Logements) ou économiques (zone industrielle de Gounghin) se démarquent par un équipement complet, soulignant le dénuement souvent absolu de la périphérie proche.



La présente carte est le miroir de la précédente : elle documente la répartition territoriale des logements privés d'eau (qui s'obtient alors à une borne-fontaine ou un forage, auprès d'un vendeur itinérant) *et* d'éclairage électrique (on utilise une lampe à pétrole, des bougies ou une batterie). Elle donne la mesure de la privation subie par les Ouagalais qui contribuent à l'étalement de la ville ou vivent dans les villages préexistants. Ce qui peut paraître particulièrement injuste est le contraste quasi absolu entre quartiers proches (Zongo et Pissy près de la réserve militaire, ou le non-loti oriental qui borde l'est loti ancien de Dassasgho, Wemtenga). La pénurie est également préoccupante au-delà de la ceinture verte dans une extension encore peu dense (en 2009).



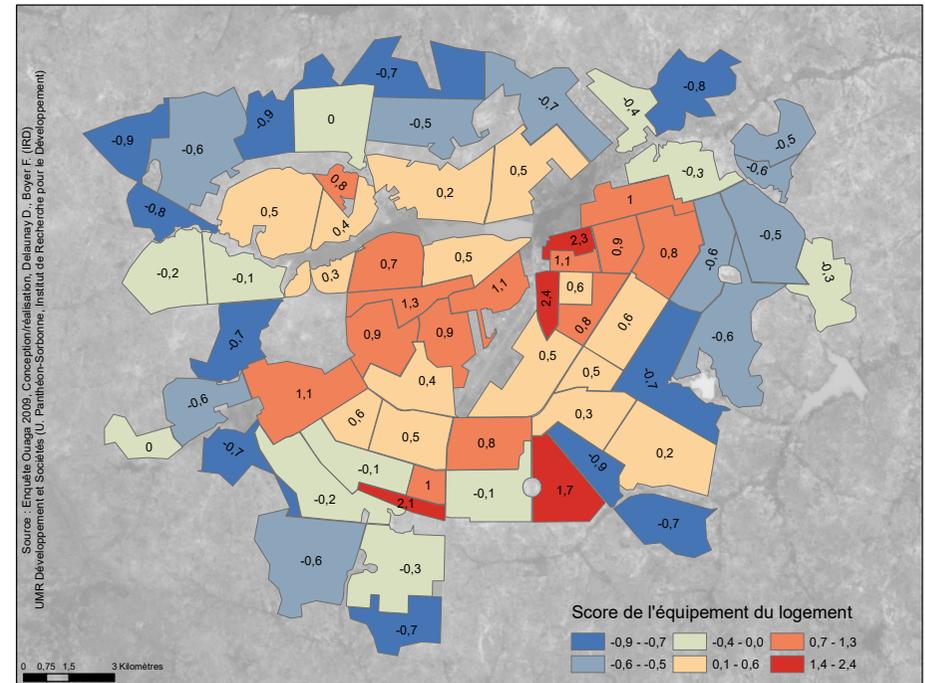
La situation intermédiaire, avec la disposition de l'une ou l'autre des commodités élémentaires, montre des situations incomplètes dans le centre résidentiel ancien au sud des barrages ou vers Tampouy qui bénéficie d'investissements immobiliers, par exemple. Notons aussi une perceptible tendance à l'amélioration dans quelques zones d'extension vers le sud. Cette exception apparaît déjà sur la carte précédente où un quart sud/sud-ouest reflète en partie le développement planifié de la ville qui motive une mobilité intra-urbaine d'ascension sociale plus étendue. Bien sûr, à cette date, le déploiement du réseau est partiel, comme à Ouaga 2000.



La répartition des logements où les occupants cuisinent au bois ou au charbon dessine la géographie d'une relative rusticité, qui épargne le noyau résidentiel favorisé à l'est de la zone administrative, les résidents de la Cité Azimo bien équipée. En contrepartie, l'usage du bois prédomine encore dans le centre résidentiel ancien occidental, à Quartiers Saints par exemple. Pratiquement exclusif aux abords de la campagne, l'usage de ce combustible a assurément un impact sur les ressources en bois proches et dans les campagnes environnantes.

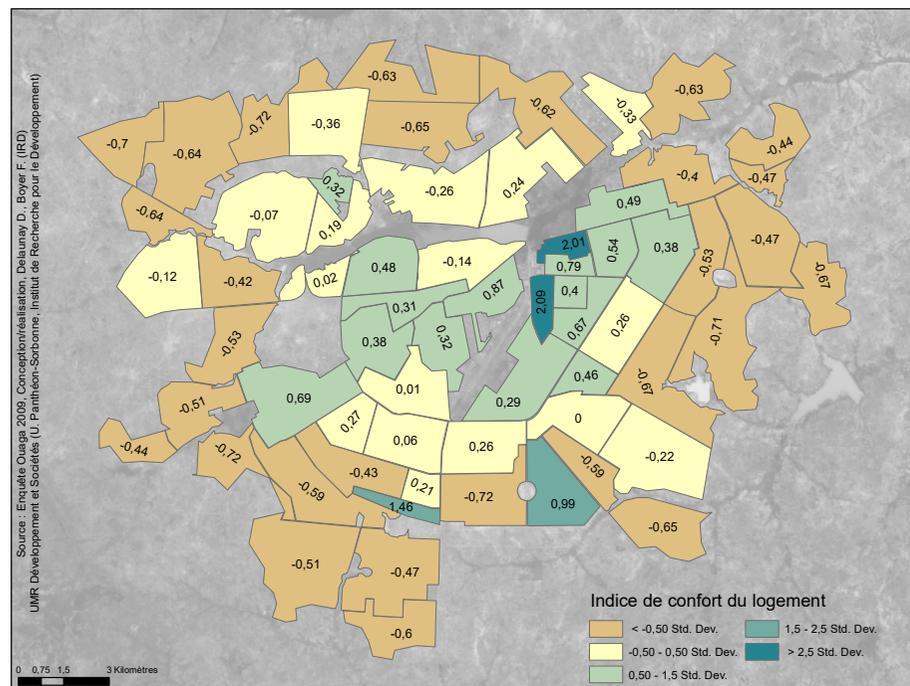


Les cartes qui suivent résument le confort élémentaire du logement, pour la première, et le niveau de vie pour la seconde. Les deux indices sont calculés par analyse factorielle. Les scores obtenus sont centrés sur la moyenne et réduits : chaque unité cartographiée vaut un écart-type.



Les biens et services ici rassemblés pour définir l'équipement sont la disposition de l'eau à un robinet privatif, d'électricité, de sanitaire et d'un lieu pour préparer les repas. La suivante ne retient que les éléments de confort, selon un éventail large allant de la radio au climatiseur. Ce sont des biens plus ou moins discriminants (une radio est un objet courant, pas un climatiseur ou une voiture). Ils sont choisis pour restituer une graduation régulière du niveau de vie qui permet ces acquisitions. Les deux cartes se ressemblent car il est peu probable qu'un climatiseur se trouve dans un logement sans électricité ou eau courante... Cette seconde carte de confort donne une image indirecte de la configuration socio-économique de la ville, la seule dont on dispose faute de connaître le revenu des ménages. Les pôles résidentiels aisés se dégagent bien : les Cités Azimo ou Tampouy au bord du péricentre, Zone du Bois et des 1200 Logements se démarquent du centre-ville, celui-ci du péricentre. La périphérie est bien dessinée dans son dénuement (une partie de Ouaga 2000 pas encore équipée et habitée par des gardiens au moment de l'enquête). Certes, le non-lotissement signifie la dégradation des conditions de confort et d'équipement mais les nouveaux occupants ne sont pas tous démunis. Choisir d'occuper des terrains vides pour acquérir une parcelle à bon prix se traduit assurément en privation d'infrastructure, mais certains

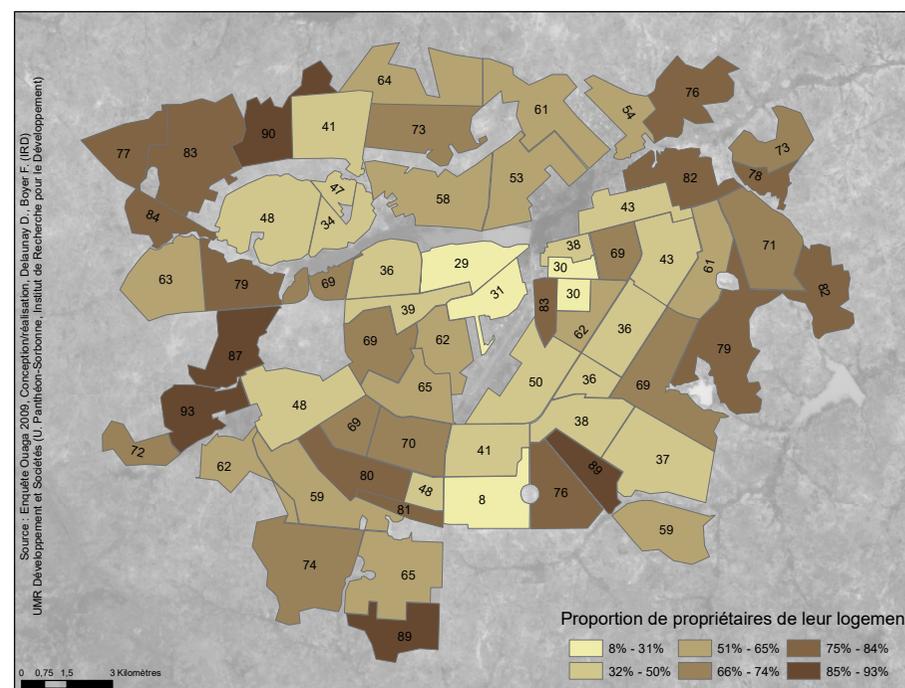
habitants peuvent suppléer ce manque par l'acquisition d'un groupe électrogène, posséder un véhicule pour s'y rendre.



Effectivement, dans le détail des quartiers, le statut socio-économique individuel ajoute une différenciation par le peuplement à celle de l'infrastructure collective et son absence. La Zone du Bois et les 1200 Logements se détachent mieux du centre délaissé par les Ouagalais les plus aisés. Les deux parties de Ouaga 2000 ne se sont pas encore rejointes en 2009. Les cités pavillonnaires se dissocient des quartiers voisins, tout comme les alentours résidentiels de la réserve militaire. Se confirme combien la fracture imposée par le non-lotissement est forte en périphérie orientale, dans les quartiers de Goundrin, Taabtenga et Yamtenga, signe probablement de la pauvreté des habitants dans ce non-loti dense. La partie septentrionale de la ville se signale également par l'indigence des habitants : elle n'attire pas les Ouagalais en ascension sociale, ne serait-ce que par la relative difficulté d'accès à cette zone. Au non-équipement des lointaines périphéries, s'ajoute le désavantage d'être très excentré par rapport aux aménités urbaines et l'emploi, comme le confirment les cartes de la mobilité et de l'activité.

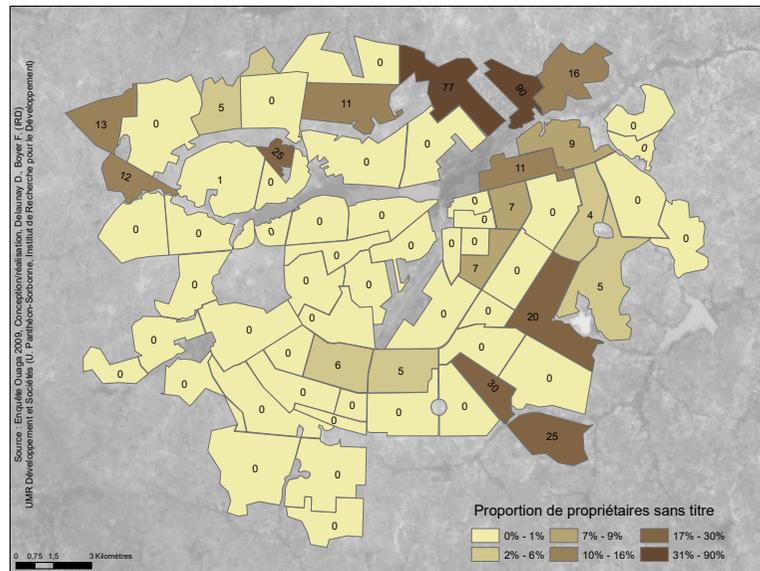
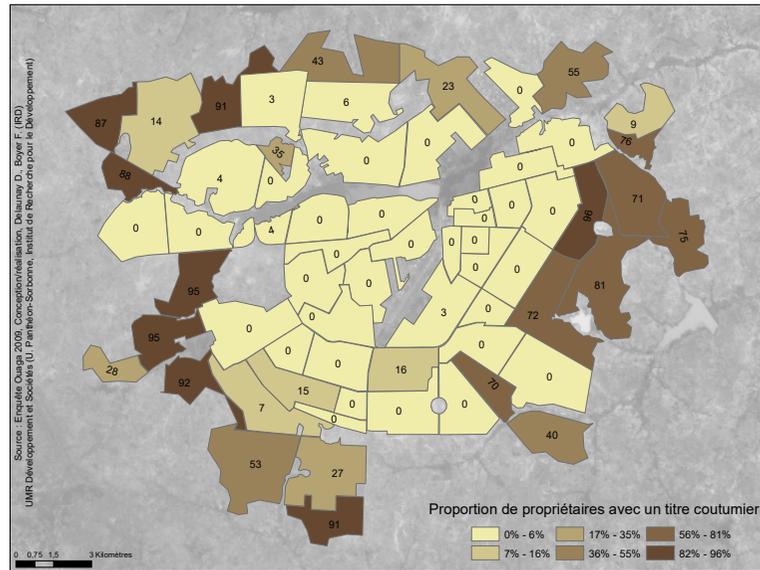
Les statuts d'occupation du logement

Les droits d'occupation d'un logement sont des marqueurs de la consolidation du peuplement (la pérennité de la résidence en dépend) et de l'extension urbaine. Ce rapport avec le logement et le territoire varie avec le profil du référent-logement, la mobilité résidentielle, la localisation des quartiers et leur ancienneté. Il est porteur d'inégalités présentes et à venir par les plus-values foncières. Sont ici cartographiées les proportions de *logements* selon le statut d'occupation, qui ne sont pas celles des ensembles démographiques concernés. Par exemple, un logement sur trois est en propriété avec un titre officiel, mais ce statut concerne 46% de la population. Les individus en location ou en usage à titre gratuit pèsent relativement moins que le parc de logements correspondant. Il convient de s'en souvenir en observant les cartes.

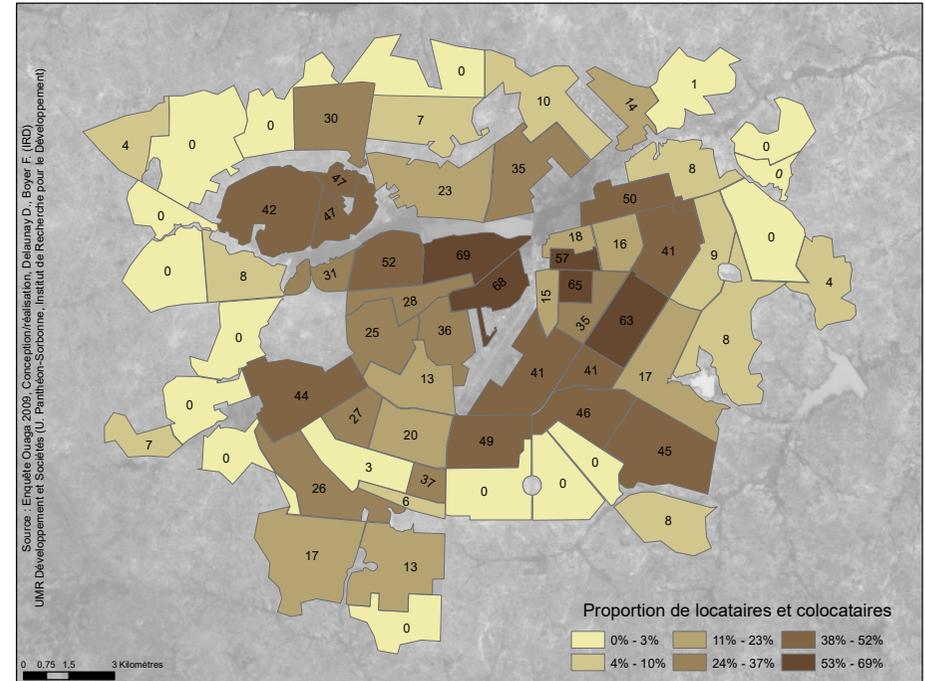


A Ouagadougou, les logements sous le régime de la propriété prédominent largement puisqu'ils représentent 62% du parc, alors que la location compte pour un quart (23%) et l'usage à titre gratuit pour 15%. Néanmoins, dans le contexte des politiques de

lotissement, la géographie de la propriété est structurée par le caractère officiel du titre (33% du parc), un peu plus fréquent qu'un statut informel, sans titre réglementaire.

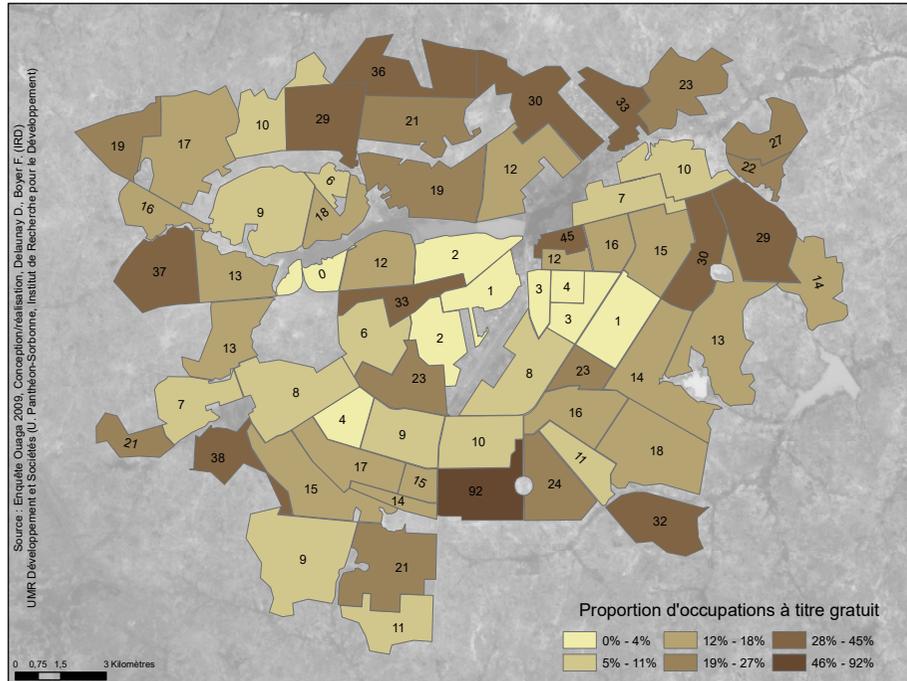


Dans les quartiers lotis, l'essentiel de la propriété repose sur un titre officiel, la carte n'est pas reproduite. La géographie des titres coutumiers est plus instructive : ils s'observent aux marges de la ville, sauf au sud de Ouaga 2000, puisque le lotissement est d'abord une démarche de régularisation. Les logements occupés sans titre ont une implantation plus ponctuelle. La propriété « informelle » est le mode de l'extension urbaine dont la finalité est justement d'acquérir un titre en bonne et due forme.



La location est un statut qui a mûri dans les anciens quartiers résidentiels, en lien avec l'occupation à titre gracieux, qui occupe une place plus restreinte. La location est plus intense dans les lieux recherchés par la population étudiante, employée ou à la recherche d'équipements/aménités spécifiques. Ainsi est-elle plus pratiquée autour de l'université, notamment Zogona et Wemtenga, ainsi que dans des quartiers anciens tels que Paspanga, Dapoya ou Larlé. En réponse à cette demande, les habitants sont amenés à découper leur grande parcelle, densifiant l'occupation ; valorisant ainsi une rente de situation. Lorsque l'on s'éloigne vers les périphéries, la location diminue pour quasiment disparaître dans les quartiers non lotis, notamment ceux du nord et de l'ouest de la ville. Si elle n'est pas absente des secteurs d'occupation spontanée ancienne, tels que Yamtenga ou Taabtenga à l'est et Yaghma au nord-ouest, son émergence est plus nette dans les quartiers régularisés dans les années 2000 et ce

malgré leur éloignement du centre-ville ; parmi eux se retrouvent des faubourgs du sud de la ville comme Bonheur Ville ou Nagrin. La location est également associée à des logements bénéficiant d'un peu de confort ou d'une localisation avantageuse, ce qui contribue à l'inflation des loyers.



L'occupation du logement à titre gratuit contribue ici et là au recul des autres statuts dans les zones non loties du nord de la ville ou qui l'ont été récemment, sont en cours de construction (Silmiyiri, Kossoghin, Barogo ou Signonghin). Cela tient à ce que pour être recensé lors du processus de régularisation, et avoir des chances de se voir attribuer une parcelle, le logement doit être occupé, même par un proche et à titre provisoire. De surcroît, des gardiens ou des journaliers en charge de la construction logent gracieusement dans les bâtiments inachevés. Dans les quartiers plus aisés et/ou plus centraux, comme Ouaga 2000, la Zone du Bois ou la zone industrielle de Gounghin, le gardiennage se fait aussi sous ce statut. Enfin, des habitants bénéficient de logements de fonction, c'est le cas de certains fonctionnaires internationaux ou d'employés d'ONG.

Au-delà de ces particularités, le logement à titre gracieux est présent dans l'ensemble de la ville. Quand par exemple une cour familiale est placée en indivision, occupée

par l'un des frères, elle est classée sous ce statut dans la mesure où la charge incombe à l'ensemble de la fratrie et non au seul occupant. Dans d'autres quartiers, comme à Nioko I, où les migrants internationaux investissent dans l'immobilier, les logements peuvent être confiés à un membre de la famille, dans l'attente du retour du propriétaire.



La cartographie du bâti et de l'équipement des logements vient nuancer la partition historique, parfois trop vite invoquée, entre le loti et le non-loti. Cette partition se déplace avec l'extension territoriale, son effet est donc daté et sa pertinence temporaire, le temps de la réalisation des aménagements. Dans la durée, la politique de régularisation et le calendrier de la construction des infrastructures contribuent donc au modèle gravitaire observé dans la plupart des configurations.

Mais, dans un contexte de très forte croissance démographique, l'étalement urbain est d'abord le résultat des mobilités résidentielles (sauf pour les villages existants qui sont rattrapés). Or celles-ci étant sélectives, elles diversifient le peuplement périphérique ou péricentral ; la composante individuelle vient se supposer à la structuration par le lotissement. En péricentre ancien, dans les quartiers qui jouxtent les barrages au sud, par exemple, l'élargissement des familles est rendu possible sur place par la taille des parcelles, conservant ainsi la proximité avantageuse au centre-ville. Mais en général, les jeunes générations, si nombreuses, risquent de se heurter à l'enchérissement du foncier et des loyers pour acquérir leur autonomie résidentielle. L'éloignement vers la périphérie est le moyen d'accès à la propriété ou à un logement pour une famille en formation. Pour les familles du centre ou leurs descendants, cela peut être facilité par les plus-values foncières, mais au prix d'un sous-équipement transitoire. Ces ménages peuvent avoir les moyens de suppléer partiellement à ce manque. Un autre facteur de différenciation s'observe dans les opérations immobilières plus ou moins excentrées destinées aux fonctionnaires ou individus solvables. Certaines mobilités résidentielles sont aspirées par le développement urbain autour de Ouaga 2000 et Azimo par exemple, exprimant une ascension sociale. Mais la périphérie accueille aussi des migrants jeunes, journaliers sur les chantiers, des familles démunies pour qui une intégration plus centrale ou urbaine est impossible. Cette composante migratoire de l'étalement urbain apparaîtra dans les cartes à suivre, avec un constat sans cesse renouvelé : cette forte graduation de l'infrastructure des quartiers et des logements, jusqu'au complet dénuement en certaines périphéries, est un obstacle à la valorisation économique du dividende démographique.

LE LOGEMENT SELON LE PROFIL DE QUI EN A LA CHARGE

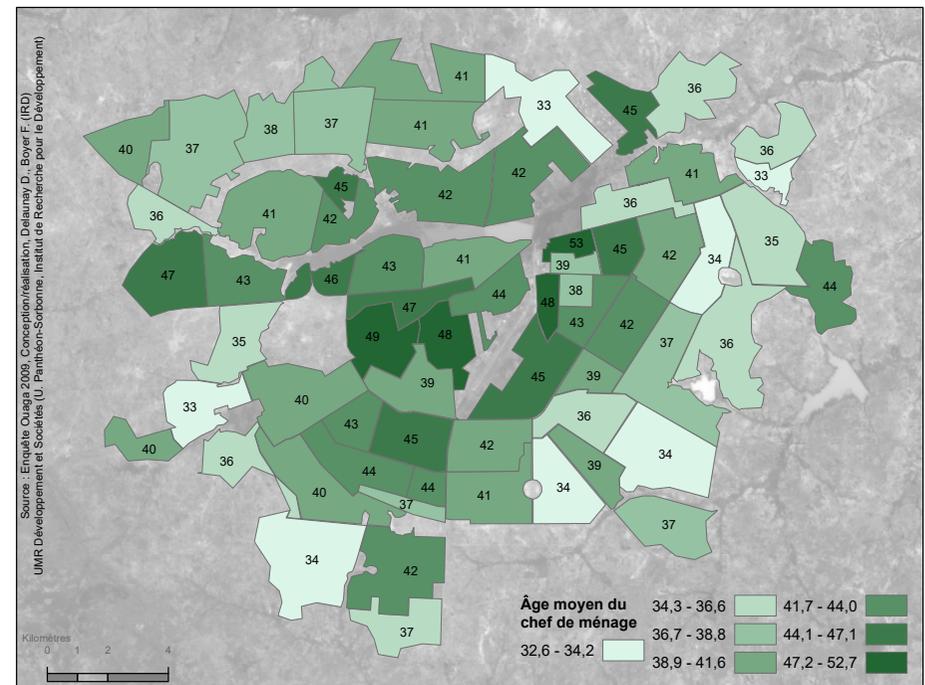
Le logement est l'unité statistique élémentaire de l'enquête. Son référent est l'homme ou la femme qui s'en déclare responsable, parce qu'il en est propriétaire, en paie le loyer ou bénéficie d'un hébergement gratuit. Définir le groupe domestique par qui est à sa tête est évidemment réducteur puisque cette personne ne représente pas l'ensemble des membres, sauf dans les logements unipersonnels. Le référent-logement constitue néanmoins la figure la plus expressive de chaque entité résidentielle, indépendamment de sa taille ou de sa composition. Il est un marqueur simple quand le logement est un ensemble hétérogène du point de vue de l'âge, des ressources, du sexe... Observer la distribution spatiale des logements selon les caractéristiques du référent exprime mieux certains phénomènes comme le calendrier du peuplement ou les polarités économiques, car ils ne sont pas dilués par la présence de membres qui n'y contribuent pas ou peu. Si par exemple les effectifs masculins et féminins sont à peu près équilibrés dans la ville et les quartiers, le sexe ratio des chefs de famille est nettement masculin ; sa distribution revêt alors une signification géographique sur la situation des femmes.

Les caractéristiques du chef de ménage sont partagées par tous les occupants du logement et influencent chacun. Pour les enfants, par exemple, elles constituent l'héritage parental particulièrement décisif, pour leur scolarité, les ressources mises à leur disposition, pour la reproduction sociale en général. Les moyennes cartographiées de ces caractéristiques pour le quartier forment un autre effet contextuel. Dès lors, dans cette hiérarchie d'influences, le chef de famille se situe entre l'individu et le quartier. En cela, et parce que le logement tend à sédentariser les résidents, les cartes présentées aident à retrouver la genèse du peuplement et l'influence de voisinage du quartier. Elles peuvent être aussi interprétées comme des indices pour prévoir les évolutions possibles du territoire urbain, selon plusieurs temporalités.

Dans les configurations présentées, tous les logements ont les mêmes poids statistique et cartographique, quelle que soit leur taille. En revanche, les distributions spatiales sont moins robustes que pour les individus car l'effectif des référents est cinq fois moindre ; 4,7 fois précisément, la taille moyenne du logement. Pour des caractéristiques plus rares la cartographie devient bien moins robuste.

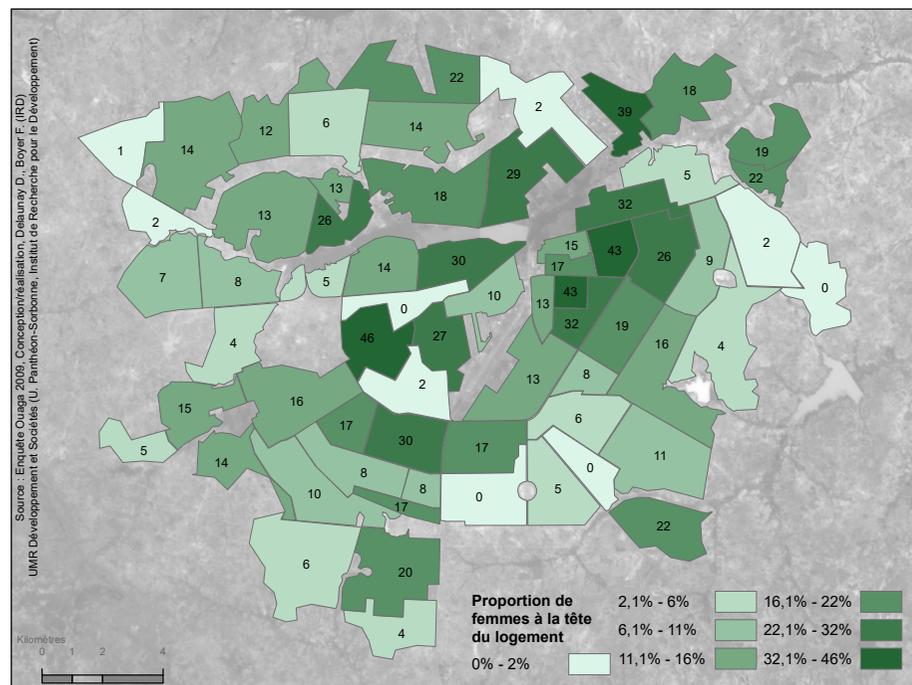
L'âge et le sexe du référent

L'âge moyen du référent-logement met l'accent sur deux phénomènes. D'abord, il est un marqueur de la temporalité du cycle familial (mais en perspective transversale), qui voit évoluer la composition du ménage et ses fonctions, entre le moment de sa formation et celui de la dispersion des membres. Plusieurs changements fondamentaux suivent ce calendrier. Ensuite, il est un indicateur de l'étalement de la ville puisque les plus âgés sont arrivés ou sont nés dans les limites anciennes plus resserrées. Il contribue à définir la situation du logement dans le processus d'étalement



L'âge moyen des référents est d'un peu moins de 40 ans. Pour ce découpage, près de 20 années pourraient séparer les extrêmes de la distribution (Zone du Bois et Yaoghin). La résidence plus centrale des chefs de famille âgés exprime leur antériorité dans la ville par naissance ou immigration, maintenue par une faible mobilité intra-urbaine dans un contexte de pénurie de logement. Avec l'âge, l'accès à la propriété et l'accumulation des richesses (Zone du Bois), la probabilité d'un déménagement diminue, comme de changer de quartier.

Résider dans un centre qui se consolide procure un bénéfice générationnel en termes de proximité des services et emplois et une infrastructure plus aboutie. Cette tendance est nuancée ici et là par la présence d'étudiants ou de travailleurs plus jeunes près de l'université ou du centre commercial, des zones d'activité (à Kossodo peut-être). Des journaliers travaillent et éventuellement résident là où la ville se construit. Les familles en début de cycle ou migrants récents choisissent la périphérie non lotie plus accessible. La relative jeunesse des référents dans l'est non loti est remarquable.

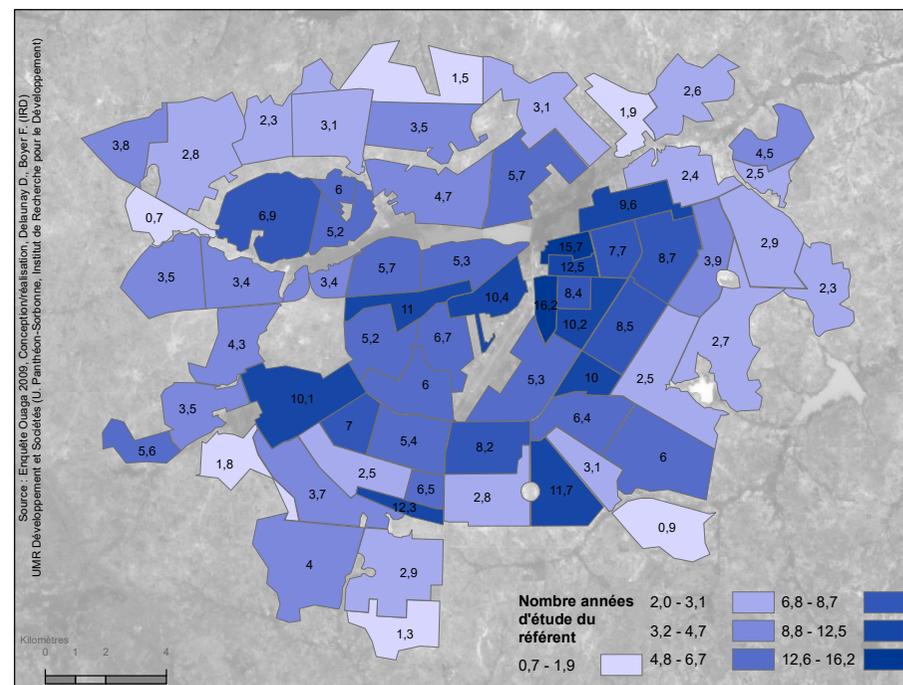


Dans l'ensemble de la ville enquêtée en 2009, 15% des logements sont tenus par une femme. Dans ce statut, elles sont en moyenne plus âgées que les hommes, de 6,5 années. La raison en est que cette responsabilité survient tardivement, surtout avec le

veuvage (84% des femmes cheffes de logement). Cette cartographie est peu robuste faute d'effectifs ; l'effet d'âge est néanmoins signalé par leur présence dans l'espace résidentiel ancien. Mais celle-ci diminue en termes relatifs avec l'arrivée de jeunes adultes étudiants, travailleurs ou étrangers aisés. En règle générale, elles sont moins nombreuses dans les quartiers non lotis, surtout peu denses et d'occupation récente car, en début de cycle domestique, le logement est tenu par un homme.

Ce statut signale-t-il une émancipation économique ? En début de vie active sans doute, mais probablement moins pour les femmes séparées qui dépendent des personnes qu'elles accueillent ou de ressources propres. Cela explique peut-être leur présence plus élevée dans le péri-centre oriental ou à Gounghin, Paspanga. Mais dans la configuration spatiale, l'effet d'âge semble prévaloir, renforcé par une densité résidentielle qui permet de compter sur l'aide des occupants.

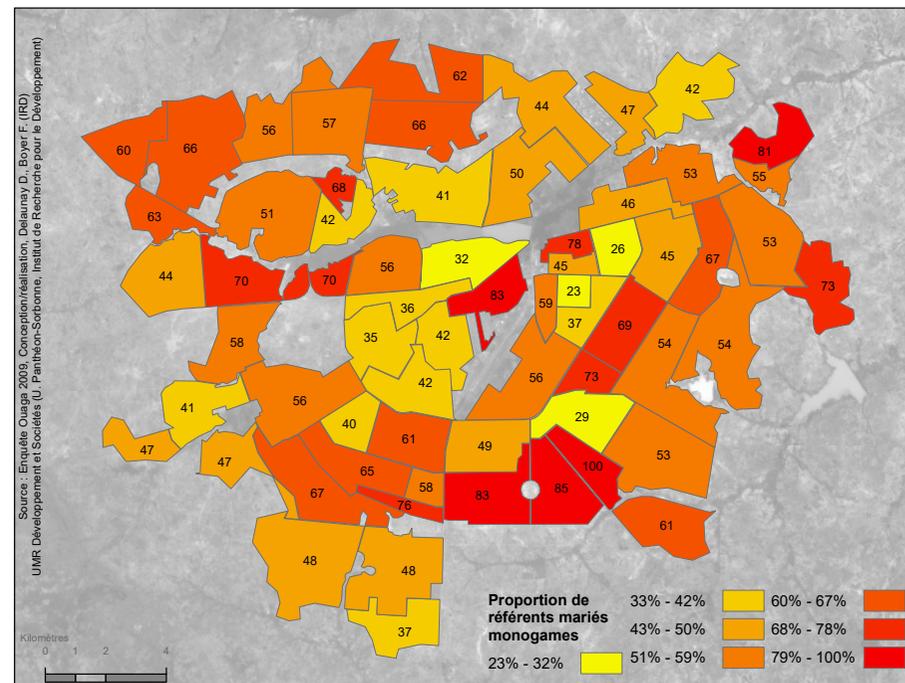
Scolarité



Cette carte résume la scolarité moyenne des référents-logements par le nombre moyen d'années d'étude calculé à partir de la déclaration du niveau atteint. On obtient des configurations très proches avec d'autres indices (alphabétisation, proportion de scolarisés...). Toutes soulignent des facettes du faible capital humain des habitants de la périphérie non lotie (seulement un tiers de référents alphabétisés). La durée de la scolarité du chef de ménage est finalement une mesure juste du niveau socio-économique des quartiers, une clé pour l'interprétation d'autres configurations spatiales. La Zone du bois se détache, comme les 1200 logements ou la cité Azimo, au sud de la réserve militaire et en général les zones d'habitation des salariés de la fonction publique recrutés sur diplôme. La périphérie urbaine apparaît ici comme un espace de relégation des chefs de famille très faiblement éduqués, faute de ressources ou bien handicapés par leur origine rurale. Le déficit scolaire des populations à la marge de la périphérie est extrême (Bissighin, Kossodo, Balkuy, Tingango...), à peu de kilomètres finalement du centre de la capitale. Cette configuration se retrouve pour l'ensemble des adultes.

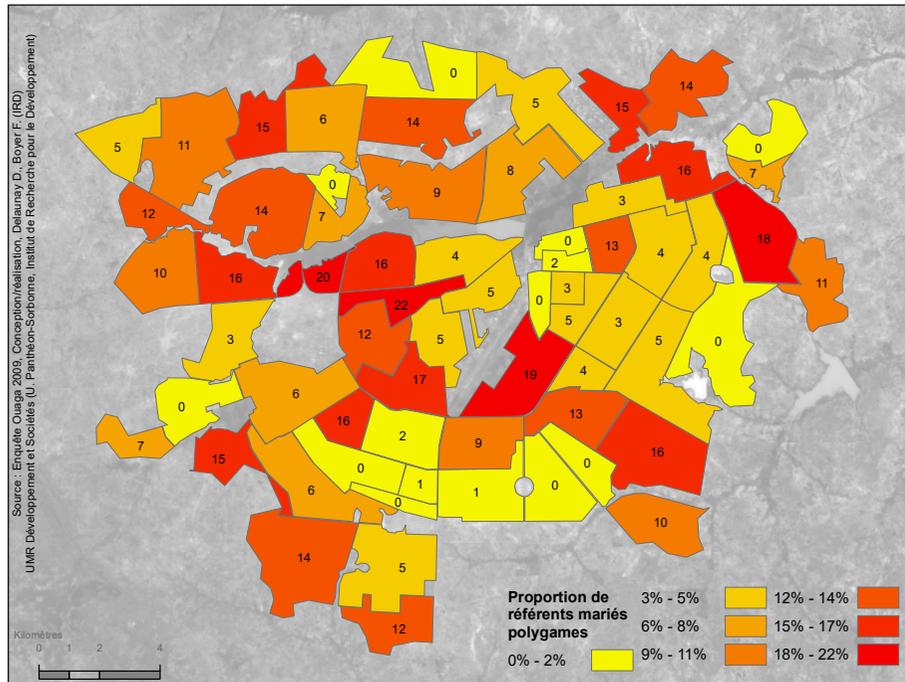
Situation matrimoniale

Les cartes suivantes déclinent les principales modalités de la situation matrimoniale du référent-logement. Elles se répartissent en un groupe majoritaire de mariés monogames (52%), les célibataires composent un cinquième de l'ensemble (18%), les référents en union libre environ 10%, les veufs (en majorité des veuves) quelques 8% et les divorcés 2%. Les référents mariés polygames sont environ 8%. Le mode de formation dominant des logements est donc la famille monogame qui, selon l'analyse factorielle, structure l'essentiel de la géographie matrimoniale. A l'opposé sur le plan factoriel, en creux sur la carte de l'union monogame, se dessinent évidemment le célibat et les polygames. L'autre configuration géographique structurante s'observe dans l'opposition entre les référents célibataires plus les divorcés/séparés et les concubins.

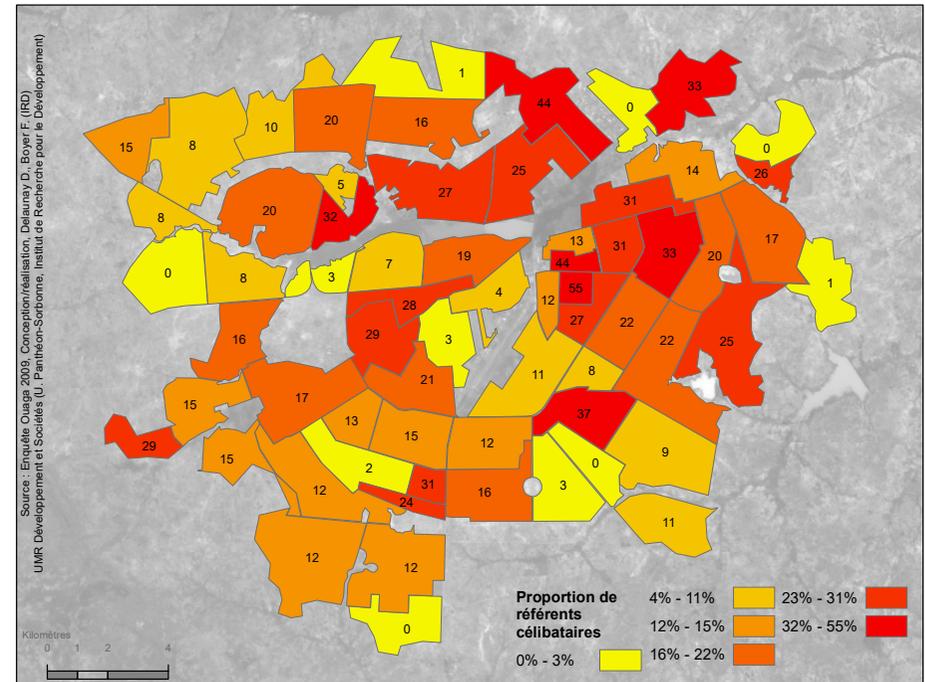


Cette formation des logements par union monogame est la norme de formation des familles et de la reproduction, surtout si on la compare à l'union polygame. Elle est la plus répandue, s'atténuant avec la présence de la population jeune attirée par le travail ou les études. C'est également le modèle matrimonial des personnes plus aisées et scolarisées que l'on retrouve dans leurs quartiers-types. Sa géographie laisse l'image d'une vague concentrique qui tend à délaissier le centre et n'a pas encore atteint toutes les marges de la ville en extension.

Le logement selon le profil de qui en a la charge



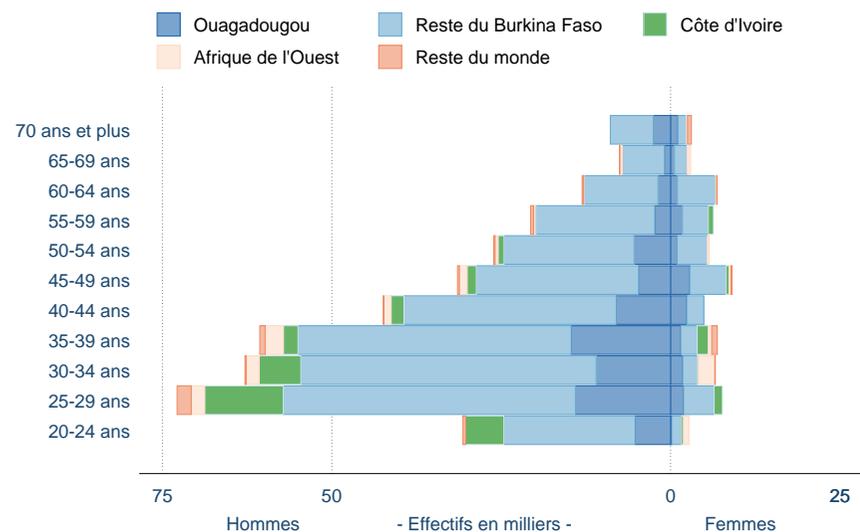
La polygamie prend une connotation religieuse, même si elle est plus intense chez quelques référents qui se réclament de la tradition animiste mais trop peu nombreux pour infléchir le peuplement. La pratique est rarement déclarée dans les quartiers aisés, plus scolarisés ou jeunes du centre et de l'université, par rayonnement vers le péricentre oriental, ainsi que l'extension méridionale vers Ouaga 2000. La polygamie augmente avec l'âge de l'homme chef de famille, elle se maintient grâce à un accès au « marché matrimonial » rural et bien sûr l'acceptation sociale. Au cas par cas, ces éléments peuvent en expliquer la prévalence, notamment dans le centre résidentiel occidental et par diffusion vers un grand ensemble nord-occidental.



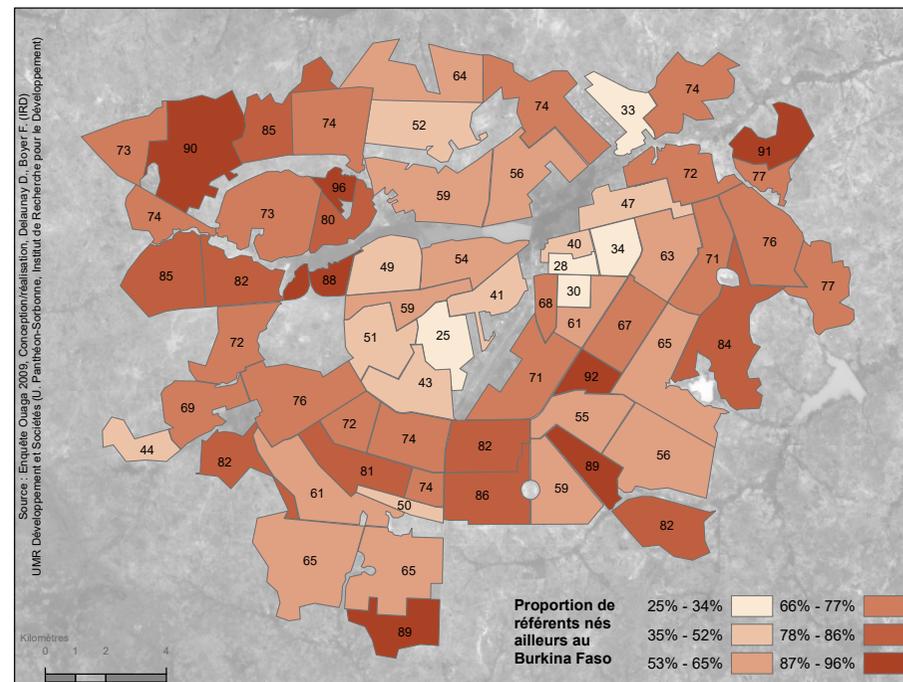
Être célibataire et disposer d'un logement pour soi est un signe d'autonomie et suppose l'acquisition préalable des ressources nécessaires. Les jeunes adultes y parviennent par leur travail ou une bourse, les migrants peuvent y être contraints quand la famille ne réside pas dans la capitale. Dès lors s'expliquent les concentrations assez à l'est de l'université, autour de la réserve militaire et dans la zone industrielle de Gounghin.

Cette carte est inévitablement le pendant de celle de l'union, en particulier polygame (du fait de l'âge). Sans surinterpréter l'impression visuelle qu'elle laisse, se discerne une partition nord-orientale versus occidentale (surtout en ignorant le pourtour de la réserve militaire) qui exprimerait un meilleur accès à l'autonomie des jeunes adultes (notamment des femmes ?) sur le flan oriental de la ville. Ce qui est à confirmer avec l'éducation et l'occupation.

Structure par âge et sexe des référents selon leur lieu de naissance

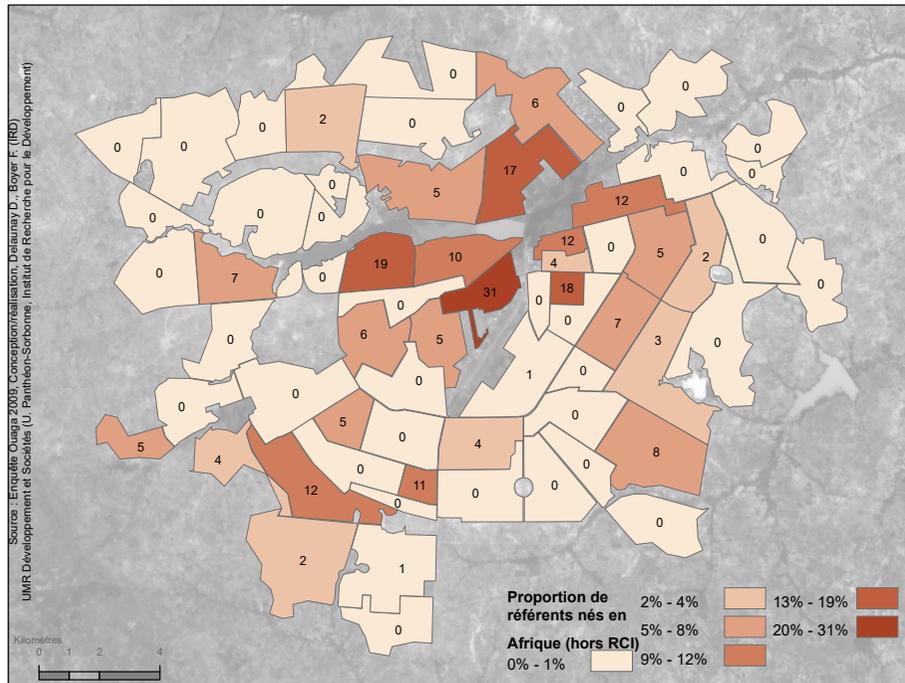


L'impact numérique de la migration sur la formation des logements est toujours majoritaire et notablement plus important en début de vie adulte, jusqu'à 40 ans. Les femmes sont minoritaires (14% de l'ensemble) relativement plus nombreuses aux âges élevés (veuvage). Les chefs de famille originaires du reste du Burkina Faso représentent les deux tiers de l'ensemble, c'est donc leur répartition territoriale qui est la plus structurante. Les référents nés en Côte d'Ivoire comptent pour 8%, les étrangers pour presque 5% (avec une présence féminine avant 40 ans).



Un jeune migrant peut être hébergé par un parent ou employeur, sur un chantier. Avec la maturité, disposer d'un logement en propre requiert l'autonomie économique et les moyens de l'installation. Cette carte de la localisation des chefs de famille originaires du reste du pays confirme leur moindre présence dans le centre, tant dans les quartiers résidentiels anciens (autour de Quartiers Saints) que dans les zones trop chères ou sélectives (Zogona, Wemtenga...). Le centre de la ville n'est pas totalement hors d'atteinte aux plus anciens migrants ou les plus aisés. On observe de fortes proportions d'entre eux dans des quartiers sélectifs comme Zone du Bois.

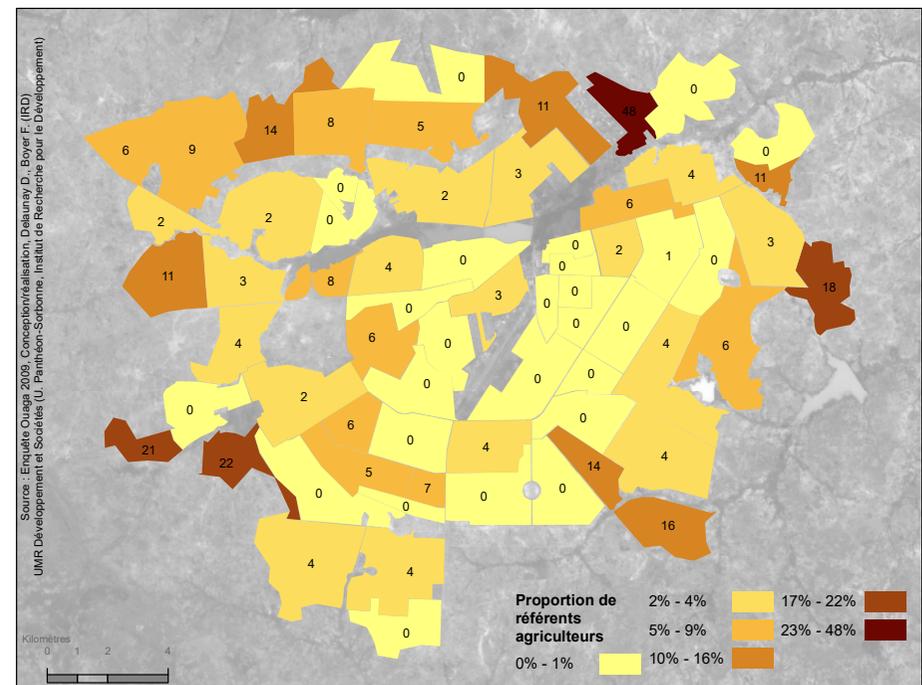
Les familles dont le responsable est un jeune migrant s'installent plus facilement en périphérie ou dans le grand péricentre. Ainsi le nord-ouest de la ville s'étend essentiellement par l'apport migratoire récent. Des concentrations apparaissent aussi dans des quartiers de peuplement mieux consolidé comme Patte d'Oie. Le cas de la partie occidentale de Ouaga2000 tient à une occupation temporaire des villas en construction.



Les immigrants originaires du reste de l'Afrique, motivés par l'activité économique (notamment comme artisans ou entrepreneurs) se concentrent à et autour de Koulouba et de la zone commerciale, avec une extension vers certaines zones d'activité. La fracture socio-professionnelle est sensible avec ceux qui arrivent du Burkina rural, plus orientés vers les activités informelles.

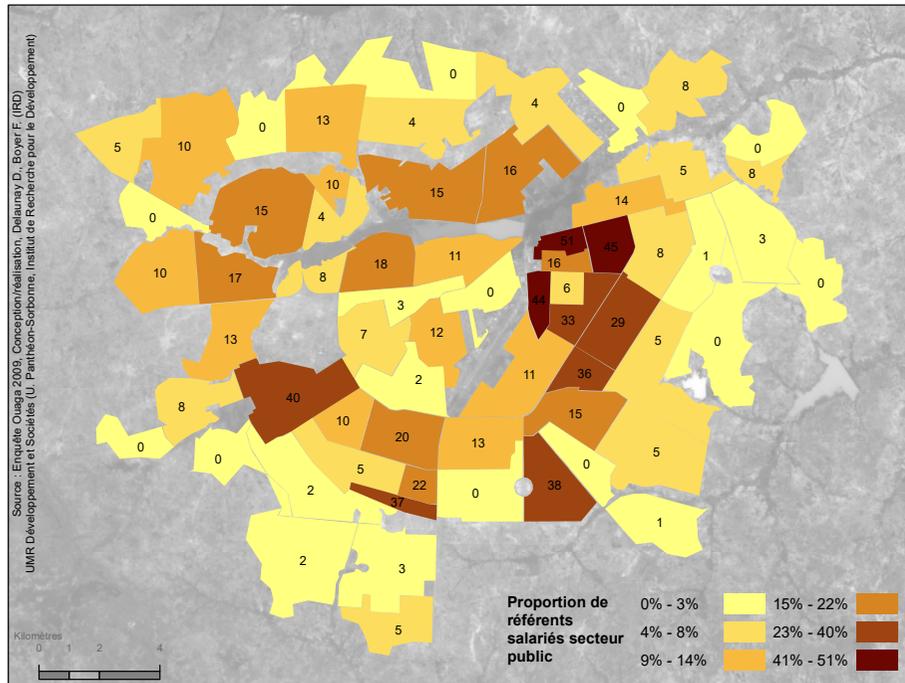
L'activité du référent

Le statut occupationnel du référent, selon les catégories socio-professionnelles reconstruites, est décisif pour le niveau de vie des occupants du logement. En cela, les configurations sont susceptibles de marquer la ou les générations à venir, structurer dans l'espace la reproduction sociale. Ces géographies nous renseignent aussi sur la genèse de l'espace socio-économique, plus sûrement peut-être qu'avec les statuts de toute la population active qui est plus mobile. Avec des réserves cependant dues aux effectifs restreints dans certaines catégories, toutes ne sont pas présentées.

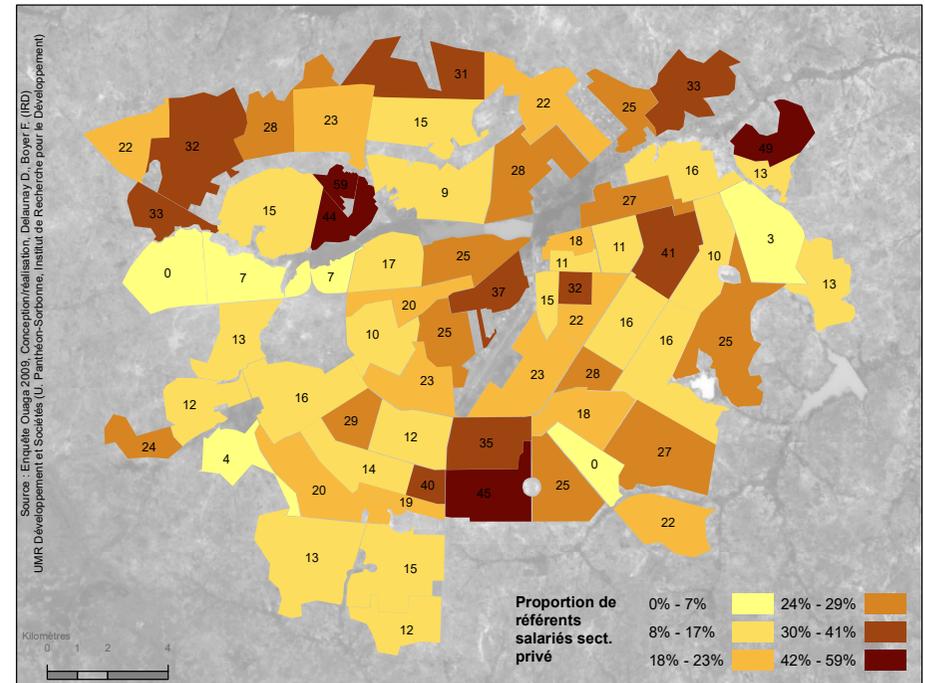


Afin de rappeler la contribution de l'agriculture à l'extension de la ville et ses fondements économiques, cette carte donne la proportion de référents qui déclarent l'agriculture comme activité principale, qu'ils soient indépendants ou aides, salariés. Les zones inondables contribuent à ce secteur soutenu par la demande urbaine.

Le logement selon le profil de qui en a la charge

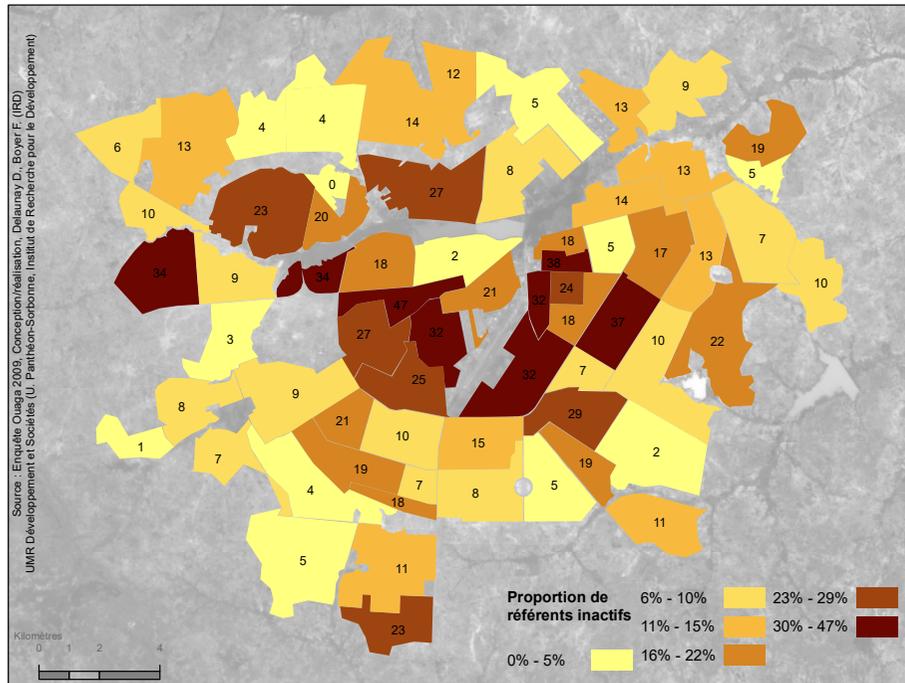


Un exemple de forte structuration par l'offre d'emploi est la distribution des référents salariés du secteur public, selon une configuration influente et polarisée autour des activités administratives et militaires. Elle se diffuse néanmoins en zone péri-centrale, notamment autour des barrages, des quartiers finalement assez proches de la principale implantation de l'Administration. Elle est représentative des lotissements ciblés jusqu'aux années 90 (1200 Logements et Cité Azimo) et des classes favorisées.

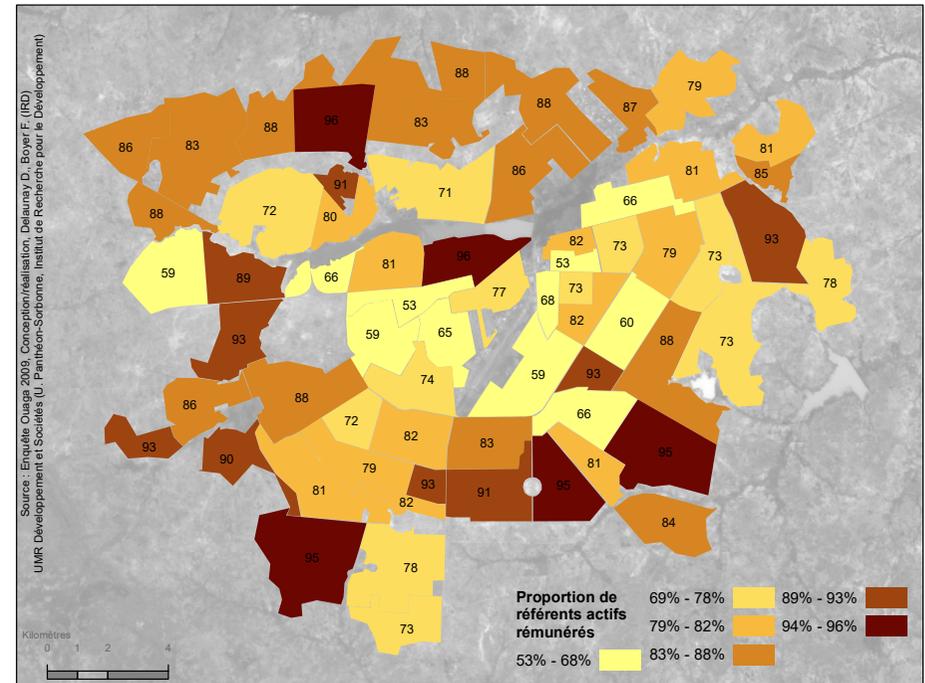


Signe d'une évolution qui touche les générations plus récentes, le salariat privé est plus concentré dans le centre commercial et économique, dans des résidences spécifiques (Tampouy) et une implantation plus récente à la marge septentrionale de la ville. Se confirme également l'axe économique centre/nord-est et une polarisation autour de Ouaga2000 mais en partie provisoire.

Le logement selon le profil de qui en a la charge

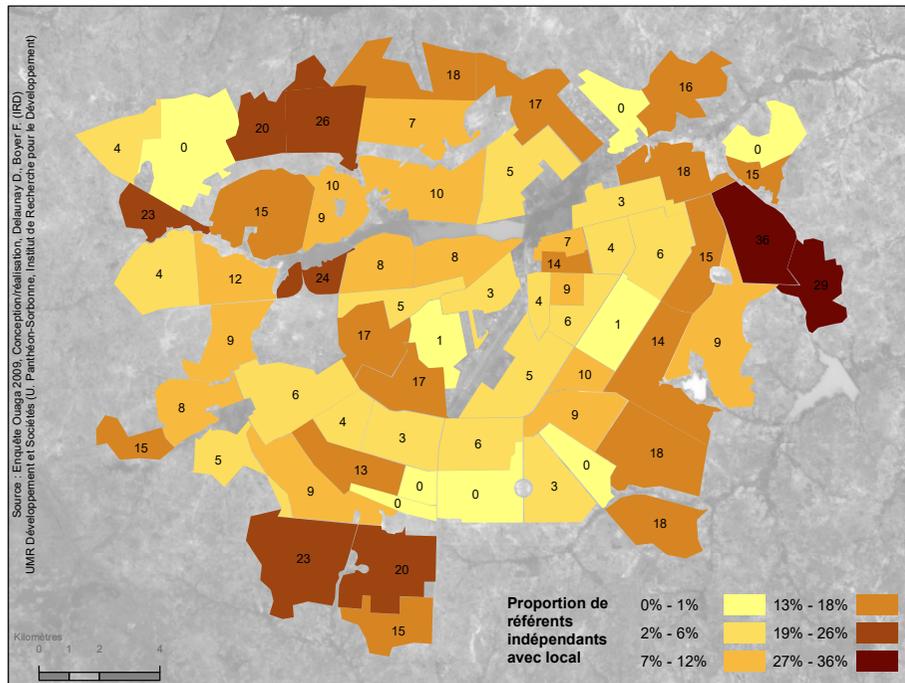


Les chefs de ménage inactifs se concentrent dans les quartiers de peuplement résidentiel ancien du fait de leur âge (les aînés se déclarent souvent référents, même si leur activité est en recul ou achevée). La présence des étudiants autonomes (classés inactifs) est également notable près de l'université et dans le centre (ZI de Gounghin). Les pourcentages périphériques sont plus incertains. Il est révélateur de voir que les aménités urbaines du centre sont plus accessibles aux chefs de famille qui ne travaillent plus, mais qu'ils mettent ainsi à la disposition de leurs enfants et hébergés.

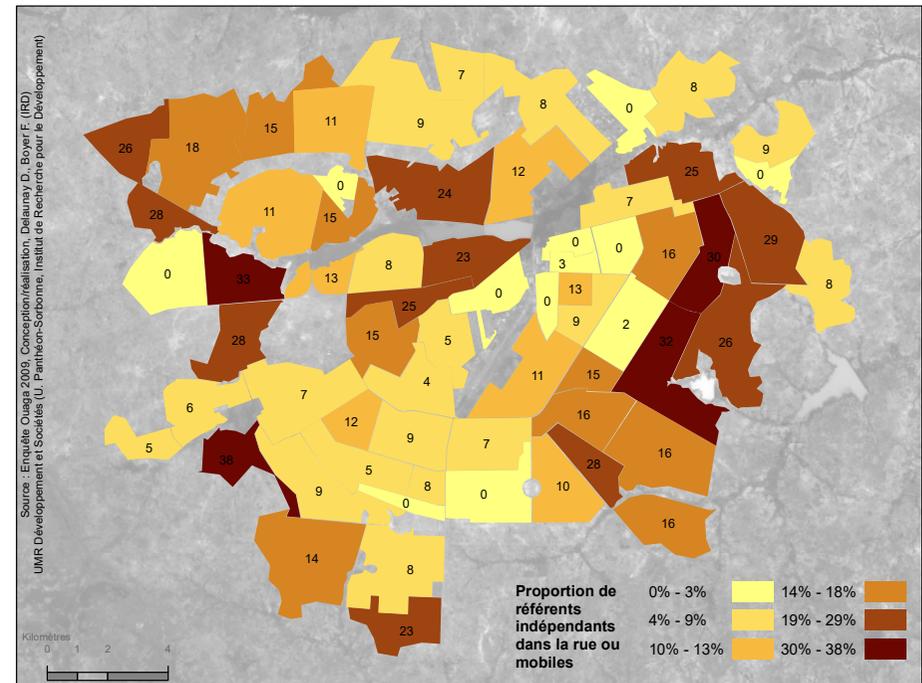


Cette carte illustre et rétablit le poids numérique de la remarque précédente : les proportions de référents actifs et rémunéré restent largement majoritaires pratiquement partout et même dans le centre où il sont relativement moins nombreux. L'extension résidentielle de la ville se fonde essentiellement sur ces travailleurs, même s'il s'agit pour une part d'occupations informelles, voire précaires. On peut y voir aussi l'ampleur de l'injustice spatiale envers ces actifs qui contribuent à l'économie de la ville et au soutien de leur famille, sans pratiquement aucune infrastructure.

Le logement selon le profil de qui en a la charge



Mises en vis à vis, ces deux configurations se ressemblent pour deux niveaux de formalité des activités indépendantes (selon la disposition d'un local en propre). Les référents indépendants qui en disposent sont en principe mieux établis que ceux qui exercent dans la rue ou en itinérance, plus orientés vers le commerce de détail (carte suivante). L'obtention d'un local est sans doute plus aisée dans les parties non consolidées de la ville ou non loties, en périphérie donc, mais aussi en zone résidentielle ancienne quand le logement est partagé entre l'habitat et l'activité. Leur installation dans le péricentre ne paraît pourtant pas favorisée.



Les référents travailleurs de rue ou en itinérance résident à la marge des activités commerciales formelles et plus nettement dans le non-loti oriental où les constructions rapprochées ne facilitent pas l'accès des véhicules, une opportunité pour les vendeurs ambulants. A la périphérie, se développent des activités féminines complémentaires aux tâches domestiques non rémunérées, des commerces sur le seuil du logement.



De ces configurations de l'activité des référents-logements, en recherchant les similitudes par l'analyse factorielle, se dégagent trois ensembles de géographies. Les étudiants, patrons/employeurs et fonctionnaires se côtoient dans l'espace. Le second groupe est plus orienté vers le salariat privé, les indépendants employés à domicile. Enfin, la géographie des chefs de ménage travailleurs indépendants, dans la rue ou avec local se rapproche de celle des journaliers. La ressemblance est plus statistique que visuelle (une perception modifiée par la discrétisation) mais ces chefs de famille partagent ou bien moindre scolarité, ou bien une origine à dominante rurale, ou bien des compositions familiales qui impliquent une économie domestique accaparante liée à l'âge ou la taille de la famille et un degré de travail informel.

LA FAMILLE : REPRODUCTION, HÉBERGEMENT ET ÉQUILIBRES DÉMO-ÉCONOMIQUES

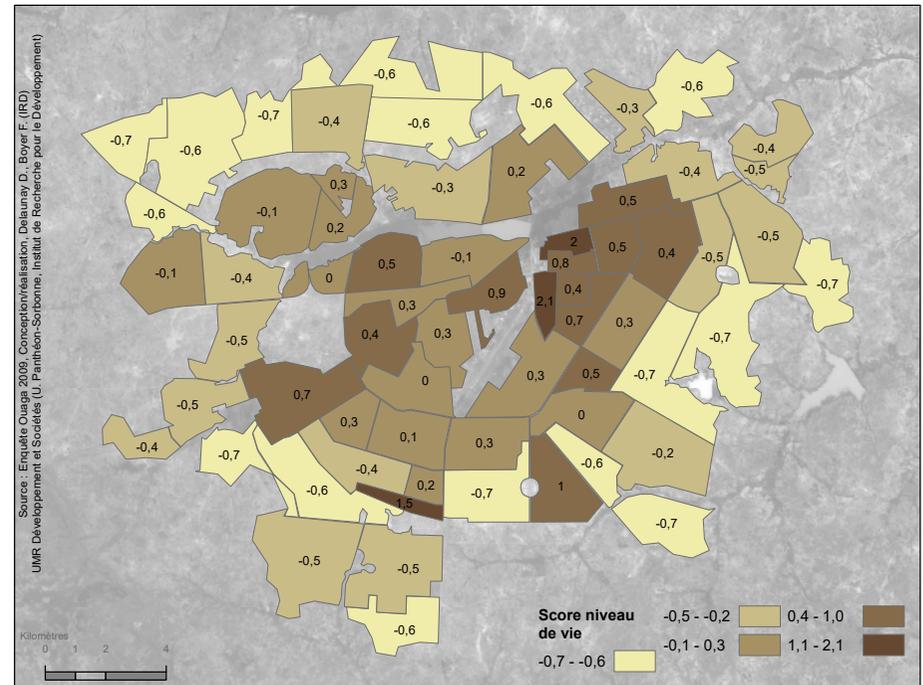
Le logement est maintenant abordé comme le lieu de rassemblement et d'organisation du groupe domestique, premier élément de la reproduction démographique et cellule élémentaire de la société. Trois fonctions sont analysées dans le chapitre consacré à la famille ouagalaise, elles sont reprises ici dans leur expression territoriale.

La fonction reproductive repose sur la famille nucléaire formée d'un parent ou d'un couple et de ses enfants. Elle est centrale dans le processus de transition démographique qui alimente l'extension urbaine et module l'équilibre changeant entre les actifs et ceux qui en dépendent.

La fonction résidentielle peut être première quand elle précède la reproduction, dans les logements unipersonnels ou de cohabitants non apparentés. Elle complexifie la famille nucléaire par l'hébergement de personnes autres, pour rééquilibrer les charges familiales, héberger des parents ou migrants, adjoindre des travailleurs domestiques. Elle est liée à la migration dont l'intensité est aussi une composante de la transition démographique. Cette circulation entre les logements est aussi intra-urbaine.

La fonction productive du logement s'organise pour une part dans le cadre informel et marchand avec les occupants, certains hébergés (n'appartenant pas à la cellule nucléaire) comme employés, apprentis, aides. L'économie domestique plus spécifiquement inclut le travail bénévole de ses membres, des femmes surtout qui assurent les tâches de l'entretien et de la reproduction. Du point de vue démo-économique, cette fonction est au cœur du délicat équilibre entre les actifs et les dépendants jeunes ou âgés. Le dividende démographique résulte d'une structure par âge favorable à l'activité (grâce à la réduction de la fécondité et avant le vieillissement de la population). Il est d'abord organisé par la famille qui prend les décisions de reproduction, d'éducation des enfants et de répartition du travail entre les membres ; le groupe domestique est l'acteur premier de la valorisation du dividende démographique, qui est à long terme une composante essentielle de l'émergence économique.

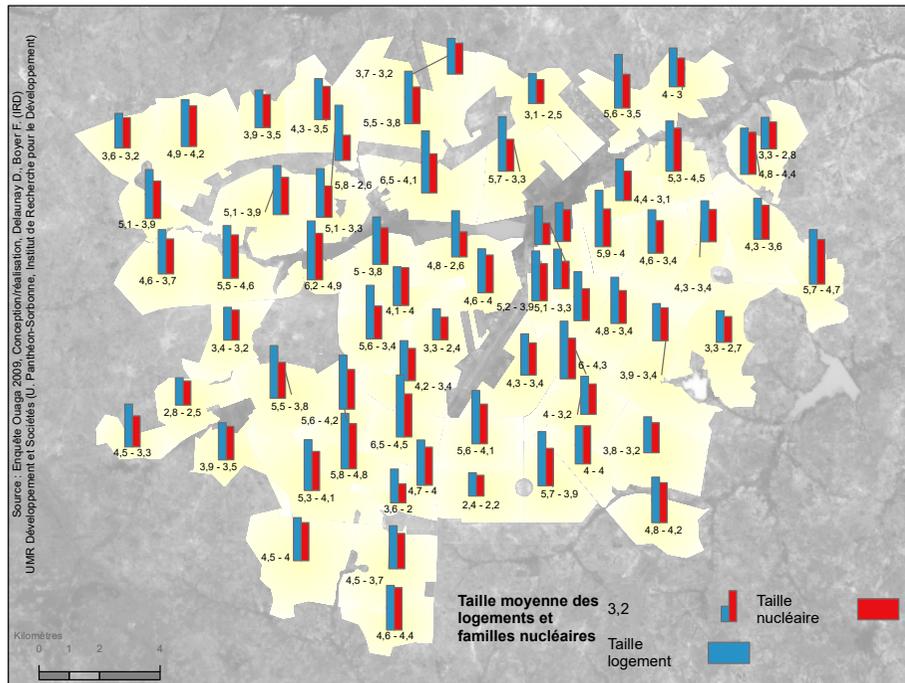
La géographie de ces fonctions documente la fabrique de la ville et l'évolution de son territoire. Savoir où les charges de la dépendance sont les plus élevées, localiser les familles qui maîtrisent mieux leur reproduction démographique (et partant sociale), identifier les quartiers où l'hébergement est plus intensément pratiqué sont autant de mises en perspective de la transition démographique de la famille.



Avant d'aborder ces questions, il est instructif de reproduire la carte du niveau de vie du logement, construite par une analyse factorielle de différents éléments d'équipement, de confort et de biens plus distinctifs (moyens de transport, télévision...). L'indice est centré-réduit et discrétisé en quantiles pour donner la meilleure image de la différenciation socio-économique de l'espace urbain. Celle-ci est liée à de nombreux indicateurs cartographiés dans ce chapitre.

Taille de la famille et du logement

La distinction introduite ici entre le logement total et la famille nucléaire vise à isoler la composante dédiée à la reproduction démographique. La différence est une estimation de l'hébergement de personnes qui n'appartiennent pas à la cellule reproductive. Elle exprime donc la complexification du ménage par ses fonctions productives et/ou résidentielles.



Si elle demande un effort de lecture, cette carte a néanmoins l'avantage de donner les valeurs brutes des deux expressions de la taille, à savoir celle du logement dans son ensemble et celle de la famille nucléaire. Rappelons que celle-ci est définie par la présence d'un couple ou d'un parent avec ses propres enfants, à l'exclusion des autres considérés alors comme hébergés.

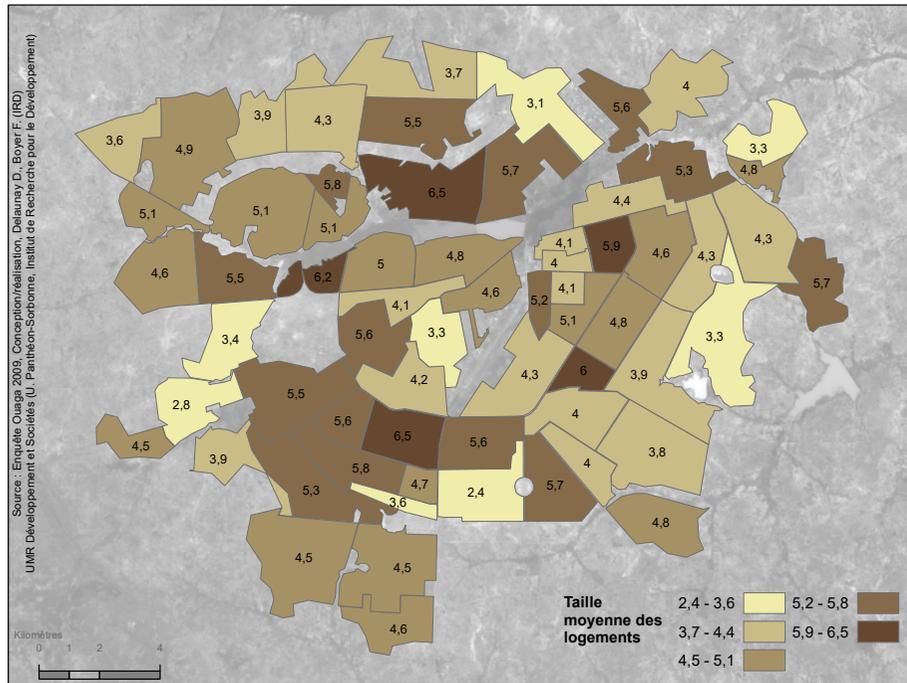
Si la géographie de la taille des logements ne montre pas de configuration bien différenciée, c'est que les facteurs de variation de ce groupe se superposent ou s'opposent dans les quartiers.

Le premier facteur est l'âge du référent, le logement s'agrandissant au cours du cycle domestique, de 2 personnes à plus de 7 ; la taille de la famille nucléaire en revanche connaît un maximum plus tôt, dans la cinquantaine du référent. Les membres hébergés (dont les petits-enfants selon la définition retenue) complètent en quelque sorte le départ des enfants. Les quartiers habités par les étudiants ou les travailleurs temporaires, les jeunes couples présentent donc des logements de taille plus réduite.

La reproduction résultante de la famille varie avec la fécondité des femmes et la mortalité des enfants. La capacité d'autonomisation de ceux qui arrivent à l'âge adulte change d'une famille à l'autre, selon les quartiers et leur proximité à l'emploi, le cycle scolaire, le prix du foncier... Les décès ou séparations changent aussi la composition du logement, notamment quand les veuves se retrouvent en charge du groupe et qu'elles doivent se faire aider.

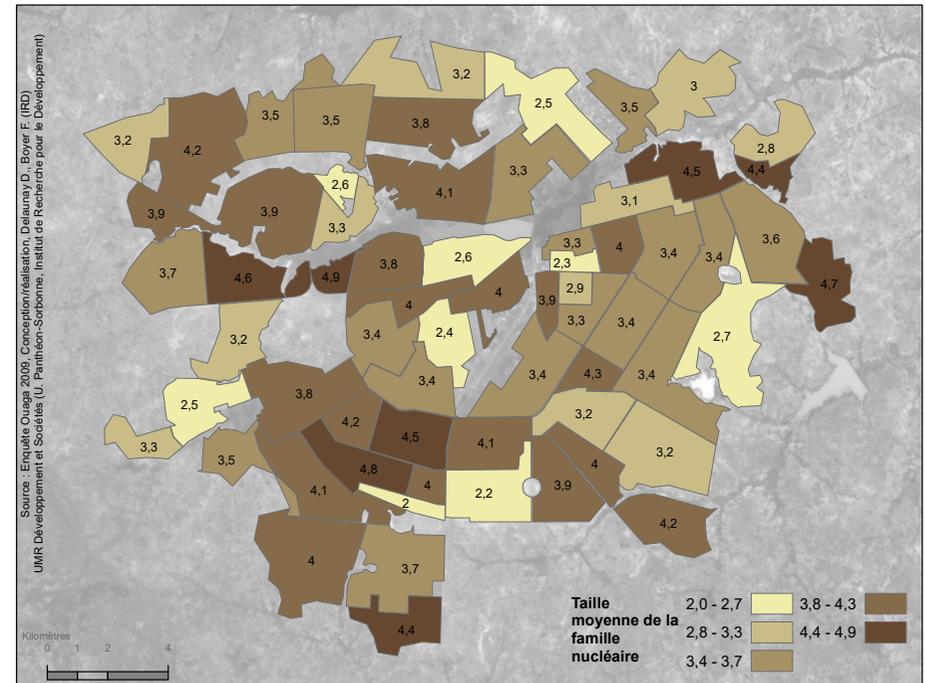
Quand le groupe domestique produit des biens et services marchands, la taille du logement augmente comme le travail informel, par le confiage, la migration de parents. Les agriculteurs sont dans ce cas quand la main-d'œuvre est domestique. Les employeurs pour les mêmes raisons quand ils logent des apprentis ou ouvriers. Les fonctionnaires maîtrisent mieux en moyenne leur fécondité, mais les ménages avec un niveau de vie confortable recrutent plus volontiers des aides domestiques ou sont plus généreux (ou contraints) envers les parents qui demandent à être reçus. La polygamie contribue à réunir femmes et enfants en plus grand nombre dans un même logement. Au contraire, les étudiants et cohabitants, les statuts précaires tirent la taille vers le bas, ce qui va avec leur jeunesse.

Les deux informations contenues dans la carte précédente sont reprises séparément dans les suivantes.



Ponctuellement, la taille des logements dans le centre d'avant 1980 est un peu en retrait du fait de la présence de jeunes citadins dans les chambres-salons ou les employés dans le centre commercial, des étudiants aussi. Le non-loti en périphérie perd une personne par foyer en moyenne. Des quartiers péricentraux, entre les deux extrêmes, sont peuplés de logements plus denses, exprimant à la fois le cycle de peuplement et le cycle domestique. La multiplicité des facteurs tend néanmoins à finement différencier les situations.

Justement, la taille de la famille nucléaire (ci-contre) est plus élevée dans la ceinture résidentielle péricentrale, correspondant grosso modo au milieu du cycle domestique des familles qui se sont installées dans ces zones loties dans les années 80-90. Cette caractéristique est globalement plus présente dans la moitié occidentale de la ville qui se distingue souvent du péricentre oriental, peuplé à partir des activités administratives et universitaires, sensiblement mieux scolarisées et par conséquent à la fécondité depuis un temps déjà mieux maîtrisée. La différenciation des cités destinées aux salariés (Tampouy et Azimo) va dans le sens de cette tendance démographique.



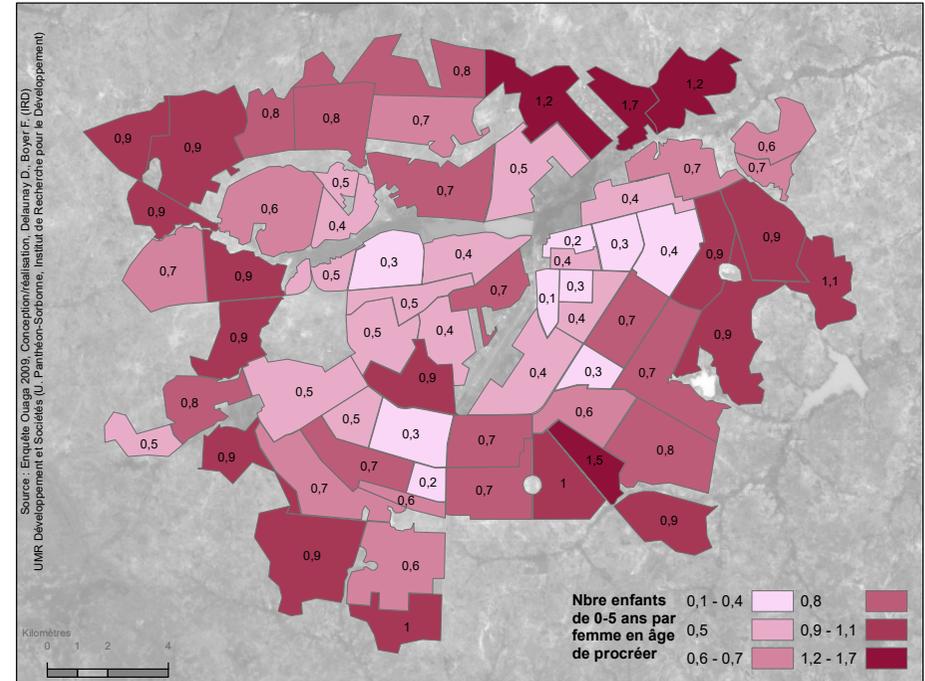
Si l'on dessine la carte du rapport entre les deux tailles (non reproduite), se dégage plus clairement une ceinture extérieure, au-delà du péricentre, où la famille nucléaire occupe le logement, sans pratiquer l'hébergement ; les deux tailles sont proches. Les couples plus jeunes prédominent, ils disposent de peu de moyens et d'un logement plus vétuste ou inachevé, moins apte à l'accueil.

Les logements dans les quartiers résidentiels anciens logent plus volontiers des parents ou travailleurs. Leur venue compense une fonction reproductive notablement atténuée par l'âge du référent et la fin du cycle familial. Cela tient aussi à la présence des petits-enfants du référent, des aides domestiques dans les ménages qui en ont les moyens ou la nécessité. L'hébergement sert aussi à rapprocher tout ce monde du centre pour réduire les déplacements vers l'emploi et profiter d'une meilleure infrastructure. Ces configurations seront précisées avec la cartographie des types de ménages.

Reproduction démographique

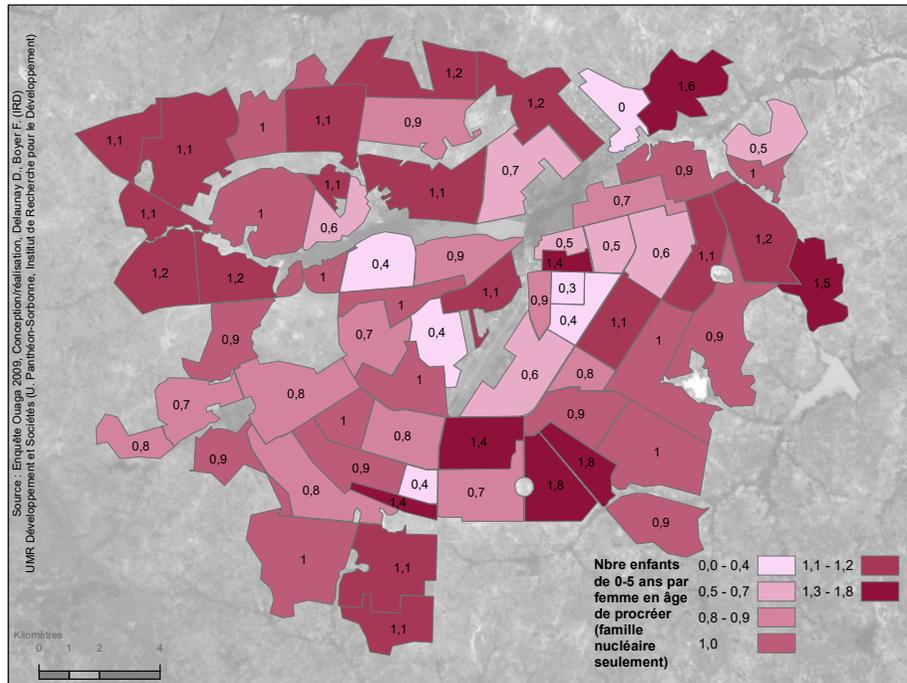
La cartographie présentée de la reproduction n'est pas construite sur un véritable taux de fécondité du moment, car l'enquête ne recueille pas l'information pour le calculer. L'indice retenu cherche à s'en rapprocher avec les données structurelles disponibles : il rapporte le nombre d'enfants de 0 à 5 ans au nombre de femmes en âge de procréer, soit entre 15 et 44 ans. On prend les enfants jeunes pour refléter la reproduction récente, mais sans pouvoir éliminer les femmes stériles ou célibataires qui ne sont pas ou moins exposées au risque d'une maternité ni l'effet négatif de la mortalité des jeunes enfants ni leur départ/placement. L'âge moyen des femmes potentiellement fécondes du quartier infléchit aussi cette mesure par effet structurel. Il s'agit donc d'un indice imparfait qui exprime et amalgame tous ces phénomènes. Néanmoins, il donne une idée de la capacité reproductive résultante des résidentes du quartier, toutes causes confondues.

La première carte représente la mesure brute du nombre d'enfants (0-5 ans) par femme, sans se soucier de la filiation. La seconde s'en tient à la famille nucléaire à savoir l'épouse du référent et les enfants présents du chef de famille, cela est plus restrictif mais ne garantit pas la filiation maternelle. Les valeurs changent mais les deux configurations sont grandement similaires, elles conduisent *grosso modo* aux mêmes interprétations.



Remarquons tout d'abord l'étendue des écarts qui prouve que la transition de la fécondité urbaine est bien engagée parmi les citadines supposément les plus anciennes en temps passé dans la capitale. Mais aussi parce qu'elles sont en moyenne un peu plus âgées, ces femmes sont moins susceptibles d'avoir mis au monde un enfant au cours des 5 années passées. Se retrouvent les facteurs des autres déterminants de la baisse de la fécondité, à savoir le niveau de vie, une meilleure scolarité des mères. La relative jeunesse des femmes à la périphérie contribue à une configuration concentrique ; leur origine rurale prépondérante, une moindre scolarisation augmentent la probabilité d'une descendance plus haute.

Les formes de complexification de la famille et du logement



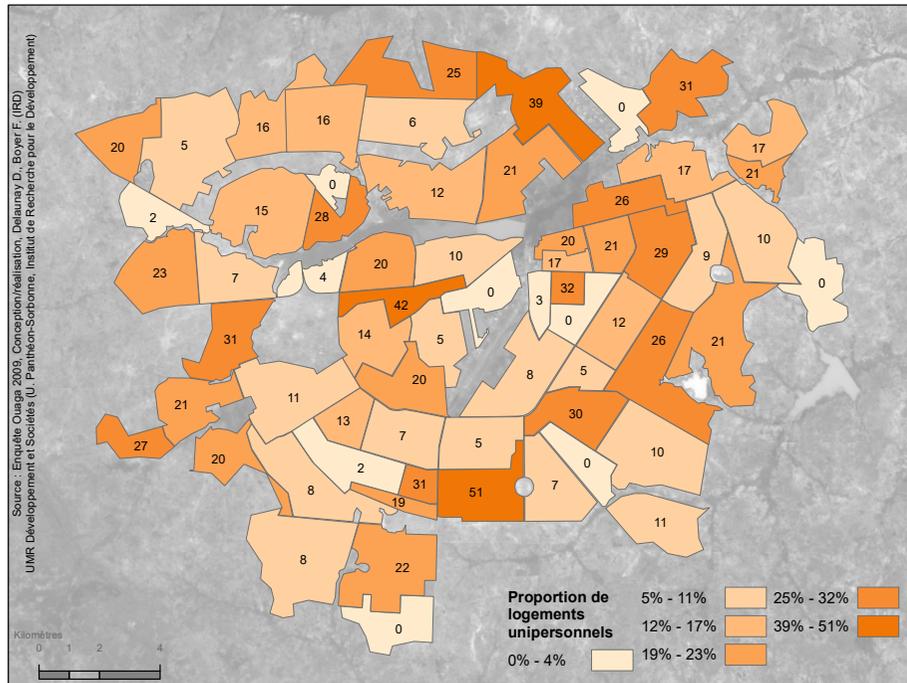
Ce ne sont pas tant les causes de cette distribution qu'il convient de retenir, tant elles sont multiples et difficiles à distinguer au cas par cas. Ce que dit cette géographie, c'est le processus qui déplace la reproduction démographique la plus dynamique vers les marges de la ville. Elle est plus modérée au centre et dans le péricentre oriental, est encore réduite par le mouvement centrifuge des jeunes couples à la recherche d'une parcelle. Jeunesse et fécondité plus soutenue ajoutent une composante naturelle à l'étalement : l'extension de la ville est nourrie par la mobilité résidentielle mais aussi par une vitalité naturelle plus forte, contribuant à son accélération. L'avenir démographique de la capitale se joue aussi (et à terme surtout) sur ses marges.

Ce qui est regrettable pour cet avenir, c'est que la montée en nombre des enfants à la périphérie, en particulier non lotie, s'opère dans un contexte de moindre dotation en écoles et infrastructures sanitaires. Et si l'on se rappelle que la valorisation du bonus démographique passe par le contrôle de la fécondité et l'investissement en capital humain, on mesure l'impact économique à long terme du délaissement des zones périphériques occupées spontanément.

L'observation de la composition du logement est menée selon une catégorisation en cinq types de complexité croissante. Connaissant le lien que les membres entretiennent avec le référent-logement, il est possible de distinguer s'il accueille des parents ou des non-parents, ou les deux pour préciser la complexité des ajouts résidentiels à la famille nucléaire. Deux formes simples sont ajoutées : les logements unipersonnels (référent seul) et ceux qui sont composés d'individus sans lien de parenté, qui cohabitent donc.

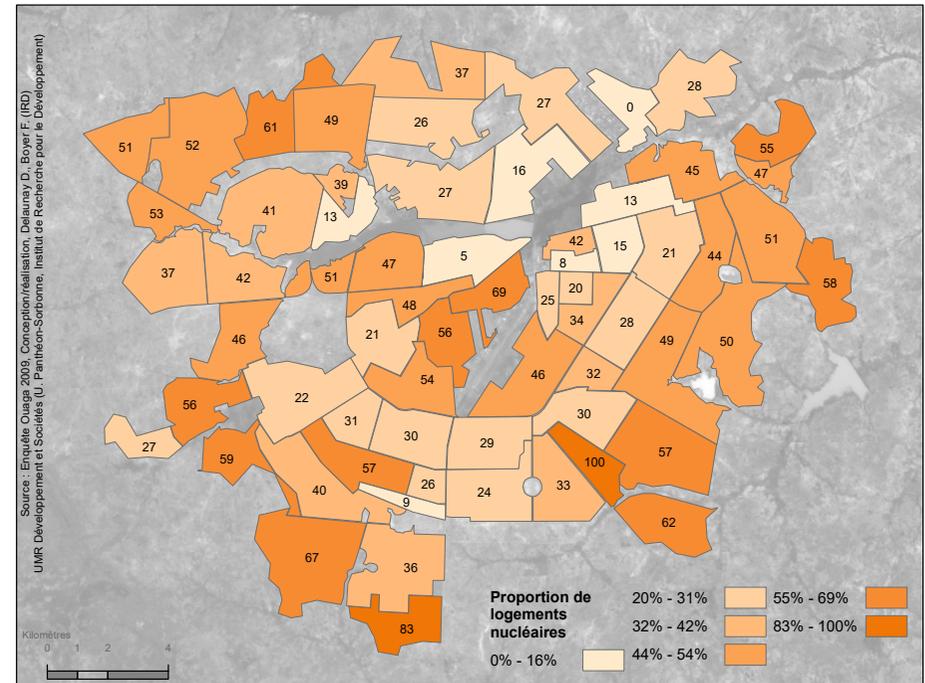
Le logement qui se limite à un couple ou l'un des parents avec enfants (incluant les chefs de famille polygames), soit la famille nucléaire stricte, est majoritaire à 42%. Cette proportion augmente du centre loti avant 1980 (31%) au non-loti épars (57%), ce que les cartes confirmeront dans le détail des quartiers. Un tiers des logements (32%) hébergent un parent, qui peut être accueilli dans une famille nucléaire ou par un individu seul. Le parent est parfois très proche, un frère du référent, ses petits-enfants, souvent un neveu ou une nièce. Cette forme de complexification tend à diminuer quand on s'éloigne du centre, de 8 points de pourcentage entre les extrêmes. L'autre catégorie dans l'ordre d'importance est le ménage unipersonnel, soit 16% ; sa variation en fonction de la date de lotissement est faible, statistiquement pas significative. La différenciation s'établit à une échelle plus fine et ponctuelle, près de l'université par exemple. Neuf logements sur cent comprennent un non-parent formant un logement composé, qui avant ce rattachement pouvait être nucléaire ou élargi. Cette forme disparaît pratiquement en périmètre non loti alors qu'elle représente 15% de l'ensemble dans les lotissements d'avant les années 2000.

Cette classification met l'accent sur les fonctions reproductives pures, puis signale les extensions résidentielles (famille élargie), distingue ensuite les logements avec une vocation productive supplémentaire (logement composé), même si ces distinctions se superposent.



Par ses choix méthodologiques l'enquête estime mieux la part des logements unipersonnels, une forme plus spécifiquement urbaine de résidence qui se répand avec la présence de jeunes adultes, plutôt célibataires et migrants. Leur localisation dénote des occupations de gardiennage (Ouaga 2000, zone industrielle de Gounghin), les journaliers dans la partie occidentale ou près de la zone industrielle de Kossodo, d'étudiants près de l'université ou dans la zone industrielle de Gounghin. Une diffusion nord-orientale de ce mode résidentiel semble se dessiner.

La carte de la cohabitation de personnes non apparentées (non reproduite car dressée sur des effectifs peu nombreux) concentre cette forme de logement dans le quartier de l'université et aussi dans la cité Azimo. La pratique est exclusivement le fait de jeunes, elle est plus fréquente chez les rapatriés de Côte d'Ivoire ou migrants originaires du continent. Elle a la préférence des étudiants mais sont aussi présentes les employées domestiques qui partagent une chambre. Toutes ces caractéristiques peuvent expliquer leur présence à Azimo ou dans la bande péricentrale au sud de la Patte d'Oie, à Paspanga.

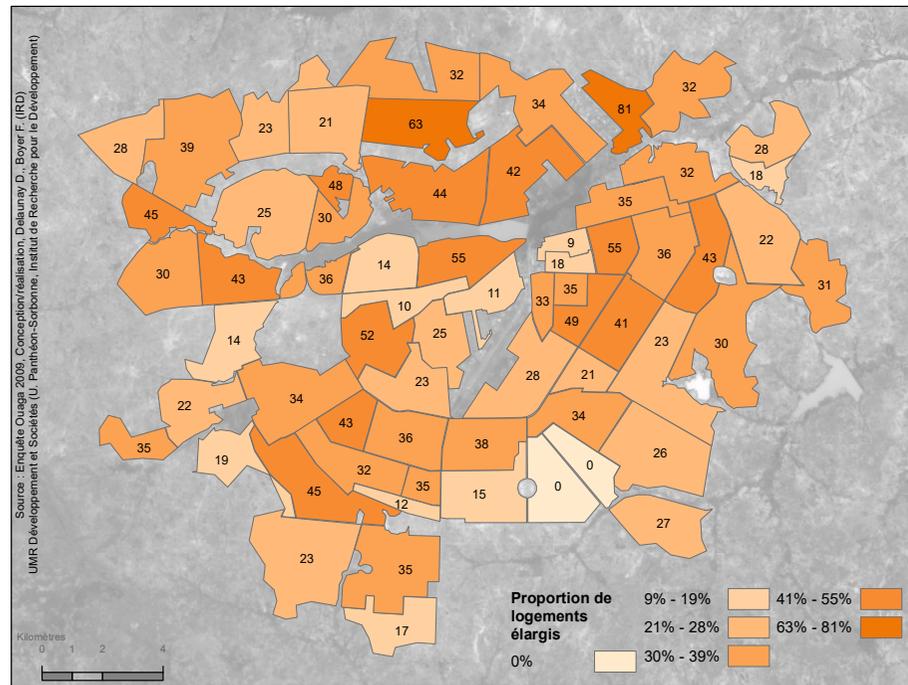


Si on consulte l'analyse factorielle qui aide à établir les principales tendances géographiques, la famille nucléaire se distribue dans l'espace d'une manière indépendante des autres compositions. À l'opposé sur cet axe principal qui absorbe près de la moitié de la variation, se place la proportion de personnes hébergées dans le logement. Le fait que de ce même côté de l'axe s'agrègent les formes composées et élargies exprime une certaine association spatiale.

La présence amplifiée de la famille nucléaire en périphérie surtout non lotie, déjà remarquée, reflète la stratégie des jeunes couples qui, au moment de leur formation et des plus fortes mobilités résidentielles, investissent les espaces vides pour se loger. Les migrants originaires des campagnes, nombreux en début de vie active, s'y retrouvent également quand ils forment une famille avec peu de ressources. Le prix du foncier et des loyers est certainement contraignant pour de jeunes ruraux, surtout s'ils sont occupés à des emplois précaires ou informels. Comme déjà signalé, cela contribue au déplacement de la reproduction future vers les marges de la ville, même si elles pèsent numériquement moins, pour l'instant.

Un autre espace privilégié la famille nucléaire, il est central, autour de l'aéroport et notamment à Koulouba, Quartier Saints. Dans ce dernier quartier historiquement

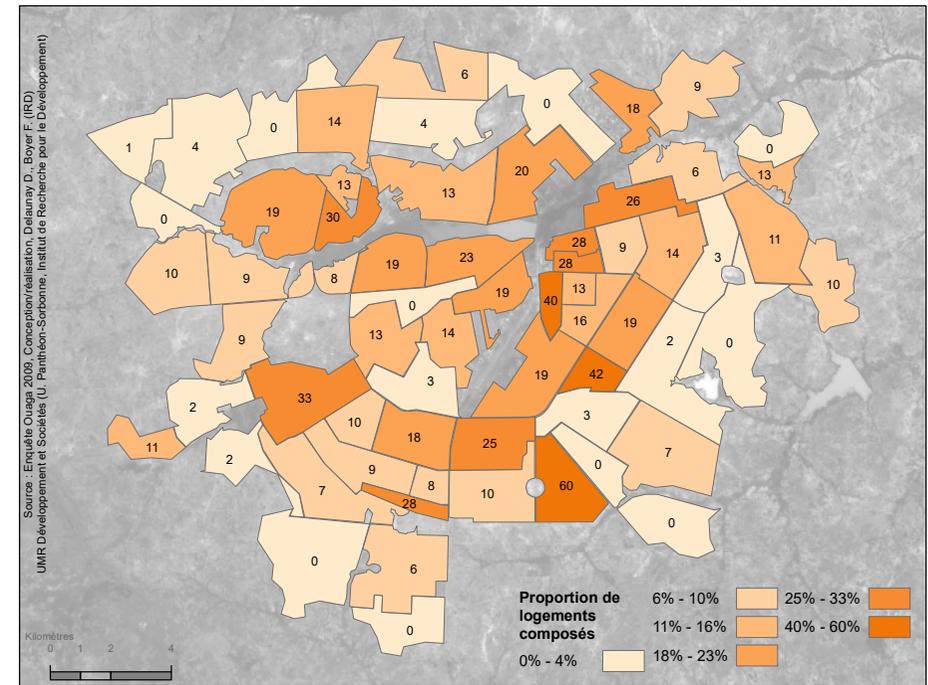
catholique, ce modèle familial est probablement privilégié. Le centre commercial et Koubala peu résidentiels ne se prêtent pas à l'élargissement de la famille et la cohabitation avec les autres, les formes complexes y sont rares, la population plus jeune. La famille nucléaire y gagne donc une importance relative par la modération de son élargissement, par défaut des formes élargies et composées.



Cet élargissement, ici par la présence de personnes apparentées, augmente avec l'âge du référent, quand il loge ses petits-enfants, des neveux, affins, demi-frères et sœurs. Accueillir des parents est une forme de solidarité envers les candidats provinciaux à l'installation urbaine ; elle peut être sollicitée par des citadins soucieux de se rapprocher du centre, d'une école, d'un travail. Conjointement le veuvage des femmes les amène à s'entourer de proches pour l'aide qu'ils apportent, pour développer des activités d'appoint. La taille physique des parcelles anciennes facilite cette cohabitation générationnelle ou solidaire.

Le grand péricentre est plus propice à cette forme de densification de l'occupation, dans un contexte de pénurie du logement et de faible mobilité résidentielle. Ainsi les hébergés surmontent-ils les contraintes à la mobilité imposées par l'étalement de la ville, contournent ses implications sur la qualité de l'infrastructure. Ces pratiques sont

dissuadées dans le centre commercial, elles ne sont apparemment pas courantes dans les quartiers les plus aisés qui logent plus souvent des non-parents.



Ce que confirme cette carte des logements composés : leur présence s'accroît dans les quartiers centraux et confortables de l'avenue Charles de Gaulle, à Ouaga 2000 également (la moitié orientale), mais aussi au sud de la réserve militaire. C'est la marque des employés domestiques, des apprentis, et finalement des ressources nécessaires à ces recrutements. Une différence significative entre les deux cartes s'observe dans ces quartiers riches où la proportion de logements composés est supérieure à celle de logements élargis ; ce qui néanmoins ne signifie pas que l'accueil des parents ne se pratique pas. Ce sont alors les formes nucléaires strictes qui perdent en poids relatif.

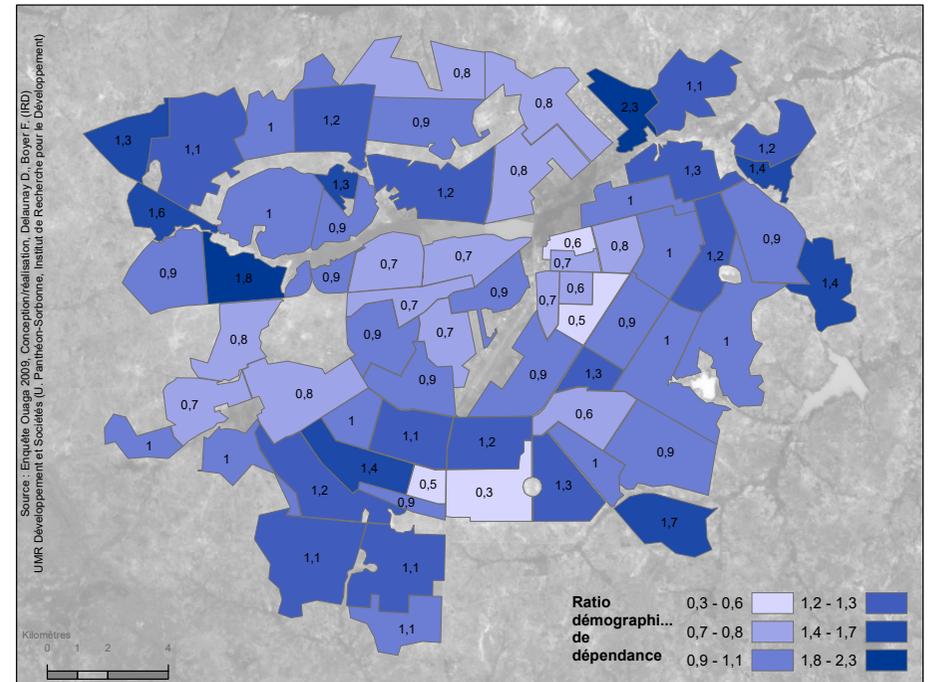
Les charges de la dépendance

Les variations de la charge des jeunes inactifs et des personnes âgées méritent une attention particulière car elles sont au cœur de l'économie domestique et au centre de la transition démographique, surtout du dividende à en attendre. Rappelons que cette opportunité temporaire tient à la modification de la structure par âge sous l'effet des baisses de la mortalité et de la fécondité. Pendant une courte période à l'échelle historique, soit une ou deux générations, de plus nombreux adultes actifs (le ventre de la pyramide des âges) ont à soutenir moins de dépendants (la base et la tête de la même pyramide). Cette fenêtre d'opportunité structurelle doit favoriser l'épargne, libérer un meilleur investissement éducatif et finalement améliorer la productivité des travailleurs relativement plus nombreux.

Une échelle rarement abordée dans les études sur le dividende est justement celle de la famille qui doit gérer cet équilibre variable, notamment au cours du cycle de vie. Le groupe domestique s'adapte par la mobilité des enfants (confiage, migration), par l'intégration de nouveaux travailleurs (domestiques, aides familiaux, parents hébergés). Des ajustements qui correspondent aux fonctions résidentielles et parfois productives. Selon ces équilibres, des décisions sont prises d'éduquer les jeunes ou les mettre au travail, de migrer, d'impliquer les femmes au foyer dans les activités rémunérées, d'épargner... Ces choix contribuent aussi aux stratégies de reproduction sociale des classes favorisées par la maîtrise de la fécondité et l'investissement éducatif, dont la rentabilité est améliorée par l'allongement de la vie.

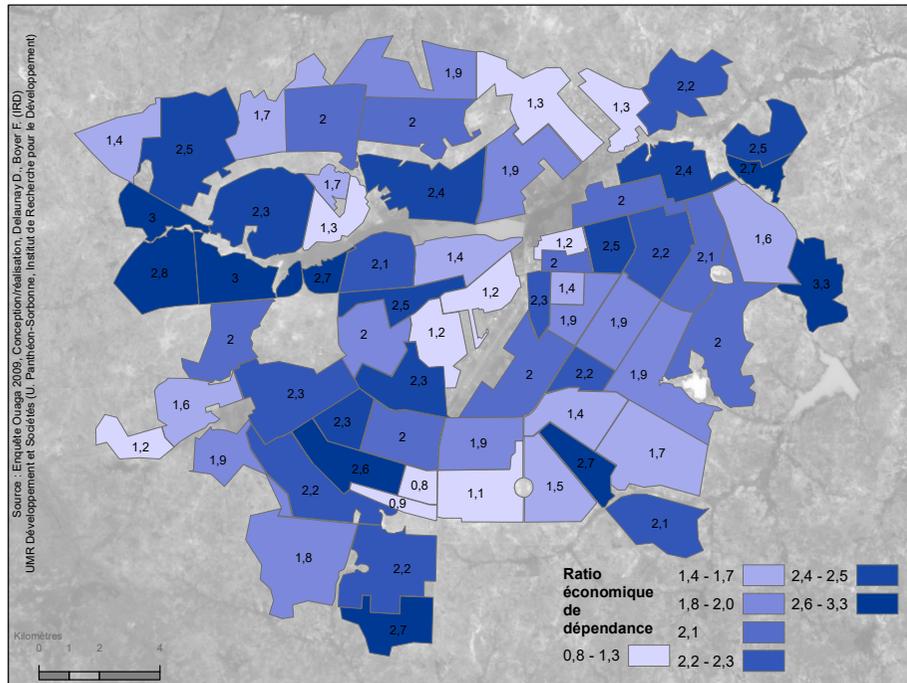
L'attention porte ici sur la configuration territoriale des équilibres démo-économiques au sein du logement. Cette inégale répartition intra-urbaine des charges de la dépendance a des implications décisives pour l'avenir de la ville, que doivent considérer les politiques urbaines de population. Les conditions pour la valorisation du dividende démographique sont connues mais pas envisagées à cette échelle : accès aux soins de santé reproductive, à l'école, à l'emploi. Or les inégalités intra-urbaines de ces infrastructures ont un impact sur ce dividende et donc le développement économique dans le contexte de transition. Et cette géographie est liée à celle de la migration, des opportunités du travail rémunéré, de l'évolution de la famille et bien sûr des décalages intra-urbains dans le calendrier de la transition vitale (baisse de la fécondité et de la mortalité).

Les cartes suivantes déclinent diverses expressions de ces équilibres, considérant les inactifs jeunes ou âgés, diverses mesures de la dépendance. Elles tendent à répéter les mêmes configurations spatiales mais sont néanmoins présentées pour les informations ciblées qu'elles procurent.



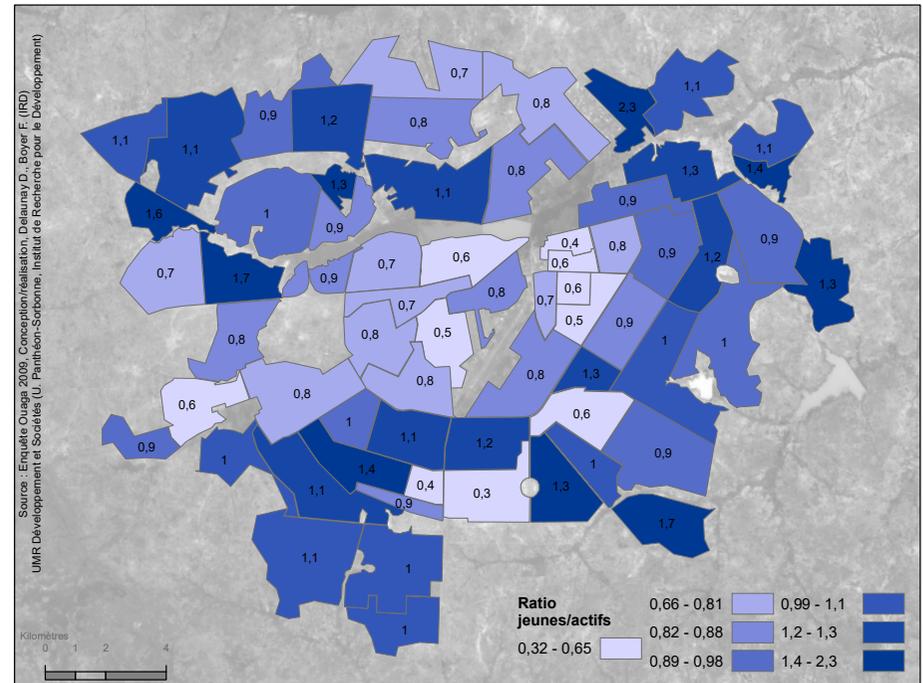
Par ratio « démographique » de dépendance, entendons le calcul basé sur les âges présumés de l'activité, selon la définition retenue par l'OCDE, soit 20-64 ans. Le ratio ici présenté compte le nombre d'inactifs pour un actif, définis par l'âge donc. Si cette norme est utile aux comparaisons internationales, elle élude la question du moment de l'acquisition de la véritable autonomie économique et sa définition. Pour dépasser cet arbitraire, un autre indice est calculé sur la base de la rémunération effective, censée assurer l'indépendance économique. Un faible taux de dépendance est un atout car il signifie une moindre charge numérique de l'éducation des enfants et de l'entretien des personnes âgées sur les épaules des actifs.

Dans cette configuration du ratio démographique se retrouve une géographie économique familiale, qui est centrée sur les quartiers résidentiels à l'est de la zone administrative, avec une extension vers la zone industrielle de Kossodo, à l'ouest de la réserve militaire, encadrant la route nationale n°1. À quelques exceptions près (Ouaga 2000) la charge des inactifs s'élèvent dans les zones récemment loties ou qui ne le sont pas encore. Pourtant, les charges tendent à augmenter au cours du cycle familial, les ratios sont tirés structurellement vers le bas là où les jeunes couples sont plus nombreux. Sur l'ensemble du cycle domestique, c'est la maîtrise de la fécondité qui fait la différence, puis l'évolution de la mortalité des adultes.



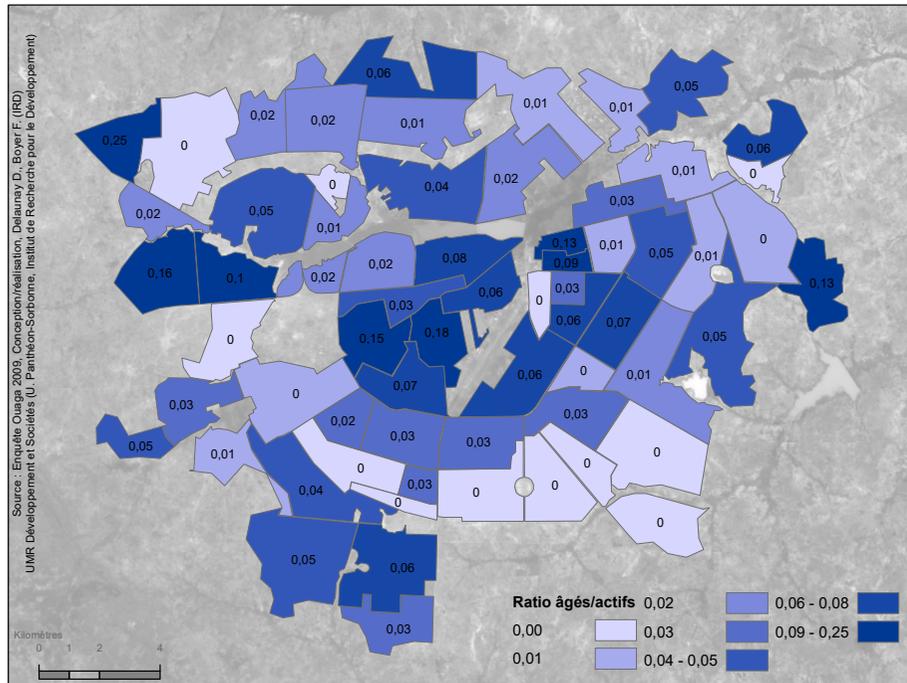
Certaines formes de travail ou d'activité n'assurent pas l'autonomie de qui la pratique. C'est le cas de femmes qui assurent les tâches domestiques sans rétribution (faute d'activité secondaire), d'apprentis ou d'aides bénévoles ; ils dépendent de ceux qui disposent d'un revenu. Ce que prend en compte le ratio économique ci-dessus sur le critère de la rémunération, qui du coup intègre les retards à l'emploi des jeunes adultes ou les aînés contraints au travail.

La configuration territoriale change en faveur des quartiers qui concentrent l'activité ou qui accueillent des ménages plus aisés, avec éventuellement une participation accrue des femmes à l'activité. D'autres quartiers correspondent à une population plus jeune et active, qui échappe pour un temps aux obligations familiales (autour de la zone industrielle de Kossodo, près du centre commercial). Le travail domestique associé à la fécondité élevée et la polygamie, l'origine rurale alourdissent ces charges.



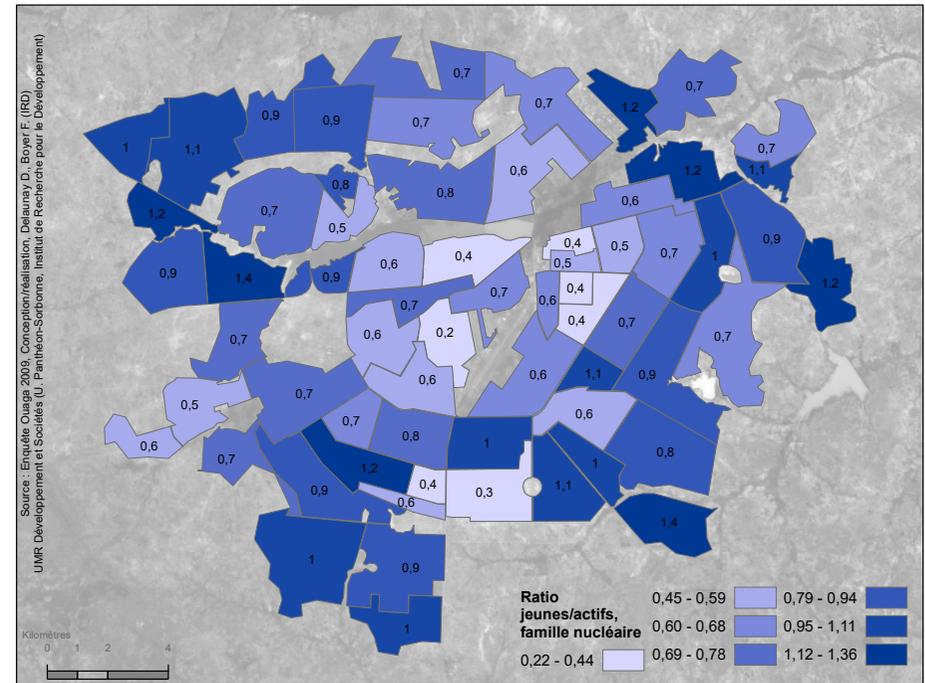
Il est utile de distinguer la dépendance des jeunes et celle des anciennes générations. Car si les premiers sont aujourd'hui bien plus nombreux, la charge se déplacera progressivement vers les personnes vieillissantes. Le dividende démographique dépend justement du calendrier de ces évolutions de la fécondité et de la mortalité.

Deux cartes à leur manière confirment le déplacement de la reproduction vers la périphérie et une augmentation de la charge des personnes âgées dans le centre. Il faut néanmoins garder à l'esprit que la fécondité seule n'est pas responsable de ce glissement. En effet, la pyramide des âges par lieu de naissance montre la contribution massive de jeunes adultes, notamment de femmes, originaire du reste du pays. Étant en début de vie active, ils alimentent un dividende migratoire (ce sont des adultes prêts à travailler). Mais les femmes en début de période reproductive contribuent à une natalité élevée par effet structurel, même si leur fécondité baisse dans le contexte urbain. Parce qu'elles trouvent plus facilement à s'installer dans les zones périphériques, le nombre d'enfants y augmente. Pourtant les charges en début de cycle sont plutôt contenues car leur descendance n'est pas constituée. C'est rappeler qu'elles vont augmenter dans des conditions qui ne sont pas les meilleures, beaucoup s'en faut.



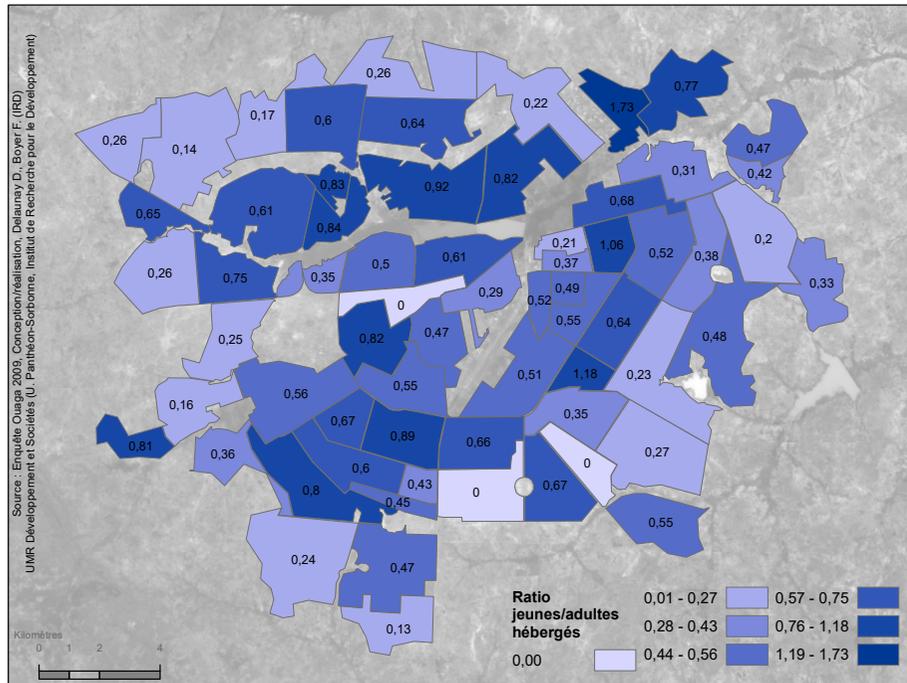
Le nombre de seniors rapporté au nombre d'adultes en âge d'activité est beaucoup plus faible et techniquement moins robuste pour documenter le détail des quartiers, en particulier aux marges de la ville où ils sont peu présents. La lecture ne doit pas être ponctuelle mais d'ensemble.

Se confirme néanmoins la concentration de cette charge dans les quartiers historiques, avec une graduation dégressive mais inégale là où la ville s'étend. Avec la baisse de la mortalité des adultes, cette charge va croître dans les zones résidentielles consolidées du péri-centre, puis le vieillissement va gagner la périphérie. Car les jeunes adultes apportés en nombre par l'exode rural vont contribuer au vieillissement relatif et absolu de la population dans une ou deux générations. La capitale est sous perfusion migratoire finalement, les charges augmenteront quand le flux se tarira.

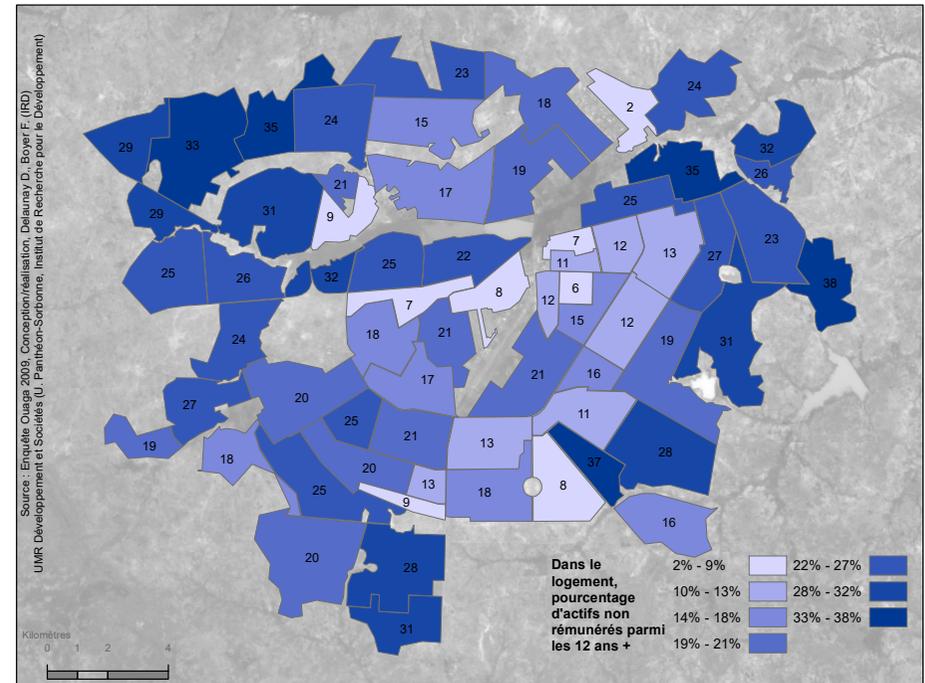


Plusieurs nuances peuvent être apportées à ces configurations de la dépendance, en distinguant par exemple les membres de la famille nucléaire de ceux qui la rejoignent pour des motifs résidentiels ou productifs (qui sont « hébergés »). Pour les premiers, l'équilibre démo-économique résulte surtout de la fécondité/mortalité, ensuite du moment dans le cycle familial (dans la famille nucléaire, le maximum du ratio de dépendance s'observe quand le chef de famille est dans sa cinquantaine). Pour les seconds, les hébergés, leur présence dans le logement se renforce plus tardivement.

Cette carte confirme la moindre charge de la reproduction démographique dans les quartiers centraux ou aisés, bénéficiant d'un meilleur capital scolaire et qui maîtrisent mieux leur fécondité. Des nuances apparaissent avec la jeunesse des couples ou les pratiques matrimoniales mais le constat général est un handicap pour les résidents en périphérie qui sont à la fois en situation de précarité (voir les cartes suivantes) et doivent élever plus d'enfants.

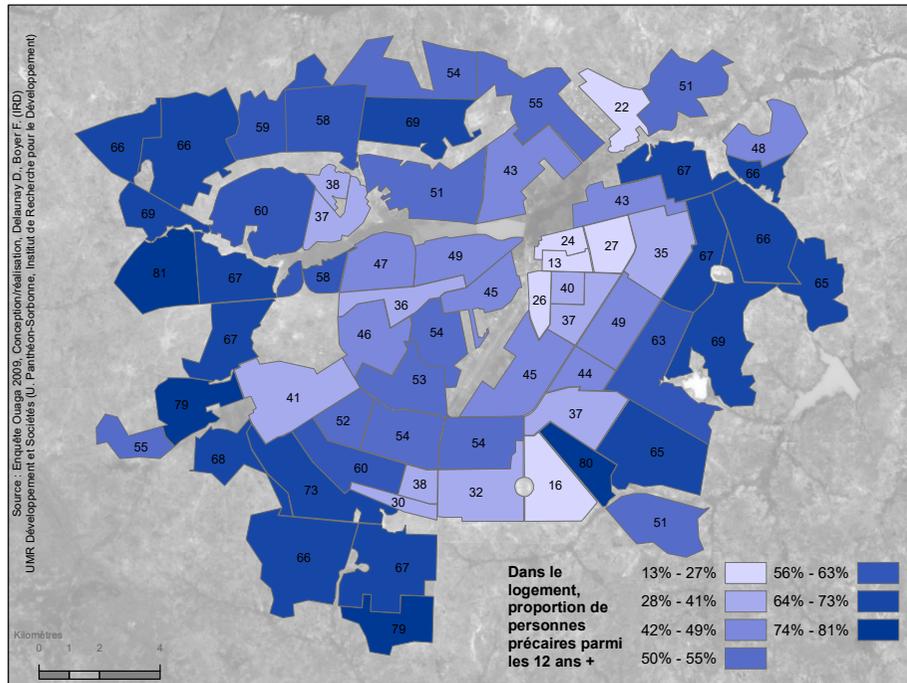


L'hébergement vient-il alourdir ou alléger la charge domestique des dépendants dans la famille nucléaire ? En moyenne et dans la grande majorité des quartiers la réponse est non car le ratio jeunes/adultes accueillis est inférieur à l'unité. Cela s'explique parce que la pratique augmente avec l'âge du référent, parfois pour le soutien qu'il en retire. Le poids supplémentaire des charges par l'hébergement est moindre en grande périphérie où la descendance directe est déjà importante et les accueils peu nombreux. Dans le grand centre en revanche les familles moins sollicitées sont mieux en mesure d'héberger des dépendants, même si le solde reste avantageux.



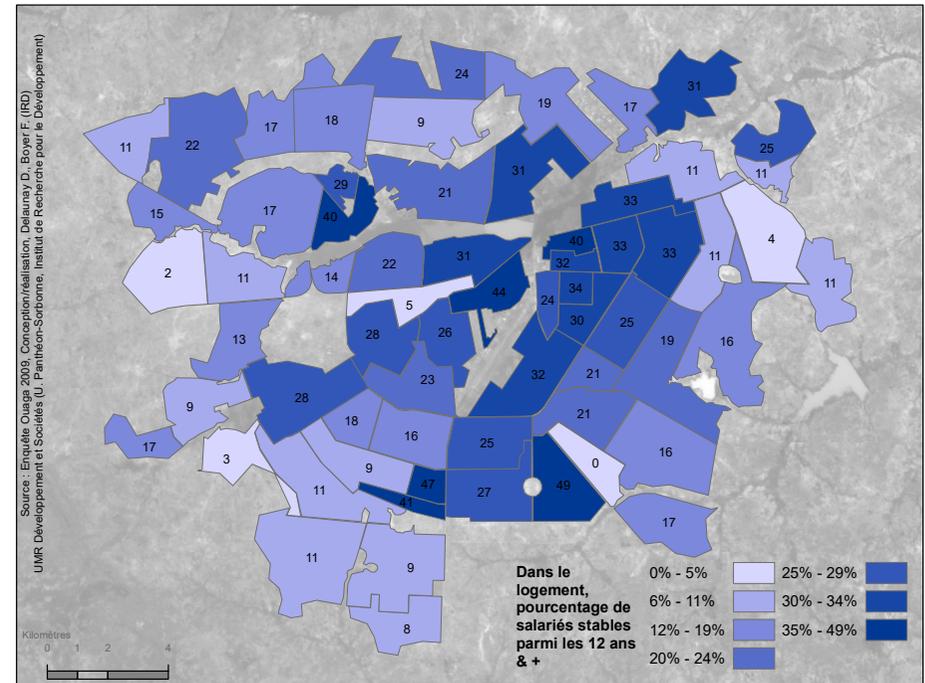
Les ratios complémentaires maintenant présentés sont calculés pour chaque logement, dont la moyenne du polygone est ensuite cartographiée. Cette mesure colle plus précisément à la situation de l'unité domestique.

Au vu de cette carte, il faut bien constater que les charges éducatives plus élevées en périphérie se reportent essentiellement sur des femmes qui, assignées au travail au foyer, se voient privées de revenu. D'autres facteurs y contribuent comme leur déficit scolaire, mais globalement les descendance élevée pèsent sur l'autonomie économique des mères et de leurs aides. Or les familles concernées sont reléguées loin du centre, un handicap qui pèse sur les enfants qui seront les actifs de demain. Toute la moitié occidentale de la ville est particulièrement touchée, de même que le non-loti oriental qui contourne un centre actif et un péricentre oriental qui épargne un peu aux femmes cette privation économique.



Le manque de rémunération et les charges de la dépendance sont rendus critiques par la précarité des actifs, ici pour les 12 ans et plus (pour reprendre l'âge légal possible d'entrée en activité, après le primaire). Le critère de précarité des actifs inclut les individus sans travail, les journaliers et apprentis, les travailleurs indépendants sans local et les activités domestiques exclusives.

La partition de l'espace qui en résulte est particulièrement régulière, une autre expression de la segmentation socio-économique du territoire. Elle est significative parce que récurrente dans de nombreuses configurations allant du niveau de vie à la scolarité/éducation. Les proportions atteintes dans les quartiers non lotis sont particulièrement élevées (les personnes âgées non actives ne sont pourtant pas considérées).



La lecture et l'interprétation gagnent à la comparaison avec la configuration spatiale en partie réciproque qui est celle du salariat privé et public. Toujours par logement est calculée leur proportion parmi les individus de 12 ans et plus. Le salariat procure au ménage une rémunération relativement stable qui soutient ses autres capacités, surtout pour la prise en charge des dépendants, les enfants en premier lieu.

Ces cartes des conditions domestiques du dividende démographiques aident à projeter l'avenir économique de la ville à long terme et mieux localiser les politiques qui devraient soutenir ces opportunités.

La famille, acteur de la transition démographique et du territoire

C'est dans l'atome social qu'est la famille que s'organise le travail entre les membres, se décident la reproduction et l'investissement éducatif, les déplacements des résidents et migrants. Cela correspond aux principales fonctions du groupe domestique (reproductives, résidentielles et productives) qui à leur tour changent sa composition et complexité. Le nucléo social de la famille se confond avec l'atome territorial qu'est le logement, ainsi marque-t-il le territoire.

La combinaison de ces fonctions change au cours de la transition démographique dont la famille est le premier acteur. Elles sont l'expression des autres composantes et interagissent entre elles. La transition vitale de la mortalité/fécondité impacte la taille de la famille nucléaire, l'investissement éducatif, le passage ou pas au travail salarié, indépendant et/ou informel. Les charges que les dépendants imposent à la famille rentrent elles-mêmes dans l'arbitrage entre le travail domestique et l'emploi rémunéré. La circulation des enfants autorise un ajustement de possibles déséquilibres ; certaines migrations et circulations rendues nécessaires sont portées par les pratiques de l'hébergement ou de la multirésidence.

Établir comment les fonctions du groupe résidentiel se répartissent dans l'espace est donc le premier moyen de décrire la territorialité de la transition démographique, moteur de l'expansion urbaine. Les configurations spatiales que prennent les décisions et évolution du groupe domestique font de celui-ci un acteur du territoire. Ce faisant, les cartes expriment les différences de peuplement (de composition du quartier) mais aussi les effets contextuels de celui-ci en retour, dont sa localisation et son équipement. Il est en cela préoccupant que la reproduction se déplace vers les marges de la ville, contribuant à son extension, dans un environnement qui manque de presque tout pour prendre en charge ces conditions démographiques particulières. La

promesse du dividende en est fragilisée. Ces indicateurs familiaux étant les paramètres de la transition urbaine, leur géographie doit guider les politiques locales de population.

Du fait de la convergence et de l'imbrication des composantes de la transition démographique vers et dans la famille, sa cartographie annonce celles des autres phénomènes décrits dans cet atlas. Il convient de s'en souvenir au moment d'aborder les inégalités de la fréquentation scolaire, inévitablement liées à la fécondité des familles, avec une rémunération partielle ou précaire du fait du poids de la charge domestique. Or, de la scolarité dépend l'accès à la fonction publique et au salariat et la réalisation de la transition du travail.

Un élément central de la compréhension de la géographie du travail du point de vue des individus, est justement l'équilibre, construit au sein du logement, entre l'activité domestique et l'emploi rémunéré, avec toutes les formes précaires ou informelles intermédiaires. Ce curseur qui les départage est bien gradué dans l'espace. Il dépend aussi des fécondités et charges reproductives. Le mouvement migratoire venant du mode de production domestique rural réalimente sa composante urbaine. Ce peut être pour le motif matrimonial de femmes qui se destinent au foyer, des aidants ou employés dans le logement, des travailleurs journaliers ou indépendants précaires qui s'appuient sur l'économie familiale.

D'autres géographies sont éclairées par celle de la famille. Le capital ou réseau social dépend pour une part de la taille de la fratrie régulée par la fécondité des parents, mais aussi le jeu de la migration qui redistribue les solidarités héritées et construites. Les mobilités quotidiennes sont également contraignantes, qui peuvent inciter à une activité locale quand la charge domestique est trop prenante.

L'ÂGE, LE SEXE, LE STATUT MATRIMONIAL ET AUTRES CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES

Les cartes suivantes décrivent le peuplement intra-urbain selon des caractéristiques démographiques individuelles élémentaires que sont l'âge, le sexe et le statut matrimonial, ainsi que la position parentale des membres du logement par rapport au référent. A des fins illustratives sont ajoutées la langue et la confession. Les premières sont des variables structurantes pour certains aspects des rapports de genre et des inégalités entre les générations, également pour le statut résidentiel dans le groupe domestique. L'âge est un marqueur du cycle de vie des habitants, au cours duquel varie l'intensité des mobilités, de même que l'acquisition ou la perte de l'autonomie, peut-être le statut occupationnel.

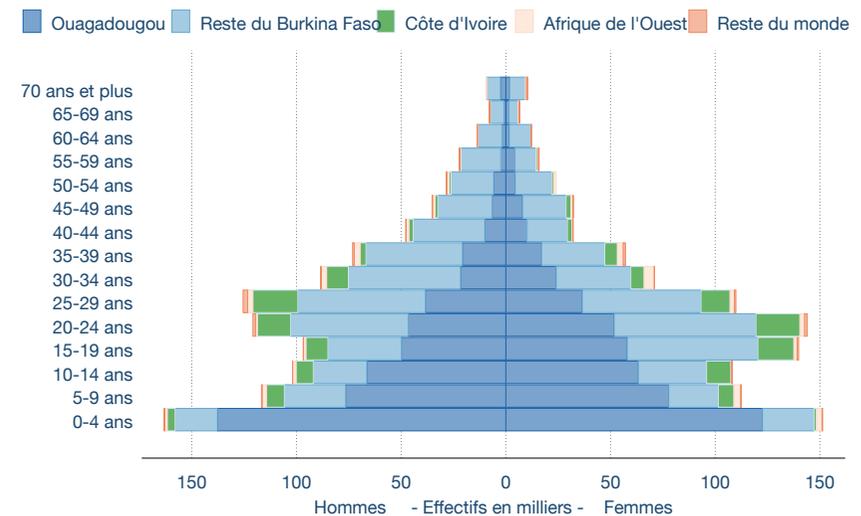
Quel est le sens des distributions spatiales de l'âge, du sexe, du statut matrimonial au-delà de la description qualifiée du peuplement ? L'âge moyen des habitants reflète celui des quartiers, si la mobilité résidentielle sélective ne vient pas redistribuer les générations dans l'espace. La proportion de jeunes dépendants dans les mêmes quartiers donne à contextualiser les charges supportées par les familles, mises en perspectives avec les conditions de réalisation du dividende démographique. Les rapports de masculinité, selon les classes d'âges peuvent indiquer des pratiques résidentielles ou migratoires distinctes des hommes et des femmes, qui vont vers l'offre de travail, par exemple, en fonction du partage des métiers selon le genre. La géographie des statuts matrimoniaux localise le calendrier de la formation et l'évolution de la famille. Pour le moins, et en cela elles sont instructives, ces géographies donnent une mesure des inégalités de genre ou de génération pour l'accès à la ville, ses aménités, à la citoyenneté finalement.

Au regard de la faible densification de l'occupation, l'extension territoriale va au rythme d'une croissance élevée (7% aux temps observés) qui résulte pour le moins de trois composantes de la transition démographique. Celles-ci sont mises en évidence par la structure par âges et par sexe selon le lieu de naissance, une pyramide reproduite ici parce qu'elle aide à interpréter les cartes suivantes. La croissance urbaine est d'abord stimulée par la baisse de la mortalité en début de vie, amenant plus d'adultes en âge d'activité et surtout de futures mères qui vont contribuer à une natalité élevée, du seul effet structurel même si la fécondité baisse¹. Puis une vie plus longue signifie plus de citoyens âgés, pour la plupart dans des quartiers où ils sont nés ou sont arrivés ; en vieillissant la population se sédentarise. Cette modification

¹ Le nombre de naissances est le produit de la fécondité moyenne par le nombre de femmes en âge de procréer, lequel augmente par immigration d'origine rurale et recul de la mortalité des filles.

structurelle contribue au changement des rapports intergénérationnels. Il faut un temps pour que la fécondité s'adapte à l'augmentation d'enfants survivants, dont le nombre est d'abord une charge pour les parents avant d'être un soutien. Le décalage entre la baisse de la mortalité infantile et l'ajustement de la fécondité, plus ou moins long, déclenche et entretient la croissance absolue de la population. Néanmoins, cet ajustement est plus lent en milieu rural, où l'économie domestique agricole peine à absorber la montée des nouvelles générations d'adultes ; ce décalage transitoire alimente un exode rural renforcé aux âges de la plus forte mobilité résidentielle, au moment de l'acquisition de l'autonomie, de la recherche d'emploi et de formation de la famille. Cette migration se retrouve dans la saillie d'hommes de 20-30 ans, de femmes un peu plus jeunes. Ce sont des actifs potentiels qui allègent des rapports de dépendance en ville et constituent un dividende migratoire qui peut être bénéfique, sous certaines conditions.

Ouagadougou : structure par âge, par sexe et lieu de naissance



Source : Enquête Ouaga 2009

A ce stade de l'urbanisation, la croissance démographique est donc d'abord migratoire. Le retour des Burkinabè nés en Côte d'Ivoire est également capital pour la croissance urbaine, notamment chez les jeunes femmes et les hommes de 25-29 ans. Par ce reflux, Ouagadougou a récupéré une partie de la descendance de la population rurale qui avait été détournée vers la Côte d'Ivoire dans les années 1960 à 1980 et dont elle aurait pu bénéficier. Au total, l'arrivée en nombre de jeunes migrantes simule la natalité par le seul effet de leur nombre, même si à terme elles maîtriseront mieux leur fécondité que dans leur campagne d'origine. Cela se traduit par un nombre élevé d'enfants de moins de 5 ans. En déplaçant l'attention sur la pyramide des seuls citadins nés à Ouagadougou, se révèle une croissance endogène plus dynamique que dans les régimes pré-transitoires. Il est donc justifié de parler d'un effet multiplicateur de la migration féminine. Dans l'avenir, confortés par la baisse de la mortalité, ces sureffectifs migratoires vont contribuer au vieillissement de la population urbaine et augmenter d'autant la charge des personnes âgées. Pour contenir le ratio de dépendance, Ouagadougou dépend de la perfusion migratoire, qui est réversible.

Les rapports de masculinité constatés aux différents âges traduisent une sélectivité différenciée des migrants. Entre 15 et 19 ans par exemple les femmes nées hors la capitale sont presque deux fois plus nombreuses que leurs correspondants masculins, elles trouvent à s'employer dans les famille puis se marier. Aux âges élevés, leurs effectifs sont un peu en retrait car dans le passé la migration masculine prévalait.

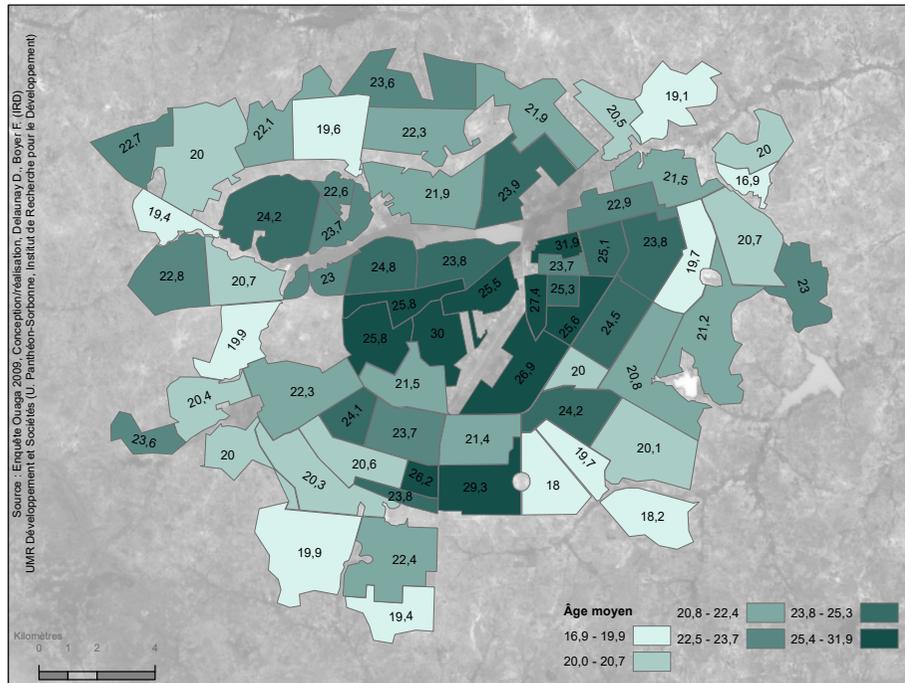
Cette répartition spatiale des hommes et des femmes selon l'âge se répercute à son tour sur le marché matrimonial ou pour le moins la proportion de célibataires, de conjoints ou de veufs d'un quartier à l'autre. Les mobilités influencent aussi la composition du ménage et la distribution des membres selon leur statut parental. Les cartes proposent donc une autre lecture des forces démographiques qui font la ville, et parmi celles-ci la mobilité est au premier plan.

L'âge des résidents

L'âge moyen d'un quartier résume la structure par âge locale qui est façonnée par la mortalité et la fécondité, le choix d'un quartier par les nouveaux arrivés, la mobilité résidentielle des résidents établis et plus tard la capacité de leurs enfants à trouver à se loger à proximité.

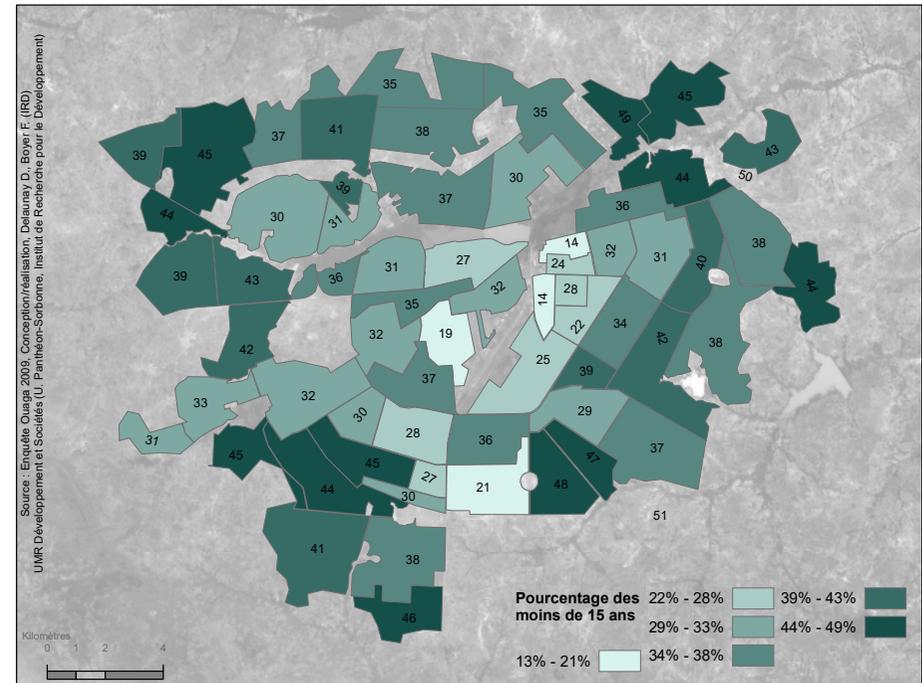
L'âge moyen est plus élevé dans le centre, il diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne vers les marges en extension. Il traduit le fait que les habitants vieillissent sur place, réduisant progressivement leur mobilité résidentielle ; que les jeunes migrants s'installent là où la capitale leur fait une place, souvent périphérique. Le premier effet visible est donc l'ancienneté des quartiers quand leur vocation a surtout été résidentielle. Les différences d'âges sont néanmoins modérées parce que les citadins des quartiers centraux ont aussi des enfants et hébergent des petits-enfants, des neveux et nièces... Elles sont également tempérées par le mouvement de certains jeunes vers le centre, des travailleurs et étudiants dans les quartiers de Zogona et Paspanga/Dapoya.

Globalement, le rajeunissement en périphérie est renforcé par le rythme de la mobilité résidentielle pratiquée par les jeunes adultes. Les nouveaux migrants, également plus jeunes, trouvent à s'y installer. Pour une autre part, des familles ouagalaises qui se forment et s'agrandissent y trouvent des logements plus abordables, contribuant avec leurs enfants au rajeunissement de la population périphérique. Enfin, le temps de l'épargne nécessaire à l'acquisition du patrimoine joue également face à l'enchérissement du logement dans le centre. L'âge plus élevé des habitants de la Cité Azimo, de la Zone du Bois, de Zaktouli à l'Ouest s'explique aussi par cette donnée économique.

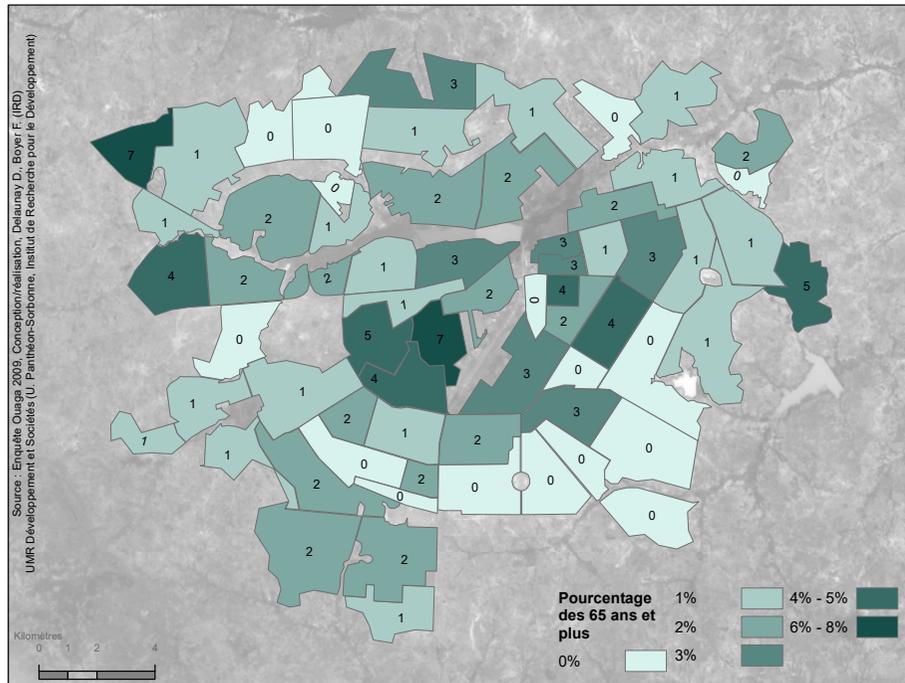


Retenons surtout de cette configuration de l'âge moyen que l'étalement de la ville impose des relations intergénérationnelles inégales : les jeunes adultes, en s'éloignant du centre et péri-centre sont contraints à des déplacements quotidiens plus coûteux vers l'emploi. A l'opposé, plus de personnes bien situées connaissent progressivement, avec l'âge, le repli de leur activité. Ce qui est rappelé pour l'accès à l'emploi vaut également pour l'infrastructure scolaire, sanitaire en particulier celle qui s'adresse aux enfants. Or les populations jeunes construisent la ville de demain.

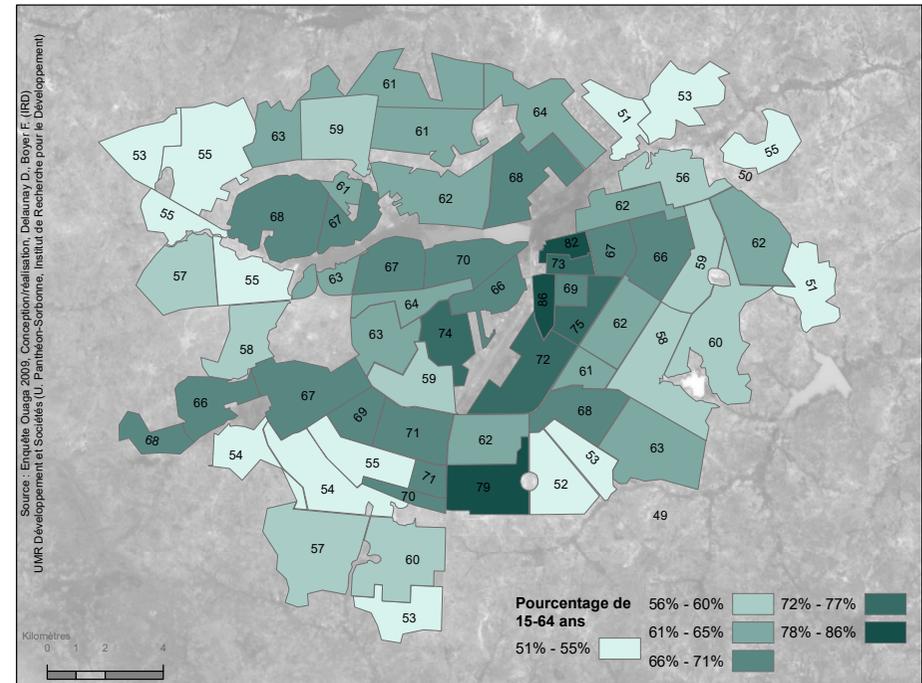
Les cartes suivantes se focalisent sur trois groupes en pourcentage de la population totale, des groupes qui précisent d'autres réalités, accentuant les contrastes géographiques. Les jeunes de moins de 15 ans tout d'abord parce qu'ils sont pratiquement tous dépendants des actifs et que leur importance donne la mesure de l'effort éducatif local. Nés pour la plupart dans la ville (l'immigration augmente après cet âge) les moins de 15 ans représentent au plus près la dynamique démographique endogène. Il suffit de se projeter dans une ou deux décennies pour envisager que, devenus adultes, ils vont constituer leur descendance, en partie vers de nouveaux quartiers pris sur les terres environnantes.



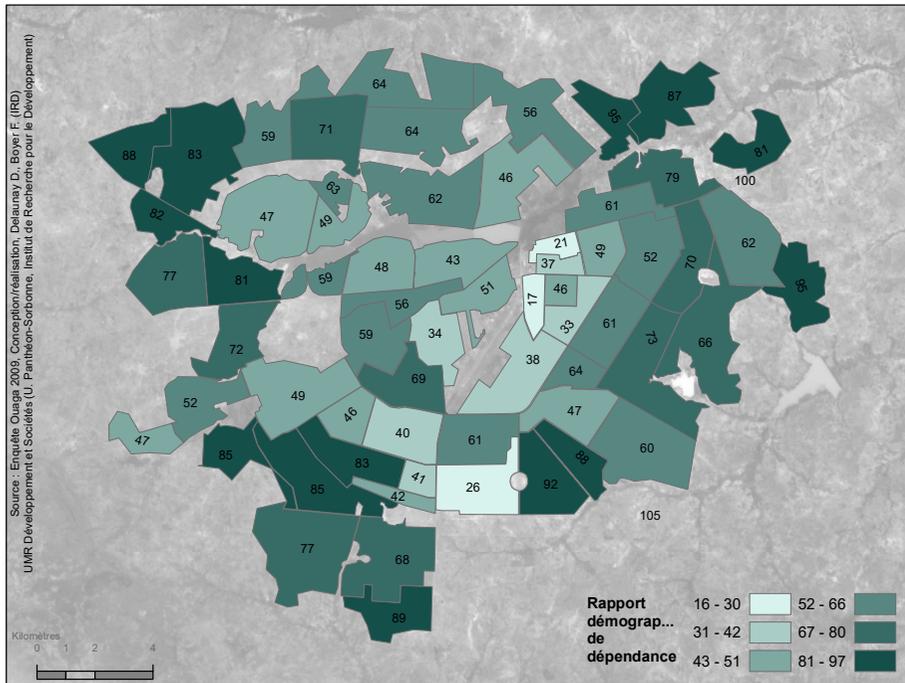
C'est moins la configuration périphérique de leur importance relative qui attire l'attention que l'ampleur des différences qui va du simple au double. Le centre résidentiel ancien bénéficie des proportions les plus faibles soit parce que le niveau de vie ou l'éducation ont permis un meilleur contrôle de la reproduction, soit parce que le cycle familial avancé correspond au départ ou au vieillissement des enfants. Ensuite le rajeunissement est assez régulier avec l'installation de nouveaux couples ou ceux d'origine rurale aux fécondités plus hautes. Compte également le contact avec des villages plus en retard dans leur transition démographique. Pratiquement toutes les banlieues sont concernées, à l'exception de l'axe transversal nord-est/sud-ouest que l'on retrouve dans d'autres configurations, notamment occupationnelles. La dynamique plus modérée du centre et du péri-centre oriental est aussi affaiblie par le mouvement centrifuge des jeunes ménages à la recherche d'une parcelle. Ces deux forces concourent à l'accélération de l'étalement.



Les personnes de 65 ans et plus ne représentent que 2% de la population totale, la cartographie détaillée est donc indicative, surtout en périphérie moins peuplée et plus jeune. Leur concentration centrale est néanmoins bien confirmée, notamment dans Quartiers Saints, un cœur résidentiel de la ville coloniale. Les personnes âgées émargent dans le péricentre et continueront leur diffusion concentrique avec l'allongement de la vie et le vieillissement des migrants.



La population en âge d'activité (choisie ici de 15 à 64 ans) se déduit en creux des cartes précédentes, mais avec une extension péricentrale plus large et plus conforme aux centres de l'activité économique, ainsi que dans les lotissements destinés aux salariés. Migrants et étudiants matures contribuent aussi aux pourcentages élevés. Plus d'actifs peut signifier un niveau de vie plus élevé, avec moins de dépendants. Ce qui vaut pour le quartier Zone du Bois, mais pas à l'ouest de Ouaga 2000, quartier en cours de construction au moment de l'enquête.

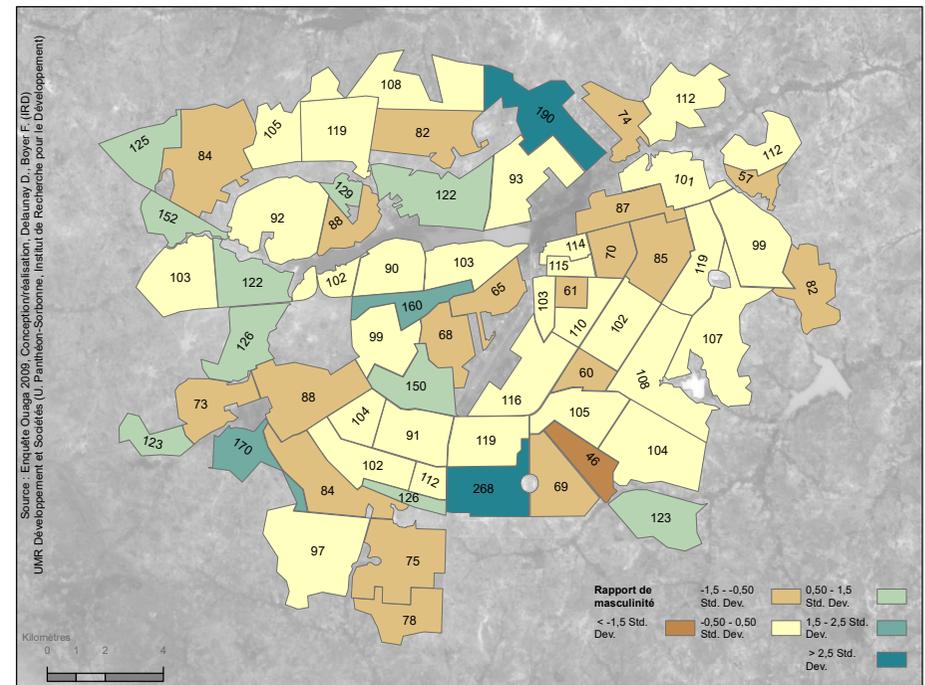


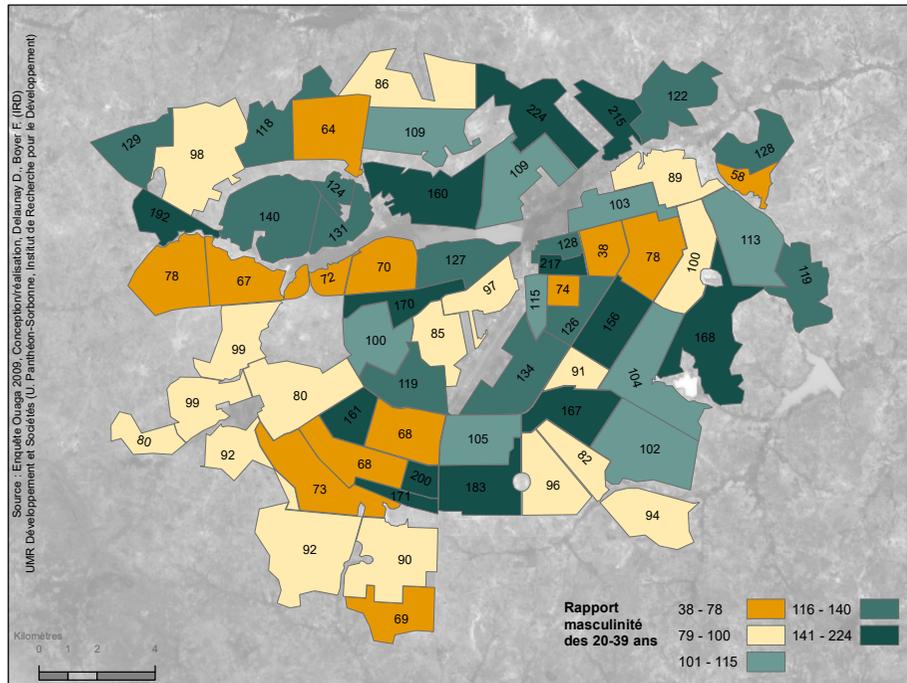
La carte des ratios démographiques de dépendance (selon les âges présumés de l'activité, toujours de 15 à 64 ans) montre que les habitants des quartiers centraux bénéficient d'une avance dans la réduction des charges et sont donc individuellement bénéficiaires du dividende démographique. Ils associent une population jeune plus réduite à une population active plus nombreuse. La valorisation de cette conjoncture suppose un meilleur accès à l'infrastructure scolaire et de santé, des conditions qui sont ici réunies plus qu'ailleurs dans la ville. Dès lors, l'allègement des charges reproductives dans les quartiers aisés, en facilitant l'investissement scolaire, concourt à conforter les habitants dans leur position sociale favorable.

A l'opposé, les périphéries voient une augmentation substantielle du nombre de dépendants (essentiellement des enfants) par actif. Les inégalités territoriales en la matière sont doubles, les charges lourdes s'exercent dans le contexte d'une infrastructure déficiente. La fécondité peut se réduire dans ces quartiers qui préfigurent l'avenir de la ville mais cette situation dommageable pour l'avenir appelle des politiques actives de population (santé reproductive, accès aux moyens du contrôle des naissances) afin de ne pas contrarier l'émergence des opportunités démographiques.

Répartition des hommes et des femmes

Le nombre d'hommes pour cent femmes, ou rapport de masculinité, est ici cartographié pour la population totale, ensuite pour les seuls 20-39 ans. Le choix d'une discrétisation par écarts-types autour de la moyenne des quartiers accentue le basculement à partir des quartiers relativement équilibrés en jaune, qui forment la majorité du territoire. Les hautes concentrations masculines sont plus liées à des opportunités d'emploi dans ou près des zones industrielles ou à l'ouest de Ouaga 2000 de façon temporaire. Certains quartiers avec une majorité de femmes pourraient désigner des populations vieillissantes mais le poids numérique des veuves pèse finalement peu (Quartiers Saints, Dassasgho) ; aussi des quartiers résidentiels tournés vers les activités domestiques ou féminines.



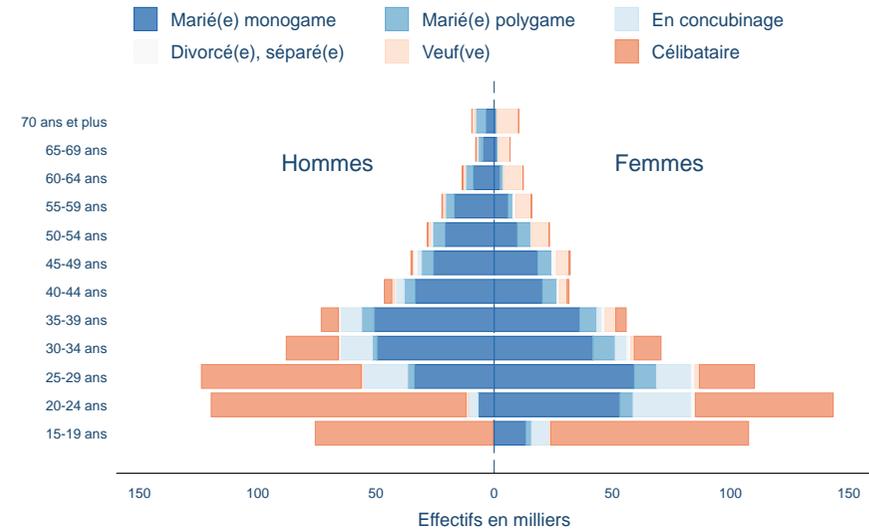


Pour un diagnostic plus centré sur les mobilités, sur l'impact des différences matrimoniales entre les sexes et les pratiques de cohabitation, voyons les rapports de masculinité des 20-39 ans. Leur nombre relatif est assez important pour impacter l'ensemble. En s'aidant de l'analyse factorielle, les similitudes se dégagent avec les formes résidentielles ou la composition des logements, accessoirement le moment du cycle familial. La localisation de la plus forte présence masculine se rapproche de celle de la cohabitation non familiale et des ménages unipersonnels. La migration féminine serait plus matrimoniale que professionnelle. A l'opposé, la désunion (veuvage et séparation) en fin de cycle correspond à une présence féminine un peu plus importante, ce qui vaut également pour la polygamie.

L'union, le célibat et la désunion

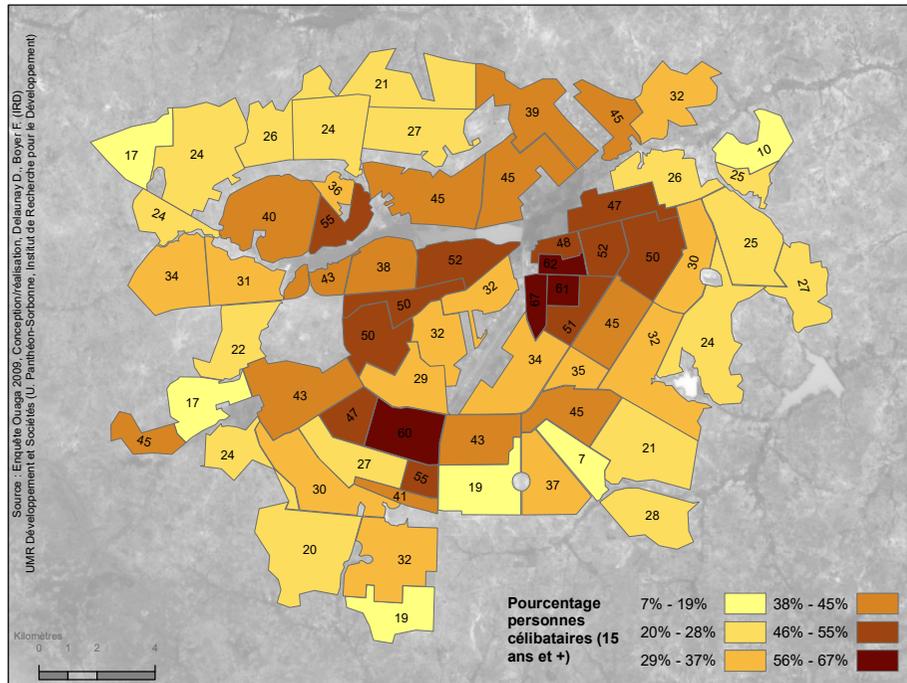
L'analyse de l'union annonce et complète celle de la famille en comptant les individus selon leur statut matrimonial dans l'espace intra-urbain. Les proportions sont calculées en référence à la population de 15 ans et plus, en âge de s'unir. Bien évidemment, les importances relatives des différents statuts par quartier dépendent aussi de la structure par âge dont les cartes précédentes montrent la variation. La fréquentation scolaire allonge le célibat, surtout chez les jeunes femmes qui s'unissent plus jeunes. La précarité professionnelle ou économique peut y contribuer également en contexte urbain, surtout pour les hommes. La polygamie est une pratique patriarcale d'hommes âgés et de femmes bien plus jeunes. De manière générale, la différence d'âge entre les époux est un indicateur commode mais approximatif des inégalités de genre. Le veuvage surtout féminin est plus fréquent dans les quartiers de peuplement ancien.

Structure par âge, par sexe et lieu de naissance



Source : Enquête Ouaga 2009

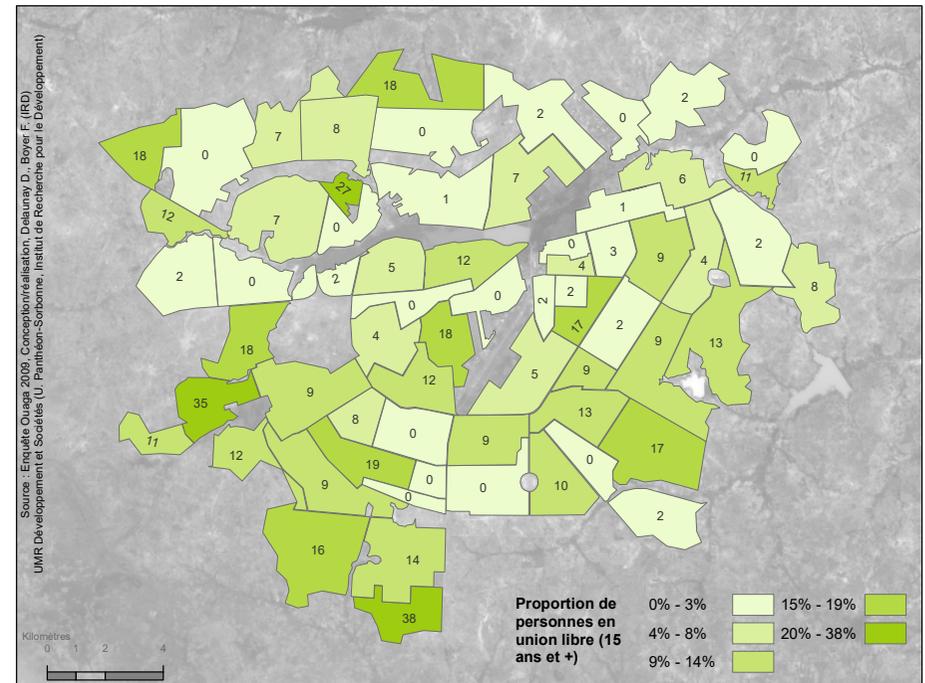
Ce graphique rappelle, avec les effectifs estimés, l'influence de la structure par âge sur les proportions moyennes cartographiées, c'est une clé d'interprétation des différences observées.



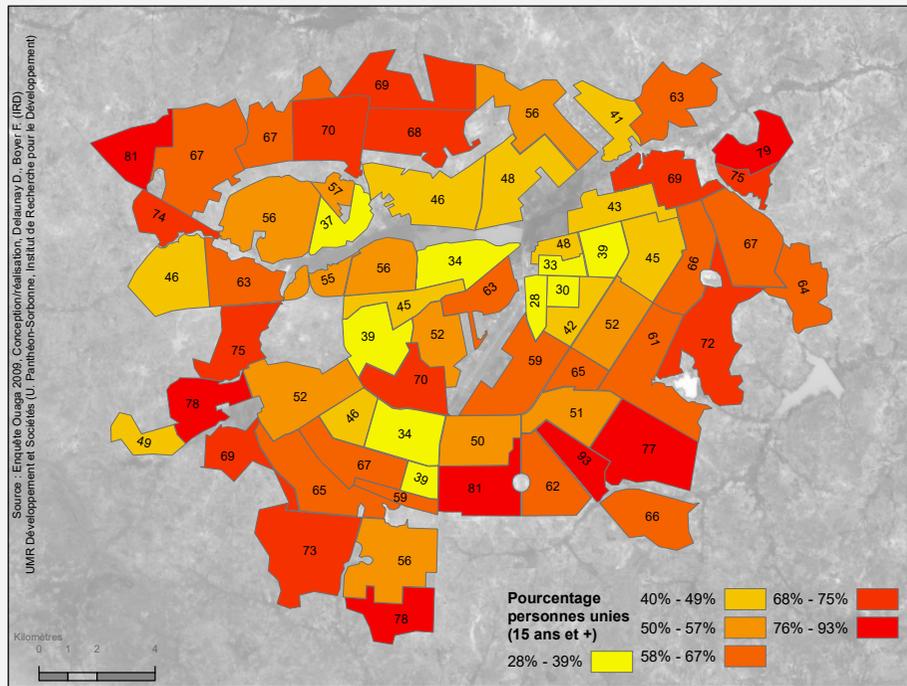
Le célibat concerne 37% des individus de 15 ans et plus qui déclarent leur statut matrimonial, chiffre élevé qui renvoie à l'arrivée de migrants seuls. Les difficultés d'acquisition de l'indépendance économique, l'allongement des études retardent l'union ; le péri-centre oriental est particulièrement sensible à l'infléchissement scolaire, les quartiers résidentiels à proximité des centres économiques au travail des jeunes.

Est moins attendue la faible proportion de célibataires dans la périphérie non lotie, qui est pourtant plus jeune et vers laquelle se dirigent plus volontiers les migrants. Deux phénomènes peuvent contribuer à cette exception, confirmés par les cartes suivantes. D'abord la précarité économique des jeunes hommes dans ces quartiers à la marge, spécialement dans le sud-ouest de la périphérie où les journalistes sont un peu plus nombreux. Cette fragilité socioprofessionnelle retarde le mariage formel et laisse pour option l'union libre économiquement, moins exigeante. Surtout l'importance majoritaire des personnes unies aux marges de la ville s'explique parce qu'elles trouvent à s'y loger. Les célibataires disposent de plus d'alternatives dans le grand centre, soit en location ou grâce à la cohabitation, ou parce qu'ils peuvent rester dans leur famille. La ressemblance cartographique est notable avec la configuration des

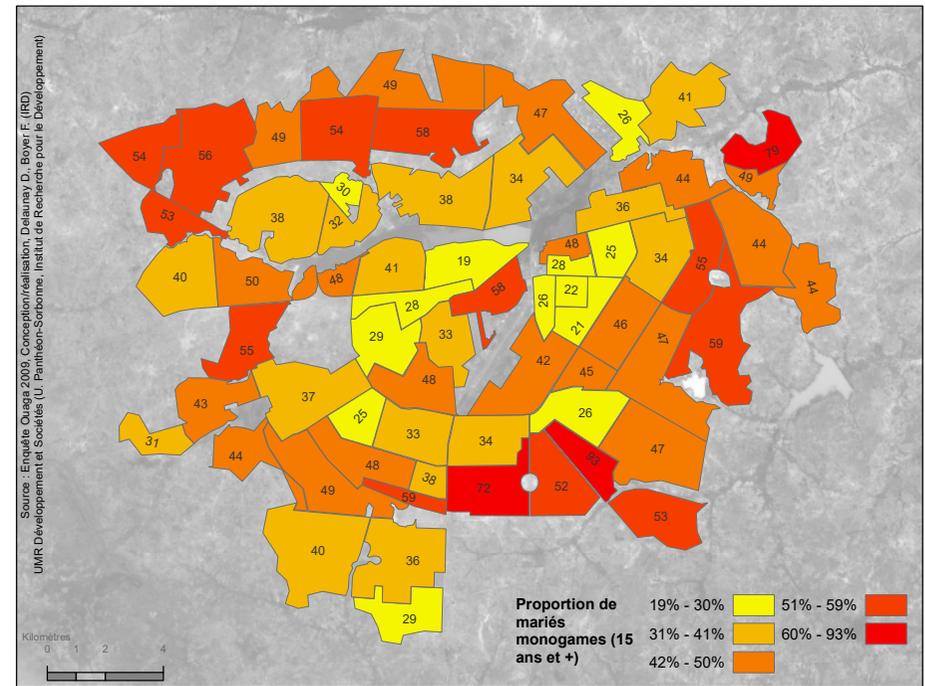
logements unipersonnels. Le célibat présente donc un bonus de situation en permettant de rester plus près du centre, des lieux de travail et de loisirs.



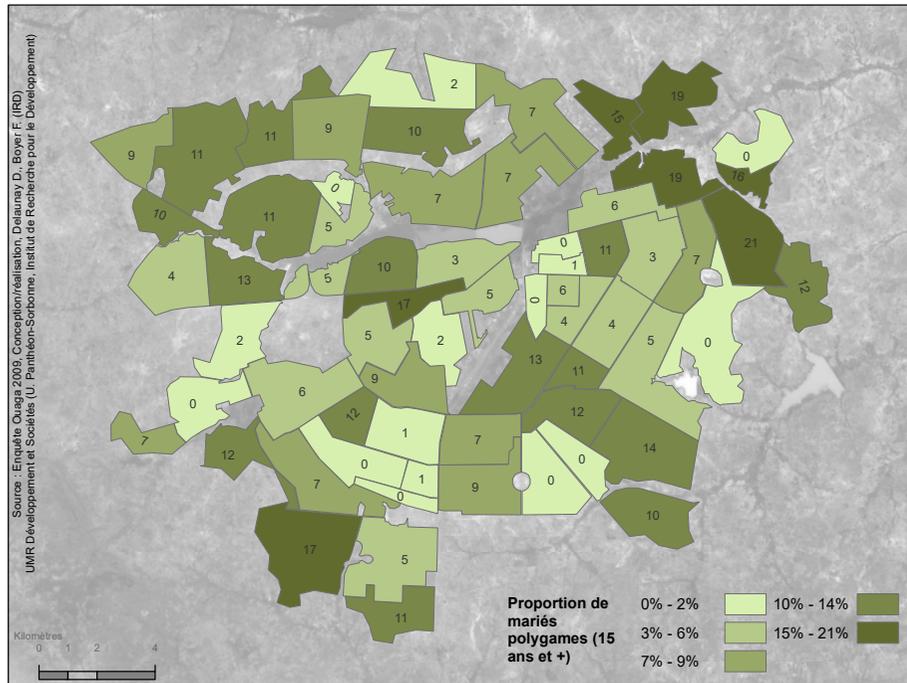
Deux autres éléments sur les comportements familiaux sont à relever ; le concubinage concerne 8 % des individus, chiffre qui reste certes modeste, mais qui représente tout de même un cinquième des unions monogames. Il dénote un changement dans la manière d'envisager la fondation d'une famille, sans doute aussi une moindre emprise, dans le contexte urbain, des parents sur le mariage. Son importance dans des quartiers résidentiels anciens au nord et au sud des zones commerciales et industrielles est un signe, notamment dans Quartiers Saints. La confession musulmane et la polygamie semblent dissuader cette pratique. Enfin l'argument économique est patent quand on oppose le sud-ouest périphérique de la ville et les quartiers aisés.



La géographie des unions est évidemment à l'opposé de celle du célibat ; veuvage et séparation s'immiscant dans cette complémentarité. Les personnes unies formellement sont minoritaires dans de nombreux quartiers du centre (où vont les célibataires) et nettement majoritaires dans les quartiers périphériques, qu'ils soient lotis ou pas. Ainsi, se confirme que des couples jeunes privilégient ces espaces par commodité (ou contrainte) pour habiter la ville. Pour eux, le mariage s'accompagne de déplacements quotidiens plus importants ou à un accès plus difficile à l'emploi (dès lors plus informel), à l'éducation et aux autres infrastructures. Le vieillissement des familles dans les quartiers anciens amène aussi à des dissolutions par décès du conjoint.

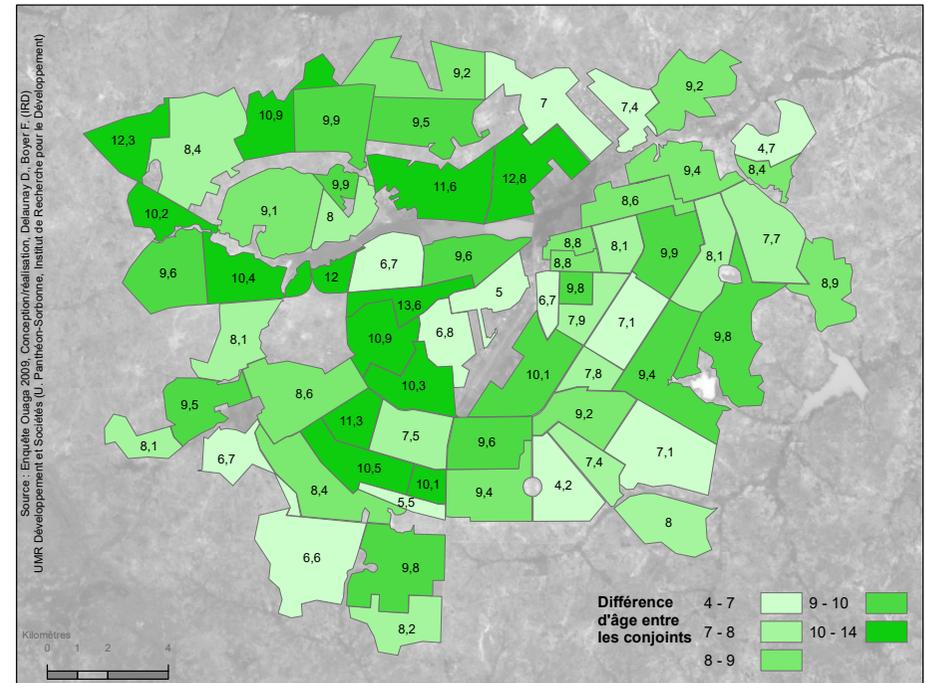


Cette carte et la suivante mettent en vis à vis les unions monogames et polygames (pour les femmes être épouses d'un polygame). Dans l'espace, l'union monogame est plus associée à la jeunesse et au concubinage, ainsi qu'aux religions chrétiennes qui n'autorisent pas la polygamie. L'opposition cartographique avec le célibat est plus marquée pour la monogamie.



La polygamie concerne 7% des personnes mariables (15 ans et plus) et présente des concentrations un peu plus élevées dans les zones de confession musulmane, même si les personnes qui se déclarent animistes la pratiquent plus encore (des chrétiens l'admettent aussi), mais elles sont trop peu nombreuses pour influencer les distributions. Dans la synthèse par l'analyse factorielle, cette géographie est opposée à celle des confessions catholiques.

Le veuvage est trop rare pour l'évaluer dans le détail des quartiers. Sa configuration se place plutôt à l'opposé de l'union monogame dont il représente le vieillissement dans les quartiers résidentiel historiques (Paspanga ou Quartiers Saints). Cette réserve vaut plus encore pour les séparations et les divorces déclarés, qui seraient plus fréquents dans les quartiers de Gounghin, sans garantie statistique. Se retrouve une légère similitude entre la proportion de célibataires (mariage plus tardif et/ou moins contraignant) et la religion catholique.

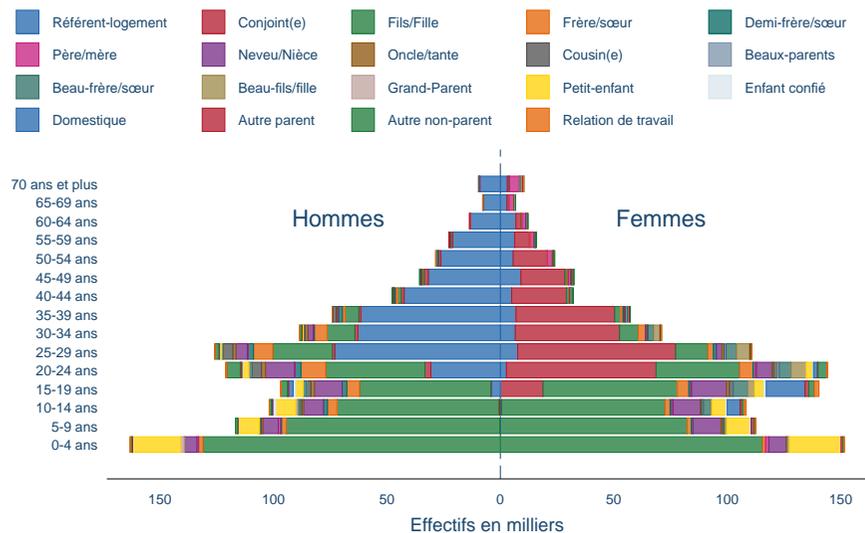


Pour finir cette description de la géographie matrimoniale, la différence d'âge entre les époux présente une répartition globalement plus accentuée dans les quartiers musulmans du fait de la polygamie qui tend à accentuer l'écart. Il augmente effectivement avec le rang de l'épouse et l'âge du mari. L'éducation et le fonctionnariat tendent à rapprocher les conjoints ; l'homogamie étant un élément de la reproduction sociale car l'égalité des époux s'exprime aussi pour les études ou les statuts occupationnels.

Le statut parental des individus dans le logement

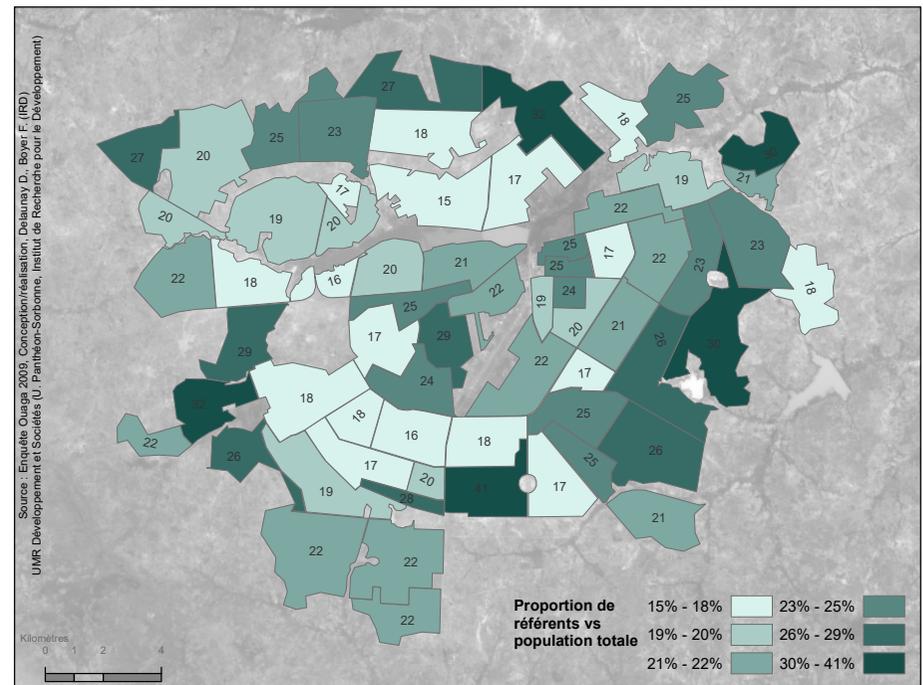
Une façon plus sociologique de définir les habitants est de considérer leur position dans le logement par rapport à son référent, ou chef de ménage. Cette relation est familiale (dans la famille nucléaire) ou parentale (oncle, parent...), d'alliance (beaux-parents) ou professionnelle ; elle définit un statut variable porteur de droits, de solidarités et d'obligations, possiblement discriminatoires. Cet aspect de la structure sociale est abordé à propos de la composition du logement, notamment par la définition de l'hébergement. Les cartes se placent ici du point de vue de l'individu et comment ce statut se distribue dans l'espace. Le nombre de conjoints est nul dans les logements unipersonnels, élevé dans la famille nucléaire (parents et enfants exclusivement), augmente avec la polygamie mais recule avec l'accueil de parents ou d'aides domestiques. In fine, la démographie de la position dans le logement suit la complexité de celui-ci.

Structure par âge, par sexe et position par rapport au référent



La répartition de ces statuts en fonction de l'âge et du sexe montre l'importance de la cohabitation des générations : petits-enfants du référent jusqu'à une quinzaine

d'années, enfants habitant avec leurs parents à des âges assez avancés, la présence de solidarités résidentielles collatérales (les frères et sœurs), etc. Une analyse de la géographie des statuts individuels comparée à celle de la composition des logements donne les associations attendues. Un premier groupe rassemble les hautes proportions de référent avec celles de logement unipersonnel (par définition) et les relations de travail. Le logement nucléaire est plus présent dans les quartiers où le nombre d'époux est proportionnellement important, comme celui du nombre d'enfants. Les logements élargis s'imposent dans les zones où les positions parentales sont par définition présentes (collatéraux, affins, cousins). Les logements composés présentent une géographie sensiblement similaire à celles des non-parents et cohabitants. Pas d'information nouvelle donc dans les cartes qui suivent mais une autre perception chiffrée d'une différenciation organisée par l'unité domestique. Tous les statuts ne sont pas présentés, faute d'une représentativité suffisante dans le détail des polygones.

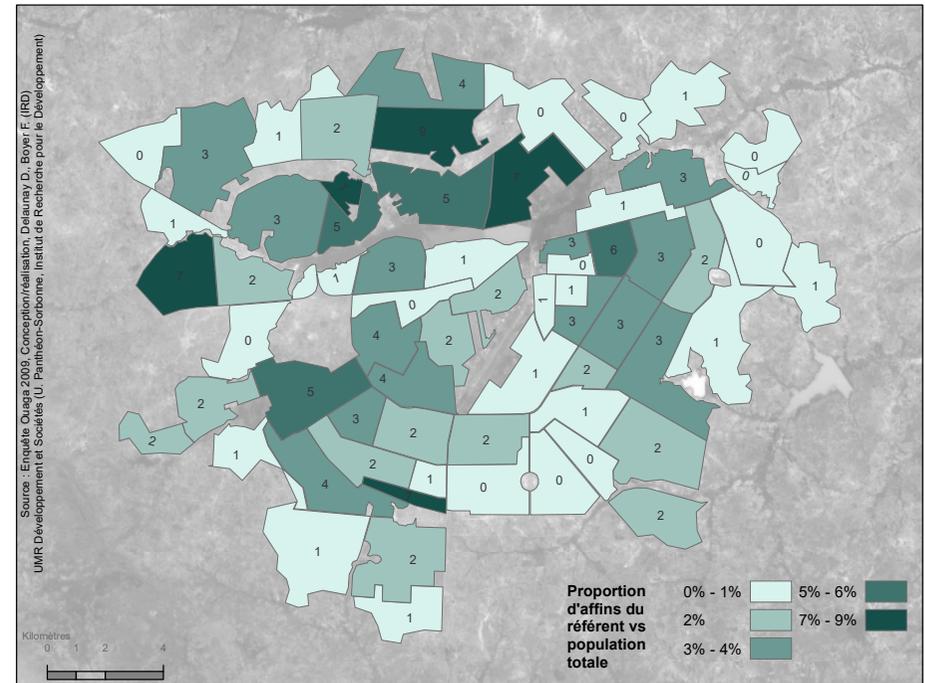


La proportion de chefs de logement ou référents (un habitant sur cinq) est intéressante pour sa configuration concentrique à trois niveaux. Ils sont relativement plus nombreux dans le centre autour de Quartiers Saint et de l'université, expression de l'atomisation des logements grâce à la location, la cohabitation de (probables) célibataires actifs ou étudiants. De nouveaux logements de taille réduite s'établissent

aux marges de la ville, notamment au nord, mais occupés par de jeunes migrants ou couples en formation. Entre ces deux concentrations, à des degrés divers mais pour des écarts assez modérés, une ceinture péricentrale assez éloignée du centre témoigne de la raréfaction de cette position de référent. Au-delà des barrages par exemple, à la limite des quartiers non lotis, le chef de famille est plus entouré, le ménage se complexifie.



L'importance des conjoints prolonge cette configuration en l'amplifiant. La structure par âges précédemment représentée rappelle que ces conjoints sont surtout des épouses, particulièrement nombreuses entre 20 et 40 ans. La périphérie occupée par les nouveaux couples ou la présence de ménages polygames se retrouve sur la présente carte, mais en étendant la géographie des chefs de famille. Notons cependant que les écarts restent contenus. Le pourcentage d'épouses surtout baisse à un niveau assez inattendu aux alentours de Wemtenga et Dassangho, Tampouy (mais pas dans Zone du Bois), et en général dans le péricentre résidentiel de la ville. Contrairement à Gounghin, Quartiers Saints et Koulouba conservent un modèle résidentiel plus organisé à partir du couple. Il recule sous la pression des célibataires mais aussi avec la complexification des logements, particulièrement dans les quartiers lotis pendant les années 80 et 90, soit l'expression d'un stade plus avancé dans le cycle familial.

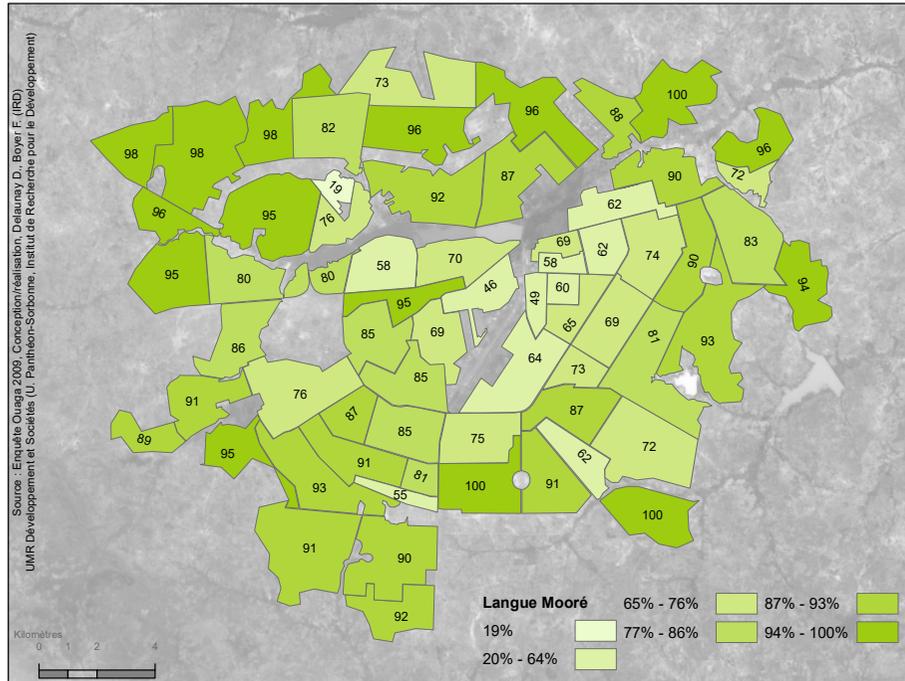


Malgré le risque qu'il y a à interpréter des géographies basées sur de très faibles effectifs, présentons la carte de la proportion de parents par alliance, essentiellement des beaux-frères et belles-sœurs, des beaux-fils et belles-filles. En plein ou en creux, cette disposition n'apparaît pas clairement associée à d'autres géographies, si ce n'est avec l'importance du réseau social et en particulier celui acquis par la migration, quand les membres de ce réseau se trouvent hors du pays. L'origine géographique du référent ne semble pas déterminante ni celle des résidents d'ailleurs.

Est-il instructif de détailler les autres statuts ? Leur faible importance fragilise l'interprétation, sans compter que l'on retombe sur la prévalence péricentrale des logements complexes du fait de leur maturité et de leur sédentarité. Cela vaut particulièrement pour les occupants non apparentés, qui exercent plutôt des tâches domestiques ou productives. Dans ce cas, se superpose une localisation plus centrale due à la pratique de la cohabitation pendant les études ou avant l'union. La distribution spatiale des collatéraux (frères et sœurs du référent-logement) est quant à elle faiblement polarisée, leur présence ne semblant pas répondre à une logique spatiale, même pas toujours celle de se rapprocher du centre car en étant hébergés ils n'ont pas grande latitude dans le choix de leur localisation.

La langue maternelle

Ancienne capitale de l'empire mossi, lieu de résidence du Mogho Naaba, Ouagadougou est très largement peuplée d'individus ayant déclaré avoir le mooré pour langue maternelle (80% des habitants). Les autres langues n'ont pas été représentées car nombreuses et avec relativement très peu de locuteurs, elles ne permettent pas une cartographie fiable.



Malgré cette domination du Mooré, des quartiers plus hétérogènes apparaissent, tels ceux situés à l'est de l'aéroport, de Toeyibin à Dassasgho. Plus largement, la part du mooré comme langue maternelle est légèrement plus faible à l'est de la ville qu'à l'ouest, hormis dans la zone de la commune de Saaba. Dans les quartiers les plus proches du centre-ville, la population étudiante (recrutée dans l'ensemble du pays et à l'étranger) à Zogona ou Wemtenga notamment, la présence d'une population migrante internationale à la Zone du Bois, voire à Kalgondin (en lien avec Ouagarinter), introduisent une plus grande mixité linguistique. Dans les quartiers plus périphériques, se note la présence de migrants venus de l'est du pays (région de Fada N'Gourma,

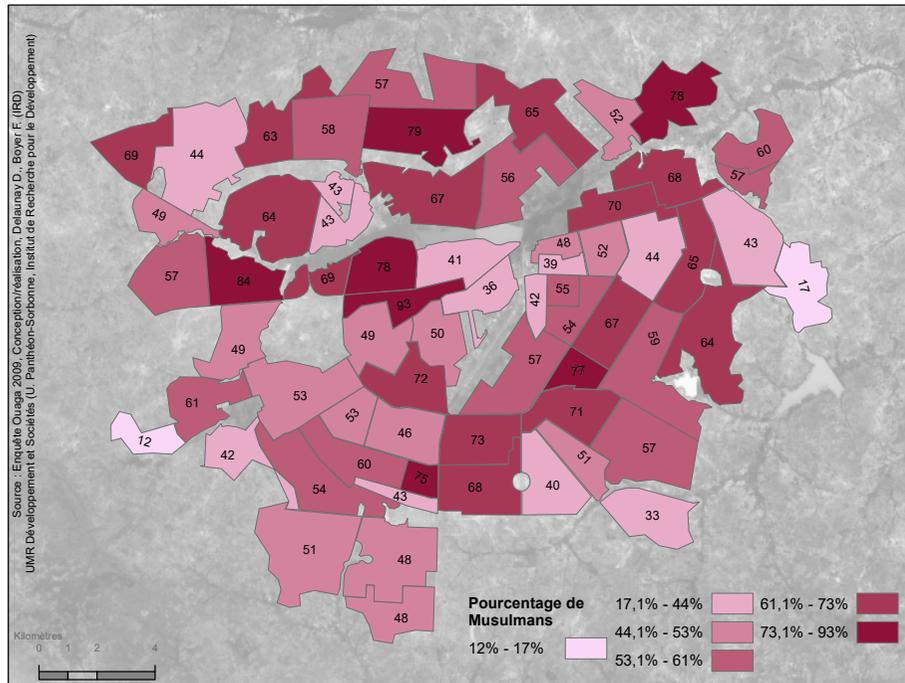
pays bissa...). Ainsi, en partant du centre occidental de la ville, on suit le peuplement originaire du plateau mossi. La distribution de la langue traduit les choix résidentiels des migrants que l'on retrouve dans la géographie intra-urbaine des origines.

Une géographie des confessions ?

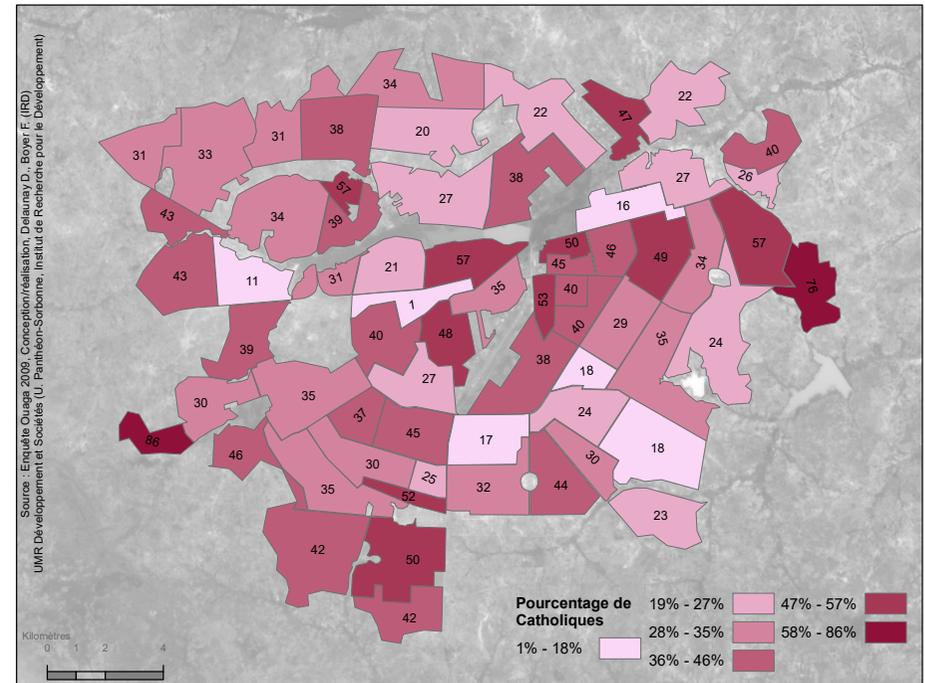
La géographie de la religion déclarée doit être interprétée avec circonspection dans un contexte ouagalais de faible segmentation sociale et familiale selon l'appartenance religieuse. Celle-ci est rarement mise en avant. Bâtiments et édifices religieux restent discrets, les familles elles-mêmes l'acceptent, que ce soit entre les couples, les enfants ou collatéraux. Dès lors, la distribution des confessions sur le territoire tend plus à exprimer l'histoire coloniale et migratoire du peuplement que des phénomènes de regroupement ou ségrégations. Comme la langue, cet indicateur culturel est à aborder comme élément de contexte à rapporter aux pratiques matrimoniales ou la scolarité, le travail éventuellement.

La confirmation de cette cohabitation confessionnelle se trouve dans les relativement faibles différenciations associées à la religion entre les hommes et les femmes, les lieux de naissance, les classes d'âges... La scolarité et l'alphabétisation sont un peu dissuadées par la fréquentation de l'école coranique, les cycles secondaires sont plus nettement touchés, avec les situations économiques associées. La polygamie est plus fréquente parmi les Musulmans, mais est avant cela une pratique vernaculaire et patriarcale. Le protestantisme est une religion émergente, qui tend à distinguer les populations qui vivent en périphérie non lotie, habitants que le prosélytisme cible plus spécifiquement.

Pour les individus de 5 ans et plus, l'Islam est la religion dominante selon notre comptage soit 56% de déclarants, les Catholiques rassemblent 34% et les Protestants 7%. Les athées et les animistes forment des effectifs très faibles. L'analyse factorielle de la cartographie des proportions respectives met en évidence une configuration triangulaire au sens où, sur le premier axe, l'Islam et la religion catholique s'opposent. Sur le second facteur, le Protestantisme prend une configuration propre qui s'oppose légèrement aux deux autres. Cela tend à signifier qu'il conquiert son propre espace sur les autres confessions, ce que confirme sa géographie. Néanmoins, ces oppositions varient en intensité à une échelle assez fine et seuls quelques polygones marquent un partage tranché. La règle reste la cohabitation, même dans des quartiers aisés ou de tradition catholique plus ancienne, tels Quartiers Saints et Zone du Bois, où il est difficile de départager les deux principales religions.

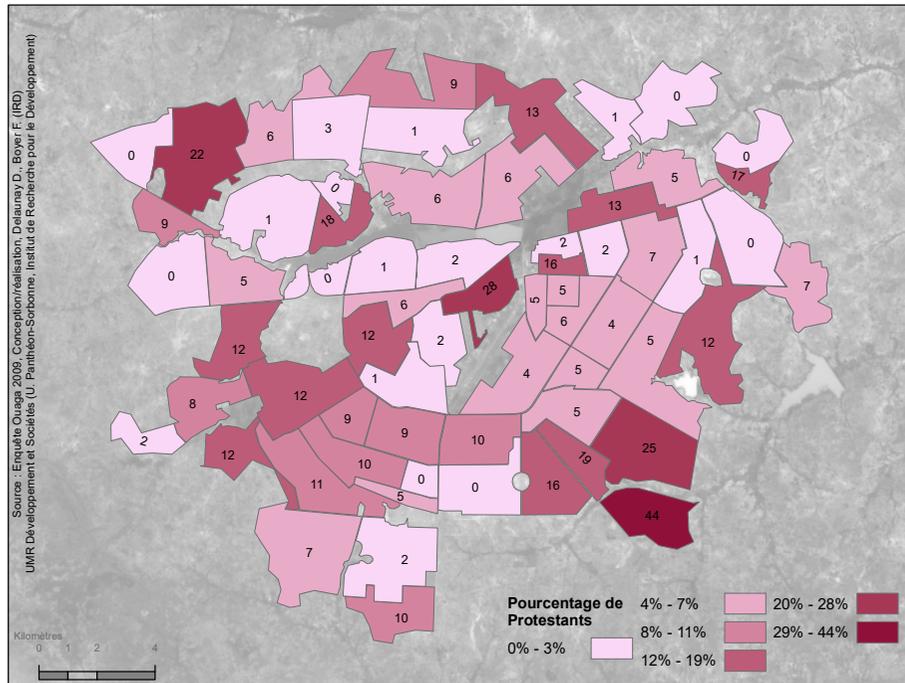


Pour l'Islam, certaines polarités évoquent l'histoire de la ville ; ainsi, le quartier d'Hamdallaye, au sud des barrages et très proche du centre-ville, laisse apparaître l'une des plus fortes concentrations de Musulmans. Concédé à un cheik peul, ce quartier a historiquement attiré nombre d'individus de cette appartenance religieuse ; plus récemment, il attire aussi une population musulmane venue de l'étranger, qui trouve là de quoi se loger, voire d'accéder à un emploi, en raison de liens formés sur cette appartenance communautaire. Une certaine diffusion s'observe au sud (zone industrielle de Gounghin) et vers l'ouest (vers Rimkiéta). Sans être absents des quartiers centraux, les individus qui se sont déclarés musulmans sont plus nombreux dans le péricentre résidentiel, par exemple vers Karpala, la Patte d'Oie, Rimkiéta ou Wayalghin. Mais globalement les centres économique et administratif présente les pourcentages les plus bas de la confession, marque de l'histoire coloniale.



Les Catholiques sont en général plus présents dans la partie orientale des zones loties avant 1972, c'est à dire centrales (Quartiers Saints, Paspanga), et qui se prolongent sur l'axe de l'avenue Charles de Gaulle, vers les 1200 Logements, la Zone du Bois ou Dassasgho (même si dans ces derniers quartiers, ils font quasiment part égale avec les Musulmans). Ce sont les quartiers les plus anciens de la ville (hormis Hamdallaye déjà mentionné). Ils n'y sont pas toujours majoritaires, mais leur présence est plus élevée qu'ailleurs. L'histoire coloniale a sans doute contribué à cette importance dans la zone centrale, associée à une scolarisation qui a ouvert les portes de la fonction publique et une position plus avantageuse par rapport aux infrastructures centrales.

Pour l'essentiel : les jeunes adultes et la mobilité



La répartition des individus protestants est différente des deux précédentes, occupant apparemment les interstices du binôme religieux dominant. La présence protestante semble s'accroître vers les périphéries, notamment au sud (en dehors de Ouaga 2000) et au nord dans quelques quartiers situés au-delà de la ceinture verte. Sous le terme protestant sont regroupées nombre d'églises (adventiste, pentecôtiste, renouveau de Jésus-Christ...) qui toutes se distinguent par leur prosélytisme. Elles construisent des églises, investissent dans les infrastructures scolaires ou sanitaires au bénéfice des quartiers les plus défavorisés, non lotis ou récemment. D'une certaine manière, la ville s'accroît comme le protestantisme, religion qui a connu la croissance la plus forte au cours de ces dernières années.

La croissance et l'extension de la capitale burkinabè résultent des transitions de la mortalité et fécondité et de ses conséquences sur l'exode rural. Les nombreuses transformations associées s'expriment dans les géographies du peuplement qualifié par l'âge, le sexe, les statuts matrimoniaux, la composition des logements en interférence avec les mobilités résidentielles.

Une première conclusion, à la lecture des cartes, et considérant la structure par âge, est l'importance démographique des jeunes adultes, résultat de la baisse de la mortalité infantile et de l'exode rural, du rapatriement des Burkinabè de Côte d'Ivoire. Ce moment du cycle de vie est décisif pour la localisation dans la ville, l'acquisition d'un emploi et de l'autonomie, la formation de la famille et les choix reproductifs. Leurs décisions fondent l'avenir, elles sont localisées et infléchissent la demande scolaire, de logement, d'infrastructure. Leur activité contribue à la valorisation du dividende pour peu que les conditions d'augmentation de leur productivité soient remplies. Pour toutes ces raisons, ils doivent être observés avec attention pour prévoir le futur de la ville et de son territoire. Les jeunes adultes devraient être la référence obligée pour les politiques urbaines de population, de la mobilité et du logement.

Le modèle gravitaire qui prévaut pour l'habitat opère moins pour les attributs démographiques et culturels des habitants, parce que ceux-ci sont mobiles. Plus exactement, les mobilités résidentielles vers la périphérie ne sont pas les seules qui infléchissent le peuplement ni toujours les plus déterminantes. Elles sont diverses et sélectives, conditionnées par un grand nombre de facteurs comme la taille des parcelles qui autorise ou pas une densification et la cohabitation générationnelle, le niveau de vie qui favorise l'hébergement, les regroupements des migrants selon les provinces d'origine. Les cartes de l'occupation montrent que la localisation de l'offre de travail formel draine une main-d'œuvre plus libre de ses choix résidentiels. L'offre locative de logements, même si elle est insuffisante, facilite la venue des célibataires dans le grand centre ou le maintien de jeunes couples ou adultes qui y sont nés. Les cités résidentielles tendent également à redistribuer et fixer la population, mais avec une sélection en faveur des individus solvables. Les choix résidentiels sont aussi conditionnés aux moyens de déplacement dans la ville, l'accès aux bassins urbains de l'emploi.

Les cartes précisent le profil des personnes qui occupent les marges de la ville et qui contribuent à son extension. Elles mettent en évidence une caractéristique importante de la dynamique démographique : une tendance au déplacement de la reproduction vers les périphéries, déjà observée. L'étalement est nourri par la mobilité résidentielle, qui par effet de la structure par âge et des origines l'amplifie par une natalité plus

élevée, une croissance démographique endogène. Cette double dynamique concourt à ajourner la densification du centre, qui serait pourtant une solution préférable pour contenir les mobilités quotidiennes et valoriser les dotations infrastructurales. Il est préoccupant de rapprocher cette géographie de la reproduction et celle des infrastructures. Sans doute, les écoles privées primaires accompagnent la voirie, la mise en électricité ou de l'adduction d'eau, mais avec retard. Tous les quartiers périphériques ne sont pas égaux face aux délais des dotations en infrastructures, le rattrapage n'assure pas une scolarisation pour tous comme le montreront les cartes de la fréquentation.

Ces observations précisent la participation de la transition démographique aux différenciations spatiales, parfois une forme d'injustice entre les quartiers. En contrepoint, l'hypothèse d'une influence en retour de la localisation dans la ville sur les dynamiques démographiques doit être posée. Cette localisation s'assimile à une graduation d'urbanité, une citoyenneté en termes d'intégration, selon le temps passé par les résidents et leurs ascendants et la proximité des aménités. Ainsi, la maîtrise de la fécondité est plus présente dans les quartiers aisés, dont les habitants ont en même temps un accès facilité aux aménagements scolaires et sanitaires. Dès lors la transition démographique est un élément de la reproduction sociale et de sa polarisation. Dans les quartiers résidentiels anciens, de plus grandes parcelles et l'allongement de la vie et du cycle domestique modifient la cohabitation intergénérationnelle et le partage des charges de la dépendance. L'étalement, qui déplace les habitants, plutôt que la densification a des implications sur l'accès à l'emploi formel, augmente la dépendance aux moyens de transport. La mobilité résidentielle joue le rôle de variable d'ajustement, face aux dynamiques démographiques.

NIVEAU D'ÉDUCATION DES ADULTES ET FRÉQUENTATION SCOLAIRE DES JEUNES

Les cartes présentées distinguent le niveau éducatif des adultes pour une part et la fréquentation scolaire en cours (en 2009) dans une seconde partie. Cette distinction cherche à isoler deux phénomènes dont la géographie ne pose pas les mêmes questions ni n'apporte les mêmes enseignements.

La population qui n'est plus en âge de fréquenter l'école a acquis, ou pas, un capital scolaire peu susceptible d'évoluer. Un premier ensemble de cartes en indique la distribution dans la ville selon différents critères ou diplômes. Cette géographie du capital humain varie sensiblement selon les indices retenus, mais elle révèle des fractures territoriales profondes qui en sous-tendent bien d'autres, dont le niveau de vie et les catégories socioprofessionnelles. Dès lors, le niveau d'éducation des adultes est un élément-clé pour qualifier le peuplement et son évolution, notamment par son incidence sur la reproduction démographique et l'activité économique. Les enseignements complémentaires adressés aux adultes pourraient atténuer les handicaps. Présentent-ils des géographies particulières ?

Au regard des progrès récents de la fréquentation scolaire, celle-ci pourrait être spatialement moins contrastée que l'éducation acquise par les adultes. Mais l'inégalité territoriale est creusée dans la ville en extension quand les infrastructures nécessaires tardent à suivre. À partir de la localisation du logement, les cartes de la fréquentation scolaire estiment le degré de couverture ou de satisfaction de la demande en 2009. Elles quantifient les différences par quartier de l'assiduité des jeunes scolarisables, variant avec les cycles plus ou moins sélectifs.

Un caractère de l'enseignement à Ouagadougou, également porteur d'inégalités, est la place du secteur privé. Seuls 42% des individus de plus de 5 ans, actuellement scolarisés, le sont dans un établissement public. L'importance du secteur privé témoigne de la capacité et de la volonté des familles à investir dans l'éducation de leurs enfants, il pallie les lacunes de l'offre publique selon une géographie qu'il convient de souligner.

Au-delà du simple constat de ce qui peut être qualifié d'injustice territoriale face à l'école, quel sens donner aux distributions intra-urbaines de l'éducation ? Sachant que

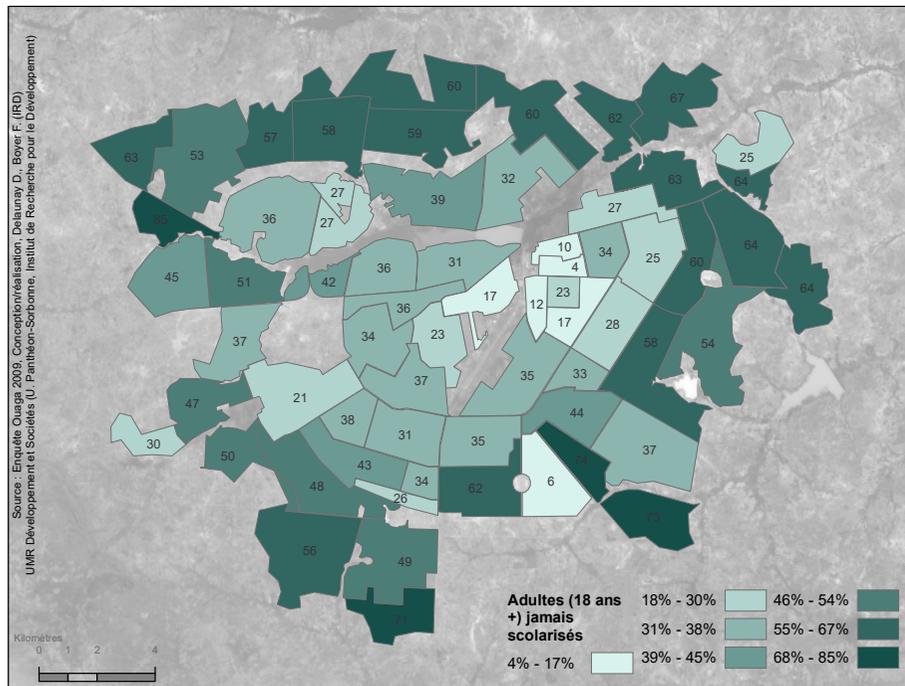
l'on observe la demande des individus et des familles qui sont confrontés à une offre inégale en fonction du lieu habité. Sachant que la cartographie n'aide que partiellement à retrouver les déterminants de l'éducation des Ouagalais, et que l'analyse qui doit être menée au niveau individuel ou familial, avec des déterminants contextuels forts. La division éducative de l'espace contient la question de possibles ségrégations si les différences résultent d'actions délibérées, au-delà du rôle de l'espace dans la reproduction sociale. La centralité du capital scolaire renvoie à l'émergence d'une élite de fonctionnaires recrutés sur diplôme et de sa reproduction, de son maintien dans la ville aménagée, par exemple. En revanche, on pourrait percevoir des formes de ségrégation dans le manque ou le retard de l'infrastructure dans les quartiers non lotis anciens et densément peuplés. Les deux ensembles de cartes insistent surtout sur les conséquences scolaires d'une urbanisation rapide et d'une extension territoriale qui résulte de la croissance démographique exceptionnelle.

Cette urbanisation est une composante de la transition démographique, avec la transition migratoire qui l'alimente. Il convient donc de replacer la présente révolution éducative dans le contexte général des changements démographiques à l'œuvre. Avoir moins d'enfants autorise et motive un investissement scolaire plus soutenu et qui sera rentabilisé plus longtemps avec l'allongement de la vie. Or la fécondité et la composition des familles ne sont pas réparties uniformément dans la ville, avec des conséquences sur les ratios de dépendance, c'est-à-dire la charge que les actifs doivent supporter pour soutenir ceux qui ne le sont pas (Cf. supra).

L'arrivée des migrants, en provenance de zones rurales en déficit éducatif, a un impact sur la répartition du capital humain. Sa géographie renvoie aussi à la sélectivité des mobilités résidentielles intra-urbaines, amenant l'émergence d'îlots résidentiels destinés aux fonctionnaires par exemple, ou au contraire la possible mise à l'écart des exclus de l'école. Révéler ces contrastes territoriaux ne se limite pas à un constat du passé, il implique aussi les dynamiques démographiques à venir. En effet, l'éducation des parents, et des femmes en particulier, détermine le calendrier et l'ampleur de la maîtrise de la fécondité. Une carence éducative est associée à une descendance plus nombreuse, dans des quartiers possiblement moins favorables à leur éducation.

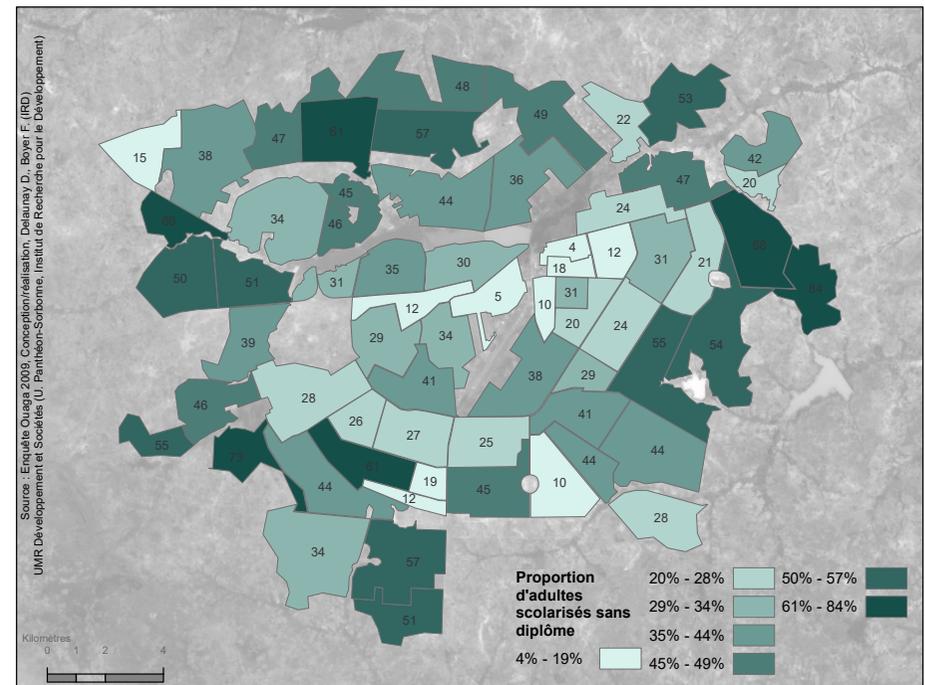
Pour les adultes : alphabétisation, échec scolaire et diplômes

Les adultes, dont on observe le capital scolaire acquis par le passé, sont définis par l'âge de 18 ans. L'accent est mis sur leur présence, qu'ils soient résidents habituels ou temporaires ; le décompte ne retient pas ceux qui sont absents depuis plus d'un mois. D'autres âges ou situations résidentielles étaient envisageables, mais a prévalu ici le critère de l'entrée dans la vie adulte qui consacre le passage des études au travail et à l'autonomie. Certains sont encore scolarisés (8%) et peuvent donc encore améliorer leur situation, ne serait-ce par des cours du soir.



La proportion d'adultes qui n'ont jamais été scolarisés (42%) présente par quartier une partition remarquablement régulière en trois espaces concentriques. Un centre administratif, économique et universitaire, puis les quartiers résidentiels attenants, affichent les taux les plus bas. Le péri-centre loti accueille plus ou moins un adulte sur trois non scolarisé, moins que la moyenne donc. Les habitants de la partie orientale se voient un peu plus favorisés, par un effet de diffusion résidentielle, avec quelques îlots

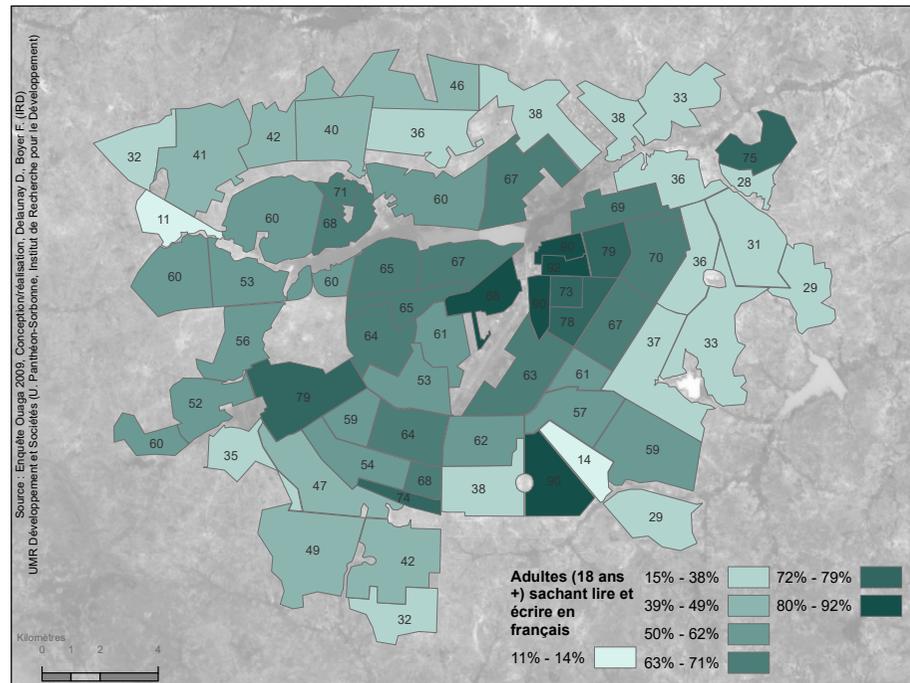
plus lointains, souvent distingués sur les cartes de l'habitat ou de la situation socio-économique (Cité Azimo, Tampouy, Barogo, Zaktouli...). Enfin, pratiquement toute la ceinture périphérique, essentiellement non lotie ou alors récemment, se distingue par des taux qui dépassent les cinquante pour cent, approchant parfois les deux-tiers de personnes exclues de l'école durant leur jeunesse. La partie occidentale de Ouaga 2000 était au moment de l'enquête occupée par des employés ou gardiens qui ne préfigurent pas du peuplement définitif. Cette chute brutale de la fréquentation scolaire exprime l'arrivée de migrants ruraux ou l'intégrations de villages périphériques, des travailleurs temporaires et précaires pour la construction (plus présents dans le sud-ouest par exemple). Ce déficit périphérique exprime, peut-être plus que d'autres indices, la relégation périphérique des habitants les moins armés pour l'intégration urbaine, une privation qui handicape le développement économique de la ville en extension.



Cette carte exprime la géographie de d'échec scolaire selon la non-obtention de diplôme, donc à l'issue du cycle primaire (soit 34 % des adultes scolarisés), sans considérer la formation exclusivement religieuse. La géographie n'en est pas bien différente de celle de la non-scolarisation. Se confirme le handicap des habitants de la périphérie : outre qu'ils sont peu nombreux à être allés à l'école, bon nombre de ceux

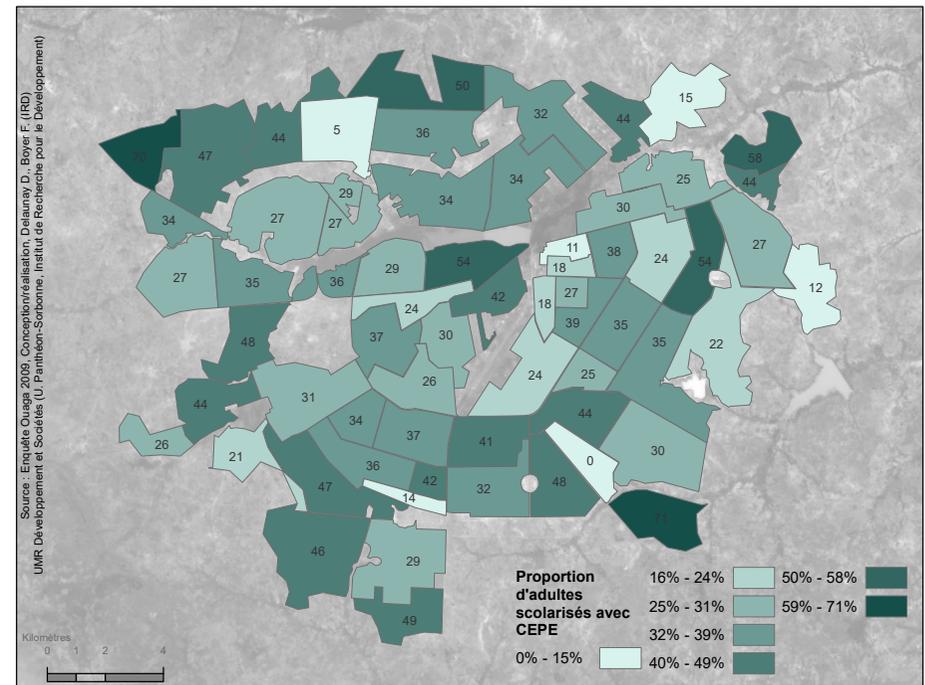
qui l'ont fréquentée n'ont pas validé leur cycle par le certificat d'étude. La partie centrale de l'axe orienté est-ouest fait correspondre la localisation des activités économiques et administratives à une relative réussite scolaire ; un minimum de cet achèvement serait requis pour se maintenir résident dans le centre. La zone péri-centrale suit de manière homogène, à l'exception de la partie septentrionale au-delà des barrages.

L'analyse factorielle des indices confirme la similitude entre la configuration des deux formes du déficit de capital scolaire, qui est donc présent dans les mêmes quartiers. Leur situation aux marges de la ville rappelle l'importance d'une présence relativement longue dans la capitale, pour que la nouvelle génération saisisse l'opportunité scolaire qu'offre la ville. L'investissement des parents n'est pas le même dans le centre qui bénéficie d'une meilleure offre, plus proche. L'éloignement périphérique est synonyme d'une relation plus récente et plus éloignée à la ville, discriminante par sélection.



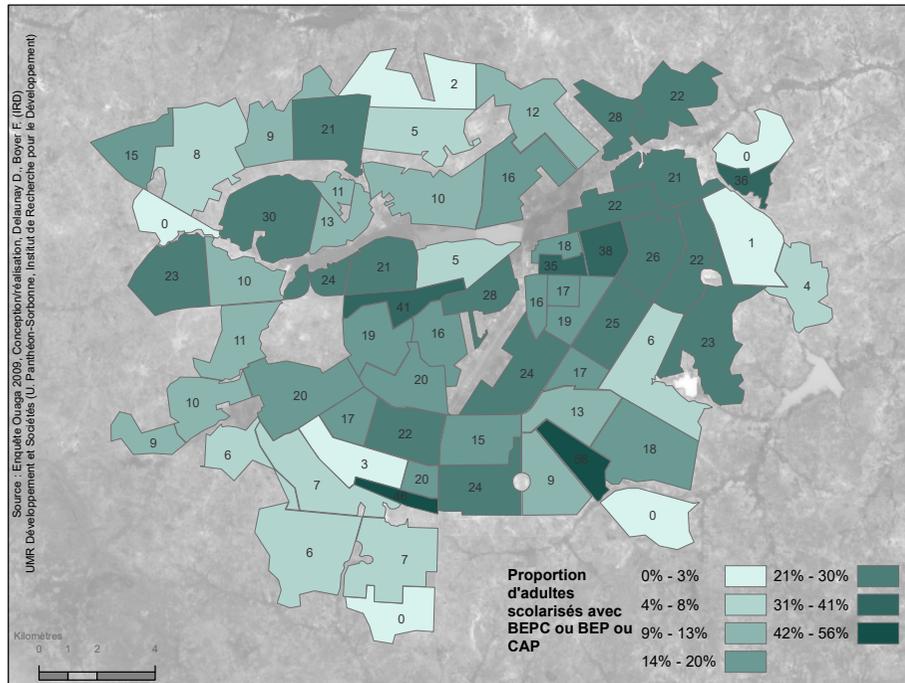
La carte de l'alphabétisation (lire et écrire en français) est l'expression inversée des réalités précédemment cartographiées. Elle est présentée pour en donner la mesure spécifique. Nulle part, on observe une acquisition complète de l'alphabétisation. Ce

qui surprend, c'est bien l'ampleur des fractures intra-urbaines entre le cœur résidentiel lié aux services et la presque totalité des marges non loties qui atteignent grosso modo un tiers d'adultes alphabétisés.



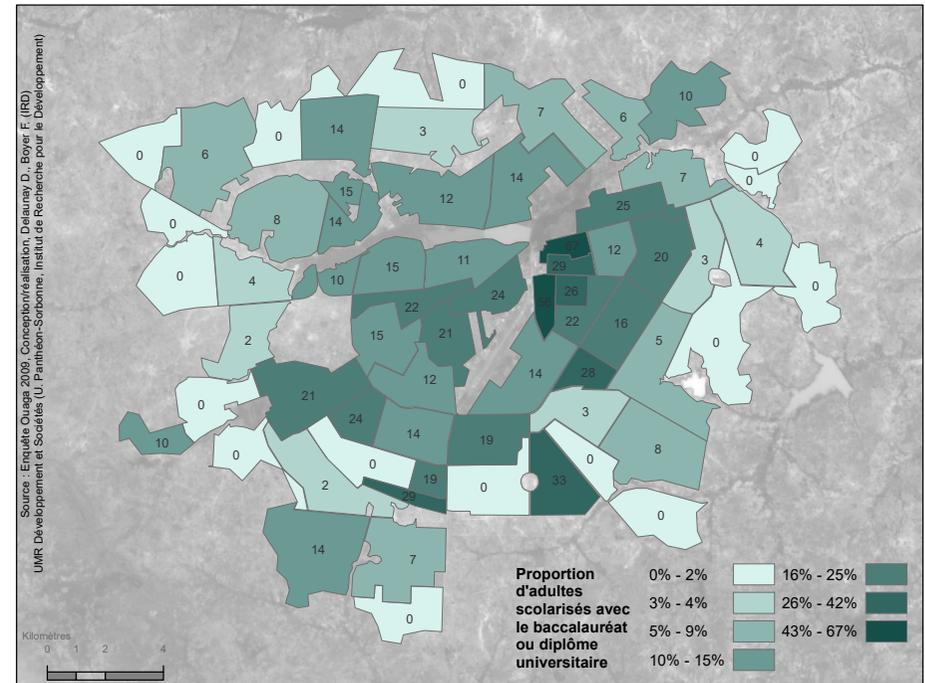
La répartition des résidents scolarisés dont le diplôme le plus élevé est le CEPE se place entre celle des échecs scolaires et celle des diplômés des cycles suivants, présentés à la suite. Le Centre Commercial et les quartiers anciens de Paspanga proches, se dégagent en contraste avec le centre administratif et des quartiers plus aisés qui bénéficient de qualifications scolaires plus élevées. Le certificat d'études primaires est relativement plus présent ponctuellement dans la ceinture périphérique, sans doute par défaut d'une scolarité mieux complétée. Globalement, ce diplôme est mieux réparti, parmi les scolarisés.

Niveau d'éducation des adultes et fréquentation scolaire des jeunes



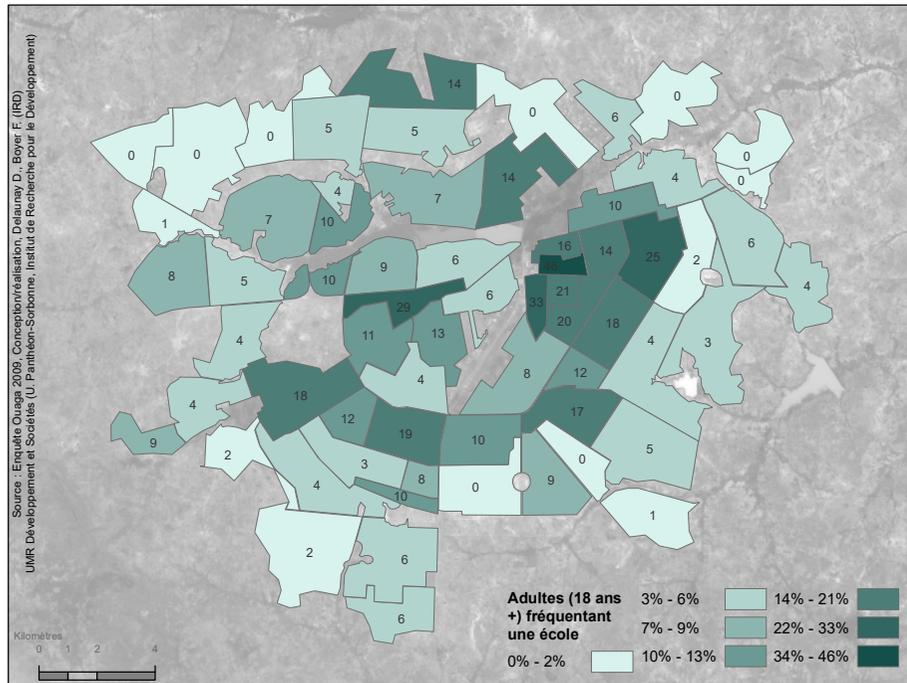
Pour le collège et les formations professionnelles, intermédiaires entre le baccalauréat et le CEPE, la concentration commence à s'affirmer ; avec une présence plus nette dans le péricentre notamment oriental et la zone industrielle de Gounghin.

Les diplômes moyens (CEPE, BEPC, BEP, CAP) se répartissent plus également dans le quart sud-occidental de la ville, si l'on fait abstraction du centre résidentiel autour de Zogona.

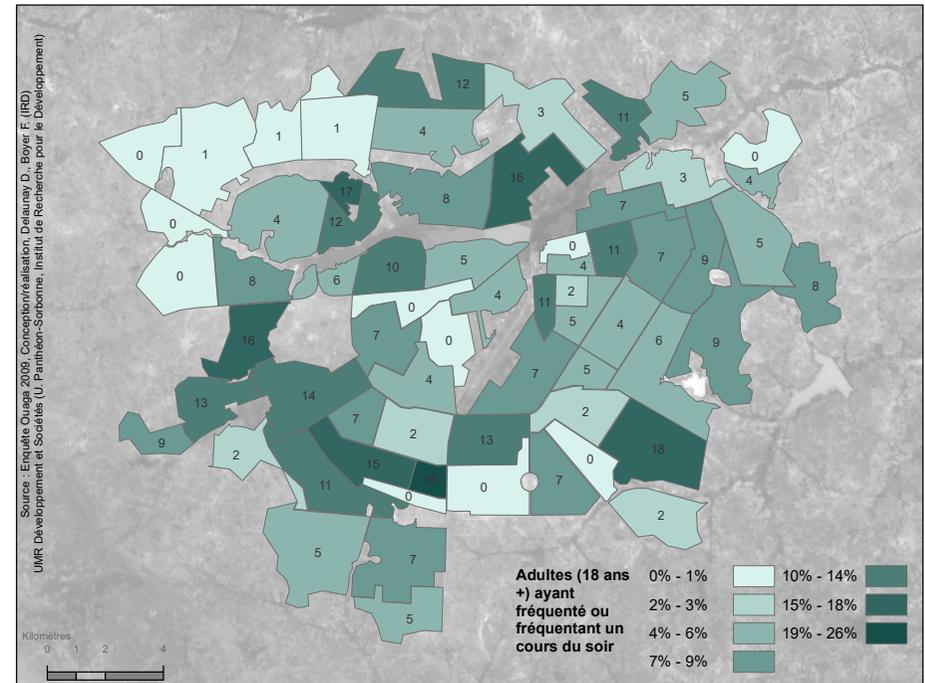


A l'autre extrême du cursus scolaire, ceux qui ont obtenu le baccalauréat ou un diplôme universitaire sont plus présents dans les quartiers résidentiels qui jouxtent l'est la zone administrative, à Koulouba avec des extensions récentes de la partie orientale de Ouaga 2000 (dans la partie occidentale, le peuplement n'est pas stabilisé en 2009), la cité Azimo de Songnaaba, et Cissin. Si les quartiers périphériques sont désertés (ou n'ont pas encore été investis) par les bacheliers, ceux-ci n'en sont pas totalement absents. Des proportions non négligeables d'entre eux habitent Kossoghin, Silmiyiri ou Bonheur Ville, et en général la zone péricentrale méridionale et celle qui jouxte les barrages au nord, dans des proportions qui concernent plus d'une personne scolarisée sur dix. Leur présence peut être liée à une occupation récente de ces quartiers par des jeunes Ouagalais qui ont acquis un certain capital social et qui sont susceptibles de contribuer à de nouvelles dynamiques socio-économiques.

Niveau d'éducation des adultes et fréquentation scolaire des jeunes



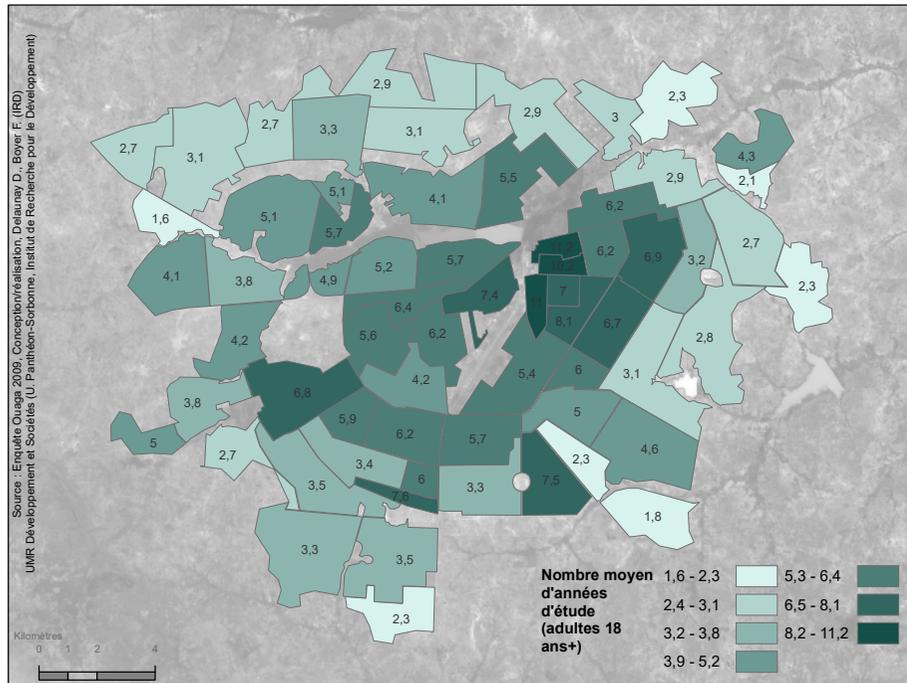
Les adultes de 18 ans et plus qui suivent un enseignement au moment de l'enquête sont en majorité des étudiants, plus nombreux aux alentours de l'université, également dans la zone industrielle de Gounghin. S'y comptent aussi des lycéens qui n'ont pas terminé leur scolarité à cet âge et des adultes qui suivent des cours du soir. Ces différentes composantes sont distinguées par la suite. Le péri-centre oriental et méridional est particulièrement présent, signe d'une promesse d'ascension sociale dans ces quartiers à l'exclusion des zones périphériques.



Cette carte indique les proportions d'adulte ayant fréquenté ou fréquentant un cours du soir, selon la formulation de la question posée. Une certaine ambiguïté tient à ce qu'elle saisit deux phénomènes décalés dans le temps : une fréquentation passée ou actuelle. Cette géographie présente un intérêt particulier car elle signale un complément éducatif susceptible de valoriser l'apport migratoire en provenance des zones rurales, nécessaire pour la valorisation du dividende démographique. L'avantage économique à en attendre suppose d'augmenter la productivité de ces nouveaux citoyens en général peu scolarisés. Pour les habitants en général, elles expriment aussi la volonté de compenser leur handicap éducatif hérité.

La faible fréquentation se retrouve dans la périphérie du nord-ouest de la ville dont la précarité se signale par d'autres caractéristiques. Elle tranche avec la situation opposée du sud-ouest qui conforte un relatif dynamisme économique. Le centre résidentiel ancien autour de Quartiers Saints semble rester à l'écart de cet effort, du fait peut-être de l'âge des résidents ou d'une meilleure formation globale.

La fréquentation scolaire

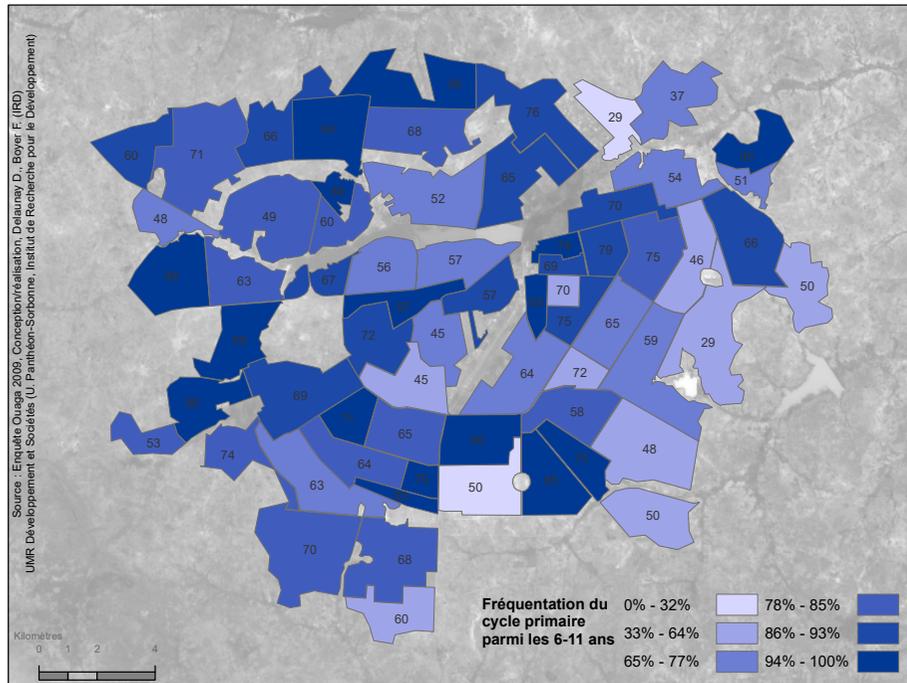


Le nombre moyen d'année d'étude est l'indice qui résume au plus près le capital scolaire ou humain des habitants du quartier cartographié. Son calcul inclut les personnes non scolarisées qui tirent la moyenne vers le bas. Les écarts constatés peuvent multiplier par quatre ou cinq les valeurs minimales, de 2 années d'études à plus d'une dizaine.

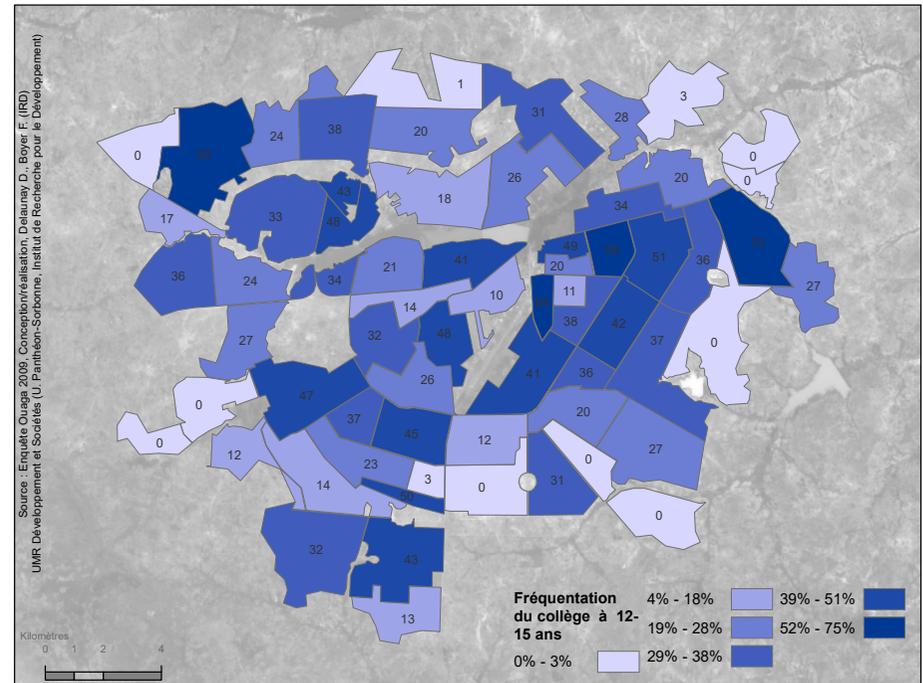
Dans une société urbaine qui s'est structurée avec l'émergence de la fonction publique, incluant les militaires (voir les quartiers de Passy par exemple), on peut l'interpréter comme la géographie d'une élite postcoloniale ou de l'émergence des classes moyennes. Des similitudes sont évidentes avec les cartes à venir de la fréquentation scolaire, qui confirment la bonne continuité d'une génération à l'autre. Avec la maîtrise associée de la reproduction qui favorise la valorisation des opportunités démographiques, la transition démographique contribue à la reproduction des élites scolarisées. De nouveau et *a contrario*, le handicap des zones non loties est flagrant et préoccupant. Fécondité moins maîtrisée des parents, mauvaises conditions éducatives des enfants expriment de ce point de vue un désavantage graduel qui contrarie les opportunités de la montée en nombre relatif des actifs. L'effet de peuplement est patent (origine rurale et précarité économique des nouveaux arrivants) mais l'effet contextuel aussi qui tient à la faiblesse de l'offre scolaire publique.

Les cartes suivantes présentent la géographie des fréquentations scolaires par cycle, exprimées en taux, soit en nombre d'élèves pour cent individus scolarisables au moment de l'enquête. Le calcul et la valeur des taux reposent sur la définition des âges de référence. Ou bien l'on retient les équivalences officielles (6-11 ans pour le primaire par exemple), ou bien s'appliquent les âges de la fréquentation principale observée à Ouagadougou, incluant donc les redoublants qui dépassent les âges de référence ou les élèves précoces/retardataires. Selon le premier mode de calcul, les taux sont plus élevés car ils se concentrent sur les assiduités scolaires plus hautes, c'est la solution retenue par exigence comparative. Cette option rend également la variation des taux par quartier un peu moins sensible aux effets de la structure par âge. Bien entendu, le cycle universitaire empiète sur la population adulte de plus de 18 ans définie précédemment.

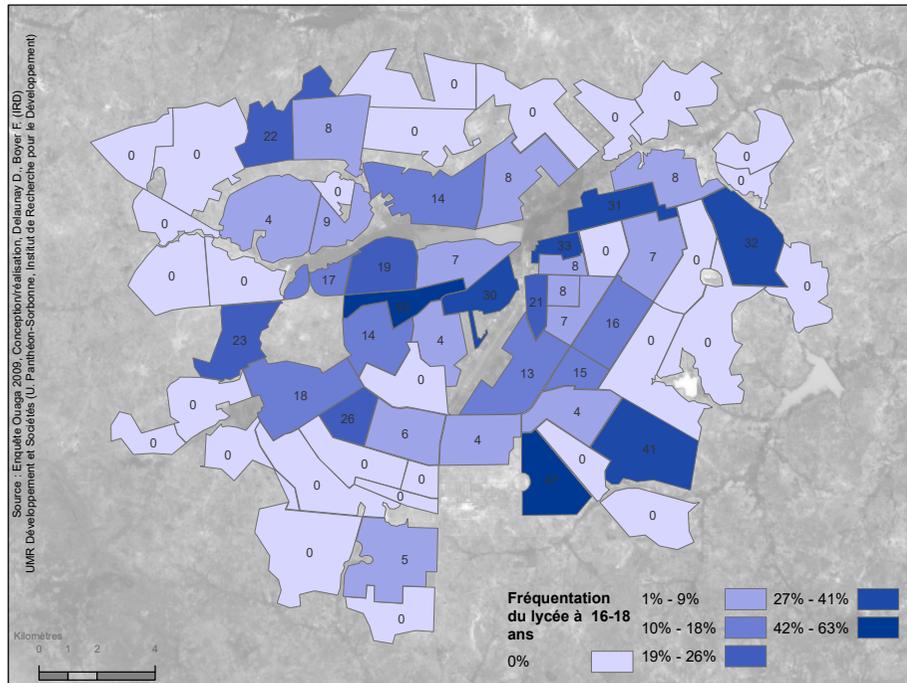
Les géographies de la fréquentation sont descriptives des inégalités intra-urbaines de la scolarisation actuelle. Les facteurs de différenciations sont essentiellement individuels ou familiaux, qui sont analysés dans le chapitre consacré. La demande éducative varie avec la situation économique des parents, leur capital humain, leur sexe, âge... L'effet de composition des quartiers prévaut donc (l'impact du peuplement). En plus des facteurs suscités, deux statuts sont particulièrement discriminants dans la capitale : le statut migratoire défavorable des enfants nés en zone rurale et la position au sein du logement, selon que le jeune est un descendant direct du chef de famille ou qu'il est hébergé. Être recrutée comme employée domestique, par exemple, suppose d'arrêter l'école après un déficit déjà imposé par l'origine rurale. L'effet de quartier découle d'abord de l'inégalité de l'offre scolaire qui augmente pour le collège et le lycée, dont l'implantation est plus concentrée que celle des écoles primaires. L'incidence de la localisation influe aussi par les distances à parcourir, ce qui renvoie à la possession individuelle de moyens de transport ou la capacité des parents à choisir leur résidence. Et rappelons qu'avec la diminution de la fréquentation, les statistiques cartographiées perdent en robustesse.



Normalement, aux âges retenus (6-11 ans inclus), l'école primaire est obligatoire. Or les manquements sont élevés en certains quartiers. Ils peuvent résulter de retards à la scolarisation, une sortie de l'école en cours de cycle, pour le travail par exemple, ou d'autres incapacités. L'école coranique est une alternative qui peut dissuader l'école en français. Et de fait la carte de cet enseignement coranique, plus fréquent à ces âges, correspond à certains manquements ici observés. Pourtant cet enseignement religieux est minoritaire, la coïncidence peut signifier un refus. Mais d'autres variables, souvent associées entre elles, réduisent l'assiduité scolaire durant le cycle primaire : le rang élevé de l'enfant, la polygamie, la composition de la famille, son niveau de vie et le statut occupationnel des parents, le moment dans le cycle domestique... Ces influences ne sont pas hiérarchisables dans le détail des quartiers, mais le constat cartographique désigne les lieux où le défaut de scolarisation élémentaire est préoccupant, pas seulement dans les quartiers périphériques.

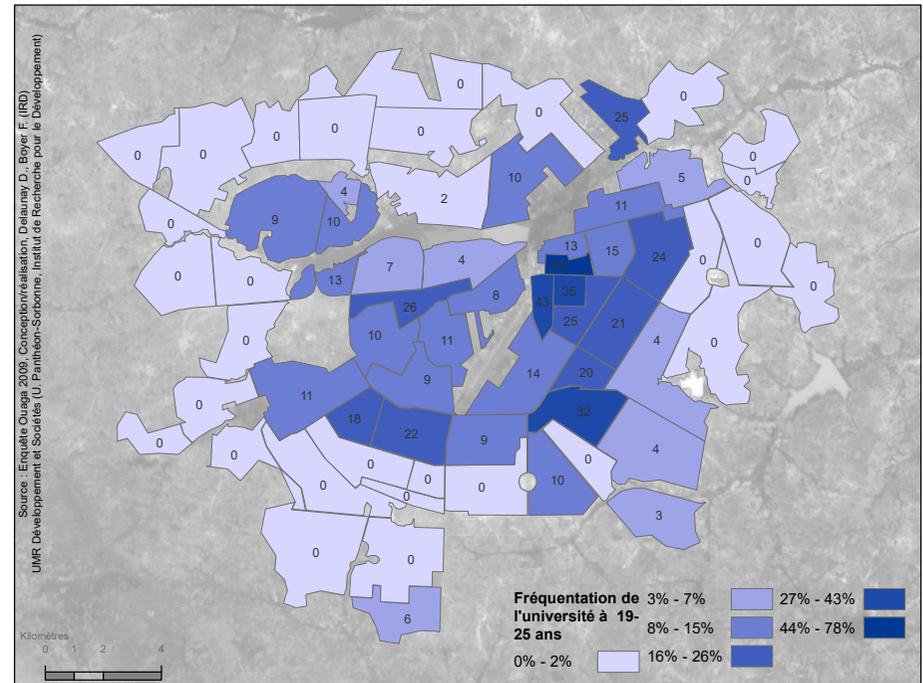


La fréquentation du collège baisse partout mais résistent mieux les quartiers économiquement bien dotés ou émergents comme certains lotissements près de Saaba, Azimo... D'autres pourraient être des artefacts des faibles effectifs (Yaoghin par exemple). La distribution quelque peu aléatoire semble confirmer ce diagnostic. Le peuplement peut renforcer cette incertitude statistique quand les familles se font rares, à Koulouba par exemple. D'autres zones apparaissent complètement exclues de l'enseignement au collège, généralement en périphérie, même si certaines sortent du lot pour l'école primaire.

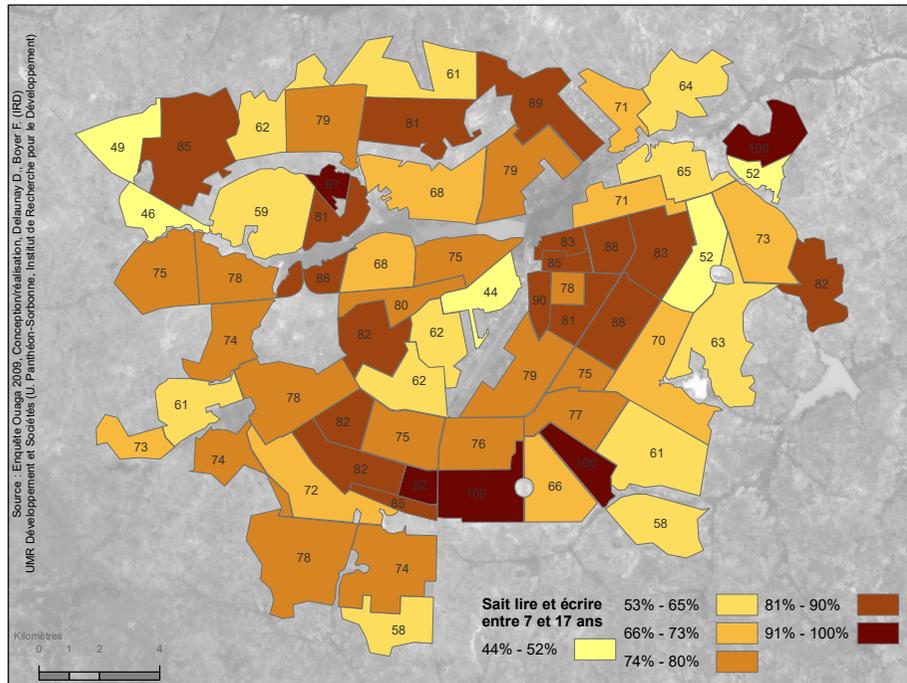


Plus l'école est sélective, plus sa fréquentation se concentre en quelques quartiers centraux, plus présents sur un axe nord-est / sud-ouest, allant de Wyalghin à la zone industrielle de Gounghin et le pourtour de la réserve militaire. Cet axe reflète les activités administratives et économiques qui incitent les chefs de famille à prolonger les études de leur descendance, surtout si les lycées sont proches.

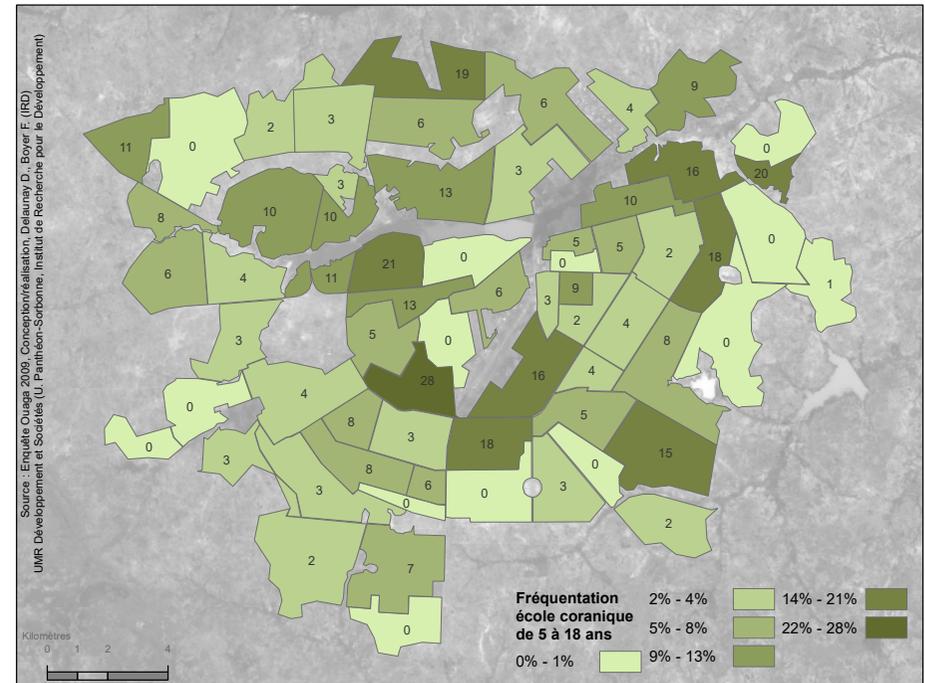
Retenons que la périphérie est pratiquement absente, sauf quelques marques ponctuelles qui peuvent être dues aux effectifs insuffisants ; les parents relativement jeunes et récemment installés ont peu d'enfants de cet âge. Existe aussi la possibilité de placer les lycéens dans des logements plus proches de l'établissement, pour lever la contrainte de la distance ou d'une offre lacunaire.



Les étudiants peuvent habiter assez loin de l'université, mais alors dans le péri-centre, pratiquement jamais en périphérie. Les taux sont en général élevés par rapport au lycée, certains étudiants sont originaires du reste du pays ou de l'étranger. Sans compter que la souplesse du choix résidentiel augmente à ces âges et la pratique de la colocation. La concentration est élevée dans le quartier universitaire de Zogona, faisant coïncider la présence d'étudiants avec le niveau socio-économique du quartier.



Deux cartes complètent cet aperçu de la fréquentation scolaire. La première indique le taux d'alphabétisation aux âges habituels de la fréquentation, de 7 à 17 ans inclus, les enfants de six ans sont écartés car en apprentissage de la langue. C'est une mesure qui devrait être assez robuste, pourtant la configuration reste incertaine, voire surprenante (à Koulouba par exemple, ou dans l'opposition des deux polygones de Ouaga 2000). En réalité, la carte suivante de la fréquentation de l'école coranique, à peu près aux mêmes âges, apporte un indice, en particulier pour ce qui oppose le péricentre au sud immédiat de l'aéroport et la partie à l'est de la zone universitaire. Une autre contribution peut opérer : celle de l'arrivée d'enfants et adolescents migrants sous-scolarisés.



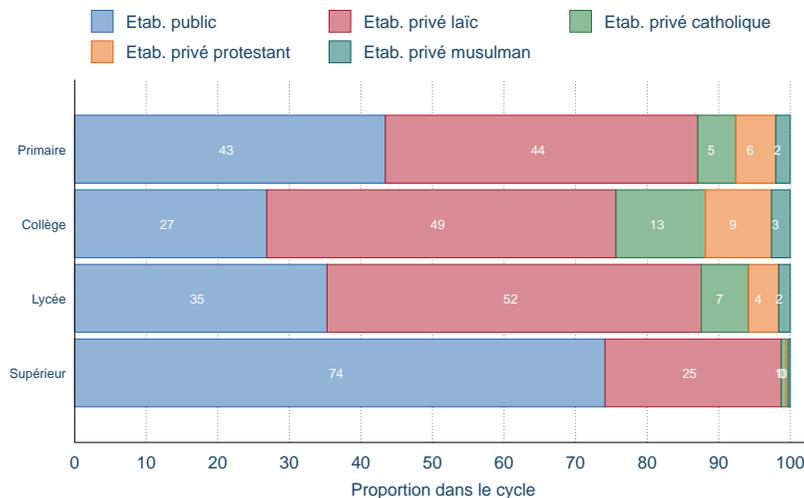
L'école coranique maintient une influence visible dans certains quartiers mais à une échelle qui ne correspond pas toujours au découpage cartographique. S'y reconnaît en négatif la marque de quartiers plus anciennement catholiques (Quartiers Saints) ou les proximités au centre administratif, l'université mais aussi Ouaga2000 ou les cités destinées aux fonctionnaires.

Typologie de l'établissement fréquenté : public versus privé

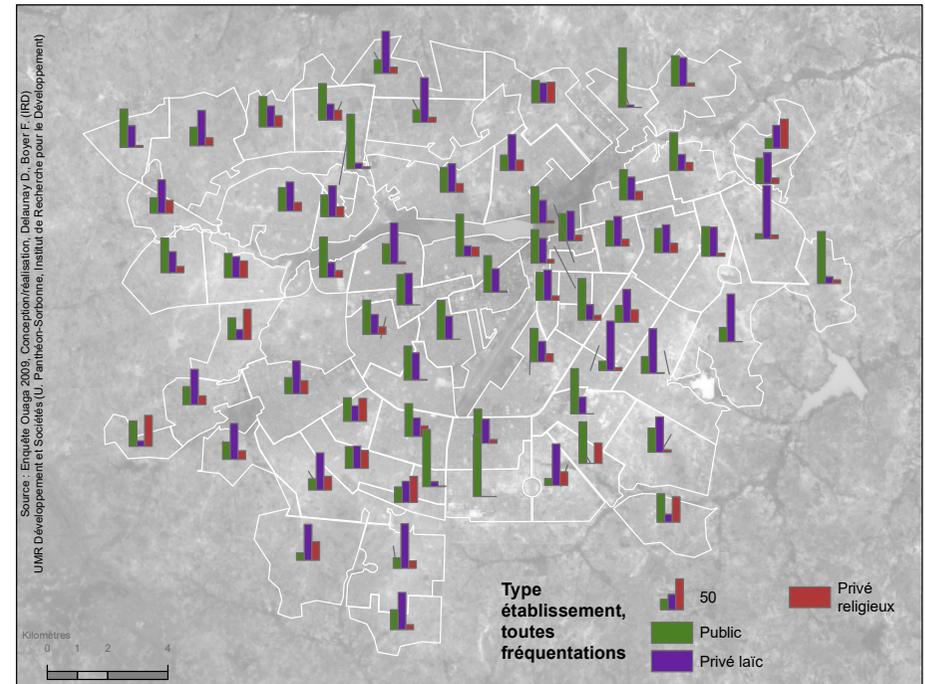
La fréquentation scolaire est détaillée selon le type d'établissement : public, privé laïque ou confessionnel. L'enquête distingue les trois religions majoritaires de l'enseignement : musulmane, protestante et catholique. Cependant, les faibles effectifs de chaque n'autorisent pas une cartographie distincte. Elles ont donc été regroupées. Toutes les cartes ne sont pas présentées faute de robustesse pour les quartiers de faible fréquentation.

A peu de chose près, la fréquentation de l'école publique fait presque jeu égal avec l'école privée laïque soit un peu plus de 42% des scolarisés, pour 44% pour les établissements privés laïques ; les établissements privés chrétiens rassemblent 13 %, à parts égales entre les deux religions catholique et protestante. La fréquentation des medersas est minoritaire (un peu plus de 2%). L'analyse factorielle sur les deux premiers axes suggère une plus grande conformité de la géographie des écoles protestantes avec celle de cette religion, ce qui indiquerait une préférence pour l'enseignement confessionnel. Néanmoins la répartition de ces trois types varie considérablement avec le cycle comme le précise ce graphique.

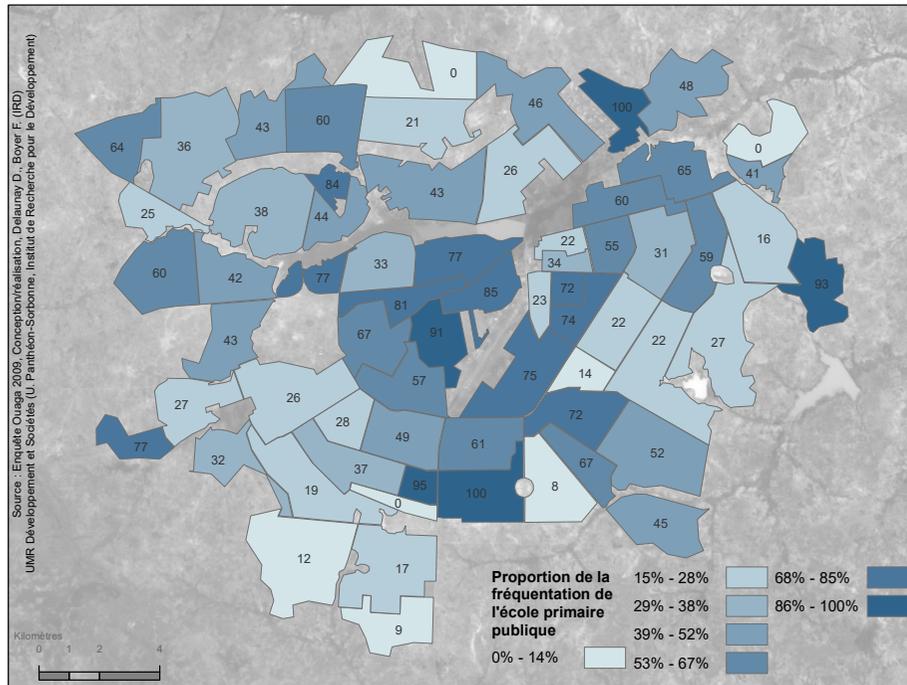
Type d'établissement fréquenté selon le cycle



Source : Enquête Ouaga 2009

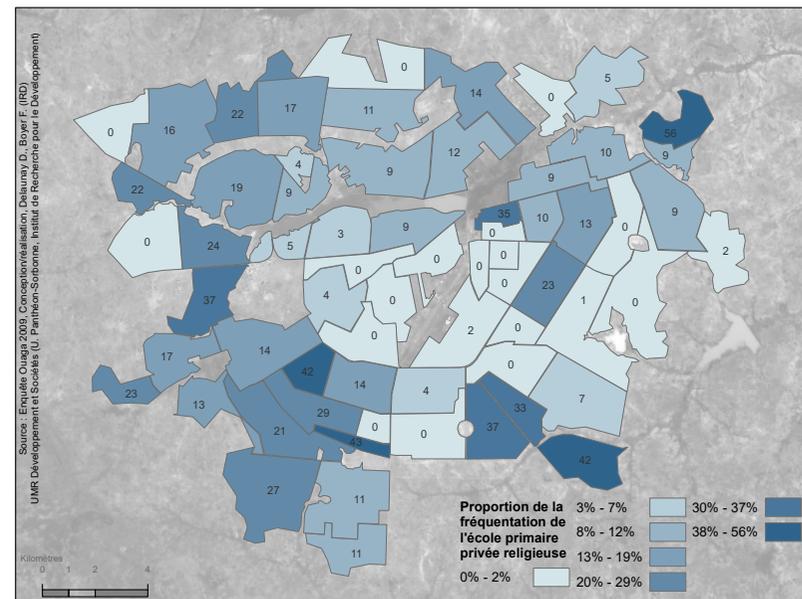
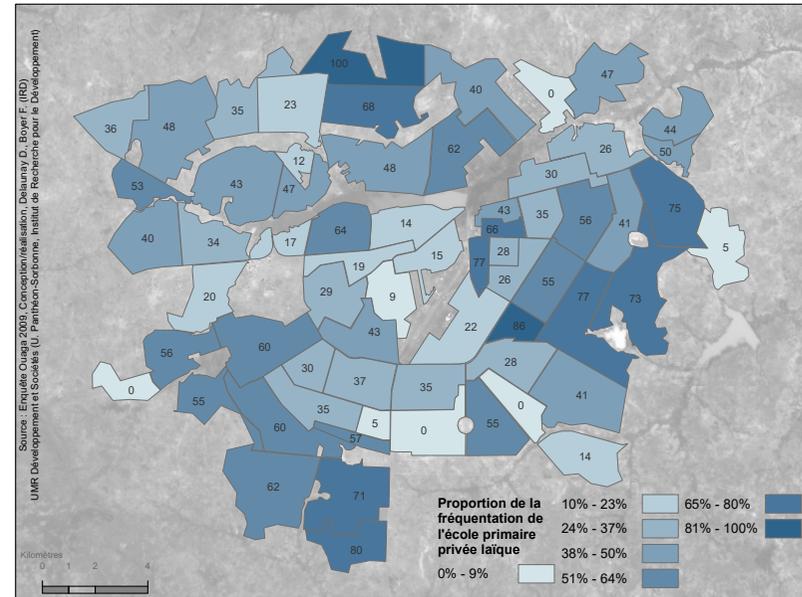


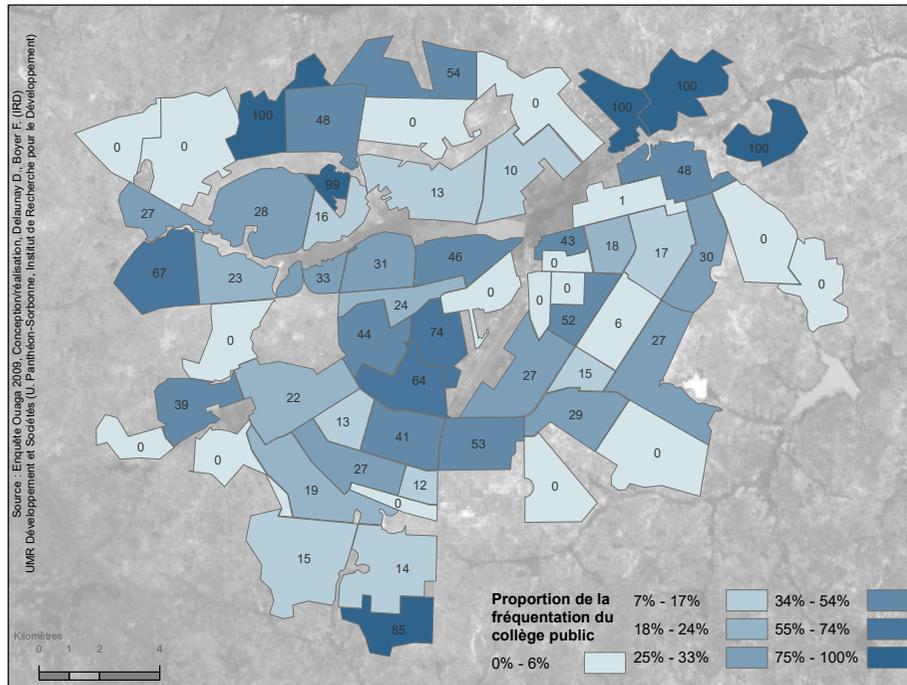
Historiquement, les établissements publics, du cycle primaire à l'université, sont plus nombreux dans le grand centre où les lycées publics y bénéficient d'une certaine notoriété. Les habitants des quartiers périphériques subissent un double handicap : la présence d'infrastructures scolaires publiques y est plus faible et ils doivent se tourner vers des établissements privés, les contraignant à financer la scolarisation de leurs enfants. Les classes aisées, pour le primaire et surtout pour le collège tendent à privilégier l'enseignement privé laïc en général mais ici et là religieux. Dans certaines périphéries habitées par les Protestants, dans un contexte de déficit de l'école publique, se note une préférence pour les établissements de cette confession. L'amplitude des déplacements (à pied pour la majorité des élèves) et l'éloignement des établissements publics ont profité au développement de l'offre privée. Sans compter que ces écoles trouvent en périphérie des conditions d'accès au foncier moins coûteuses que dans les quartiers anciens. Les transitions démographiques jouent également dans le sens d'une demande scolaire croissante dans les parties en extension du fait de la présence de jeunes familles.



L'enseignement primaire est censé être dispensé à tous les enfants et donc partout. Pourtant, la fréquentation des établissements publics se concentre dans le quartier historique du catholicisme colonial Quartiers Saints avec une diffusion qui reste centrale. Néanmoins, les quartiers à l'est de la zone administrative privilégient l'école primaire privée et laïque, voire religieuse pour les plus aisés de la Zone du Bois. Cette tendance vaut aussi pour des lotissements destinés au même profil de peuplement, tel le quartier de Cité Azimo.

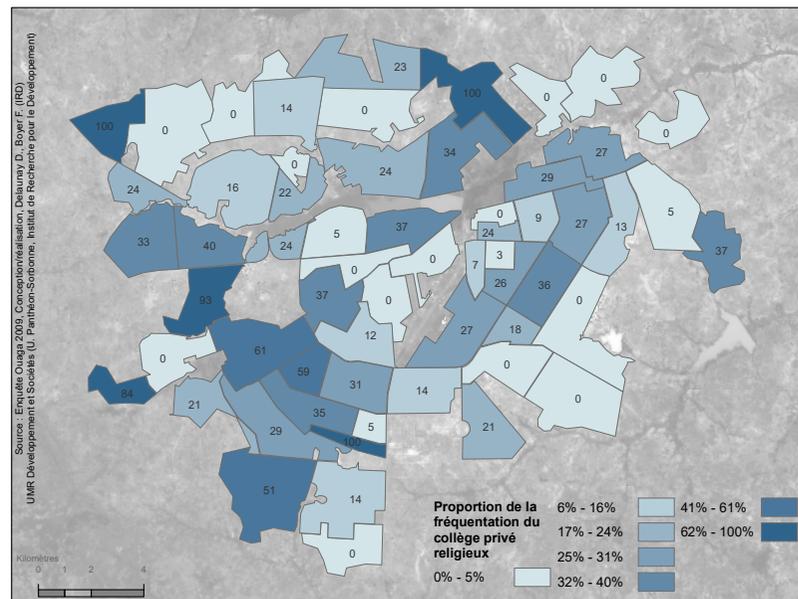
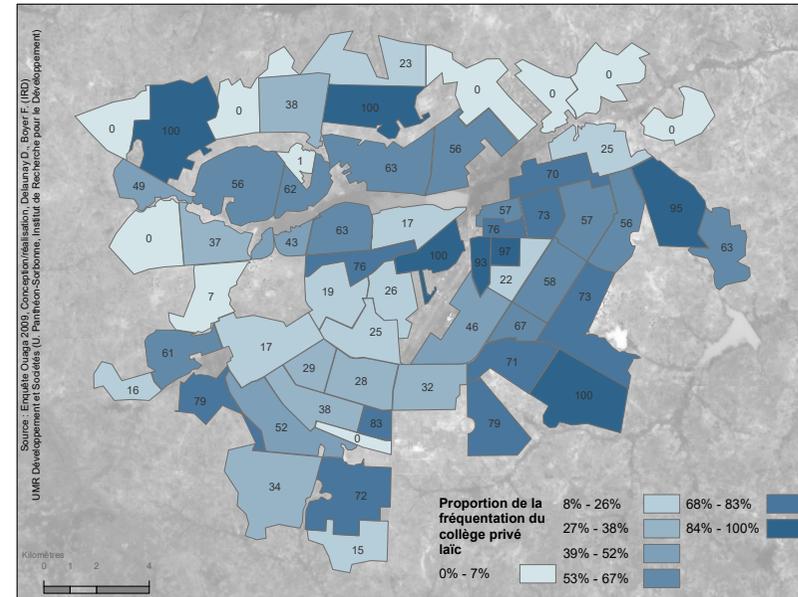
Apparaît aussi très nettement le phénomène souligné de remplacement par l'enseignement privé laïc de l'offre publique déficiente. La majorité des espaces périphériques sont dans ce cas ; sauf quand la préférence pour l'enseignement privé religieux augmente, à l'ouest de la ville tout particulièrement.





La fréquentation du collège est plus sélective, et le glissement vers les établissements privés plus marqué, plus concentré. Les distributions sont plus aléatoires, toujours faute d'effectifs et une fréquentation qui se raréfie en périphérie. Le développement du collège avec une orientation confessionnelle est plus net dans les quartiers plus protestants aux extrémités de l'axe nord-est/sud-ouest ; lui-même associé au catholicisme au nord-est de la zone administrative et vers le sud-ouest. Toute la partie de l'extension orientale, incluant les espaces non lotis adopte l'enseignement privé laïc.

Les cartes de la fréquentation du lycée et de l'université selon le type d'établissement ne sont pas reproduites car peu fiables pour ce détail spatial.



Quel impact du territoire ?

Les cartes donnent à voir la distribution du capital scolaire et son évolution à venir par la fréquentation actuelle, en ayant conscience des limites statistiques de l'échantillon pour cette précision spatiale, surtout pour les cycles moins suivis. Au vu de ces expressions spatiales, il est difficile de faire la part de ce qui relève des variations de la demande d'éducation (et donc d'un peuplement socio-économiquement différencié) et de l'offre scolaire d'établissements inégalement distribués sur le territoire urbain. Cette inégalité est cependant plus ou moins modulée par la capacité des scolarisables à se déplacer, essentiellement à pied ou en vélo, vu la rareté du service de transport collectif. Dès lors, diverses questions de cette géographie des inégalités scolaires restent posées. Correspond-elle à la partition sociale de l'espace et au rôle de celui-ci dans la reproduction sociale, ou bien faut-il conclure à des formes scolaires d'une ségrégation plus générale ?

Le pôle de la concentration du capital humain et de la fréquentation est sensiblement décalé par rapport aux activités économiques ou commerciales, pour coïncider avec le centre administratif et la résidence des fonctionnaires, incluant de loin les militaires. Le passé colonial de l'école a initié une reproduction sociale par la fonction publique fondée sur les diplômes, avec une bonne correspondance entre les acquis des parents et son acquisition par leurs enfants. Le niveau de vie, mais aussi la résidence dans la ville équipée et la maîtrise de la fécondité contribuent à cette reproduction sociale.

A l'opposé, les mobilités sélectives participent au déficit éducatif des adultes qui résident en périphérie. Considérant que la migration interne à majorité rurale contribue grandement à l'extension concentrique de la ville, de même que le contact avec les campagnes environnantes, la graduation scolaire du centre vers la périphérie est une image intra-urbaine de l'écart éducatif entre la capitale et le reste du pays. Cet écart urbain/rural justifie d'ailleurs une partie de la venue des lycéens et étudiants, mais dans une position urbaine plus centrale.

Pour les adultes, l'opportunité d'un rattrapage serait de suivre une formation complémentaire, professionnelle ou d'alphabétisation, dispensée au plus près des besoins. Ces enseignements seraient d'autant plus utiles qu'ils s'adresseraient à des populations jeunes et actives, valorisant ainsi à long terme leur contribution économique, soutenant une meilleure maîtrise de leur reproduction. Ces « cours du soir » aideraient à rectifier l'injuste handicap d'une scolarisation insuffisante en zone rurale et la marginalisation d'une population qui n'a pas les moyens d'une installation complètement urbaine.

Y a-t-il un déficit graduel de la demande scolaire en s'éloignant du centre ? La baisse de la fréquentation et du capital humain acquis argumente en ce sens. Mais *a contrario*, le développement du secteur privé laïc, là où l'offre publique est lacunaire, nuance une telle déduction. Cette géographie montre assurément le triple handicap imposé par l'étalement, là où les distances à parcourir augmentent (hors cycle primaire), où le coût de la scolarisation s'accroît à cause du recours contraint à l'école privée, où les charges de la dépendance des enfants sont plus lourdes. Certes, les populations concernées sont numériquement moins importantes et en début de cycle familial, mais leur contribution urbaine pleine n'est qu'une question de temps.

Les inégalités territoriales de l'éducation acquise ou en cours d'acquisition sont certes celles socio-économiques du peuplement, à la fois causes et conséquences. Mais d'autres contributions affaiblissent l'hypothèse d'une discrimination au sens fort, c'est-à-dire par une action délibérée. Tout d'abord, l'effet de l'âge, ou plus exactement de génération, résulte des progrès volontaires réalisés depuis l'Indépendance, progressivement favorables aux jeunes générations. Le mélange générationnel atténue l'effet structurel sur l'espace, une mixité qui est néanmoins plus notable dans le péricentre et les quartiers résidentiels. De surcroît, le poids démographique des personnes âgées de faible scolarisation est contenu. L'origine rurale est un handicap, mais elle se distribue grosso modo à l'identique entre les générations, moins sur le territoire mais de manière plus concentrique que polarisée. La migration originaire du continent et surtout de Côte d'Ivoire tend à renverser la contribution négative de l'exode rural, pour les rapatriements motivés par les études. Un autre facteur d'inégalité est l'hébergement des jeunes qui sont désavantagés par rapport à ceux de filiation directe avec le chef de famille. Mais leur répartition n'est pas spatialement clivante, sauf pour les employés domestiques qui servent dans les quartiers aisés. La polarité de l'offre se renforce au fur et à mesure que l'on s'élève dans le cycle scolaire, marquée pour l'université. Mais alors la dispersion résidentielle et une meilleure mobilité autonome des étudiants opèrent, même si ceux-ci cherchent à privilégier les alentours de l'établissement.

S'il y a la possibilité d'une discrimination qui serait la faute de l'action publique, et pour l'avenir, ce serait dans l'accès aux moyens de maîtriser sa descendance, qui a une incidence sur l'éducation ; avoir moins d'enfants autorisant et justifiant cet effort de la part des parents. Briser le handicap démo-éducatif des habitants progressivement poussés vers les marges de la ville, ou maintenus dans des zones non loties denses, est nécessaire pour maîtriser la croissance urbaine et valoriser les opportunités économiques de la structure par âges.

LE TRAVAIL : STATUTS D'ACTIVITÉ ET CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES

La distribution de l'activité professionnelle dans l'espace intra-urbain complète celle de la scolarité et du capital humain pour documenter la géographie socio-économique de la ville. L'émergence de la fonction publique et du salariat, dans la mesure où ils sont conditionnés aux diplômes, contribue à ce lien. C'est le premier sens à donner aux cartes qui suivent, celui d'une description des inégalités territoriales qui s'expriment dans le travail, son absence ou sa précarité, sa rémunération ou pas.

Parce que l'on décrit l'occupation des Ouagalais dans leur quartier de résidence, et non sur le lieu d'activité, leur capacité à la mobilité quotidienne vers le lieu de travail est un élément différenciation de nature territoriale. Le mauvais appariement spatial est source de chômage, de salaire et de productivité faibles, à cause notamment des temps de transport, du défaut d'information... En l'absence d'un système efficace et généralisé de transport collectif, tous les Ouagalais ne sont pas en mesure de motoriser leurs déplacements (les femmes, les plus pauvres, les habitants de la périphérie...). Le choix de l'occupation est infléchi par cette contrainte et peut amener à préférer une activité informelle proche, dans la rue ou en itinérance, par défaut à domicile. Les habitants plus aptes à choisir leur résidence (les plus jeunes souvent, les célibataires...) pourront plus facilement (mais provisoirement) s'installer dans les lieux de leur activité : les étudiants près de l'université, les domestiques ou apprentis chez leurs employeurs, les ouvriers ou tâcherons sur les chantiers. Cette articulation entre la résidence et le lieu de travail est un critère qui a d'ailleurs été introduit pour distinguer les travailleurs indépendants selon le degré d'informalité de leur activité. La disposition d'un local dédié suppose investissement et capacité de déplacement, le travail dans la rue ou en itinérance introduit une forme moins formelle avant l'activité à domicile.

L'une des caractéristiques de Ouagadougou est la relative absence de pôles d'activité artisanale ou manufacturière, hormis les zones industrielles de Kossodo et de Gounghin, marginalement celle de la route de Bobo-Dioulasso au niveau du quartier de Pissy. S'y rassemblent quelques industries, qui au final ne représentent que peu d'emplois à l'échelle de la ville. L'activité commerciale est diluée tant par la pratique du commerce ambulancier que par l'existence de nombreux marchés secondaires. Les autres services, notamment administratifs au sens large, se distribuent dans peu de quartiers historiques du centre-ville ou à Ouaga 2000 suite à la délocalisation partielle de l'Administration. Mais les fonctionnaires mieux dotés en moyen de transport individuel ont la possibilité de choisir des zones résidentielles dont l'équipement compense l'éloignement.

Les cartes suivantes décrivent l'occupation des résidents âgés de 12 ans ou plus, installés et présents. Cette limite est basse dans le contexte d'une scolarisation croissante, mais cet âge correspond à la fin du cycle primaire obligatoire et théoriquement la possibilité du travail, en particulier dans ses formes plus précaires (apprentis, aides domestiques, inactifs non scolarisés, tâches domestiques...). Les personnes âgées de plus de 65 ans sont incluses pour dresser un tableau large de l'activité des citoyens plus que des actifs. Il convenait de proposer une image complète de la répartition spatiale des tâches domestiques, image inversée des inégalités de l'accès des femmes au travail rémunéré.

La question porte sur l'activité principale au cours du mois précédent, celle à laquelle le résident plus a consacré le plus de temps. L'activité occupationnelle distingue les travailleurs, rémunérés ou pas, et les différentes catégories d'inactifs (dont les étudiants, chômeurs, personnes qui se consacrent aux tâches domestiques). Les personnes actives renseignent le type de l'entreprise qui les accueille (privé, public ou familial) et le secteur d'activité de celle-ci. Une information sur le lieu de travail est introduite pour les raisons susdites.

Toutes ces informations sont synthétisées pour construire les catégories socioprofessionnelles couvrant toutes les situations occupationnelles rencontrées. Le statut du travailleur est introduit pour distinguer les salariés des employeurs, les journaliers ou les indépendants. L'un des enjeux est de mieux définir les travailleurs indépendants du secteur informel, ce dernier constituant un pan important de l'économie ouagalaise, en particulier dans le commerce et l'artisanat. Le lieu du travail est à cette fin utilisé pour établir un degré de formalité dans cette catégorie large et hétérogène. Différentes formes de salariat sont également distinguées, ainsi que diverses facettes de la précarité de l'emploi. Ce critère de la rémunération est central pour mieux préciser la frontière un peu floue entre les actifs des inactifs. De nombreuses personnes travaillent en situation de dépendance, car sans être rémunérées, des jeunes et des femmes le plus souvent. L'entremêlement des critères conduit à une redondance cartographique, parfois conservée pour couvrir toutes les formes de l'occupation. Toutes les catégories ou pratiques n'ont pas une empreinte territoriale significative, ce qui est aussi un résultat.

Délaissant le point de vue des individus, un chapitre est consacré aux équilibres occupationnels des logements. Ces descriptions spatiales complètent celles, démographiques, sur les rapports de dépendance (entre les actifs et les inactifs).

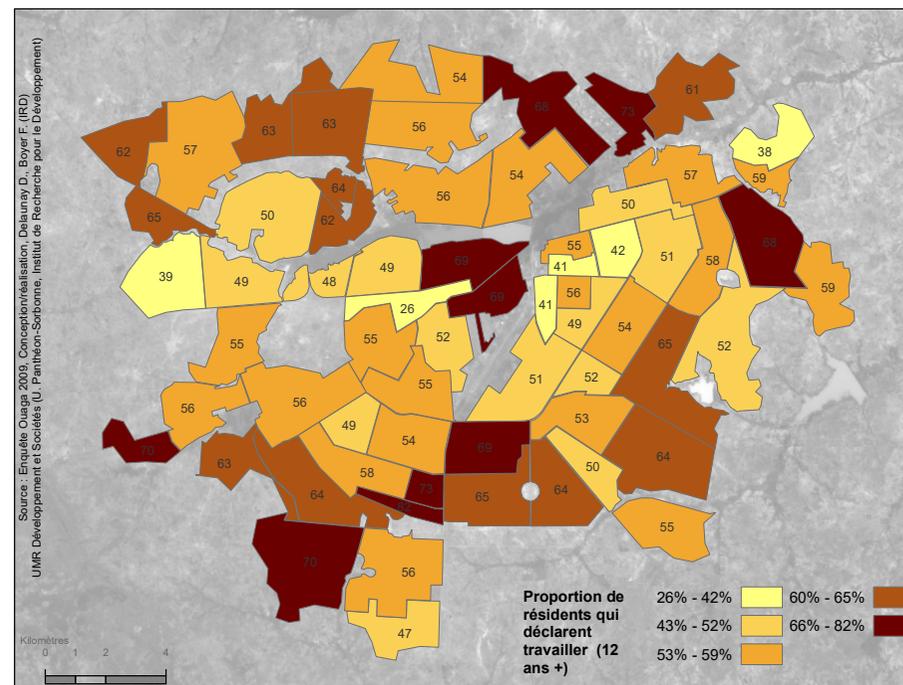
L'accent est mis sur la géographie de certaines formes de précarité ou au contraire les assises salariales présentes dans le logement. Elles qualifient les inégalités face à la transition démographique et le dividende à en attendre ; elles débouchent sur un diagnostic géoréférencé des inégalités familiales face à l'accès au travail rémunéré et ses conséquences potentielles pour les membres.

L'observation longitudinale des trajectoires professionnelles donne une profondeur historique au peuplement des quartiers sur la foi de quelques mesures synthétiques. Elles rendent compte du niveau moyen de la carrière professionnelle, comme son évolution au long de la vie, mesure de l'ascension socio-économique, ou de son absence.

Ce chapitre sur l'occupation, les catégories socioprofessionnelles, les équilibres démo-économiques qualifiés constitue une autre composante du peuplement. Il met en perspective les autres segmentations territoriales par le logement, les mobilités et la migration, l'éducation... Les inégalités ainsi chiffrées insistent sur les conséquences des politiques de lotissement, la relativement faible recomposition du territoire urbain par les mobilités résidentielles, les retards à l'insertion des migrants, etc. Les cartes de l'activité individuelle montrent aussi les obstacles parfois cachés que les habitants rencontrent pour accéder à l'économie urbaine.

Les actifs et les autres

Dans les cartes suivantes, le statut d'activité des résidents présents de 12 ans et plus, est décrit par quatre catégories : 57% de personnes qui déclarent travailler, 5% au chômage ou en interruption momentanée, 21% sont inactives et 17% se consacrent à des tâches domestiques, exclusivement.

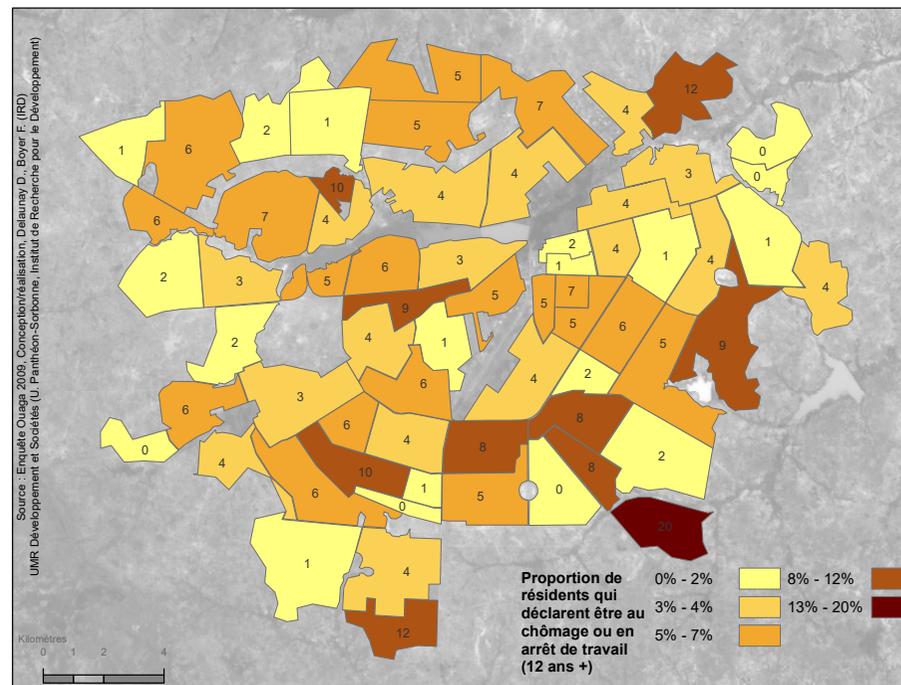


Pour une telle étendue d'âge, qui inclut des seniors supposés inactifs, l'occupation moyenne des quartiers est infléchie par les caractéristiques démographiques du peuplement, telle la proportion de femmes qui sont en moyenne moins employées. L'âge par exemple, plus élevé dans les quartiers anciens de la ville soustrait une partie des habitants au travail, comme la scolarité des adolescents ou la présence des étudiants près de l'université. Le résultat le plus notable de cette géographie est l'ample contraste du travail d'une zone à l'autre de la ville avec globalement sa moindre pratique dans la ceinture périurbaine.

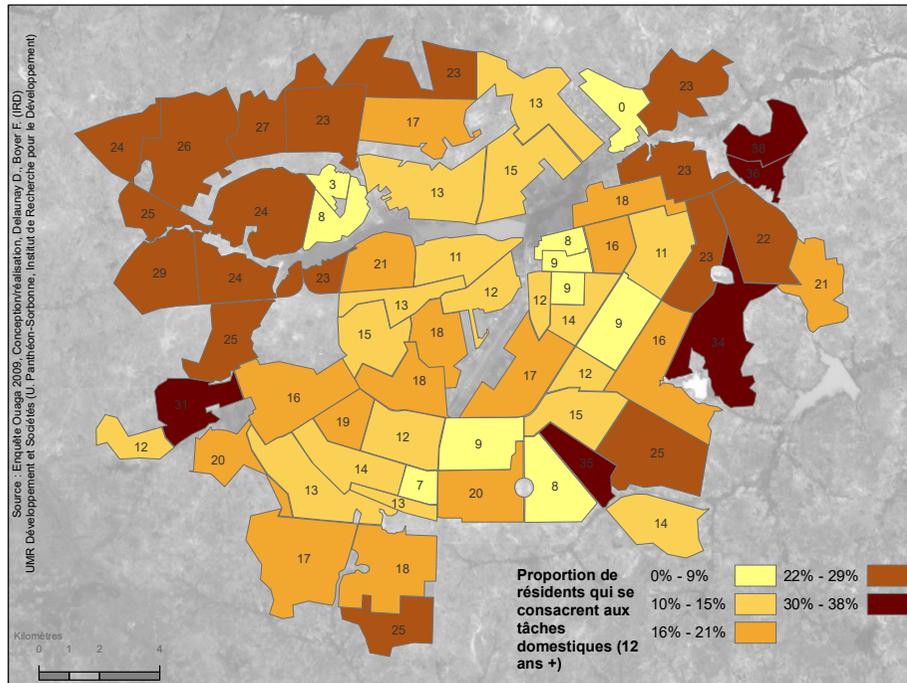
Des zones plus tournées vers les activités économiques favorisent néanmoins la concentration des travailleurs, notamment dans les centres commercial et administratif, autour de la zone industrielle de Kossodo. En revanche, la zone industrielle de Gounghin laisse peu de place à la résidence des personnes qui y sont employées. Des lotissements résidentiels hébergent des actifs qui sont mieux dotés en moyens de transport individuels, dans la cité Azimo par exemple.

En contrepoint, on remarque que les actifs sont minoritaires dans des zones centrales résidentielles. Par exemple, les 1200 Logements, quartier construit sous la révolution sankariste pour accueillir des fonctionnaires, dont un bon nombre sont sans doute à la retraite aujourd'hui ou disposent des ressources pour héberger des dépendants. Zogona est privilégié par les étudiants qui recherchent la proximité de l'université.

La concentration sensiblement plus nette dans l'espace périphérique, au-delà du péricentre résidentiel, dénote la présence d'adultes en début ou milieu de la trajectoire occupationnelle. Elle souligne la contrainte d'une mobilité quotidienne chronophage pour les habitants éloignés de l'emploi, ce qui se traduit par des activités informelles, itinérantes ou dans la rue. Notons aussi, que le secteur de la construction, très dynamique dans certains quartiers périphériques en cours de lotissement, attire des travailleurs, en bonne partie journaliers, qui minimisent ainsi leurs déplacements, au rythme des chantiers.



Une personne sur vingt déclare être au chômage ou en arrêt momentané. L'effectif est trop faible pour garantir leur distribution dans le détail de la soixantaine de polygones qui dessinent cette carte. Et cela d'autant moins que le chômage est principalement déclaré par les salariés. Ponctuellement, leur présence en certains quartiers, la zone industrielle de Gounghin par exemple, pourrait être significative.

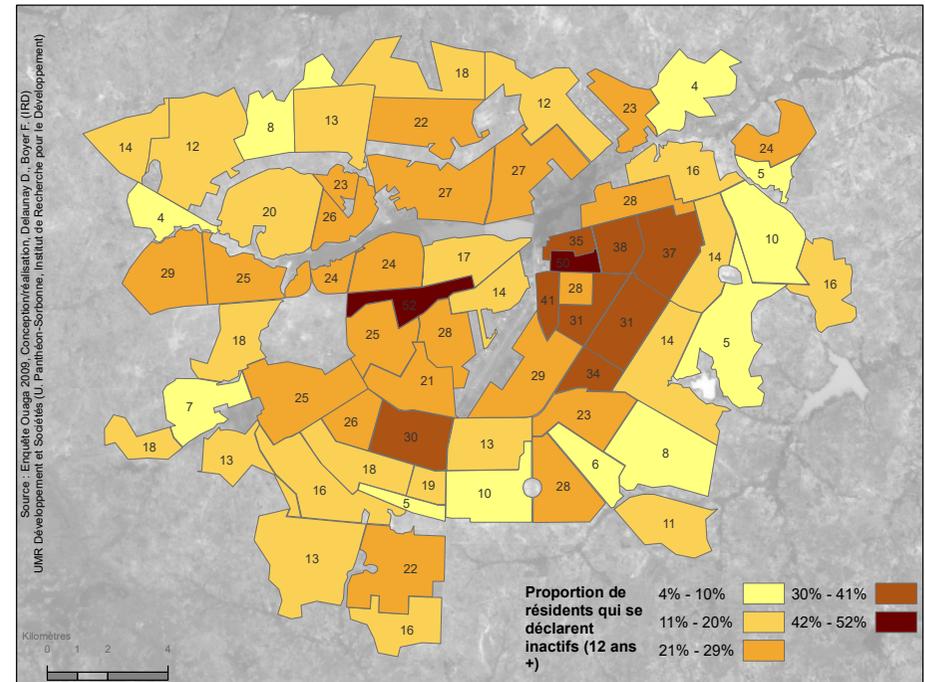


La troisième catégorie déclarative de l'occupation désigne plus nettement les femmes « au foyer », plus généralement les personnes assignées exclusivement au travail domestique. À noter que ces cartes ne prennent pas en compte l'activité secondaire, qui peut être pratiquée par ces personnes. Leur présence indique d'abord le poids de l'économie domestique de la reproduction, dont se confirme la configuration périphérique, signalée par bien d'autres indices (nombre d'enfants, rapports de dépendance).

Assumant la charge plus élevée des enfants ou du groupe domestique, les femmes de ces quartiers sont moins nombreuses à travailler contre une rémunération. Conjointement, elles se voient pénalisées par leur faible capacité aux déplacements motorisés et l'éloignement des lieux d'activité. Moins éduquées, plus souvent d'origine rurale et dans l'ensemble présentant une fécondité plus élevée, elles sont astreintes à rester dans leur quartier, sans avoir les moyens de se faire aider. Cette situation accentue la charge sur les personnes actives dans les zones désignées par cette carte.

Inversement, dans les quartiers centraux et péri-centraux de l'est et du sud de la ville, les personnes assignées aux tâches domestiques sont moins nombreuses. Elles

auraient non seulement la capacité d'accéder à un emploi, et/ou les ressources nécessaires pour que la charge des enfants ou des tâches domestiques incombe à du personnel domestique ou un tiers hébergé. Il est possible que la meilleure scolarisation des enfants allège la nécessité de leur prise en charge dans la journée. Ainsi, en plus d'une localisation relativement avantageuse, ces logements accroissent et diversifient leurs ressources.



Selon la définition retenue, la catégorie des personnes inactives est presque résiduelle et mélange deux groupes d'âges opposés : des individus de plus de 12 ans scolarisés et des résidents âgés qui ont cessé toute activité. Interpréter cette carte renvoie donc à la géographie de la fréquentation scolaire et à celle de la structure par âge. Mais leur importance dans certains quartiers dépend aussi de la capacité des actifs à prendre en charge les dépendants, ce qui suppose aussi des ressources, ne serait-ce pour ne pas mettre les enfants au travail ni obliger les seniors à contribuer à leur entretien (près de la moitié déclarent travailler).

Du fait de leur âge et de la localisation des établissements du troisième cycle, la présence des étudiants contribue à marquer des quartiers tels que Zogona et Gounghin. Ils privilégient la proximité pour réduire les déplacements quotidiens pour autant

qu'ils puissent se loger au centre de la ville, même si les conditions (exiguïté, promiscuité des « célibateriums »...) ne sont pas toujours idéales. L'ensemble de ces facteurs explique l'importance de la population inactive (jeune ou âgée) dans le péricentre oriental qui se dégage bien du reste de la ceinture résidentielle et des espaces non lotis.

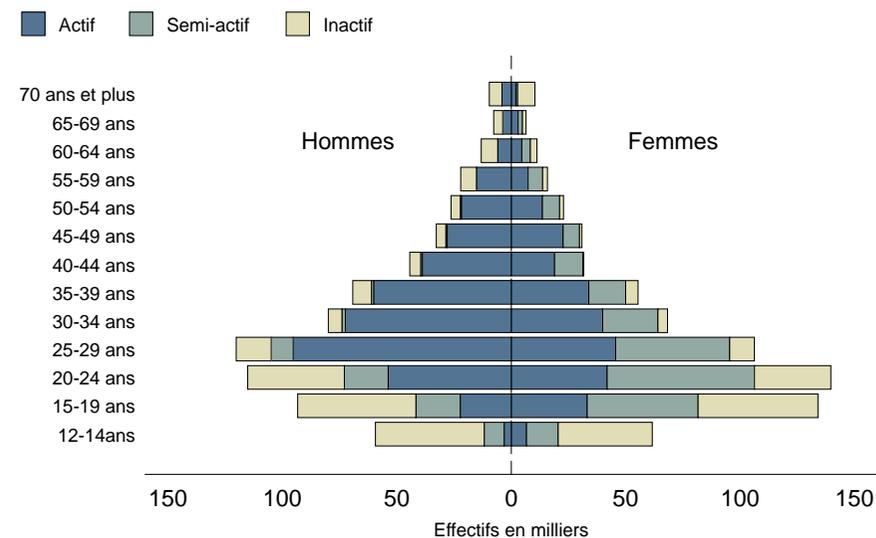
Cette carte confirme que ces personnes inactives bénéficient d'une situation centrale plus favorable que la majorité des actifs, relativement plus nombreux dans les quartiers excentrés à l'est comme au nord-ouest de la ville.

Le travail rémunéré ou pas

La nomenclature jusqu'à présent suivie est l'expression directe de la réponse à la question sur l'occupation principale au cours du mois précédant l'enquête. C'est une question-filtre pour orienter l'entretien vers des informations complémentaires ou en clair de l'activité. Avec cette information, un travail de reconstitution a été mené pour définir les catégories socioprofessionnelles, prendre en compte l'activité secondaire et corriger quelques imprécisions de la réponse des informateurs.

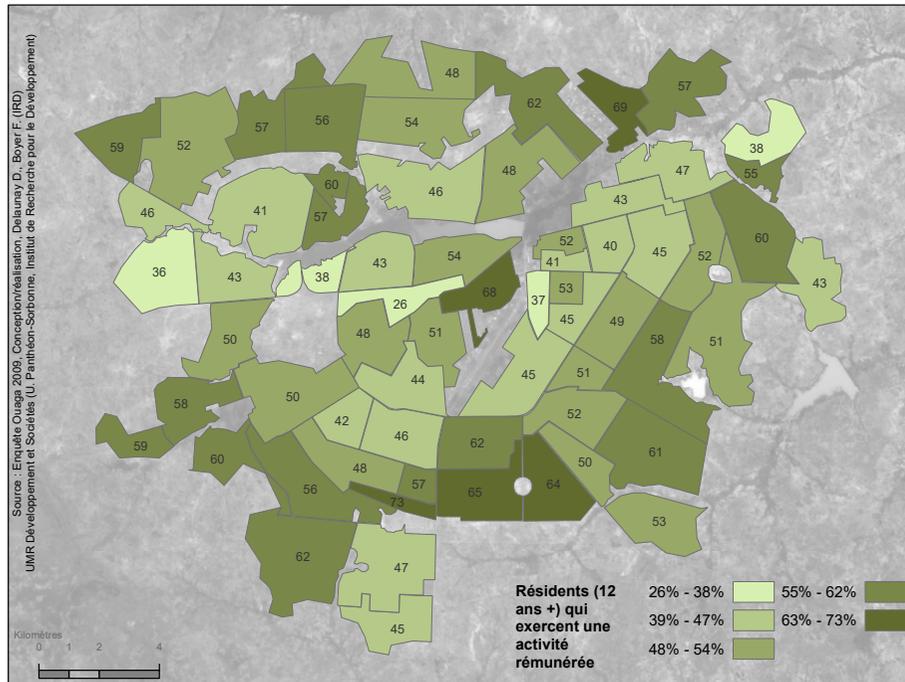
L'objectif de cette redéfinition, outre la correction des limitations signalées, est de distinguer le travail rémunéré, aussi faibles que soient les gains, du travail gratuit qui place certains actifs en situation de dépendance. Souvent, ils remplissent les tâches domestiques ou aident les familles, parfois en tant qu'apprentis dans de petites entreprises. La distinction est suggérée par la nécessité d'apprécier le dividende démographique à l'aide d'indices plus réalistes que l'âge supposé d'activité. Les valeurs manquantes sont réintroduites pour mieux inclure l'inactivité non déclarée à certains âges, entre la fin de l'école et le début de l'âge adulte. Les trois cartes qui suivent présentent donc une synthèse des catégories socioprofessionnelles reconstruites (CSP) que nous choisissons de présenter en complément de celles de l'occupation pour donner une mesure plus juste de la géographie intra-urbaine du travail.

Structure par âge, par sexe et activité

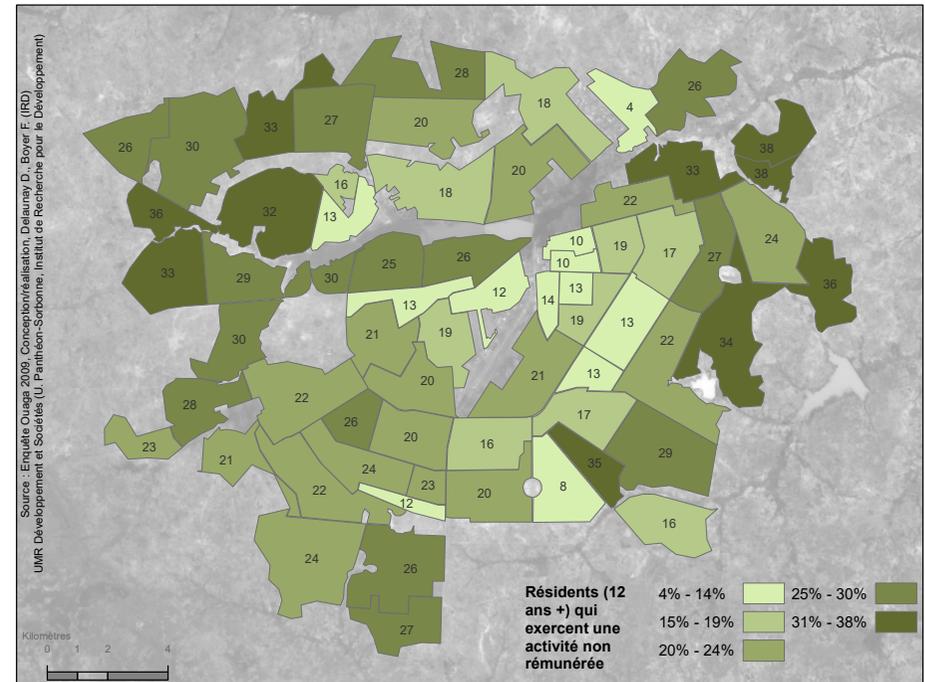


Source : Enquête Ouaga 2009

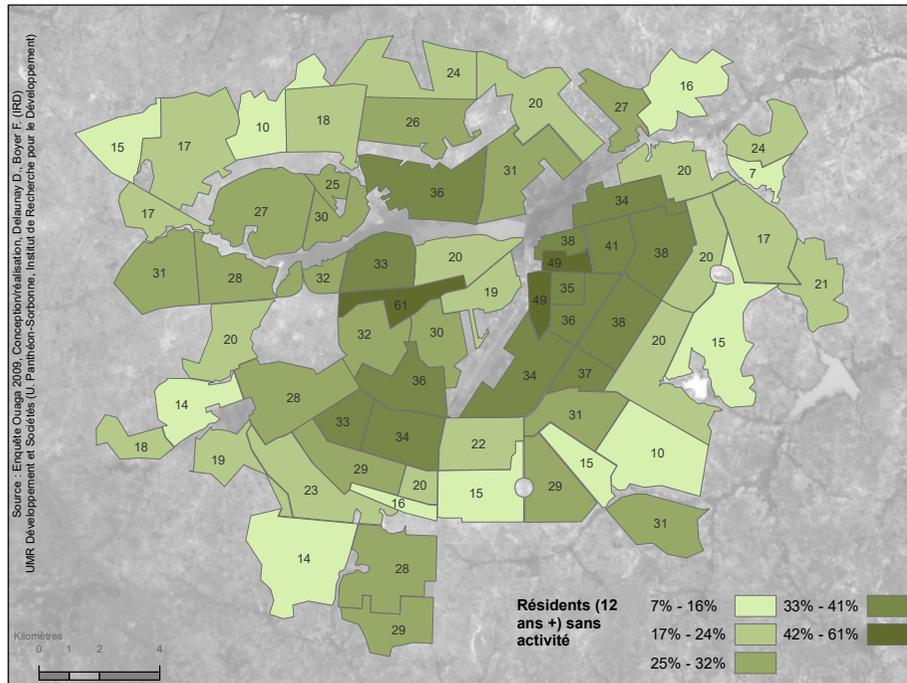
Pour les cartes suivantes, sont comptés les Ouagalais qui tirent des gains de leur activité et acquièrent ainsi une autonomie. Un large éventail de statuts sont concernés : des agriculteurs, des salariés ou des travailleurs indépendants/informels. Les niveaux de rémunérations sont hétérogènes puisque sont comptés tant les employeurs et patrons que les journaliers payés à la tâche. La pyramide des âges précise les effectifs et la répartition par âge pour ces trois états, aidant à interpréter leur distribution dans l'espace urbain. La catégorie « semi-actif » désigne les actifs non rémunérés, elle concerne tout particulièrement les femmes aux âges de la procréation et donc en charge des enfants.



Les Ouagalais qui exercent une activité rémunérée sont relativement plus nombreux dans le centre économique de la ville, mais les périphéries ressortent nettement du fait de la jeune maturité des adultes. Le salariat justifie leur présence plus nette dans les lotissements plus confortables (Azimo, Taumpouy, Ouaga 2000). La dynamique urbaine s'alimente du déplacement des travailleurs motivés par le développement économique (Kossodo, construction des nouveaux quartiers ou activités agricoles). Les taux baissent sensiblement dans le péricentre plus résidentiel du fait de la présence des inactifs (effet du vieillissement) et des étudiants.



Ce constat est confirmé par la présence des travailleurs dépendants (femmes au foyer) et précaires (aides et apprentis) très présents sur les marges de la ville et dans une réelle mesure dans les quartiers anciens au sud des barrages, près du centre économique. Ce groupe des « semi-actifs » est à 80% féminin, alors que les femmes ne comptent que pour 40% des actifs autonomes. Cette configuration montre que leur dépendance économique est doublée d'une mise à l'écart de la ville et de ses aménités.



La structure par âge et par sexe indique que l'inactivité est mieux répartie entre les deux sexes et concerne surtout les jeunes adultes et les adolescents, pour une part scolarisés. Le nombre de personnes âgées peut dans certains quartiers faire monter la proportion d'inactifs. Leur distribution dans l'espace est donc plus l'expression de la structure par âge dans les quartiers résidentiels anciens de la ceinture péricentrale, lieu de reproduction historique des familles, le centre économique exclu. La scolarité des plus de 12 ans contribue aussi à cette répartition, elle a déserté la ville en extension.

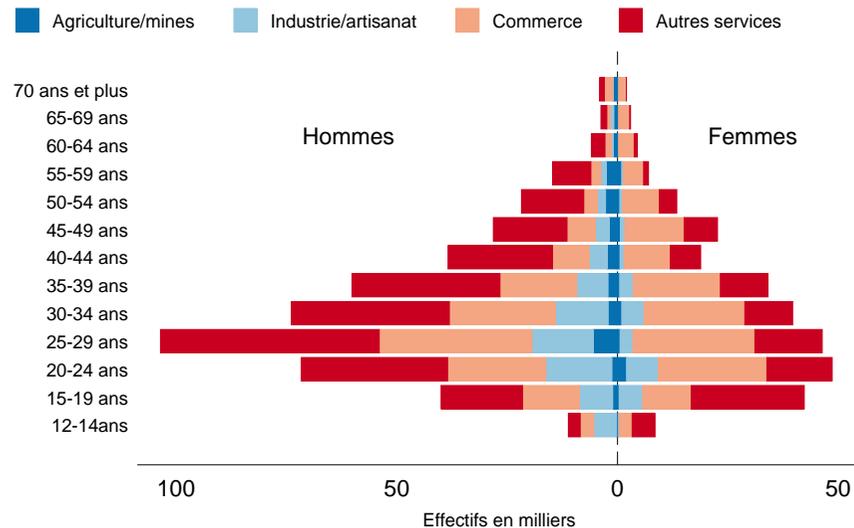


L'analyse factorielle de ces trois cartes catégorielles de l'activité aide à discerner les ressemblances et les oppositions. L'axe principal (1), qui compte pour les deux tiers de la variation, oppose les proportions d'inactifs (ici en valeurs négatives et claires) aux proportions d'actifs (rémunérés ou pas) pour les valeurs élevées de l'indice. Se dégage de manière claire une division en trois zones concentriques : un centre économique et administratif de faible étendue spatiale, entouré de l'extension lotie des quartiers résidentiels anciens avec moins d'actifs. Celle-ci est bordée d'une large frange marginale qui accueille des travailleurs actifs, mais dont le statut est plus souvent informel et les femmes en situation de faible autonomie.

Les secteurs d'activité

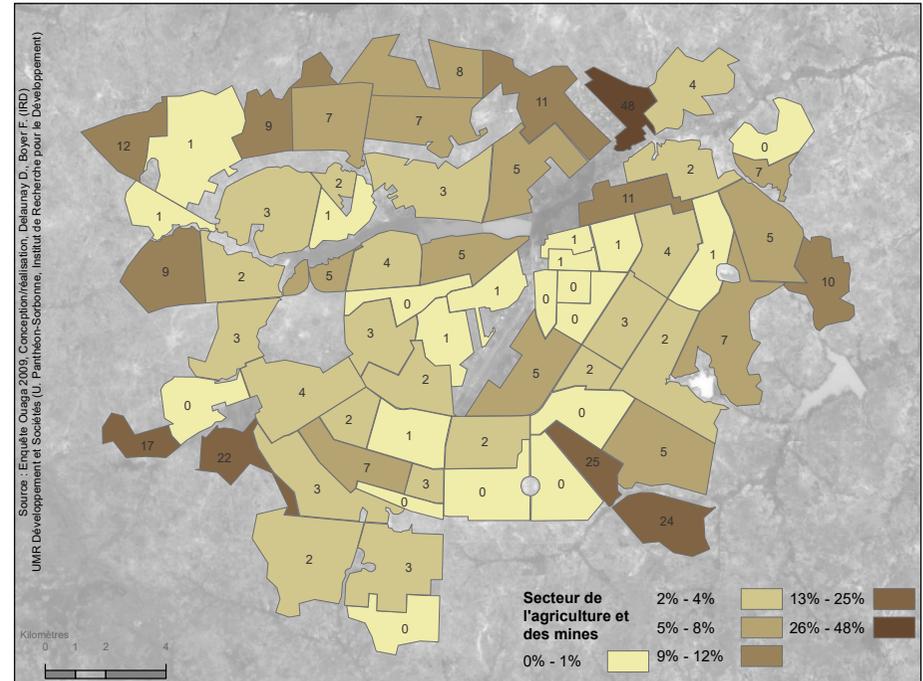
Les secteurs économiques cartographiés sont ceux habituellement retenus (agriculture et mines, industrie et artisanat, services), mais en distinguant les activités commerciales. Pour donner un ordre de grandeur, un peu moins d'une personne sur vingt travaille dans l'agriculture ou les mines et carrières (4% des actifs renseignés). Vient ensuite le secteur industriel et artisanal qui rassemble 13% des actifs ; 38 % s'occupent dans le commerce, avec des statuts évidemment différents (indépendants ou employés, patrons). Enfin, la majorité soit 45% travaille dans les autres services. La pyramide de la distribution sectorielle met en évidence l'effet structurel des âges, qui lui-même reflète la migration et le calendrier du peuplement de la ville. Les femmes sont minoritaires dans tous les secteurs (entre 24 et 29%) sauf dans le commerce où elles sont un peu plus nombreuses que les hommes (53%). En termes relatifs, les fonctionnaires se retrouvent plus souvent parmi les hommes dans leur cinquantaine ; les femmes étaient alors moins recrutées.

Structure par âge, par sexe et secteur d'activité

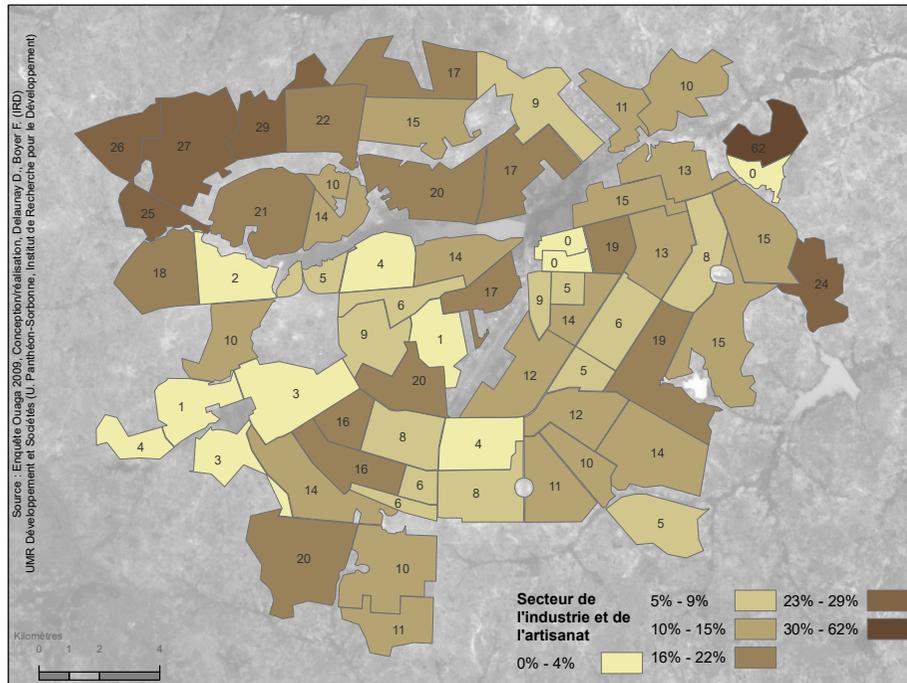


Source : Enquête Ouaga 2009

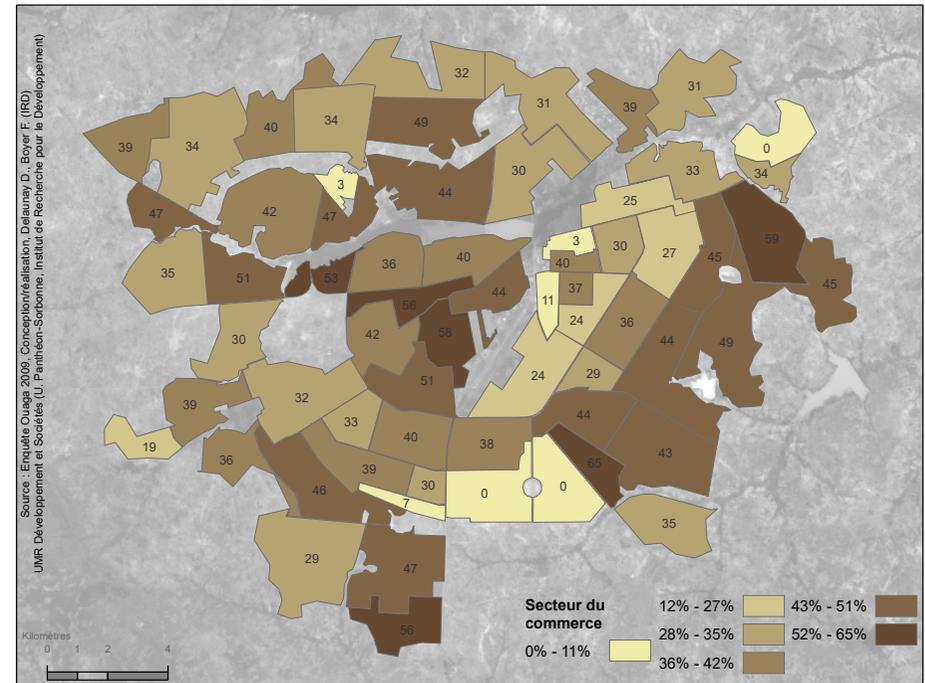
Rappelons qu'il ne s'agit pas de la localisation des activités mais des résidents qui s'y consacrent. Les configurations étant complémentaires (puisque ce sont des proportions qui sont cartographiées), la lecture gagne à englober l'ensemble des quatre cartes.



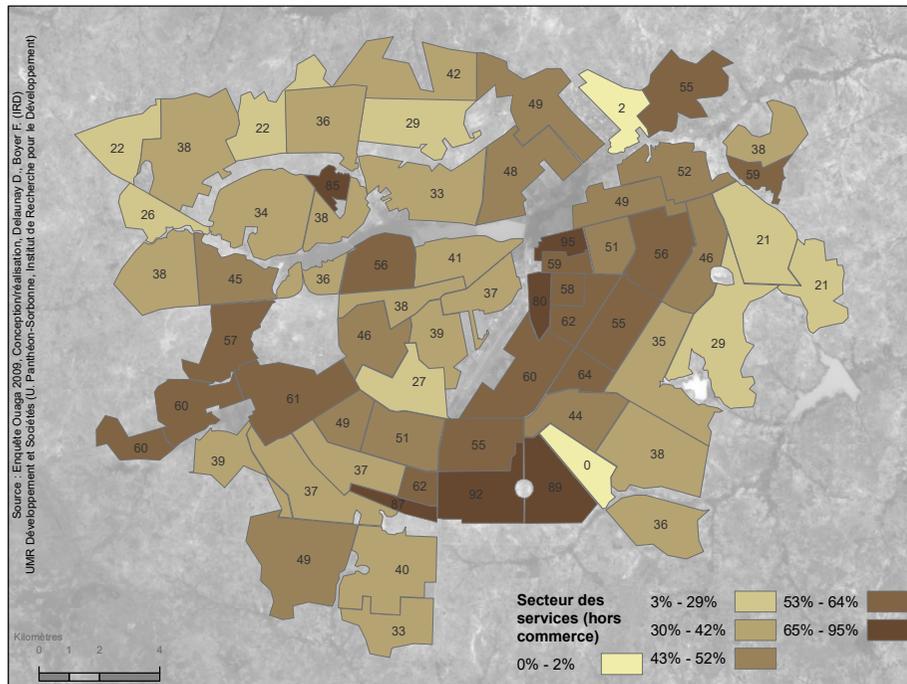
Le secteur primaire est plus périphérique car la ville gagne les terres agricoles anciennes (le vieux village de Kossodo au nord de la zone industrielle, Sondogo ou Balkuy), avec une présence intra-urbaine notable autour des zones inondées et les barrages, au sud-ouest. Le nord de la ceinture verte illustre cet empiètement de la ville sur les campagnes, avec des participations néanmoins faibles.



L'artisanat et l'industrie sont des activités minoritaires mais relativement bien réparties. Sur la carte, se remarquent surtout des quartiers en creux dont on n'est pas assuré que les mesures soient statistiquement robustes au vu de la faiblesse des effectifs. Les quartiers de l'université ou des villas cossues de la Zone du Bois en sont naturellement exclus, tout comme l'axe sud-ouest qui longe l'emprise militaire à l'est de Pissy. La partie nord-occidentale se détache pour les activités artisanales dont l'origine pourrait être migratoire. Enfin, les travaux de construction recrutent des journaliers ou des artisans dans les zones en extension de la ville.



Les activités commerciales sont un peu plus pratiquées par des femmes en appoint et parce qu'elles sont moins mobiles, notamment dans les quartiers non lotis de l'est de la ville (de Karpala, Yamtenga, Saaba), en net contraste avec la partie lotie contiguë. Le commerce se concentre également dans le centre mais sous des formes plus formelles. Il s'est développé aussi à sa marge tant au sud (Quartiers Saints, Bilbalogo) qu'au nord (Tampouy, Tanghin, Toudwéogo). Cela correspond alors à des opportunités saisies par les femmes qui après leurs obligations reproductives (ou à cause du veuvage) trouvent un revenu par la vente de denrées et de plats qui prolongent leurs compétences domestiques. La localisation de marchés secondaires importants comme vers Nonsin (marchés de Wogodogo et du barrage de la route de Ouahigouya) contribue à cette spécialisation professionnelle des résidents.



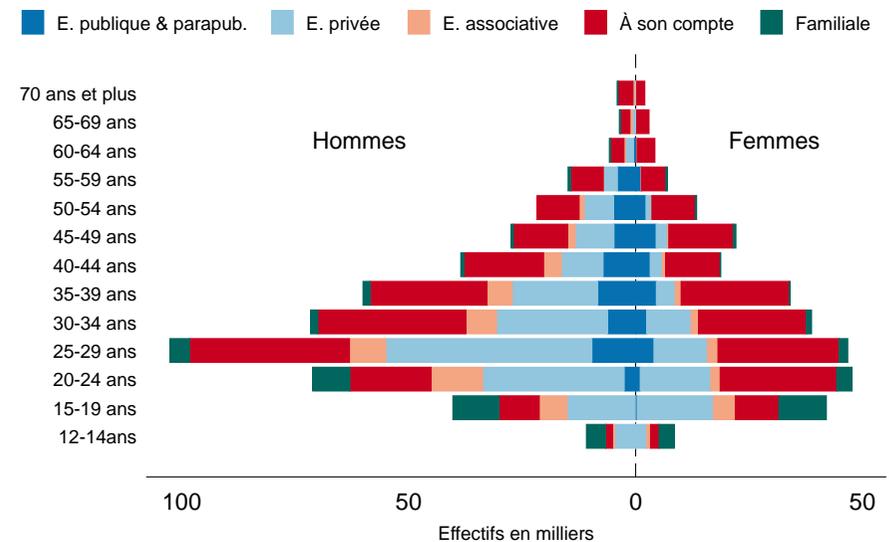
Les autres services forment un large spectre de métiers, un ensemble hétérogène majoritaire dans bien des quartiers. Le corps des agents de l'État en constitue une part, sont aussi concernés les aides domestiques, enseignants, coiffeurs, agents de sécurité, mécaniciens, le clergé... Sa répartition relativement équilibrée est aussi associée à un tissu d'activité de proximité, comme les tailleurs, les coiffeurs, les gardiens, qui peuvent éventuellement travailler à domicile.

S'y retrouve une disposition familière des quartiers résidentiels recherchés par les fonctionnaires, de la zone du Bois à Ouaga 2000, incluant Azimo. Se forme ainsi un croissant du péricentre oriental, incluant la Patte d'Oie, se prolongeant autour de l'emprise militaire, vers la route de Bobo-Dioulasso qui canalise ces activités. Leur concentration dans les îlots résidentiels de la ville, dont la cité de Tampouy, traduit la présence de salariés dans les services mieux rémunérés, en plus des fonctionnaires. Cette disposition résidentielle se rapproche de configurations qui sont associées au niveau de vie, à l'ascension sociale dans la mesure où ces services sont associés à l'économie urbaine, incluant le travail domestique dans les familles aisées, mais aussi la santé, l'éducation. Pour cette raison probablement, les zones non loties sont nettement moins concernées, à l'instar de l'ensemble périphérique nord-occidental, très à l'écart.

Le type d'établissement

Le type d'entreprise ou d'établissement est un des critères de définition des catégories socioprofessionnelles, qui est surtout utilisé pour distinguer les fonctionnaires des employés du secteur privé ou des « entreprises » familiales. Les travailleurs informels sont dans leur grande majorité à leur compte (considérés indépendants). Dès lors, cette information est conditionnée aux catégories socioprofessionnelles.

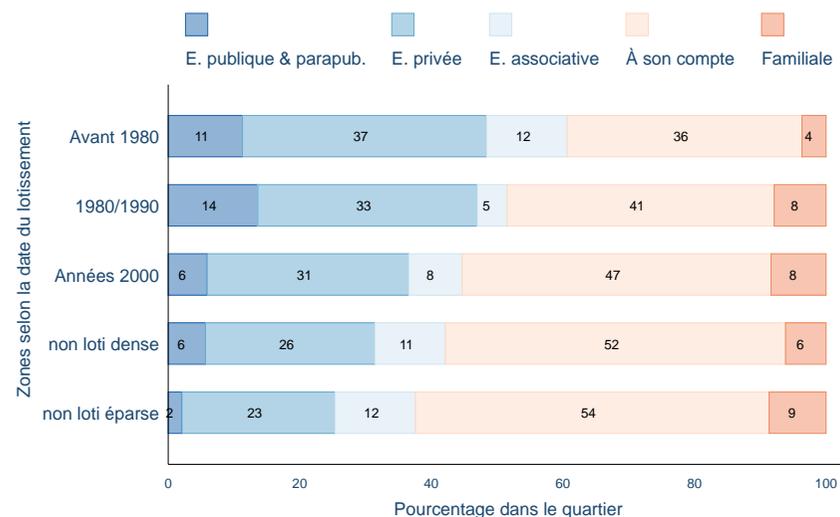
Structure par âge, par sexe et type d'entreprise



Source : Enquête Ouaga 2009

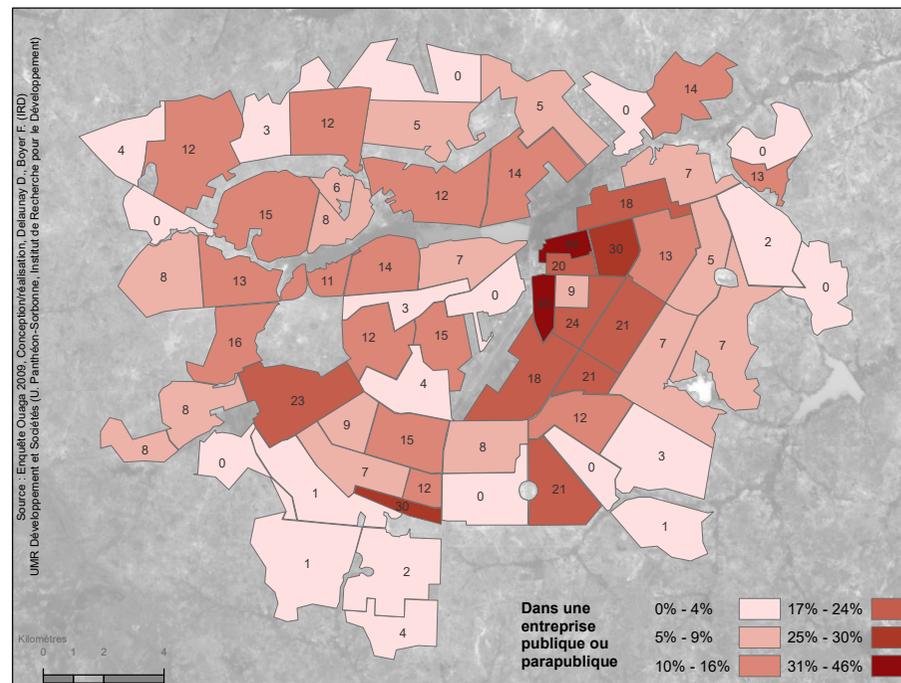
La structure par âge et par sexe de cette distribution de l'emploi rappelle l'effet de génération suite à l'émergence de la fonction publique après l'indépendance, ainsi que le temps nécessaire à l'obtention des diplômes requis. Les fonctionnaires sont plus âgés et habitent des quartiers plus anciens. L'emploi dans les établissements privés et le salariat gagne les jeunes générations, en particulier masculines, à des âges de la plus grande mobilité et donc de la contribution migratoire. Les femmes, surtout matures, s'établissent à leur compte dans le secteur informel, même si le salariat privé gagne en importance chez les plus jeunes, notamment dans les services domestiques et auprès des familles.

Distribution des actifs selon le quartier et le type d'entreprise

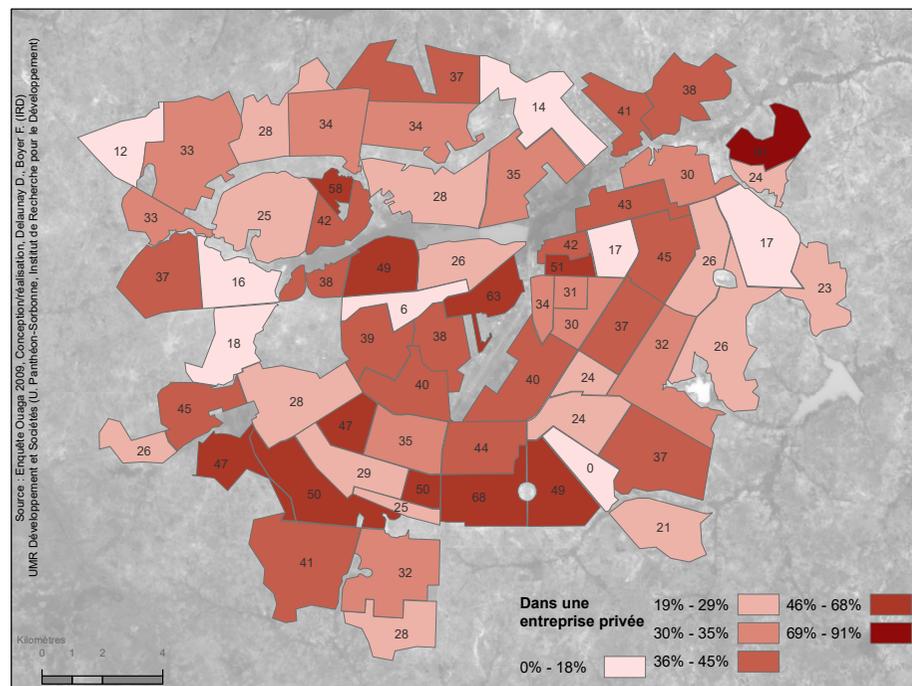


Source : Enquête Ouaga 2009

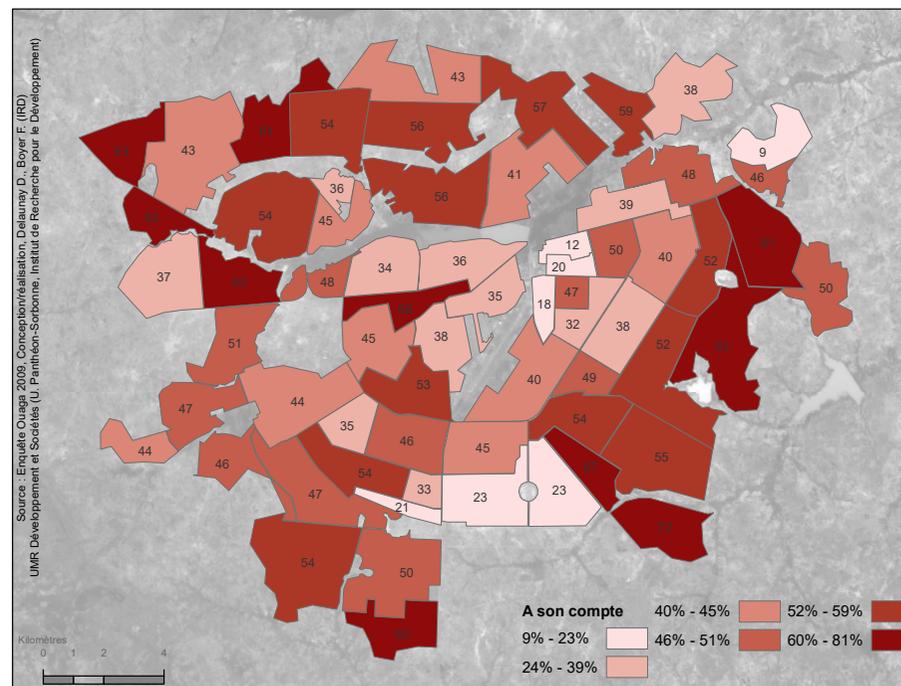
Ce graphique montre l'ampleur de la variation dans un mouvement centrifuge donné par les dates de lotissement. Les cartes sont évidemment plus précises, mais la tendance est bien établie. Le nombre d'établissements publics et privés, soit le cœur du salariat, diminue vers la périphérie, surtout les premiers. Les établissements associatifs et l'emploi familial sont grosso modo stables. Gagnent en importance les travailleurs à leur compte, pour une bonne part sous des formes informelles.



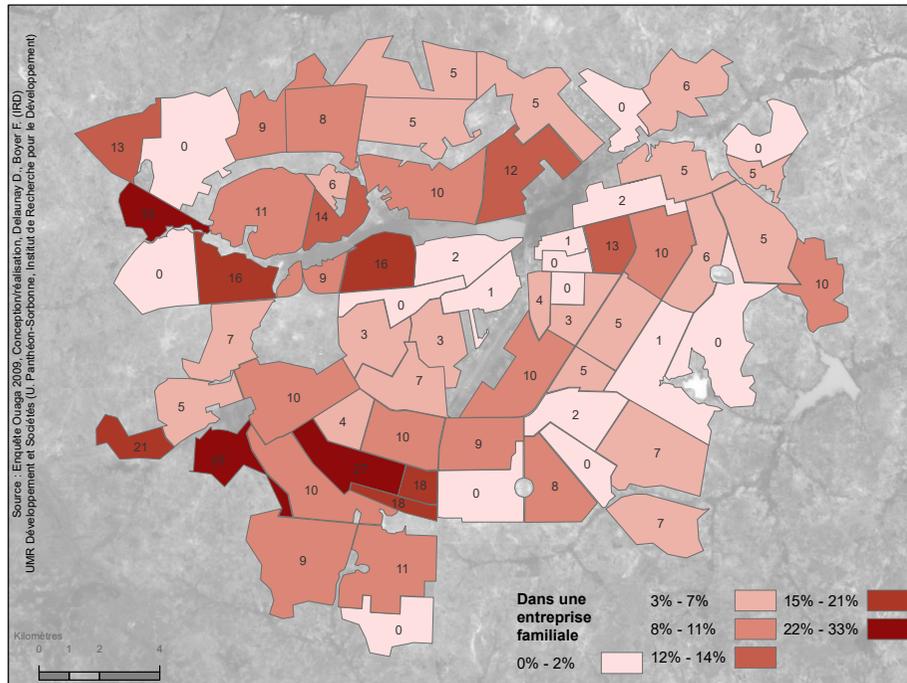
Un peu moins de 10% des actifs déclarent être employés par une entreprise publique ou parapublique. Au côté d'une forte concentration au plus près de l'infrastructure administrative, s'observe une diffusion préférentielle vers l'est, qui englobe des lotissements ciblant cette catégorie de salariés aux ressources garanties (Azimo, 1200 Logements), mais aussi de nouvelles infrastructures administratives telle la zone de douane à Ouagarinter ou les installation militaires vers Pissy. Cependant, les contrastes sont atténués par l'installation diffuse des fonctionnaires dans les quartiers lotis dans les années 90.



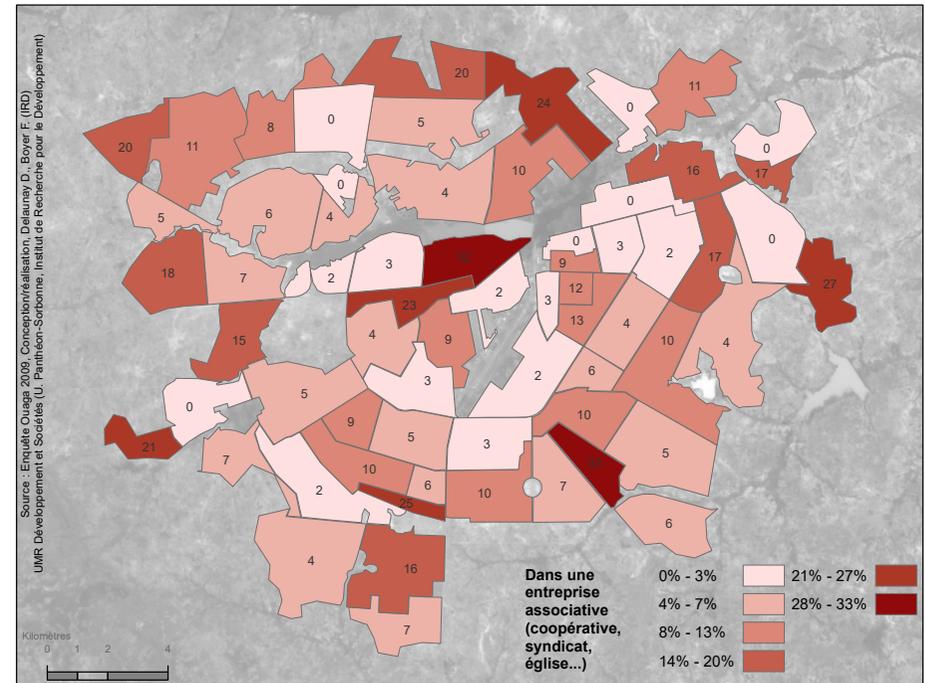
Les établissements privés emploient environ un tiers des résidents actifs qui se distribuent de manière moins polarisée que ceux qui travaillent dans le secteur public. C'est un ensemble plus hétérogène de travailleurs. Se distinguent des quartiers connus pour leur vocation économique (Koulouba, Zogona...) ou à proximité (Tempouy). Dans le sud-ouest de la ville en extension, se notent les emplois liés à la construction, au plus près des chantiers. Globalement, se note une tendance à la prévalence de l'activité formelle et privée vers la moitié sud de la ville qui stimule les mobilités résidentielles de même destination. Ce mouvement signale les orientations territoriales de l'économie urbaine en développement, laquelle semble se détourner des ensembles périphériques à l'est et au nord-ouest.



Les habitants qui travaillent à leur compte sont majoritaires dans l'ensemble de la ville (45% des actifs) et particulièrement en périphérie non lotie. Le contraste est par exemple particulièrement tranché entre le non-loti oriental dense (Taabtenga, Yamtenga) et les quartiers limitrophes lotis anciens vers l'université. Les petits commerçants et les agriculteurs sont à leur compte, comme une nette majorité de femmes qui exercent une activité rémunérée (56%), une composition qui avec le travail domestique caractérise l'économie des quartiers d'occupation spontanée.



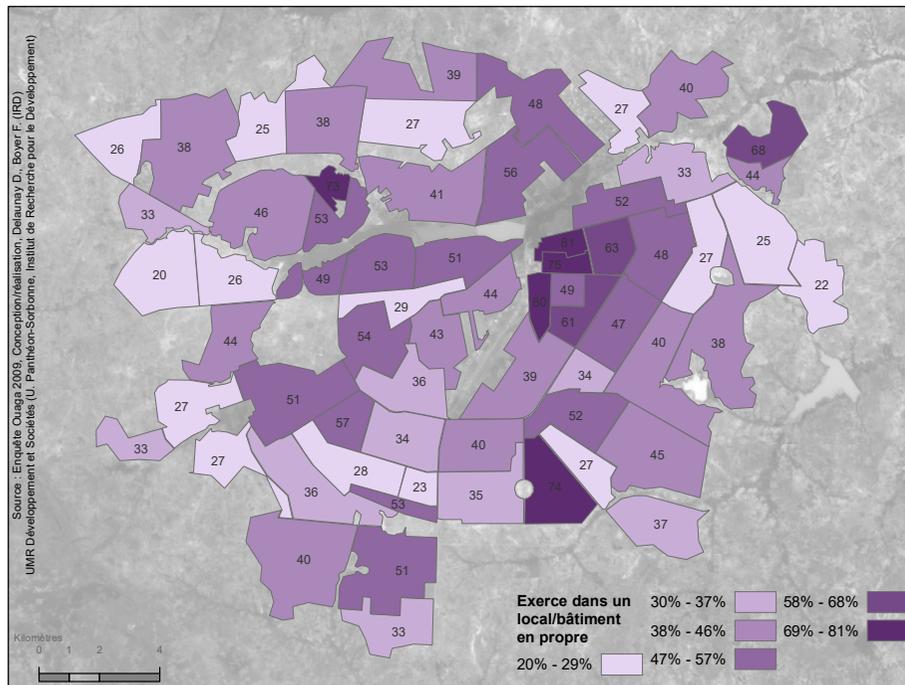
La géographie des personnes employées dans une entreprise familiale ne présente pas de configuration polarisée, mais néanmoins plus occidentale. Elle est relativement importante autour des barrages, à l'exception de Paspanga et de la cité de Tampouy. Les agriculteurs ont deux fois plus recours à cette main-d'œuvre familiale, ce qui peut expliquer quelques prévalences ponctuelles. D'une manière générale, se dessine le péricentre résidentiel autour d'un centre qui exclut pratiquement cette activité productive familiale, mais qui montre qu'elle se développe avec la maturité du groupe domestique.



Statistiquement, les coopératives, associations et les syndicats sont liés à l'artisanat et l'industrie. Ils se retrouvent donc dans le centre correspondant à ces secteurs (Dapoya et Paspanga, zones industrielles de Gounghin et Kossodo). Pour des raisons ponctuelles, ces employeurs recrutent, jusque dans les périphéries non loties, une main-d'œuvre plus masculine, en partie salariée mais aussi composée d'apprentis et journaliers. On y trouve quelques patrons également.

Le lieu d'exercice de l'activité

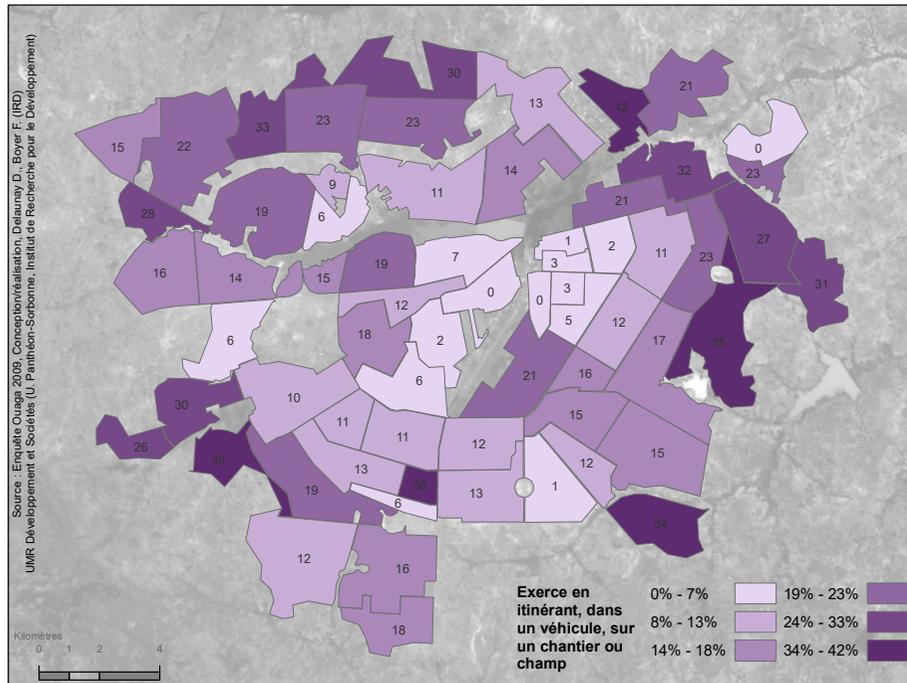
Le protocole d'enquête retient une typologie du lieu de l'activité (pas sa localisation dans la ville) par rapport au logement, essentiellement pour établir un certain degré de formalité du travail, surtout pour les indépendants. Cette information aide conjointement à identifier les contraintes à la mobilité quotidienne, laquelle peut requérir des moyens et des capacités physiques minimales (pour les deux-roues, par exemple) avec l'éloignement des bassins d'emploi.



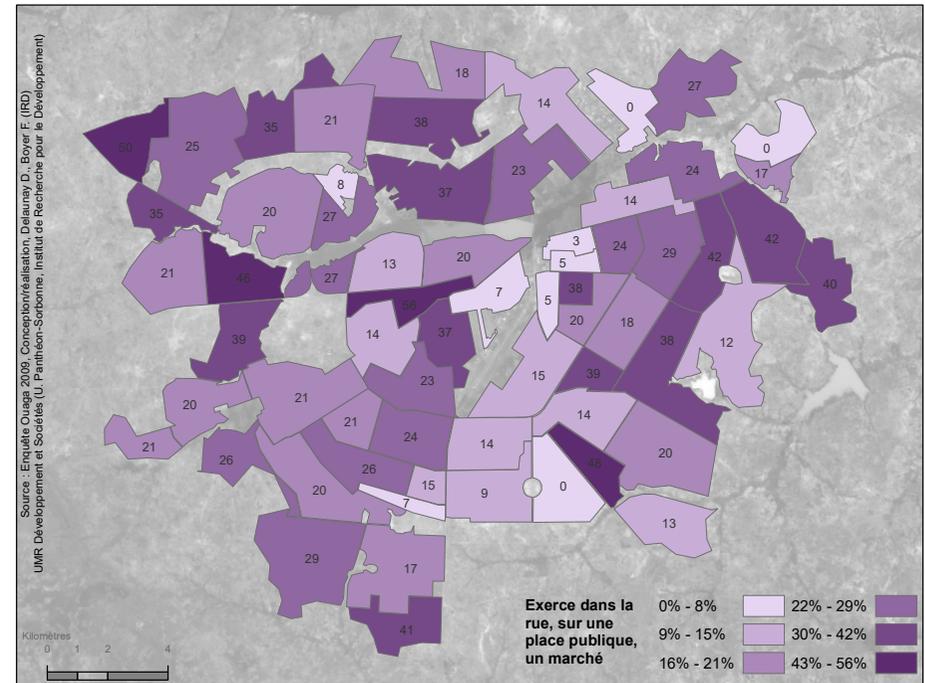
L'exercice de l'activité dans un bâtiment dédié, hors résidence et requérant un déplacement, est majoritaire (42% des actifs). Il concerne plus les hommes, les femmes travaillant plutôt ou dans la rue, les marchés ou à domicile. Cette situation est liée à l'exercice de l'économie formelle, celle des salariés privés et publics et des indépendants disposant d'un lieu de travail en propre. Cependant, la carte rend compte de cette caractéristique sur le lieu de résidence, se distinguent donc les actifs disposant des moyens de se rendre au travail, leurs choix résidentiels prévalant.



Pour cette carte, deux situations sont regroupées faute d'effectifs suffisants : la résidence dans le bâtiment professionnel, mais séparée du local d'activité, et le travail à domicile. Le centre commercial et Koulouba rentrent dans la première catégorie avec Kossodo, la seconde est plus diffuse : employés domestiques (quartiers aisés) et femme exerçant en marge des tâches quotidiennes (en périphérie). La situation à Ouaga 2000 ouest tient à la présence de gardiens et journaliers de villas/bâtiments en construction au moment de l'enquête. Un ensemble relativement homogène se dessine néanmoins dans le sud de la ville, qui pourrait être associé au travail rémunéré des femmes, mais qui doivent se maintenir à proximité de leur domicile.



Le travail hors du logement et sans local concerne l'agriculture (marges et barrages ou zones inondables), le petit commerce et les services itinérants (distribution de l'eau par exemple). Il s'immisce dans des quartiers peu denses ou inaccessibles aux véhicules du fait de l'étréoussse des voies. Dans ces zones résidentielles excentrées et en extension, une majorité d'habitants sont confrontées à un déficit de mobilité quotidienne ou de moyens motorisés pour rejoindre les bassins d'emploi. La marche et le vélo prédominant, des modes plus associés à l'informalité.



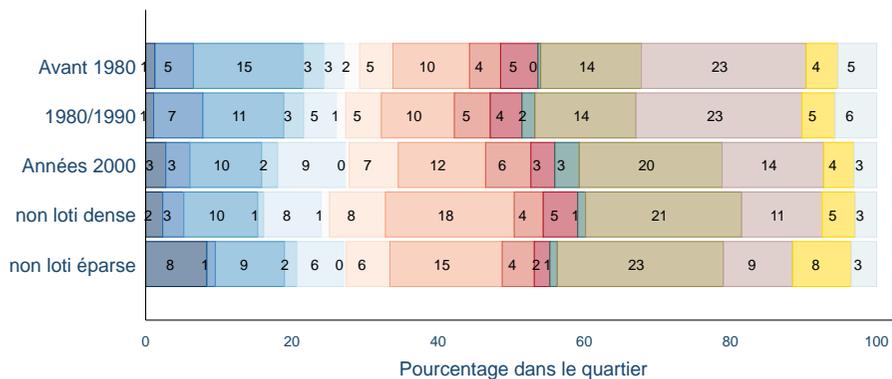
À part les quartiers qui circonscrivent le cœur administratif et universitaire, les citées de salariés et fonctionnaires, les services de proximité dans la rue, les marchés et les places publiques se distribuent un peu partout dans la ville. Néanmoins, tout comme l'activité itinérante et dans les chantiers, elle tend à augmenter vers les périphéries non loties, ou pour les espaces moins accessibles, ceux par exemple au nord des barrages (Tanghin...).

Les catégories socioprofessionnelles

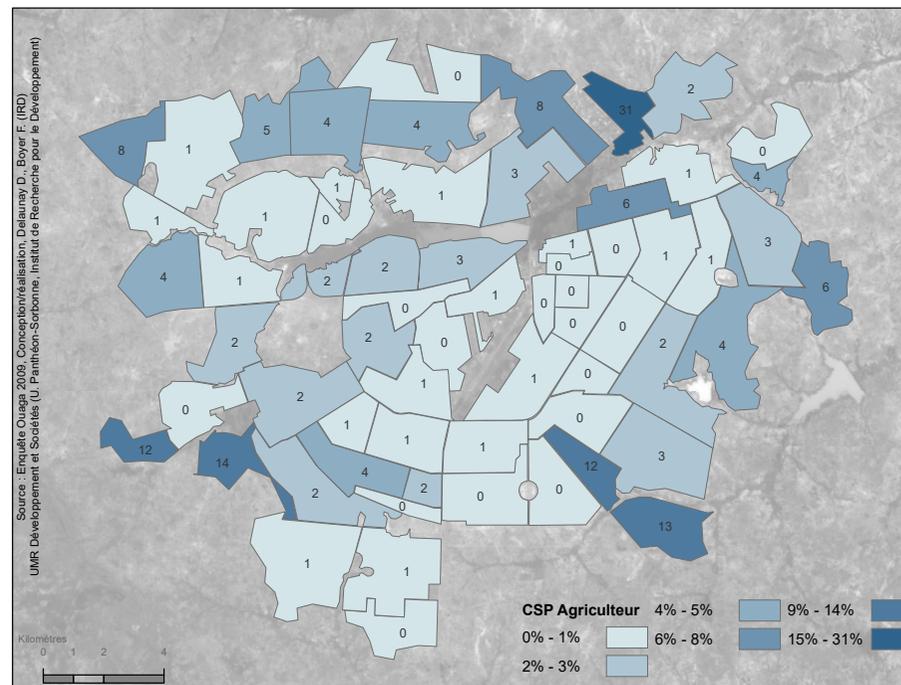
Les catégories socioprofessionnelles détaillées sont reconstruites avec les critères précédents, selon des choix et une méthode exposés dans les documents de restitution. Dès lors, leur distribution dans la ville répète ou précise certaines des configurations précédentes, les fonctionnaires et les établissements publics par exemple, qui servent à les définir. Les commentaires sont donc succincts. Le graphique suivant énumère les catégories retenues et leur importance relative selon la structuration de l'espace par les dates de lotissement.

Distribution des 12 ans + selon leur CSP et le quartier

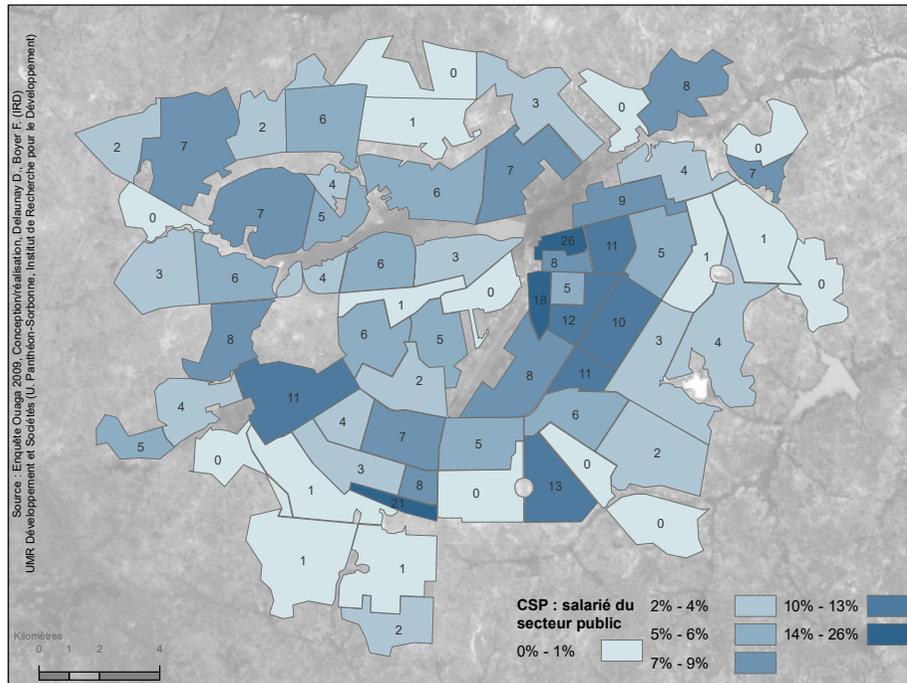
- Agriculteur indépendant/aide
- Fonctionnaire
- Salarié privé/associatif
- Salarié logement/familial
- Journalier
- Employeur, patron
- Indépendant/local/chantier/champ
- Indépendant/rue/marché/titinérant
- Indépendant/domicile/logement
- Apprenti
- Aide familial
- Acti. domestique
- Etudiant 12 ans +
- Chômeur/interruption
- Autres inactifs/NSP



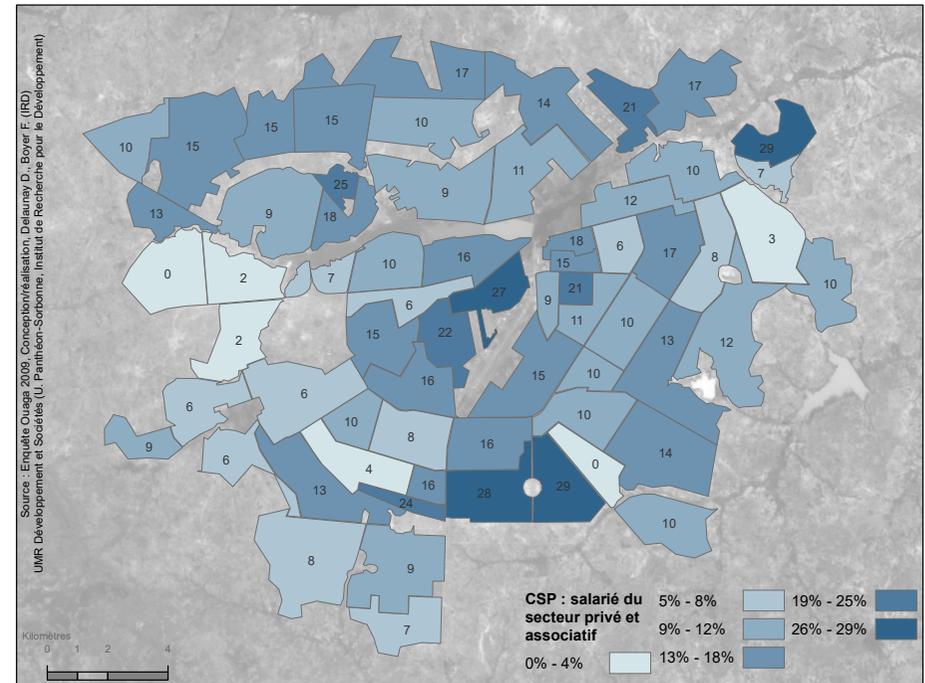
Source : Enquête Ouaga 2009



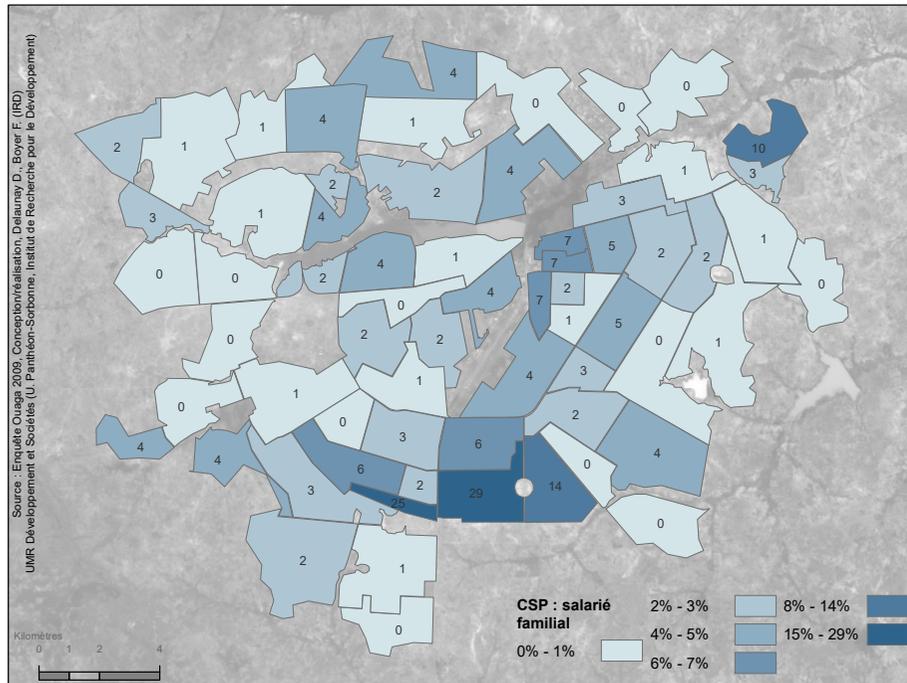
La localisation des agriculteurs est reproduite à titre illustratif, elle reste relativement imprécise parce qu'ils sont peu nombreux, mais aussi parce que sont regroupés les travailleurs indépendants et les aides familiaux, salariés ou apprentis, des statuts différents rassemblés sous la vocation agricole. Leur situation périphérique rappelle leur marginalisation dans la ville à l'exception des bords des zones inondables ou épargnées par l'extension urbaine ou la ceinture verte.



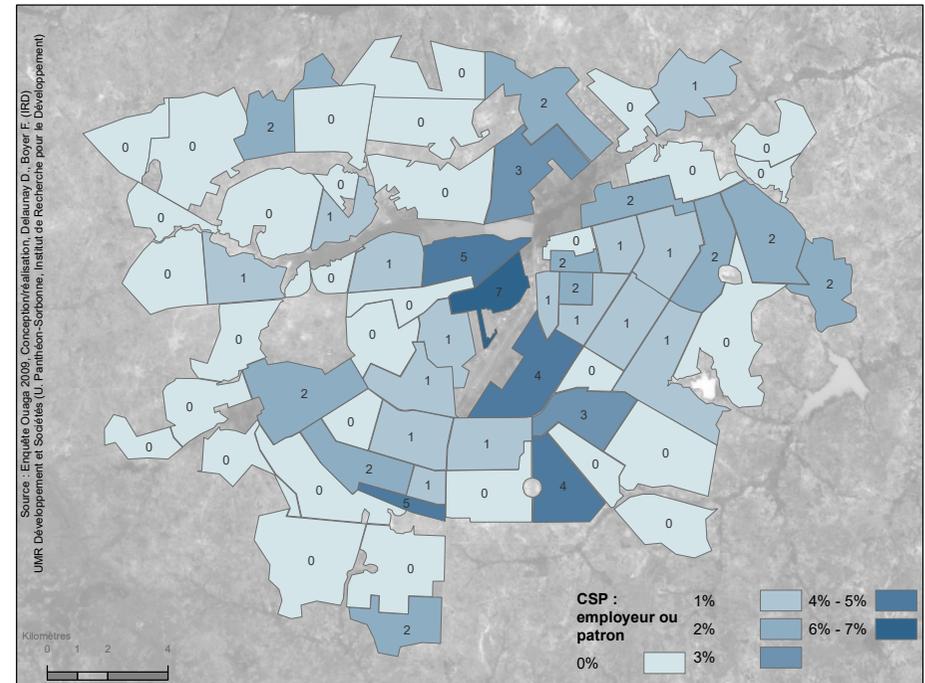
Les agents de l'État sont relativement bien distribués dans la ville mais surtout bénéficient d'une localisation favorable, entre le centre administratif, la proximité des casernes et les lotissements qui leur ont été destinés. Leur relative dispersion rappelle que tous ne résident pas dans les quartiers où ils sont amenés à travailler mais dans l'ensemble ne s'en éloignent que peu comme le rappelle leur présence dans le péri-centre oriental et dans le quartier Zone du Bois. Peut-être certains ont-ils anticipé la relocalisation de certaines administrations à Ouaga 2000 lors du choix de leur quartier de résidence.



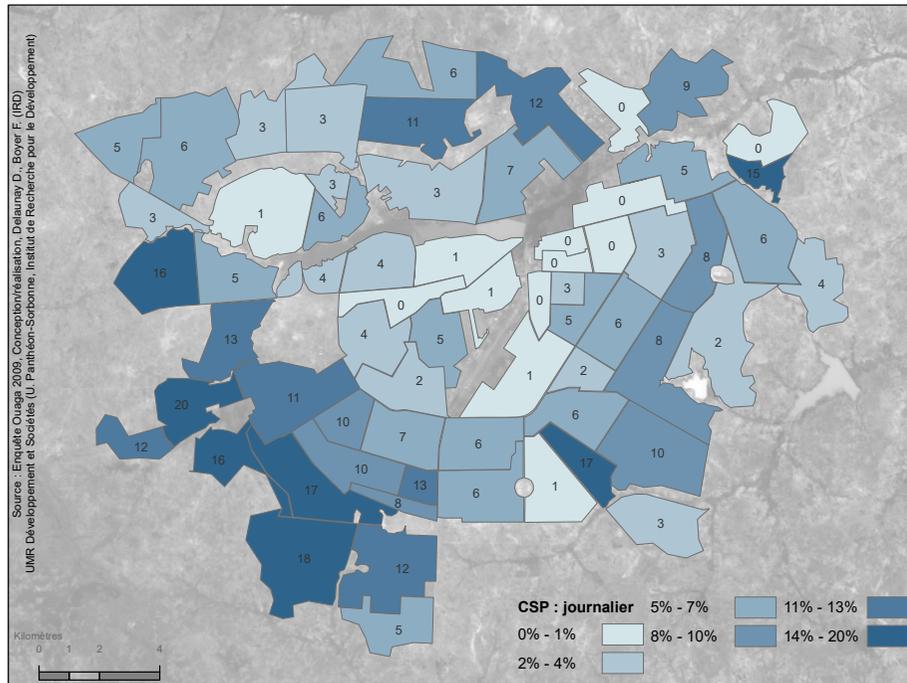
Les salariés du privé, quant à eux, flanquent le centre économique qui se traduit par une plus grande densité à l'ouest et au sud de l'aéroport (Quartiers Saints, Patte d'Oie, et les alentours), qui est en quelque sorte le pendant privé du salariat public plus oriental. Comme pour les fonctionnaires, et pour des raisons similaires, on retrouve des choix résidentiels ponctuels (Cité Azimo, Tampouy). Notons aussi qu'en certains espaces d'extension, les proportions peuvent apparaître plus élevées que ce que les faibles effectifs permettent de conclure (dans la partie au nord de la ceinture verte par exemple). Les classes moyennes investissent aussi les franges non loties de la ville en vue de leur régulation ultérieure et la construction progressive d'une villa. Ce qui suppose une mobilité autonome au jour le jour et des capacités d'épargne dans les matériaux.



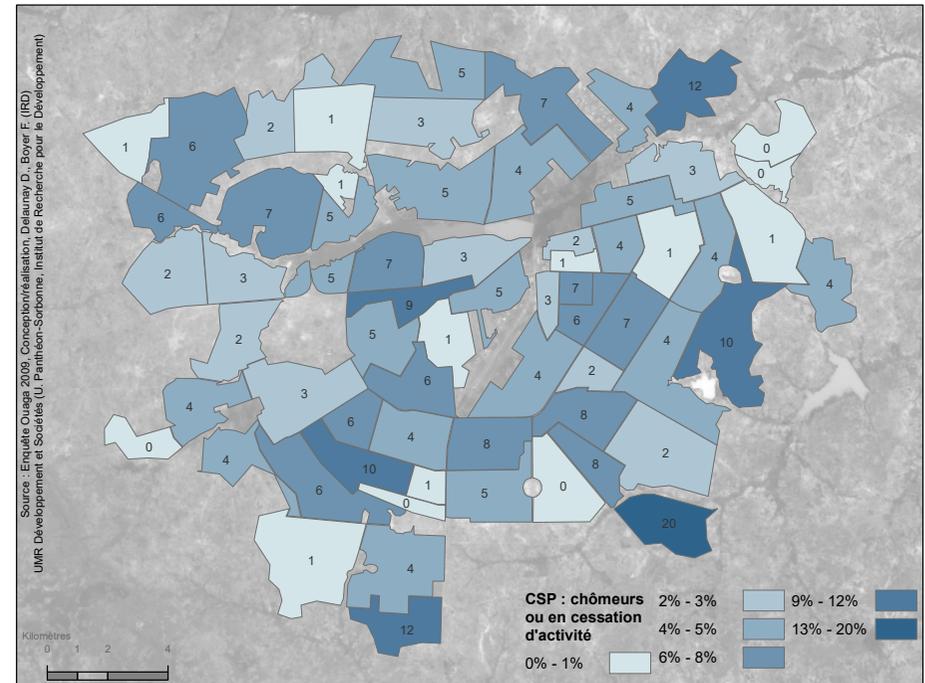
En valeur absolue le salariat familial est marginal. Sa localisation est assez ponctuelle essentiellement déterminée par l'aide domestique rémunérée, dans des familles aisées donc. Le gardiennage dans le quartier de Ouaga 2000 ou dans des villas en construction contribue aussi marginalement à sa présence, tout comme certaines participations à l'agriculture.



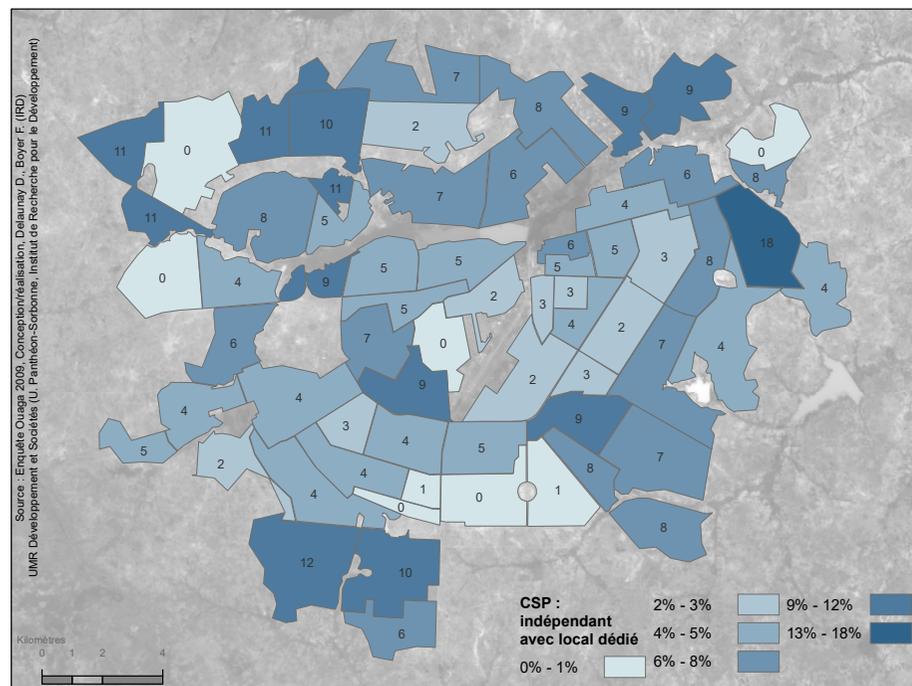
Employeurs et patrons sont peu nombreux dans la population active. La carte, de ce fait imprécise, confirme leur présence dans le centre économique de Ouagadougou et leur quasi-absence en périphérie surtout à l'ouest. Difficile de savoir si l'extension vers Ouaga 2000 résulte d'un choix résidentiel (comme à Cité Azimo) ou du développement de l'entrepreneuriat dans ces quartiers. Cette dernière hypothèse pourrait prévaloir pour la diffusion vers Somgandé et Kossodo.



A l'opposé de l'échelle sociale, les journaliers sont en général de jeunes adultes masculins (à 80%) salariés, mais à la tâche. D'après la carte, ils présenteraient cette particularité de résider à proximité de leur lieu de travail, souvent temporaire, tel un chantier. Car leur résidence de prédilection est proche des zones en construction ou industrielles (celle de Kossodo ou de Ouaga 2000) et de tout l'ensemble sud-occidental, quartiers qui étaient au moment de l'enquête en cours de lotissement et où l'activité de construction prévalait. Ils sont pratiquement absents du centre, ils résident peu dans les péri-centres et d'autres périphéries non loties.



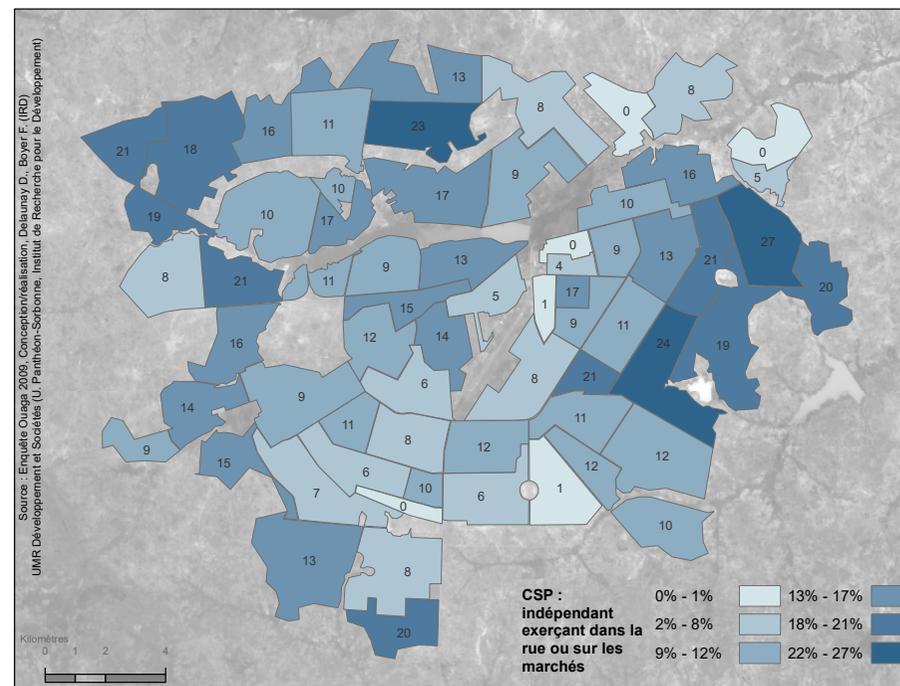
Peu de résultats à retenir de la répartition des chômeurs et des quelques personnes en cessation d'activité car ils sont peu nombreux et parce que cette déclaration dépend du statut du travail. En creux, le sous-emploi concerne moins les quartiers résidentiels aisés ou anciens, l'université. La ceinture péri-centrale méridionale pourrait être plus touchée, du fait d'une convergence du salariat et de la précarité.



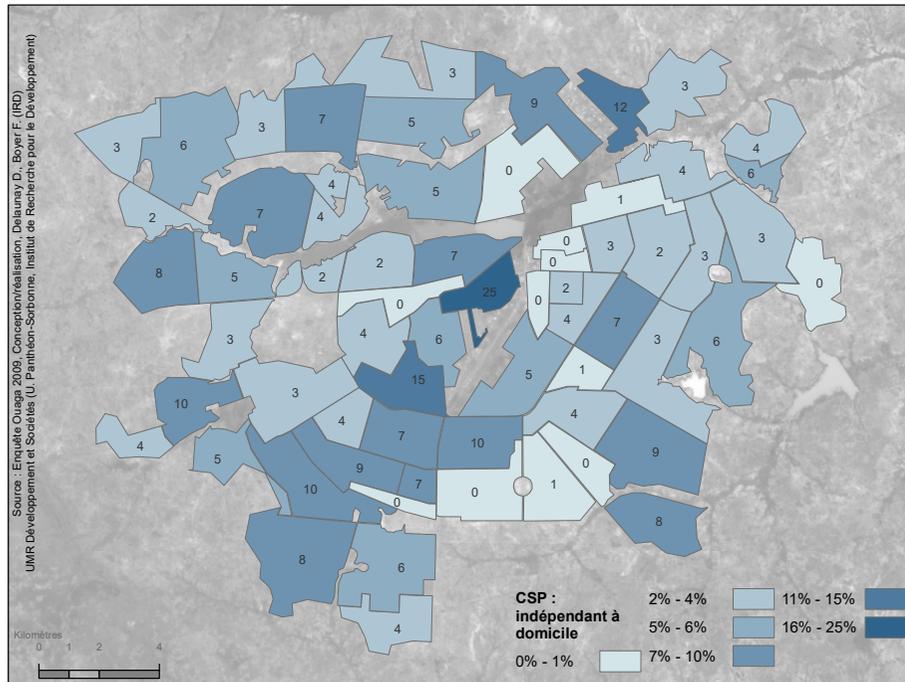
Les travailleurs indépendants, dont une bonne part peut être assimilée à l'économie informelle, sont globalement majoritaires, avec une contribution féminine aux activités de services et commerciaux. Pour cette raison et parce qu'ils constituent un ensemble diversifié, leur distribution résidentielle est plus étale. Les trois cartes présentées modulent le degré de formalité ou d'investissement productif en fonction du local de travail. Rappelons que ces cartes représentent les trois sous-ensembles de la catégorie en pourcentage du total des adultes (12 ans et plus), non pas en proportion des seuls travailleurs indépendants.

Le graphique général des CSP présenté en introduction montre que la graduation du centre vers la périphérie n'est significative que pour les activités de rue ou de marché, et encore modestement, surtout dans le non-loti densément peuplé (à l'est tout particulièrement) et les lotissements récents (Babouang, Rouanga).

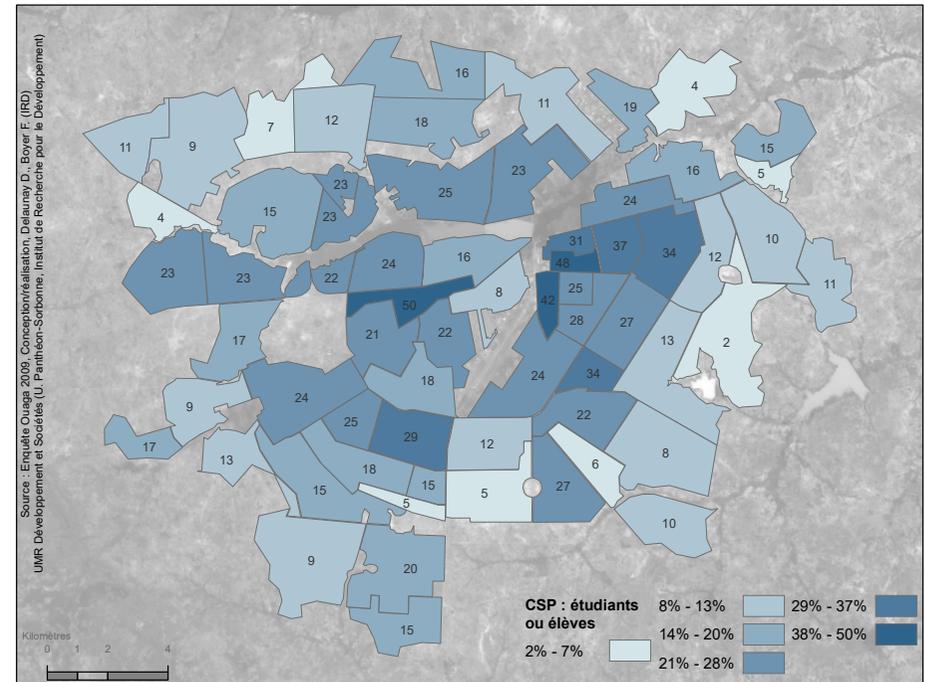
Pour les indépendants employés dans un local dédié, le lieu de résidence peut se trouver éloigné de celui du travail, or celui-ci est faiblement concentré. Mis à part peut-être la zone industrielle de Kossodo qui semble favoriser ce type d'activité informelle avec local et des résidences proches de la zone commerciale et industrielle de Gounghin.



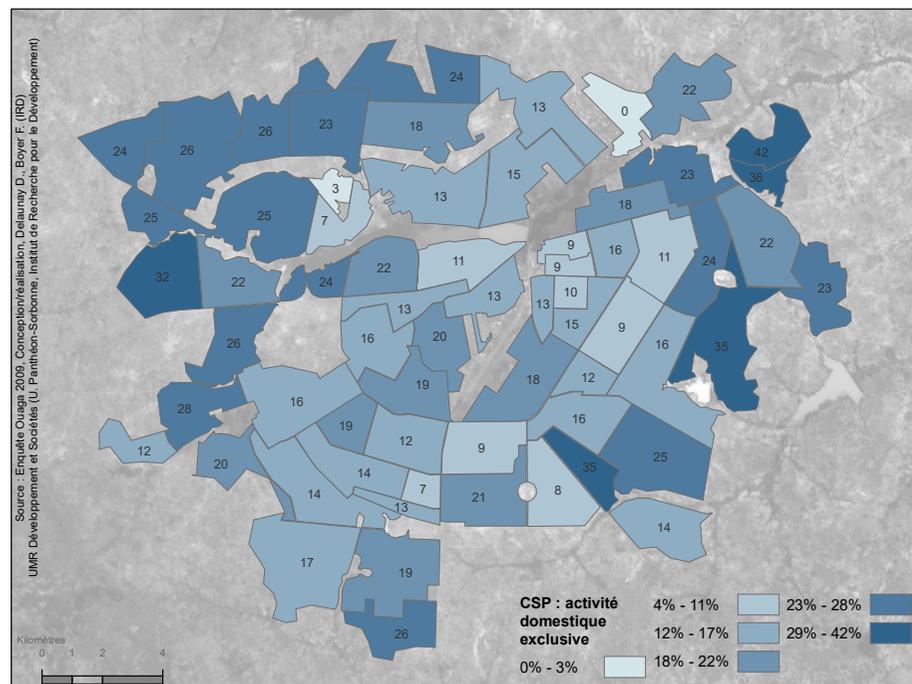
Cette forme du travail informel est intermédiaire parce que l'activité a lieu « en plein air », hors des murs d'un local dédié ou du domicile, dénotant un faible investissement fixe et souvent une dose de fragilité. Toutes les pratiques sont rassemblées, que ce soit dans la rue ou à la sauvette, sur une place publique ou un marché, dans un véhicule (dont les charrettes) ou par un démarchage continu. L'itinérance est adaptée aux faibles densités d'occupation ou bien à l'étroitesse des rues dans l'habitat resserré en banco de quartiers qui se sont densifiés avant l'aménagement de l'infrastructure comme à Taabtenga. Et de fait l'emprise de cette activité informelle se manifeste un peu plus nettement en négatif, au sens qu'elle est plus modérée dans triangle d'extension programmée de la ville « moderne » dont le sommet se place sur Koulouba et le centre de la base sur Ouaga 2000. Un peu de l'informalité de rue se glisse autour du centre commercial, greffé sur les services plus formels.



Pour surmonter les faibles effectifs, deux associations des fonctions résidentielles et occupationnelles sont dans cette carte regroupées. Les activités dans l'immeuble du logement correspondent à un atelier ou commerce jouxtant l'espace de vie. L'autre ensemble désigne des membres du logement qui travaillent à domicile ou vendent quelques biens sur le pas de la porte. La concentration dans le quartier Centre Commercial et Koulouba correspond à la première option, dans des bâtiments plus grands et fonctionnels, tout comme autour de la zone industrielle de Kossodo. Des faubourgs de peuplement ancien, tel Samandin, associent étroitement résidence et activité, de même que dans la périphérie nord-ouest où l'artisanat et la petite manufacture sont plus courants.

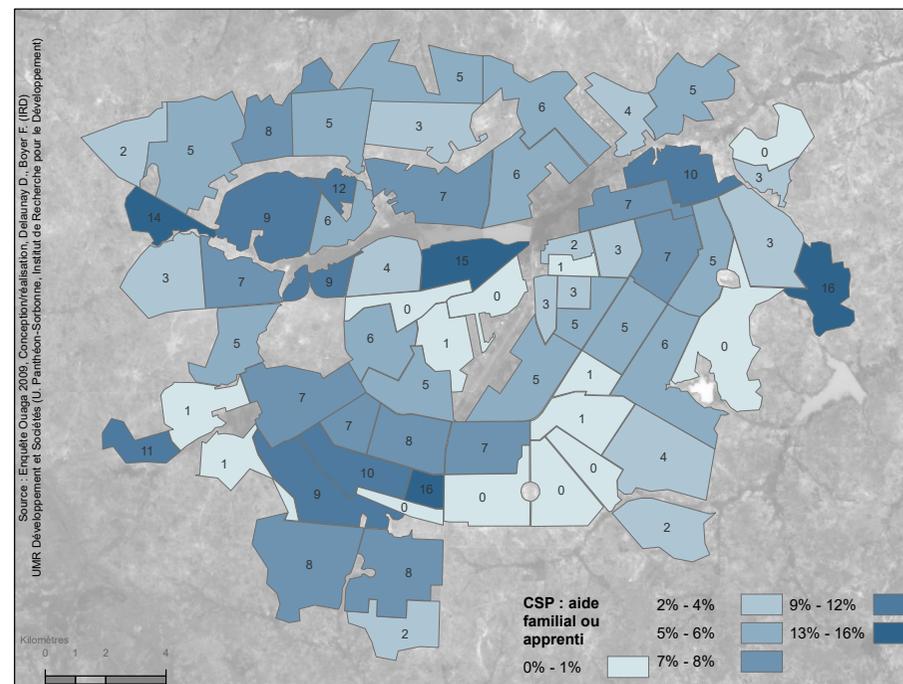


Les étudiants privilégient une résidence près de l'université et dans le péri-centre en général mais aussi à Gounghin dans une proportion qui semble élevée mais qui inclut les cycles secondaires (personnes de 12 ans et plus). Les concentrations correspondent aux facilités résidentielles offertes par les chambres en location. Pour le reste de la ceinture péri-centrale, surtout à l'est, les proportions relativement élevées dénotent une meilleure fréquentation scolaire des adolescents. Leur relative absence dans le pourtour non loti de la ville signale le handicap scolaire déjà signalé.



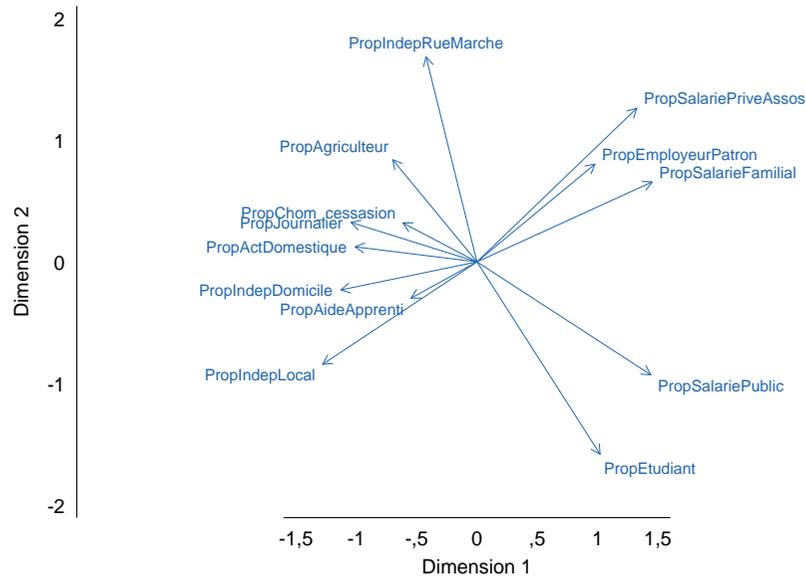
En repérant les quartiers où les femmes qui se consacrent à leur foyer sont relativement plus nombreuses, la carte désigne l'importance de l'économie domestique. Cette activité étant ici considérée exclusive, sa part donne la mesure de la non-participation féminine à l'emploi rétribué. La carte est donc révélatrice de la condition de leur travail mais aussi de l'économie de la reproduction démographique, généralement associée à une fécondité plus élevée, une moindre scolarisation des femmes en âge de procréer, accessoirement leur origine rurale et/ou un niveau de vie plus modeste qui dissuade de recourir aux aides domestiques.

Se remarquent les périphéries orientales et nord-occidentales, où la polygamie est également plus pratiquée, qui par contraste entourent une bonne moitié restante de la ville selon une orientation oblique nord-est/sud-ouest. Les résidents du centre aisé, avec un capital scolaire et économique mieux doté, se sont mieux dégagés de l'économie de la reproduction. Néanmoins, une poche résidentielle de peuplement ancien se distingue autour de la moitié sud de l'aéroport (Quartiers Saints, Cissin, Silmissin) où l'âge plus avancé des femmes pourrait expliquer une sensible prédominance du travail domestique.



Ici encore, l'agrégation nécessaire des apprentis (jeunes et masculins) et des aides familiaux (les deux sexes mieux distribués) ne permet pas de faire la part des fonctions reproductives et productives du logement. Leur présence pourrait expliquer l'allègement des tâches domestiques pour les mères à Paspanga et Dapoya et la partie sud-occidentale de la grande ceinture (où les femmes travaillent plus à domicile). L'hébergement de ces jeunes travailleurs dépendants coïncide dans bien des lieux à des mobilités courtes plus intenses avec le reste du pays ou la Côte d'Ivoire ; la partie nord-occidentale est plus réceptive au travail informel et artisanal.

Correspondance des géographies socioprofessionnelles (CSP)

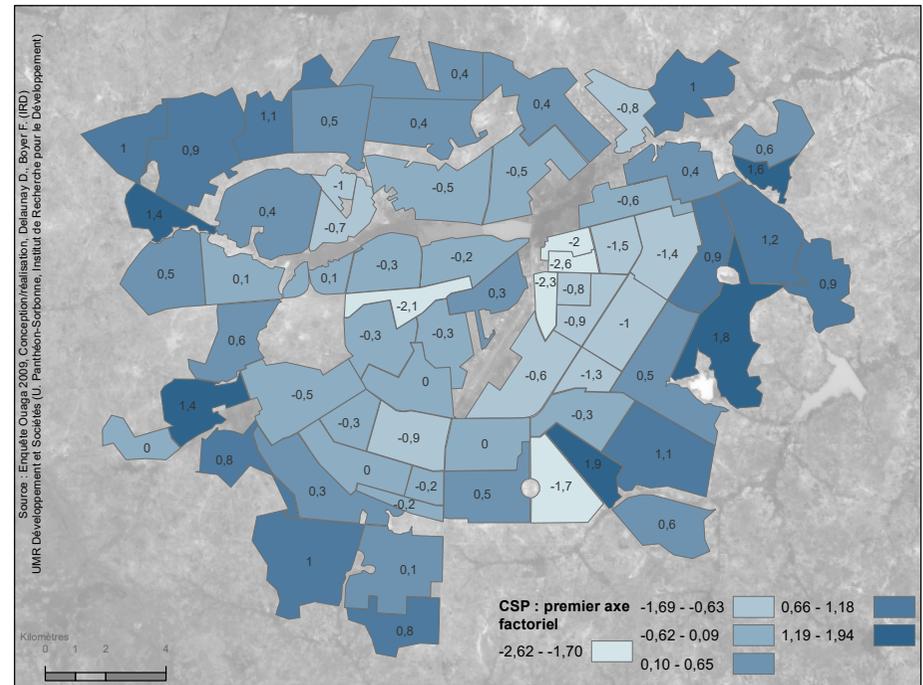


Pour résumer les distributions spatiales des catégories socioprofessionnelles (pas toujours clairement inscrites dans le territoire) ce graphique synthétise, par analyse factorielle, les proportions standardisées de chaque CSP par polygone. Les variables proches dans l'espace à deux dimensions indiquent une meilleure similitude des répartitions territoriales pour les deux premières dimensions. La principale en abscisse oppose les quartiers avec une plus forte proportion de salariés, employeurs et étudiants et à l'ouest du plan ce qui relève plus de l'organisation familiale du travail, dans ses formes informelles ou domestiques.

Les similitudes sont plus marquées, dans la seconde dimension, entre les proportions de salariés du privé et associatif et les patrons/employeurs (partie nord-est du plan) et celles des fonctionnaires et des étudiants (sud-est). Ces cohabitations indiquent leurs liens économiques et de recrutement. Les distributions du travail « domestique » sont plus diffuses et dispersés sur la seconde dimension. De ce côté ouest, une graduation socio-économique se dessine également avec le niveau de précarité. Une image plus tranchée de cette opposition est donnée par les extrêmes, entre les plus précaires qui travaillent dans la rue (au nord du plan) et les étudiants plus nombreux dans les quartiers favorisés. Ainsi les indépendants qui disposent d'un local dédié se

rapprochent dans l'espace des quartiers mieux composés, comme la présence d'aides et apprentis recrutés ou accueillis par des unités familiales qui en ont les moyens.

Mais il s'agit de géographie et d'histoire du peuplement. Les formes domestiques de la production, notamment les plus précaires, se situent en périphérie au contact des zones rurales, peuplées par des immigrants moins préparés à l'économie urbaine ou les citadins/familles cherchant à ce loger à meilleur compte. Là, le travail non ou faiblement rémunéré prévaut. Les étudiants et les fonctionnaires sont plus proches dans l'espace, formant un faisceau de diffusion distinct de celui du commerce et des affaires, lequel irradie plus vers le sud-ouest en prolongation de l'implantation résidentielle ancienne.



Le premier axe ici cartographié oppose un espace habité par les fonctionnaires, les employeurs et patrons et les étudiants (les valeurs claires et négatives sur la carte) et l'espace occupé par les autres CSP à l'ouest du plan factoriel (les scores sont inversés par rapport au graphique). Ces catégories définissent l'économie plus ancrée dans la cellule domestique, moins salariale, moins formelle.

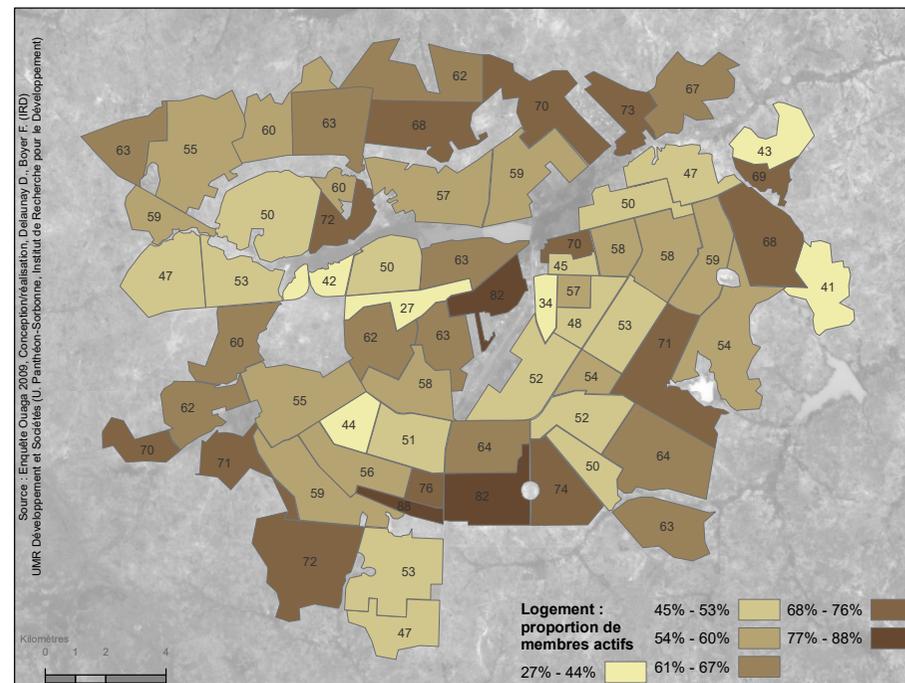
L'activité du point de vue du groupe domestique

Les caractéristiques occupationnelles jusqu'ici cartographiées sont individuelles, exprimant le peuplement moyen du quartier. Mais les besoins et pratiques de chacun s'expriment aussi en considérant ses liens sociaux et tout particulièrement au sein de cette institution qu'est la famille ou le groupe résidentiel. Certaines unités domestiques remplissent des fonctions de reproduction et la prise en charge des inactifs. D'autres accueillent des personnes qui n'appartiennent pas à la famille nucléaire, elles sont hébergées pour travailler ou par commodité résidentielle. Or la composition de ce groupe varie au cours du cycle domestique (entre la formation du logement et la dispersion des membres), d'un quartier à l'autre de la ville, en fonction de la natalité et de la migration, etc.

Ce changement de perspective — l'activité du point de vue du groupe — est utile pour aborder la demande de logement, les choix résidentiels, et surtout l'occupation des membres. Cette perspective est centrale, comme rappelé à maintes reprises, pour la réalisation du dividende démographique, pour prendre les décisions de scolarité, de mise au travail, assurer une solidarité intergénérationnelle. La cartographie des logements est plus utile que celle du peuplement individuel pour localiser les ménages en situation de précarité, faute d'emploi rémunéré par exemple. Il est intéressant de repérer aussi les situations favorables à l'épargne ou l'investissement scolaire.

Dans les cartes qui suivent, les ratios sont d'abord calculés pour chaque logement ; la valeur représentée est donc une moyenne doublement agrégée, à l'échelle du groupe tout d'abord, puis du polygone/quartier. À chaque logement est attribué un poids identique, quelle que soit sa taille ; il convient donc de ne pas interpréter ces indices comme représentatifs de la population totale. Ils prennent tout leur sens si l'on se place du point de vue de la famille ou du groupe résidentiel qui gère les équilibres démo-économiques.

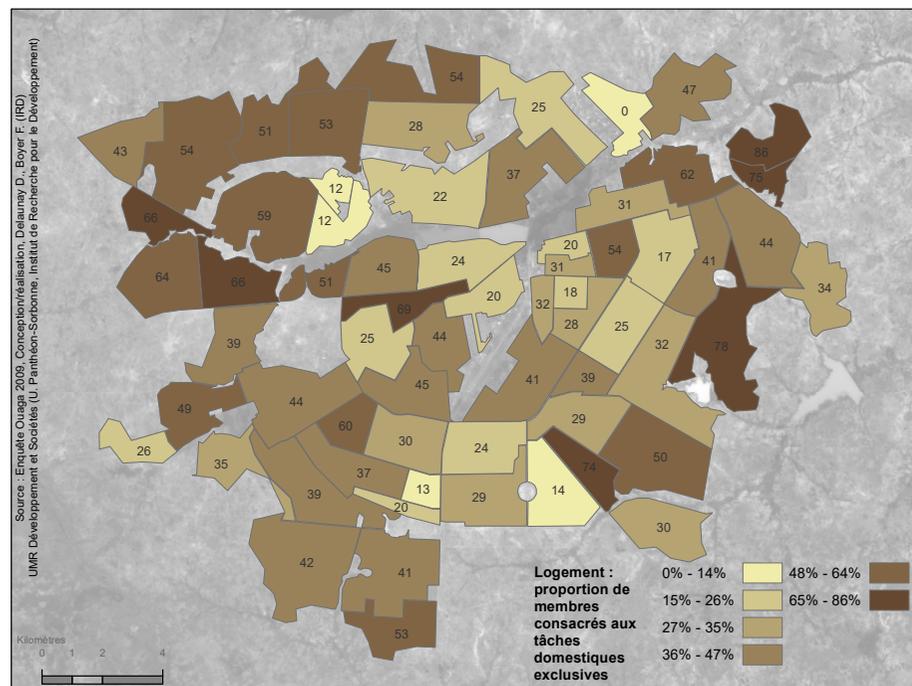
La carte suivante représente la moyenne par quartier de la proportion de membres du logement se déclarant actifs selon les CSP reconstruites. La population de référence est l'ensemble des individus présents de 12 ans et plus. Un logement unipersonnel occupé par un actif donne donc une proportion de 100%, avec le même poids qu'une famille de dix personnes dont l'activité serait mieux équilibrée.



Ainsi dans la zone commerciale et à Koulouba, un logement a en moyenne huit personnes sur dix qui travaillent ; les actifs résident près de leur lieu de travail et sont peu concernés par la reproduction. Le quartier voisin des 1200 Logements accueille lui des familles composées aux deux tiers d'inactifs, personnes âgées ou étudiants, chômeurs, femmes au foyer. Ici, la fonction productive est en retrait. Le contraste entre deux quartiers proches est saisissant.

Le niveau de vie du logement dépend en partie du pourcentage de membres actifs et rémunérés ; si les femmes sont employées, contrôlent leur reproduction. La capacité d'épargne et la solvabilité de ces familles sont normalement plus élevées, ce qui leur donne un avantage résidentiel. Les quartiers aisés en témoignent.

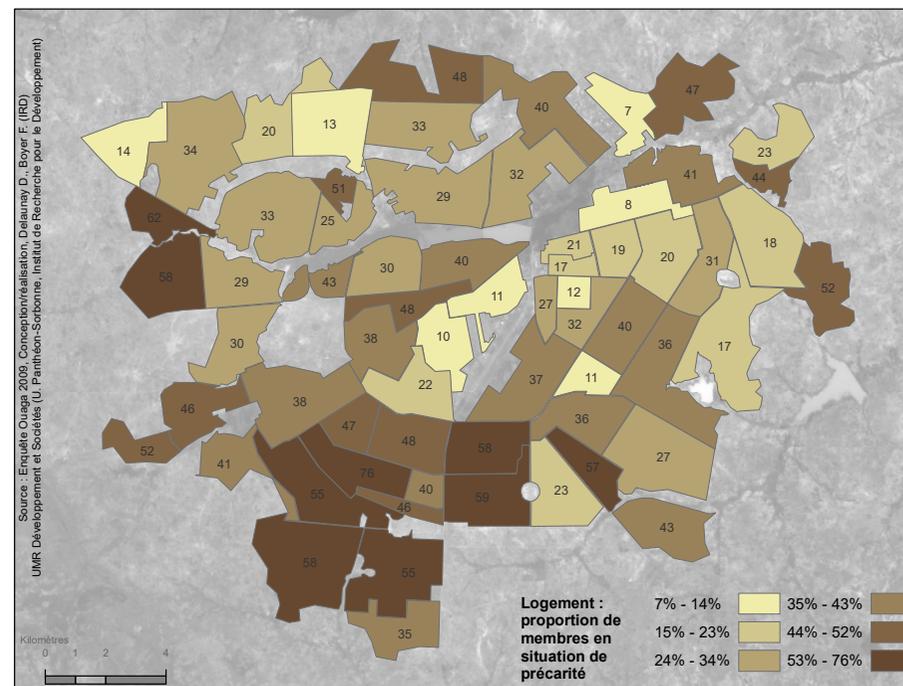
En périphérie, leur présence désigne des pôles d'extension économique, autour de la zone industrielle de Kossodo par exemple, avec une main-d'œuvre plus jeune. Cet avantage peut n'être que provisoire quand il correspond à des logements unipersonnels, avant la formation de la famille, ou bien s'il tient à la présence d'étudiants, qui ne le sont qu'un temps.



Les membres du logement qui se consacrent exclusivement aux tâches domestiques sont ici rapportés aux seuls actifs ; les apprentis et aides ne sont pas inclus dans la population de référence ni les femmes (en majorité) assignées au foyer. La carte montre donc le rapport entre ce travail domestique non rémunéré et les actifs qui le sont. Les rapports sont d'abord calculés par logement pour ensuite être réduits pour le quartier.

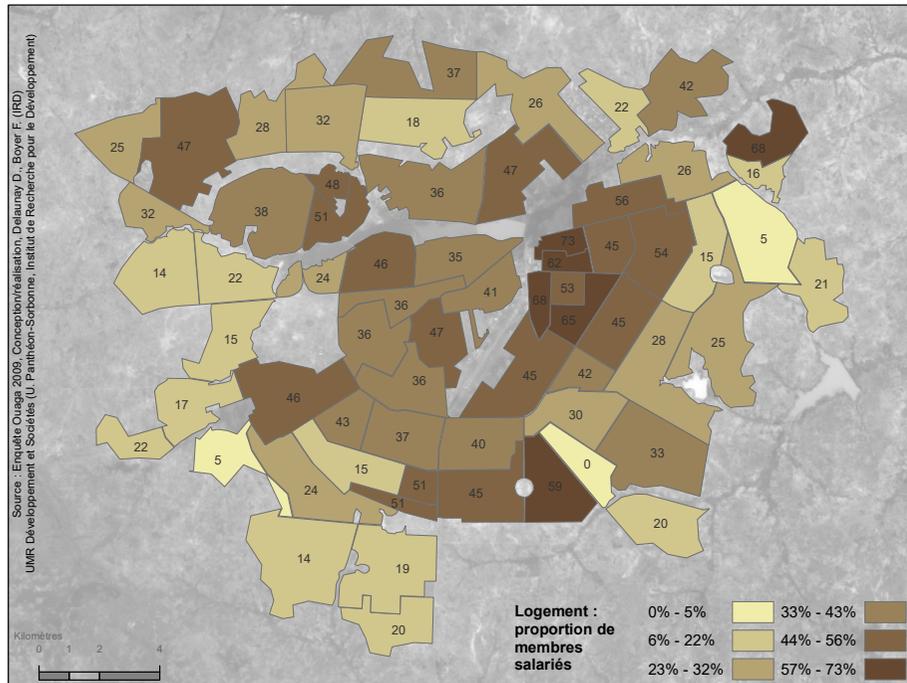
On retrouve, dans l'ouest en général et surtout le nord-ouest, une charge élevée de cette activité liée à la reproduction démographique et l'entretien de tous. Les habitants du non-loti oriental sont dans la même situation. Cette charge y est en moyenne inférieure à la part productive, souvent à hauteur de la moitié de celle-ci. Nous ne sommes pas loin de ces chiffres dans les quartiers plus centraux qui bordent la moitié sud de l'aéroport (Quartiers Saints, Samandin, Kalgondin).

Cette partition entre le travail domestique (et toutes les formes précaires ou informelles associées) et les emplois rémunérés, le salariat est structurante pour les logements et surtout leur localisation : l'analyse factorielle de ces géographies de l'activité familiale confirme l'opposition spatiale dominante entre ces deux formes de travail.

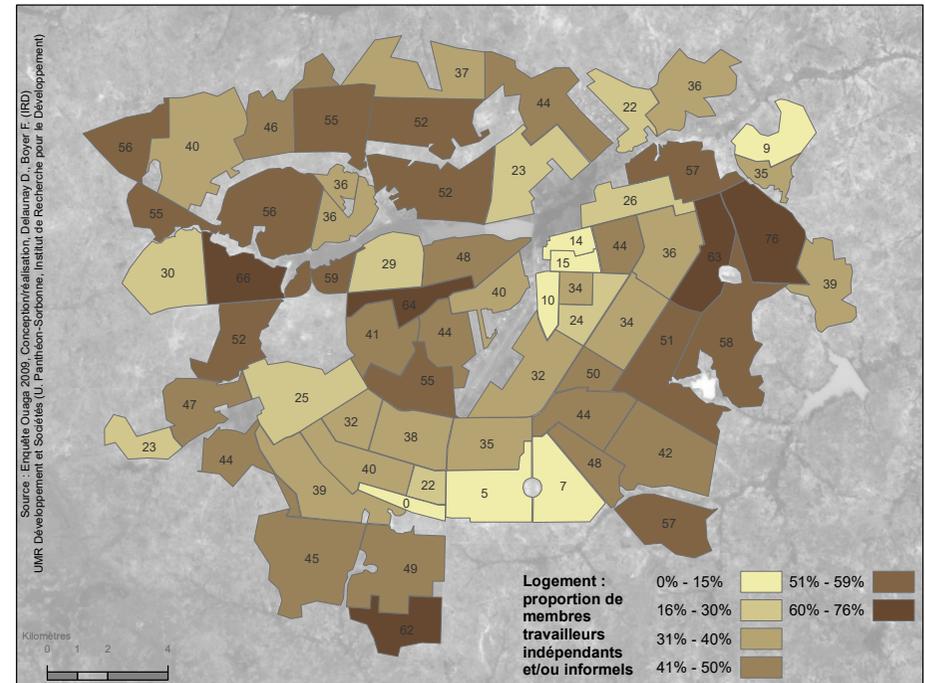


Une autre manière de circonscrire l'économie familiale est de considérer la part de la précarité. Ce sont des travailleurs ou aides familiaux, des journaliers, apprentis, pas ou faiblement rémunérés et dont l'emploi risque d'être temporaire ou partiel. Le pourcentage est bien calculé en référence à la population active du logement, qui inclut ces travailleurs.

La carte désigne plus nettement la partie péricentrale et périphérique au sud-ouest de Ouagadougou, une extension en partie portée par la dynamique de Ouaga 2000. Ce cône a déjà été identifié pour ces catégories occupationnelles prises une à une. Ce qui ici change la perception cartographique, c'est leur importance élevée dans les logements qui sont pour une part formés à des fins résidentielles et provisoires. Cette configuration caractérise le second axe factoriel des ressemblances géographies du travail, en opposition à celle du salariat et, dans une mesure moins marquée, à celle des travailleurs indépendants. Cette configuration se rapproche de celle du travail à domicile, autre expression de la fragilité économique des ménages.



La proportion de membres salariés dans le logement est toujours calculée par rapport aux seuls actifs. La carte témoigne donc de la contribution de cette forme d'emploi rémunéré à la capacité économique du logement. Trois espaces émergent par diffusion résidentielle à partir de la spécialisation économique de la ville. Le premier est centré sur la fonction publique, s'étendant vers l'est du centre administratif et aux environs de la réserve militaire. Le second, d'un salariat plus privé, irradie à partir du centre commercial et des services. Enfin, la périphérie se dessine, cette fois-ci en creux, pour le travail informel, domestique ou précaire, et donc le recul du salariat. Les écarts sont néanmoins relativement contenus et le salariat reste en général partiel, souvent minoritaire pour les ménages. La graduation est à son tour nuancée par un effet de génération et d'âge. Les jeunes adultes se tournent vers le privé alors que les générations plus anciennes (et centrales) ont bénéficié d'un accès privilégié à la fonction publique ou bien ont consolidé leur entreprise indépendante.



La part des travailleurs indépendants/informels dans la population active du logement tend à augmenter ici et là en périphérie, mais pas de manière homogène signe de la différenciation économique de la ville qui s'étend et de la composition fonctionnelle des logements. La zone industrielle de Gounghin a apparemment favorisé ce statut, exerçant une influence au sud jusqu'à Samandin. Se confirme la part prédominante que prend le travail informel dans l'économie familiale de certains quartiers non lotis, notamment à l'est de la ville. Sa présence diffuse se remarque dans le nord-ouest, en vis-à-vis d'une prévalence du salariat précaire dans le sud-ouest. Une partition déjà remarquée dans les cartes précédentes, mais qui peut indiquer les tendances à venir.

Transitions démographiques et de l'économie domestique

S'il ne fallait retenir qu'une ligne de force de la géographie du travail, ce serait celle du passage du travail domestique vers l'emploi rémunéré. Il s'agit bien sûr d'un processus historique et universel, la transition d'un mode de production domestique ou familial vers un mode capitaliste, mais qui prend ici des configurations territoriales bien identifiables. Au sein du logement, il est plus juste de parler d'une articulation ou combinaison des deux manières de travailler et produire. L'inscription dans l'espace de celle-ci est recomposée par les transitions démographiques, dont les mobilités et migrations. L'analyse statistique des associations cartographiques met bien en évidence une opposition structurante entre les configurations spatiales des deux expressions du travail, avec des situations intermédiaires modulées par d'autres caractéristiques démo-économiques. Les positions respectives de la géographie des CSP sont données dans le dernier plan factoriel présenté ; la carte du premier axe est révélatrice de la géographie de cette opposition (p. 98).

En simplifiant les configurations observées, en réalité plus nuancées, l'emploi salarié est partagé entre deux pôles historiques : la zone administrative pour la fonction publique et Centre Commercial pour le salariat privé. Comme il s'agit de la localisation résidentielle, des mouvements de diffusion opèrent qui éloignent certains travailleurs de leur lieu de travail pour se loger. La proximité est néanmoins recherchée et se maintient par sédimentation du peuplement (la mobilité résidentielle est modérée par l'âge). C'est le cas de l'extension résidentielle ancienne vers l'est et vers le péricentre occidental pour les militaires. Vers le sud, elle est plus récente avec le déplacement d'une partie de l'Administration vers Ouaga 2000. Elles s'accompagnent d'une expansion péricentrale progressive ou dans les cités destinées aux travailleurs solvables sur la durée. L'extension du salariat privé privilégie le cône sud-occidental entre Ouaga 2000 et la nationale 1 vers Bobo-Dioulasso, dans la prolongation du centre économique. Cela vaut surtout pour la partie péricentrale de ce cône, car dans les faubourgs de la ville vers le sud-ouest des formes précaires du salariat sont très présentes ; l'économie domestique y est toujours nécessaire, en soutien. Les patrons et employeurs résident au plus près des activités économiques, dans le centre essentiellement avec une dissémination résidentielle tout de même notable. Leurs liens avec les salariés du secteur privé et familial font que leurs distributions spatiales se rapprochent.

Le travail qui s'exerce dans le cadre familial, à l'opposé du salariat, assure les fonctions reproductives et l'entretien de la force de travail. C'est essentiellement un travail féminin non rémunéré, mais aussi celui d'aides familiaux, d'hébergés en soutien d'appoint. Les fonctions productives qui se rattachent au logement expriment

un degré de dépendance à l'économie domestique. Elles sont agricoles quand plusieurs membres s'y consacrent, commerciales dans le logement par des personnes peu mobiles par exemple, d'apprentissage. Leurs cartographies respectives se placent du même côté du plan factoriel, elles sont donc proches. La carte de cet axe désigne très nettement l'ensemble périphérique, plus particulièrement dans le nord-ouest et dans le non-loti oriental pour le travail domestique exclusif, dans la partie sud-occidentale pour journaliers, apprentis, aides...

Le curseur de l'informalité du travail indépendant, selon le critère retenu du lieu d'exercice, indique une graduation des formes familiales vers les formes marchandes, un mouvement vers la formalité pour ces travailleurs indépendants, qui forment un ensemble hétérogène (du vendeur de rue à l'architecte). Les configurations géographiques du travail informel exercé dans le logement sont proches de celle de l'économie domestique exclusive, de celle de la présence des aides et des apprentis. Les périphéries largement non loties du nord-ouest et de l'est se démarquent particulièrement bien. Cela vaut également pour la géographie des travailleurs indépendants qui exercent dans la rue et sur les marchés, mais dans une position intermédiaire, plus neutre. C'est dans la seconde dimension du plan factoriel qu'ils se distinguent, en opposition à la localisation des étudiants et fonctionnaires (un signe de leurs précarités économique et territoriale). La conformité territoriale avec l'économie domestique est plus nette pour les indépendants avec local, qui occupent grosso modo les mêmes espaces que les activités domestiques exclusives (une sorte de division du travail entre les époux, avec un effet de génération), mais avec néanmoins un glissement socio-économique vers l'espace résidentiel des fonctionnaires, une meilleure réussite économique probablement et l'ancienneté de ce statut, plus fréquent en fin de cycle de vie.



Cette transition est à mettre en perspective avec celle, démographique, de la famille et des mobilités. De manière générale, les fonctions reproductives domestiques du logement sont d'autant plus lourdes que la fécondité et le rapport de dépendance sont élevés (si la mortalité infantile est contenue). Et conjointement, si la géographie du peuplement reflète la transition du travail c'est aussi sous l'influence des mobilités intra-urbaines et surtout de l'immigration.

Le flux migratoire intense d'origine rural concourt à l'urbanisation et l'étalement de la ville par l'arrivée de jeunes actifs, élevés par l'économie domestique, essentiellement en zone rurale. La capitale profite donc d'un « dividende » de nature migratoire car elle n'a pas eu à élever ces travailleurs (alimentation, écoles, santé). Mais ceux-ci n'accèdent que partiellement et progressivement au salaire ou l'entrepreneuriat, surtout les femmes en charge d'une fécondité plus élevée. Les concentrations de migrants (précisées dans les cartes du chapitre suivant) sont associées à une plus large part du

travail non rémunéré ou informel. Une géographie qui se retrouve dans celle des fécondités hautes et/ou les charges de la dépendance. La contribution migratoire à la transition du travail prend plusieurs formes : par les migrations matrimoniales féminines, notamment vers les hommes polygames qui se tournent vers les campagnes pour trouver épouse, ou par le recrutement de jeunes filles au pair ou même rémunérées, etc. Une large périphérie forme donc une sorte de zone-tampon entre un mode de production domestique rural et le travail salarié urbain, qui se consolide dans le centre.

Les difficultés d'insertion dans le marché du travail, surtout à la fin de la période de dépendance pour les jeunes adultes, sont, de différentes manières, prises en charge par l'économie familiale, en supportant les chômeurs, les apprentis et aides. La pratique de l'hébergement, une manière d'insertion des migrants, repose sur le groupe et le travail domestiques, qu'elle contribue à renforcer.

En revanche, le recul de la fécondité libère le travail domestique féminin pour lui permettre de s'orienter vers des activités salariées, pour le moins un travail rémunéré. Elles peuvent aussi y être contraintes si les actifs manquent dans le logement, à cause de différence d'âge entre les époux quand ils cessent leur activité, après le veuvage.

En général, le passage au travail salarié est favorisé par les investissements éducatifs que permet la réduction de la descendance. Cette opportunité est offerte par la transition démographique. Dans cette configuration, les politiques de population doivent aussi être conçues comme un levier pour d'atténuer les différences territoriales constatées et donc de soulager les périphéries des charges domestiques, contenir l'étalement urbain.

Si les mobilités recomposent l'espace urbain et participent à son extension, encore convient-il d'en distinguer les différentes formes car chacune a un impact particulier sur le peuplement. L'enquête Ouaga 2009 s'est efforcée de couvrir un champ large de pratiques sur plusieurs échelles de temps, selon différents indices instantanés ou rétrospectifs. Les cartes présentées témoignent donc de la dynamique du territoire urbain et renseignent sur les mobilités des citoyens qui le composent.

Le premier critère de catégorisation des mobilités est le temps. Le plus direct est instantané, soit le moment de l'enquête. Il ne saisit pas un flux mais un statut migratoire, c'est-à-dire une statistique de stock des migrants/non-migrants. Dans le protocole, ils sont définis par le lieu de naissance : pays, région, capitale, quartier ou secteur dans celle-ci. Le statut témoigne d'un déménagement survenu dans le passé, pas les déplacements successifs ni les possibles retours sur le lieu d'origine. L'information est utile pour détailler les origines du peuplement, en provenance de telle région ou de l'étranger, ainsi que les implications de la condition de migrant dans la capitale.

Une temporalité plus courte est introduite pour définir les situations de résidence au moment de l'enquête, avec une référence de 30 jours. Sans rentrer dans le détail, cette information permet de repérer les résidents habituels absents et les individus de passage dans le logement. Cette circulation change le peuplement urbain sur des périodes courtes, mais avec néanmoins une bonne stabilité grâce au renouvellement de cette population « flottante » ou dans l'attente d'une installation. Ici, c'est la localisation de ces absences/présences qui nous intéresse pour repérer les quartiers qui s'y prêtent le plus.

L'autre temporalité est biographique, qui correspond au parcours résidentiel de l'individu adulte enquêté sur ses trajectoires (les autres sont les parcours professionnel et matrimonial). Ce n'est plus une statistique de stock mais de flux. Elle s'exprime en termes de probabilité de changer de résidence, conduisant à l'estimation de taux de mobilité moyens et rétrospectifs, pour l'ensemble de la population d'un quartier dans ce cas. La succession des lieux habités peut être reconstituée, mais ne sera pas cartographiée ici. Cette mesure au plus près des pratiques est cependant biaisée pour l'étude des mobilités locales car est interrogé un sous-échantillon d'adultes *présents* (18 ans et plus). L'on escamote donc la mobilité des individus qui sont partis de la ville, ne retenant a priori que les plus sédentaires ou ceux qui concluent leur installation.

Les déplacements courts, saisonniers selon un pas de temps mensuel, sans changement du domicile principal forment une mobilité d'adaptation. Elle suppose l'occupation de plusieurs résidences successives, souvent associée à la pratique d'une pluriactivité, à des arrangements familiaux, etc. La mesure de cette mobilité est rétrospective pour l'année 2008, avec un calendrier mensuel.

Le second critère de catégorisation des mobilités est l'espace et donc le franchissement ou pas de limites connues. Ainsi les migrations vers Ouagadougou se distinguent des mobilités résidentielles intra-urbaines par le franchissement de la limite urbaine. Pour sa part, cette mobilité résidentielle entre les quartiers suppose la connaissance de leurs limites par les habitants. Des critères simples sont utilisés, comme la naissance ou pas dans le secteur administratif ou zone d'enquête (le quartier selon les habitants). En perspective longitudinale biographique, la probabilité d'un déménagement « intra-urbain » est établie à partir de la commune urbaine, que la destination soit la capitale ou un lieu plus éloigné ; c'est une définition imparfaite mais qui s'adresse à des personnes qui se trouvent à Ouagadougou au moment de répondre au questionnaire.

Les statistiques du statut migratoire sont définies par le lieu de naissance selon une délimitation assez fine mais qui est regroupée pour la cartographie. Est distinguée néanmoins la Côte d'Ivoire par rapport au reste du continent (pour considérer les rapatriés) et l'Afrique par rapport au reste du monde. Les régions burkinabè sont demandées et renseignées, ce qui permet, pour certaines d'entre elles, de voir la répartition des migrants dans la ville en fonction de leur provenance. Les lieux des séjours passés (en perspective rétrospective) sont définis selon les mêmes limites.

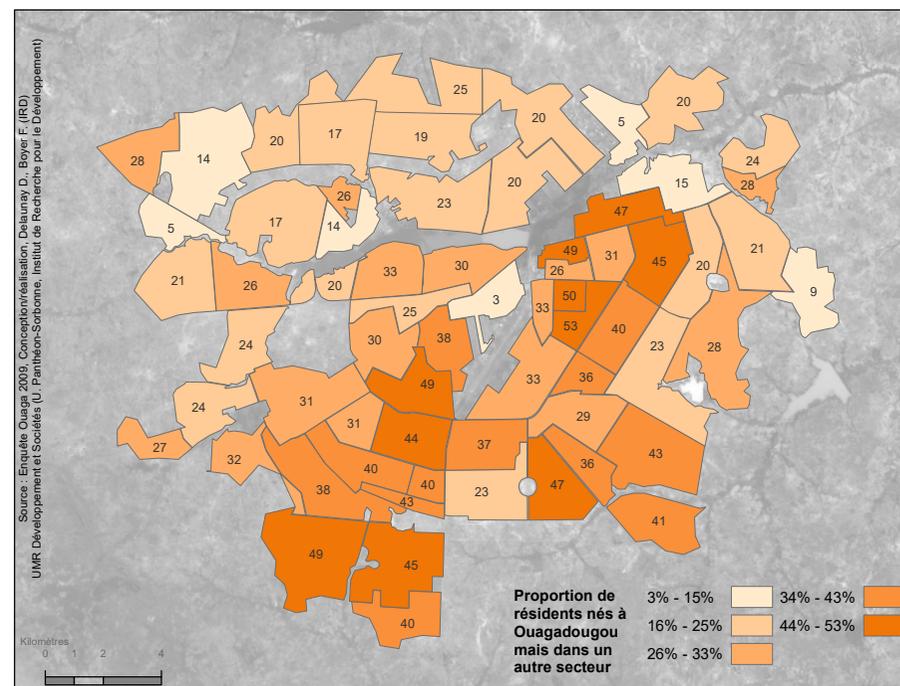
Décrire la géographie des mobilités embrasse autant les choix individuels que la capacité des quartiers à retenir/attirer les résidents. Cette rétention/attraction du lieu forme le contexte des mobilités intra-urbaines. Le processus de lotissement progressif y contribue également, tout comme l'intégration de villages autochtones rattrapés par l'étalement. Si la croissance actuelle de la ville de Ouagadougou est de plus en plus le fait de la croissance endogène (fécondité/mortalité), les migrations ont joué un rôle fondamental au cours des dernières décennies. Ainsi, 41% des Ouagalais résidents habituels sont nés au Burkina Faso hors de la capitale, alors qu'ils sont 48% à être nés dans la ville, 17% du total dans le quartier où ils résident au moment de l'enquête, les plus sédentaires. La population née à l'extérieur du pays occupe une place non négligeable, 8 % des Ouagalais sont natifs de Côte d'Ivoire et 2,6% de l'étranger,

majoritairement sur le continent africain. Cette statistique du « stock » de migrants donne la mesure de leur contribution au peuplement urbain. Mais selon cette statistique, l'arrivée d'un migrant dans les années 60 ne se distingue pas de celle survenue la veille, si ce n'est approximativement en regardant leur âge. Pour l'interprétation les cartes, il est instructif de conserver à l'esprit la pyramide des âges selon le lieu de naissance et le sexe, déjà présentée. Sa déformation aux âges de l'entrée dans la vie adulte et de forte mobilité résidentielle donne une indication de l'intensité de l'immigration récente.

L'analyse et la représentation cartographique des biographies résidentielles permettent d'aller au-delà de ce premier niveau de description, pour intégrer non seulement les migrations intermédiaires mais aussi les durées d'installation en milieu urbain ou à l'extérieur. Le taux de mobilité résidentielle, c'est-à-dire le nombre moyen annuel de déménagements est de 7,3%, chiffre qui reste relativement élevé ; en effet, chaque individu a migré quatre fois en moyenne à l'âge de 65 ans, et une fois un peu avant 20 ans. Si l'arrivée en ville est pour beaucoup la première migration, elle est souvent couplée à d'autres déménagements intra-urbains, ou même à une succession de migrations internes et/ou internationales. Le rôle de ces migrations est d'autant plus décisif pour le peuplement urbain qu'elles interviennent alors que les individus sont encore jeunes.

La mobilité résidentielle intra-urbaine

Définir la migration par le changement de bassin résidentiel, ici la ville de Ouagadougou, amène à désigner les changements de résidence à l'intérieur de cet espace comme une mobilité résidentielle intra-urbaine. Sa mesure est néanmoins imprécise pour bien des raisons. La connaissance des limites par les habitants est floue. De surcroît, le découpage cartographique construit et retenu ne coïncide ni avec les secteurs administratifs ni avec les quartiers identifiables par les résidents. La mobilité mesurée n'est donc pas définie par le polygone qui la représente. À cela ajoutons que la limite de l'espace habité se déplace et qu'il était impossible de naître dans un espace vide voilà une ou deux décennies, que la probabilité de l'avoir quitté est moindre que dans un quartier historique du centre.

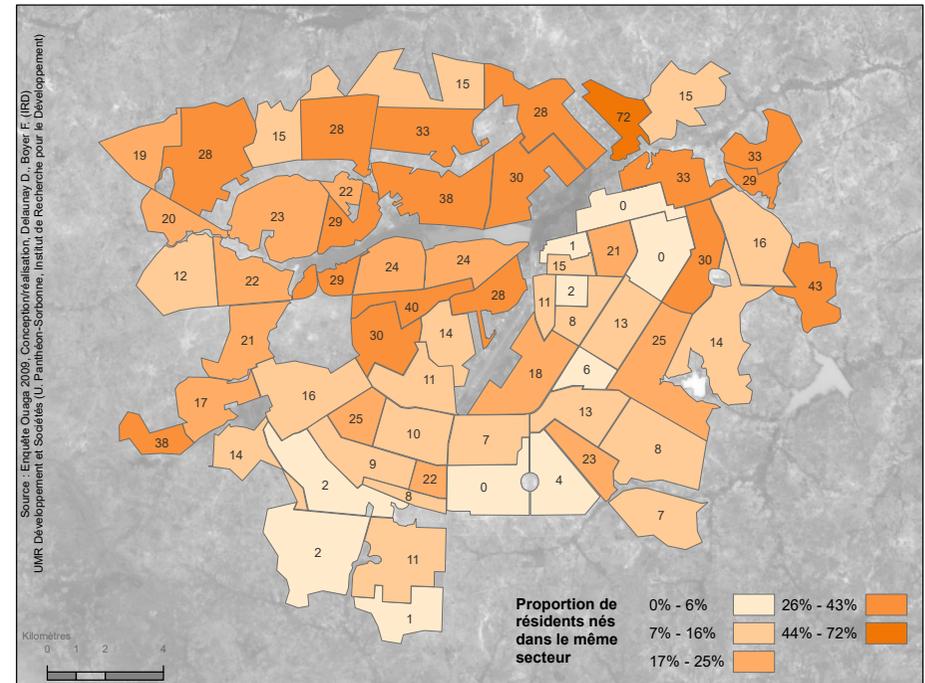


Le premier indice ici cartographié s'appuie sur le secteur de naissance, il ne concerne que les Ouagalais natifs. Du fait de la taille des secteurs, supérieure à celle des polygones, on ne compte que les déplacements les plus longs. Les proportions sont

exprimées en pourcentage de l'ensemble, toutes origines comprises, mêmes étrangères et *a fortiori* nationales.

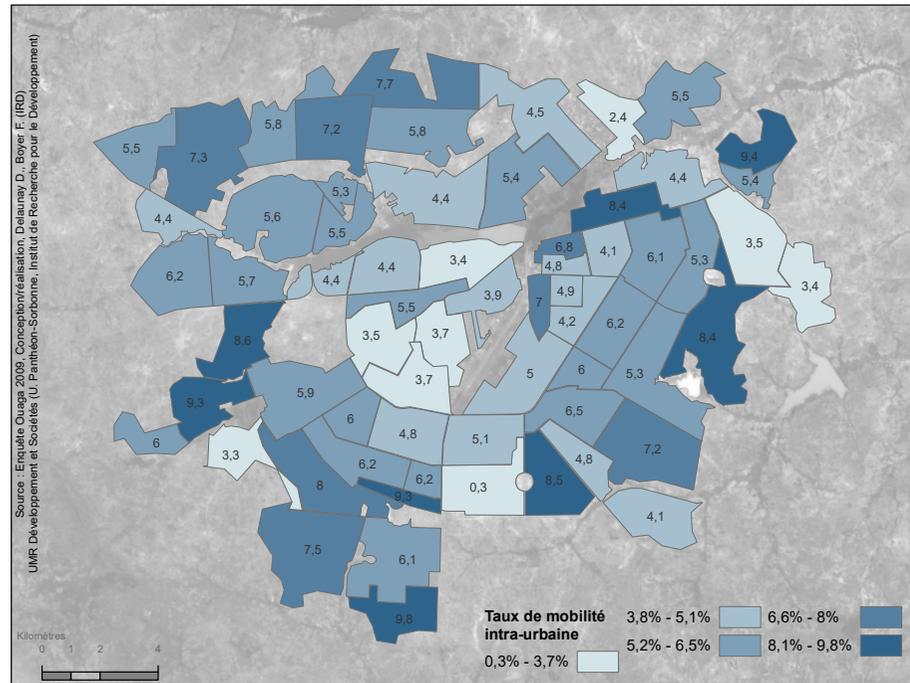
Peu de configurations démographiques intra-urbaines sont à ce point marquées et expressives. La partie méridionale de la ville, au sud de la route nationale de Bobo-Dioulasso et incluant le péricentre oriental jusqu'au boulevard périphérique, se distingue par des taux plus élevés de citadins qui ne sont pas nés dans le secteur. Au nord de la diagonale sud-ouest / nord-est, ainsi que dans la périphérie orientale, lotie ou non, la contribution de cette mobilité intra-urbaine est moindre. Cela signifie que les Ouagalais de naissance sont moins enclins à déménager vers le nord, en particulier au-delà des barrages. La plus forte attraction est exercée par les quartiers résidentiels du sud et de l'est de la ville. Comme il s'agit d'un statut formé depuis la naissance, le déménagement peut être ancien.

Différents facteurs peuvent aider à comprendre l'attractivité de cette partie de la ville sur les citadins. D'une part, certains de ces quartiers ont été peuplés récemment, suite à la conception et l'aménagement de la zone de Ouaga 2000. Elle a donné lieu à la construction de grands axes de circulation, permettant un raccordement facile des quartiers aussi éloignés que Nagrin et Bonheur Ville au centre ville. Un autre élément donne à penser que cette expansion et cette attractivité du sud de la ville devrait se poursuivre, est la construction du nouveau CHU à la suite du quartier de Tingando, ainsi que la mise en place de la second tranche de Ouaga 2000 à la suite du palais présidentiel, à l'ouest de Balkuy. Le péricentre oriental à l'est de la zone administrative a été progressivement peuplé depuis l'Indépendance, avec le développement de la fonction publique et les programmes de lotissement (1200 Logements, par exemple). L'attractivité se maintient avec l'université et en général grâce à la proximité du centre. Le sud et le péricentre oriental apparaissent donc aujourd'hui comme les espaces les plus dynamiques et attrayants, qui concrétisent une certaine ascension sociale, le motif du déménagement pouvant être une amélioration de l'habitat et de l'environnement.



Cette carte est le pendant de la précédente, désignant les quartiers dont les habitants sont plus sédentaires, pour être nés dans le secteur de leur résidence actuelle. La moitié nord-occidentale serait concernée par cette forme de consolidation du peuplement, faute d'un flux nouveau. Ce sont globalement des habitants moins aisés, plus tournés vers les occupations informelles et donc économiquement moins aptes à changer d'environnement ou améliorer leur cadre de vie.

À la marge de la ville en extension, la sédentarité concerne aussi un habitat ancien peu à peu intégré mais dont les habitants n'ont pas voulu ou pu déménager ailleurs dans la ville (Kossodo par exemple). A part ce cas particulier, les proportions de sédentaires sont minoritaires, dépassant rarement un tiers des habitants du lieu. L'immobilité est relative et ces zones reçoivent nombre de jeunes migrants en provenance du pays.

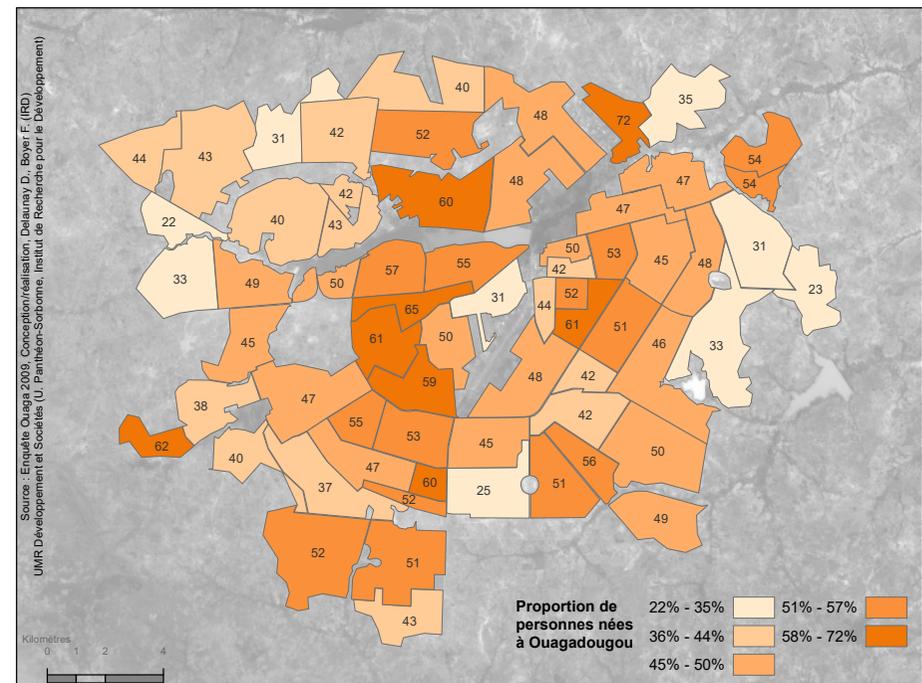


Une autre estimation, cette fois-ci rétrospective de la mobilité intra-urbaine, se déduit du relevé biographique des trajectoires résidentielles pour les adultes de 18 ans et plus. Les taux présentés sont calculés pour les séjours dans la seule capitale. Ils sont en général assez bas, toujours en deçà d'un déménagement pour dix personnes, soit des séjours en moyenne de plus de dix ans, souvent le double. L'offre de logement est limitée et elle restreint les opportunités résidentielles. Comme la mobilité diminue avec l'âge, et qu'il s'agit d'une estimation rétrospective sur toute la vie, les populations plus âgées affichent une moyenne plus basse.

Le centre résidentiel fixe les habitants, parce que plus âgés et qu'ils profitent d'une meilleure position dans l'infrastructure urbaine, de parcelles plus grandes capables d'héberger les enfants (qui restent). En périphérie, la mobilité intra-urbaine s'élève car les quartiers sont récemment peuplés et qu'il a fallu déménager pour y arriver (sauf pour des implantations rurales anciennes). Ces résidents sont plus souvent à un moment de leur vie où le déménagement est consubstantiel à l'acquisition de l'autonomie. L'activité économique est un facteur d'attraction résidentielle, tout comme des lotissements mieux équipés pour loger les Ouagalais solvables à la recherche d'un habitat amélioré. Les quartiers aisés se distinguent dans cette configuration de la mobilité parce qu'ils sont attractifs.

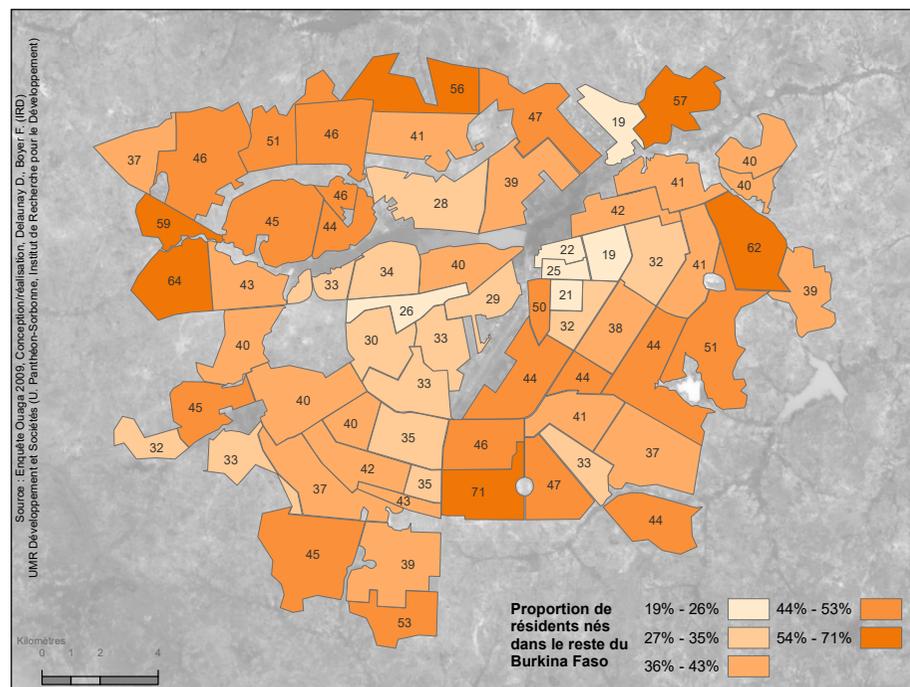
L'origine des migrants

Le choix des quartiers par les migrants selon leur origine contribue au profil du peuplement local, pour autant que la région d'origine soit un marqueur capable de faciliter la vie de quartier, sous-entendre certains traits des habitants. Mais extrapoler une identité à partir d'un événement unique et ancien, le lieu de naissance, est une généralisation abusive ; en la matière, il conviendrait de considérer la totalité de la carrière migratoire. Le temps passé dans la ville ou le quartier habité définirait mieux l'urbanité du résident par exemple que le seul fait d'y être né. Enfin la lecture des cartes doit être prudente car la contribution migratoire de certaines régions est faible et leur géographie intra-urbaine dès lors moins robuste.



Cette carte de l'importance relative des personnes nées à Ouagadougou agrège les précédentes sur la mobilité intra-urbaine selon le secteur d'origine et indique en creux les géographies qui suivent des migrations en provenance du reste du pays et de l'étranger. Cette dernière contribution explique le recul relatif des natifs autour de l'aéroport pour faire simple et en particulier dans le centre économique de la capitale.

Koulouba et Centre Commercial n'ont qu'une faible vocation résidentielle et accueillent pas mal de migrants de l'extérieur. En revanche, l'habitat résidentiel ancien est bien marqué dans une petite ceinture qui entoure les activités marchandes et les services administratifs. Les proportions de Ouagalais de naissance y sont majoritaires, mais pas écrasantes, au mieux pour les deux tiers. La mixité est effective, dans les périphéries également où les proportions de natifs ne sont pas partout radicalement plus faibles, sauf dans quelques zones non loties, à l'est par exemple. Cela tient à la reproduction sur place des familles éventuellement d'origine rurale, également au mouvement centrifuge des Ouagalais de naissance pour accéder à une parcelle libre, enfin aux villages absorbés par l'extension urbaine.

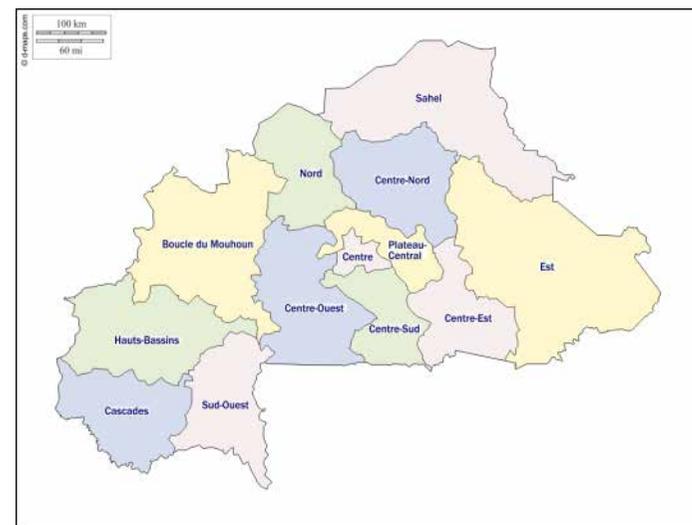


Cette carte des natifs du reste du pays est certes révélatrice de la place périphérique réservée aux migrants burkinabé, majoritairement ruraux. Les quartiers anciens, aisés ou près de l'université leur sont moins accessibles et les migrants anciens sont peu nombreux. La sélection se fait par la location et le foncier plus coûteux, l'emploi aussi quand les migrants sont moins aptes au salariat. Mais surtout dans le centre résidentiel, les habitants (souvent eux-mêmes migrants) ont donné naissance à de nouvelles générations de Ouagalais. La migration apporte des forces vives mais aussi des femmes dont la descendance participe grandement à la croissance et la composition

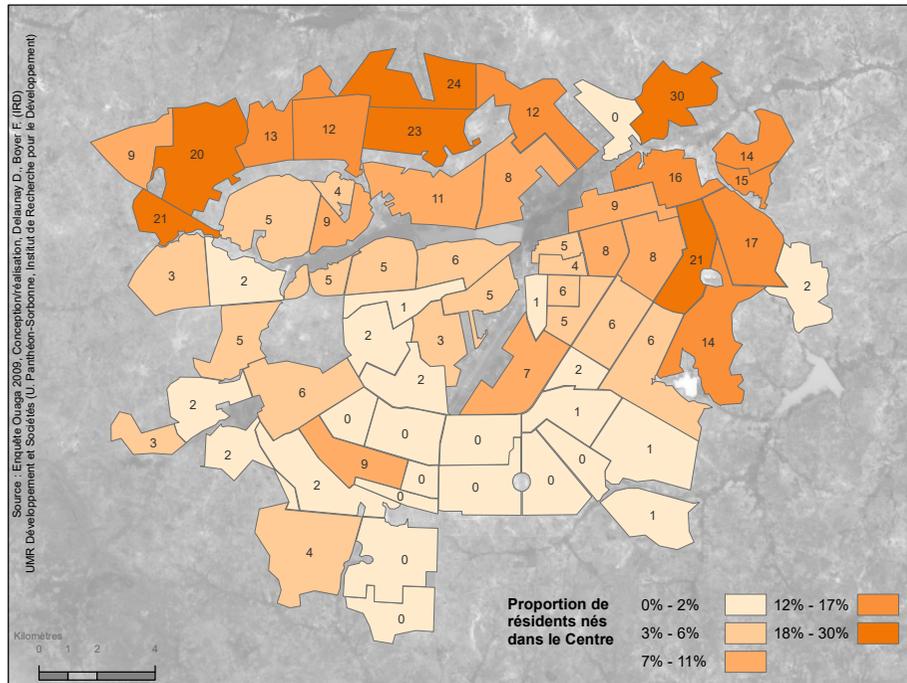
urbaines. Dans les zones centrales plus peuplées, le nombre absolu de migrants est parfois plus élevé qu'en périphérie non lotie, mais pas leur nombre relatif.

Une autre composante de cette configuration est l'immigration étrangère (incluant les Burkinabé nés en Côte d'Ivoire) présente dans le centre et en particulier à Koulouba, mais aussi à Zogona, Dassasgho, Zone du Bois. Cet apport plus cosmopolite diminue le poids relatif des migrants burkinabé.

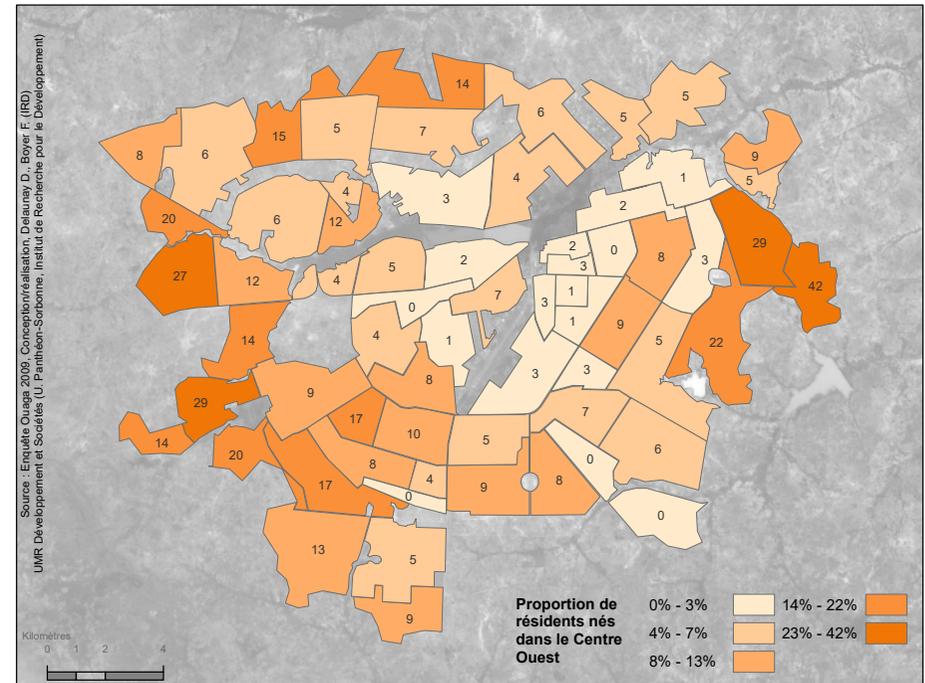
Les cartes suivantes détaillent l'origine provinciale ou étrangère des habitants, tous âges confondus. Les régions forment le seul découpage territorial acceptable pour la cartographie au regard des effectifs. Ils ne sont pas toujours suffisants pour permettre une interprétation robuste des situations dans chaque quartier ; il convient de s'en tenir à la perception d'ensemble. Pour l'essentiel, elles sont laissées à l'interprétation du lecteur. La carte des régions burkinabé est fournie pour préciser la localisation nationale des origines.



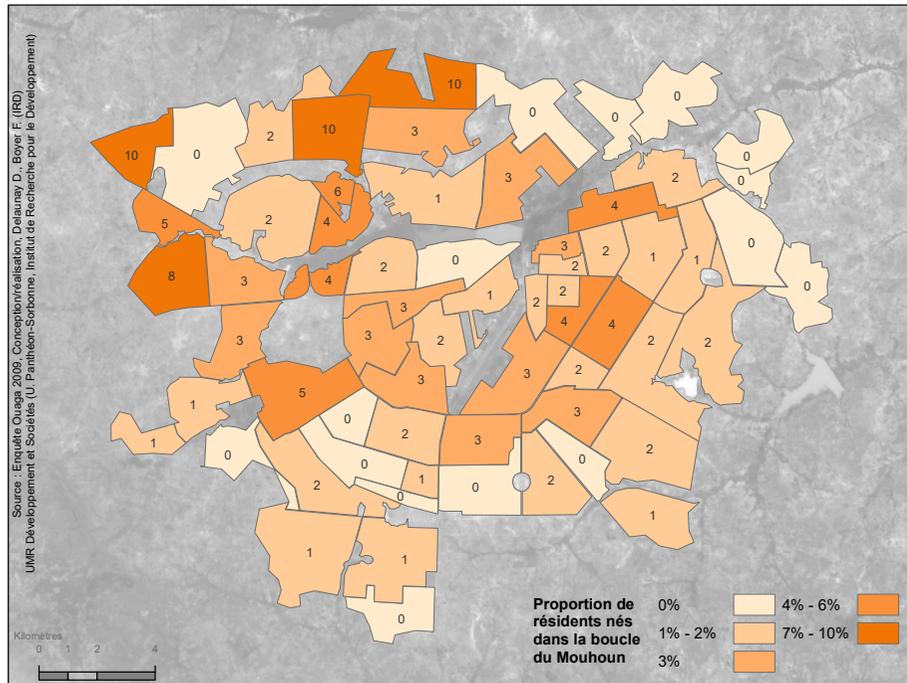
Source : © 2007-2019 d-maps.com



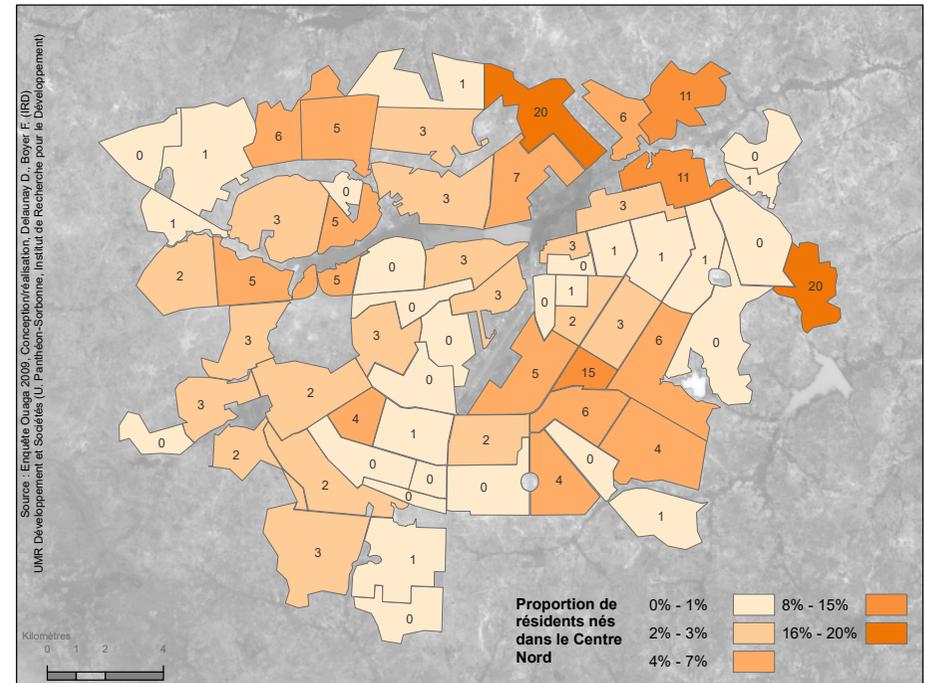
L'immigration en provenance de la région Centre, dans laquelle se situe la capitale, a ceci de particulier qu'elle est dirigée presque exclusivement vers la moitié nord de la ville. Les proportions sont élevées dans les zones non loties au-delà de la ceinture verte et à l'est. Ce qui pourrait désigner une arrivée plus intense des alentours proches ou un effet cumulatif des filières migratoires, des affinités parentales ou religieuses. Une autre lecture peut être suggérée, qui s'inspire des cartes précédentes de la mobilité intra-urbaine : la moitié sud est attractive pour les natif ouagalais qui en ont les moyens, mais inaccessible à ces migrants.



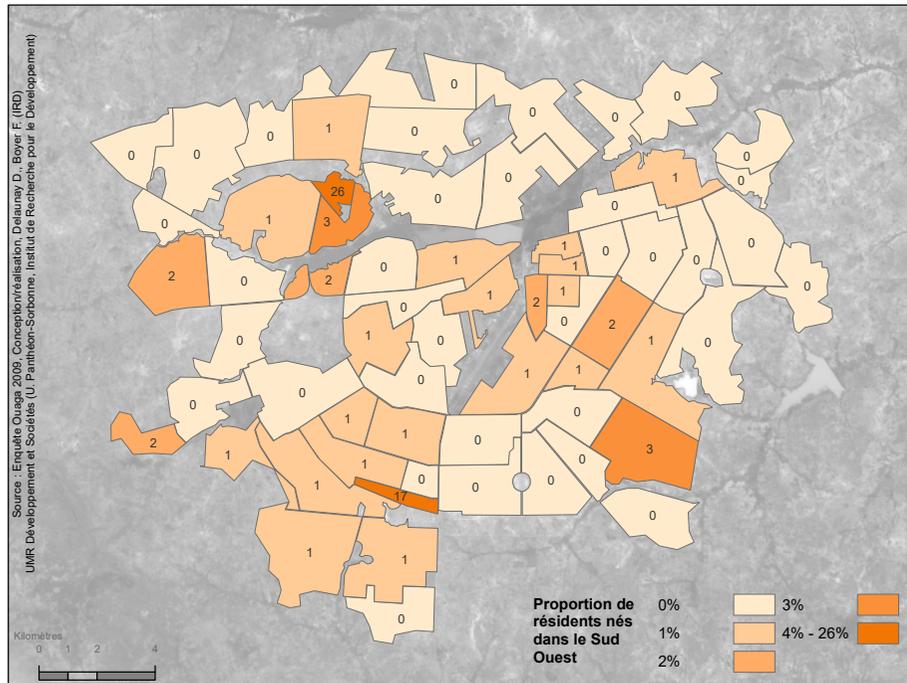
Naître dans la région Centre-Ouest conduit à une préférence de proximité pour l'ouest de la ville, mais aussi un contournement vers l'est, certes moins étendu mais également intense. Parler de contournement se justifie au regard de la zone centrale et péri-centrale évitée (à l'est de la zone administrative), peu abordable. La configuration périphérique est bien dessinée.



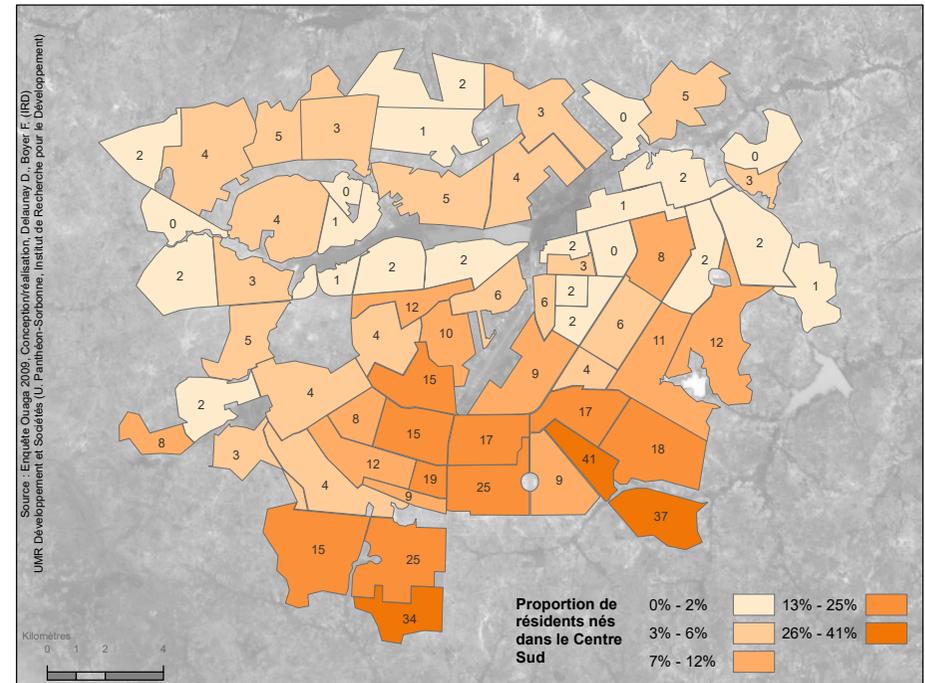
La Boucle du Mouhoun respecte la configuration de proximité mais pour une moindre concentration spatiale et une répartition mieux équilibrée dans la ville. C'est peut-être le signe d'une présence plus ancienne ou d'une meilleure mobilité intra-urbaine. Une autre possibilité (hypothétique) est que la grande distance entre la région et la capitale modère le tropisme du premier contact.



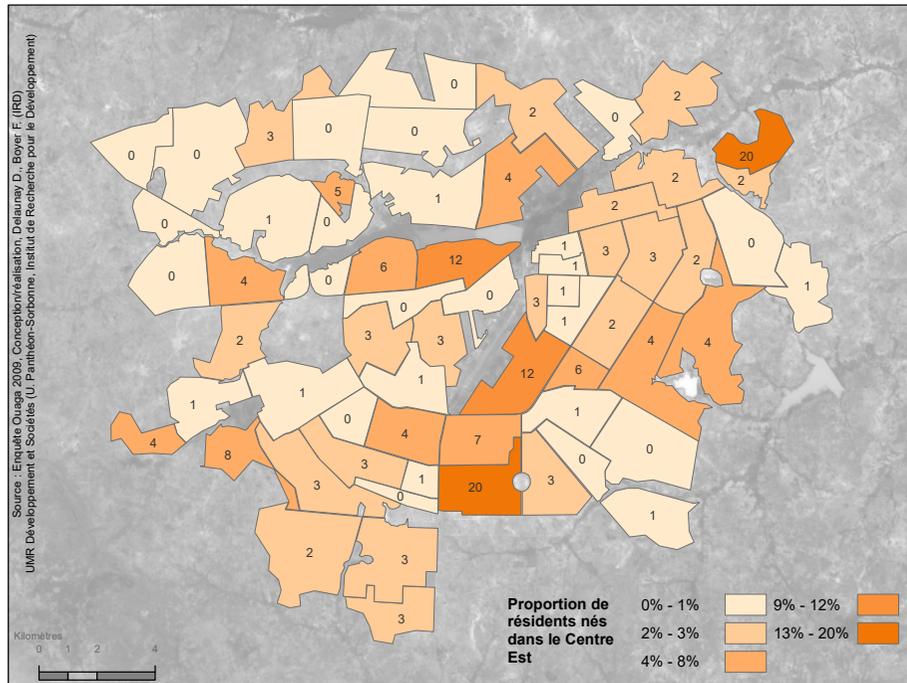
L'immigration en provenance du Centre Nord se conforme au principe du premier quartier rencontré sur la route migratoire. Le développement récent de ces quartiers et l'attraction économique de la zone industrielle de Kossodo suggère une migration assez nouvelle. Se note la barrière qu'oppose l'avenue Charles de Gaule à leur installation, laquelle est inexistante entre Zogona et Goundry, Saaba. Se pourrait-il que l'environnement catholique soit contourné pour rejoindre des majorités musulmanes, par exemple à Saniyri et dans les environs ? Ce peut être aussi la signature d'une immigration plus ancienne en provenance de cette région.



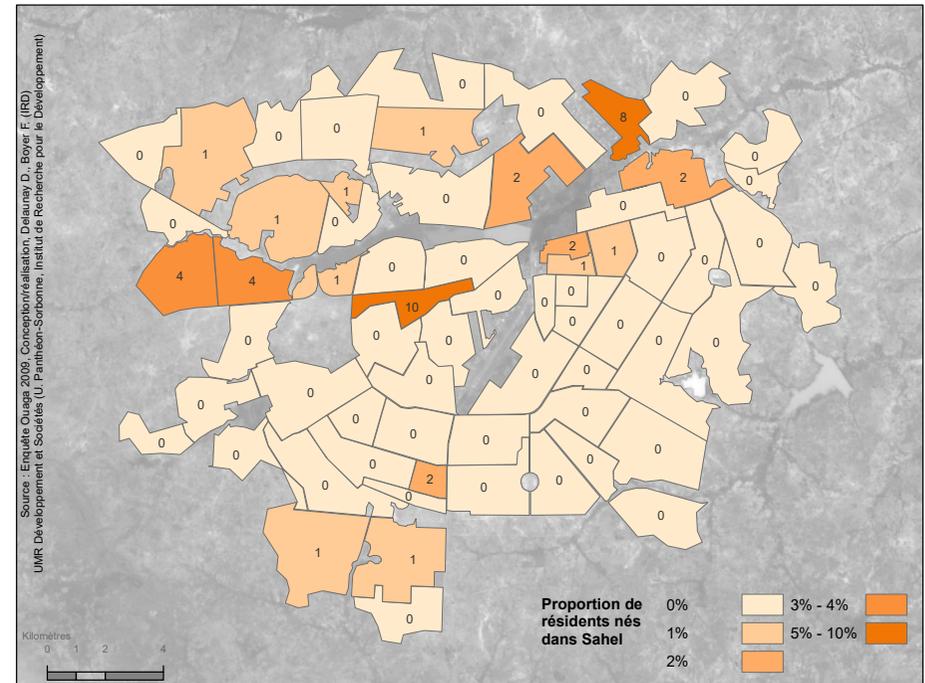
Cela peut paraître anecdotique, mais les Ouagalais originaires de la région Sud-Ouest, dont la contribution migratoire est modeste, se retrouvent plus nombreux à Tampouy et Azimo deux cités de standing. Et de fait, c'est bien parmi les personnes originaires du Sud-Ouest que s'observent les plus fortes proportions de salariés, à la fois des secteurs public et privé ; un profil migratoire plus typé.



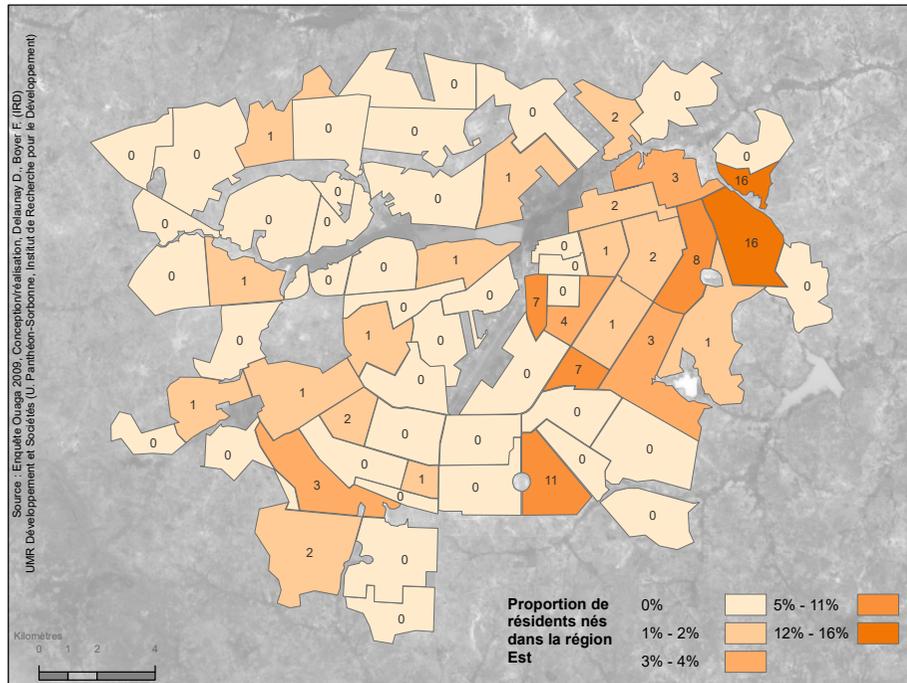
Quand on naît dans la région Centre-Sud et que l'on migre à Ouagadougou, les chances de franchir la ligne médiane qui partage la ville du nord et du sud sont faibles. Une certaine diffusion est notable, qui peut suivre les opportunités matrimoniales, tout comme une certaine gradation susceptible d'exprimer l'ordre d'arrivée et donc la date de création des quartiers. L'actualité des flux peut se lire dans la forte présence périphérique. Les opportunités immédiates de travail dans cette zone qui se construit justifient probablement la faible diffusion vers le nord.



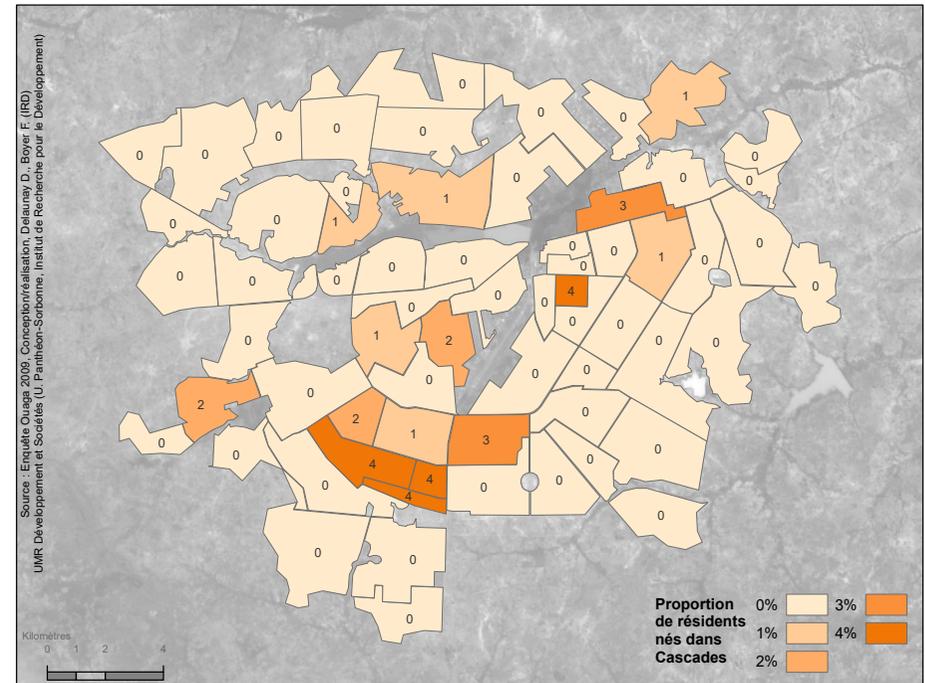
La règle de la plus courte distance à la région d'origine semble moins opérante pour les originaires du Centre-Est. Et la concentration dans l'ouest de Ouaga 2000 n'est pas significative du peuplement à venir. La présence dans le centre (Paspanga) et au sud-est de l'aéroport dénote peut-être une arrivée ancienne, faiblement actualisée. Leur profil socioprofessionnel n'est pas particulièrement caractéristique, pas plus que la géographie de leur implantation.



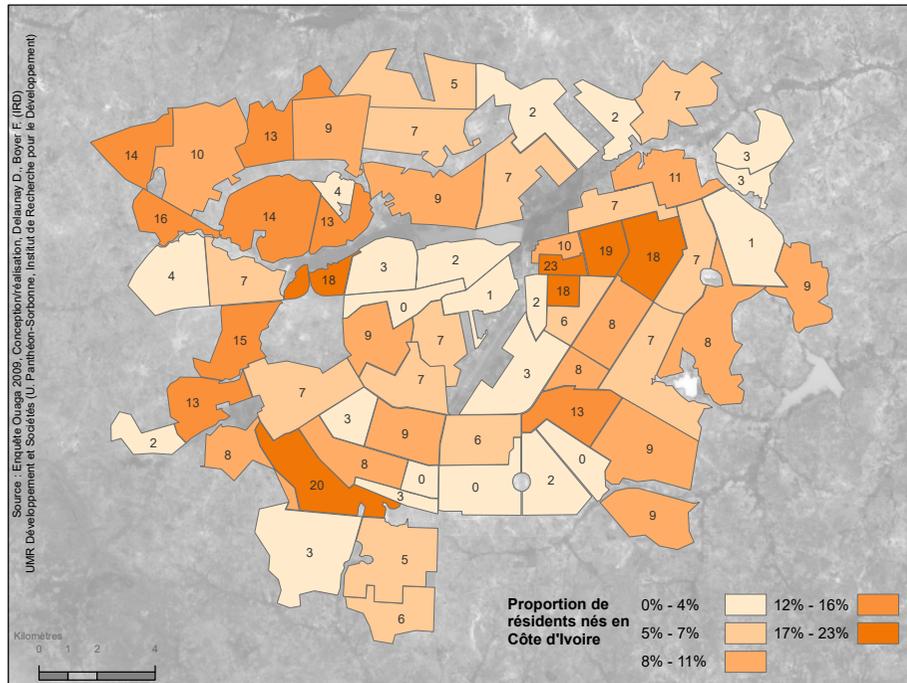
La contribution de la région Sahel loin au nord du pays est mineure (peu de migrants), sans une configuration territoriale nette. Il est envisageable que l'effet de filière migratoire ou de réseau soit peu opérant du fait des faibles effectifs. Notons néanmoins la proximité aux zones industrielles, qui pourrait dénoter une présence temporaire ou une immigration faiblement consolidée. Le nombre relatif de salariés est supérieur à la moyenne, leur relative présence dans Zone du Bois est peut-être le signe des emplois domestiques.



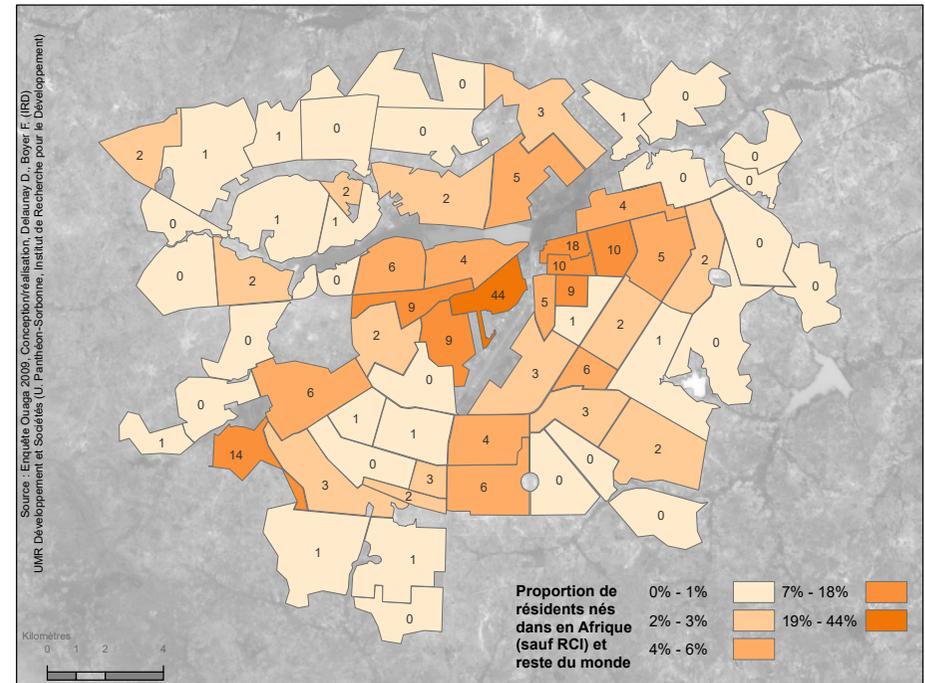
Pour être un peu supérieure en nombre, la migration en provenance de la région Est s'étend un peu dans l'espace urbain, avec néanmoins une concentration focalisée sur la partie orientale de la ville. Même là, elle est faible dans la plupart des polygones. Socioprofessionnellement équilibrée, cette population se distingue néanmoins par une proportion plus élevée de fonctionnaires et salariés, qui peut expliquer sa présence dans le quartier des 1200 Logements et Ouaga 2000-est.



La présence des natifs de la région Cascades est faible, ce qui rend les estimations très fragiles. La dispersion semble plus étendue (ou aléatoire) et la migration périphérique absente ou presque. La caractéristique socioprofessionnelle éclaire cette configuration : un pourcentage relativement élevé de fonctionnaires et surtout de travailleurs indépendants à domicile. C'est une pratique plus féminine, en complément des tâches domestiques, pouvant signaler des migrations matrimoniales.



La localisation intra-urbaine des Burkinabè nés en Côte d'Ivoire est significative du double profil des rapatriés. En simplifiant, se trouveraient dans la partie orientale proche de l'université des étudiants attirés par la possibilité d'études plus abordables qu'en RCI, leur facilitant l'intégration dans la fonction publique et le salariat. A l'opposé sur le flanc occidental de la ville et dans la périphérie non lotie, des retours de travailleurs ruraux ou plus précaires, qui ont moins accès au centre de la ville. Le développement des activités à l'entrée de la route de Bobo-Dioulasso est une incitation à l'installation des rapatriés. Pour le reste, les logiques de l'accueil familial, de même que la diversité des motifs de retour, ainsi que leur étalement dans le temps, ont conduit à une certaine dispersion dans l'ensemble de la ville, au fur et à mesure du processus d'installation.



Les habitants nés à l'étranger, soit en majorité sur le continent africain, se concentrent autour du centre plus cosmopolite, à Koulouba. Ils se répartissent ensuite le long de l'axe économique tracé par la route de Bobo-Dioulasso et de l'avenue Charles de Gaulle qui relie activités économiques, administratives et universitaires. L'émergence de Sondogo à l'entrée de la route nationale 1 est notable, qui attire une communauté étrangère active.

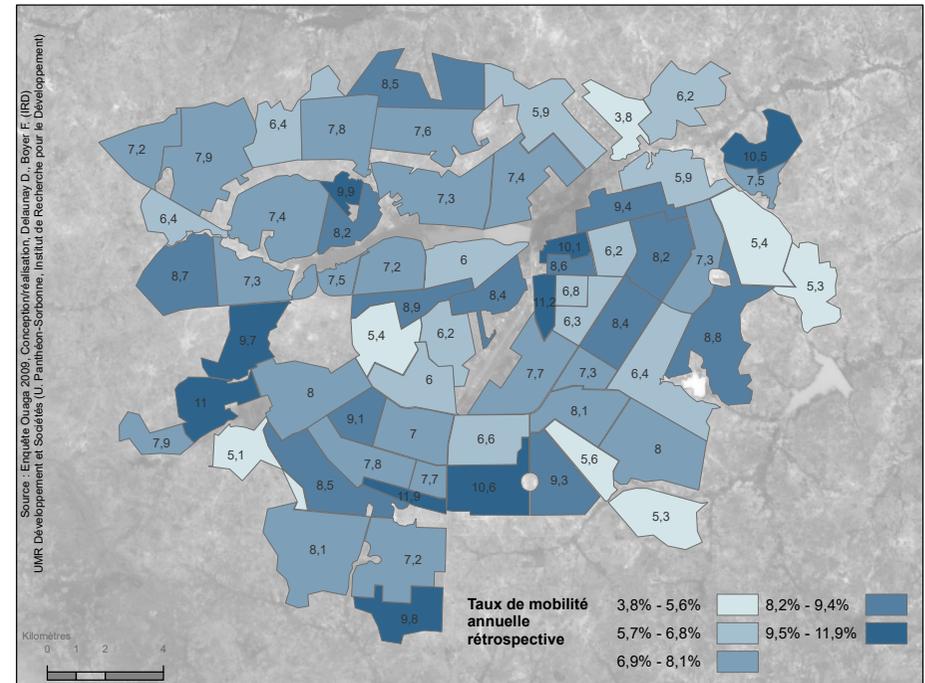
L'histoire individuelle de la mobilité

Les limites analytiques du statut migratoire selon le lieu de naissance justifient une approche rétrospective, seule en mesure de restituer la mobilité effective des habitants présents, qui s'est déroulée sur la durée du cycle de vie. Rappelons qu'elle est documentée par le calendrier des changements résidentiels, le lieu des séjours et d'autres informations qui ne sont pas utilisées dans les cartes suivantes.

Le calendrier sert au calcul de taux de mobilité, que l'on peut exprimer également en termes de probabilité d'un changement de résidence ou en durée moyenne du séjour. Ce sont les taux annuels qui sont cartographiés ; ils portent sur la durée totale de la vie passée dont ils expriment la mobilité moyenne. Une possible confusion doit cependant être dissipée : il s'agit de la population du quartier au moment de l'enquête. Nombre de ces résidents n'ont pas vécu dans ce lieu toute leur vie et ont migré à partir d'autres endroits. Les taux cartographiés n'expriment pas le risque spécifique d'un déménagement dans ce quartier mais une moyenne de la mobilité de ses résidents présents. Des effets de structure opèrent, la mobilité étant plus élevée au moment de l'acquisition de l'autonomie, de l'union, les populations jeunes (mais ici de plus de 18 ans) présentent des taux moyens plus élevés. Certains métiers également, certains fonctionnaires par exemple, des commerçants.

Un autre ensemble de cartes restitue les lieux habités par les habitants des quartiers. Un résident a, par exemple, passé la moitié de sa vie dans la capitale, un quart en Côte d'Ivoire et un autre dans le reste du pays. Ces géographies informent donc sur « l'espace d'une vie » des habitants selon l'endroit dans la ville où ils résident, un résumé de leur histoire migratoire. Chaque carte représente un espace simplifié (Ouagadougou, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, étranger) et une durée qui est exprimée en pourcentage du temps de vie total. Cet assemblage historique des lieux renvoie aussi à l'environnement qui construit l'individu, il définit sa qualité de citoyen, renseigne sur ses origines et le réseau social, familial ailleurs construit. La ville brasse des histoires individuelles fabriquées par ces mobilités.

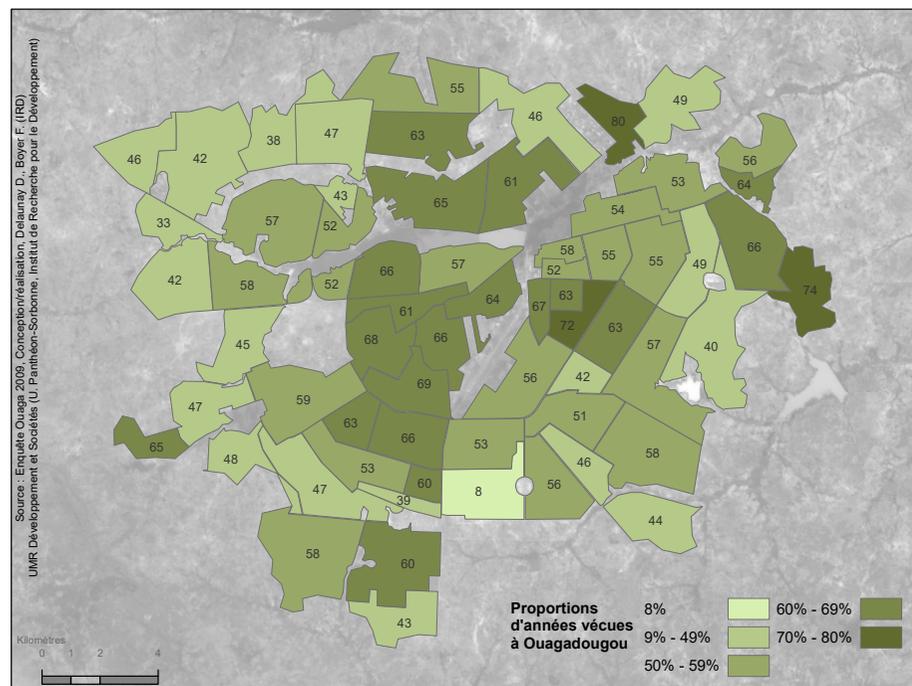
La carte suivante restitue la configuration de l'intensité des mobilités qui ont conduit les habitants dans les quartiers où ils résident au moment de l'enquête. Dans ce chiffre, sont rassemblées les migrations vers la capitale, celles réalisées ailleurs en province ou à l'étranger et les mobilités résidentielles intra-urbaines.



Pour renseigner la dynamique urbaine, l'interprétation peut se focaliser sur les lieux habités par les personnes qui ont été les plus mobiles au cours de leur vie. Cela peut être interprété comme un signe de l'attractivité des quartiers privilégiés par les personnes qui disposent de cette ressource qu'est la mobilité, qui les choisissent pour le confort de vie offert, son potentiel économique ou foncier. S'y retrouvent des quartiers de type pavillonnaire recherchés par les classes moyennes solvables, voire supérieures, tels Zone du Bois, Cité Azimo ou Tampouy, Ouaga2000. Ces classes aisées et éduquées sont plus mobiles comme le montre l'étude socio-économique de la mobilité. Vers le centre commercial et économique de la ville convergent également ces jeunes actifs, mais aussi dans des zones plus périphériques, comme Zongo à l'ouest, Tingandgo au sud ou Barogo au nord-est qui apparaissent comme des alternatives d'accès à la ville. Les vieux villages rattrapés par l'extension se distinguent par une plus grande sédentarité de leurs occupants ; ils deviennent citadins sans bouger. Les quartiers plus anciens sont notablement plus occupés par des primo-arrivants ou des natifs qui n'ont pas de raisons d'en changer ; un effet d'âge joue également dans le sens d'une réduction de la mobilité en fin de cycle de vie.



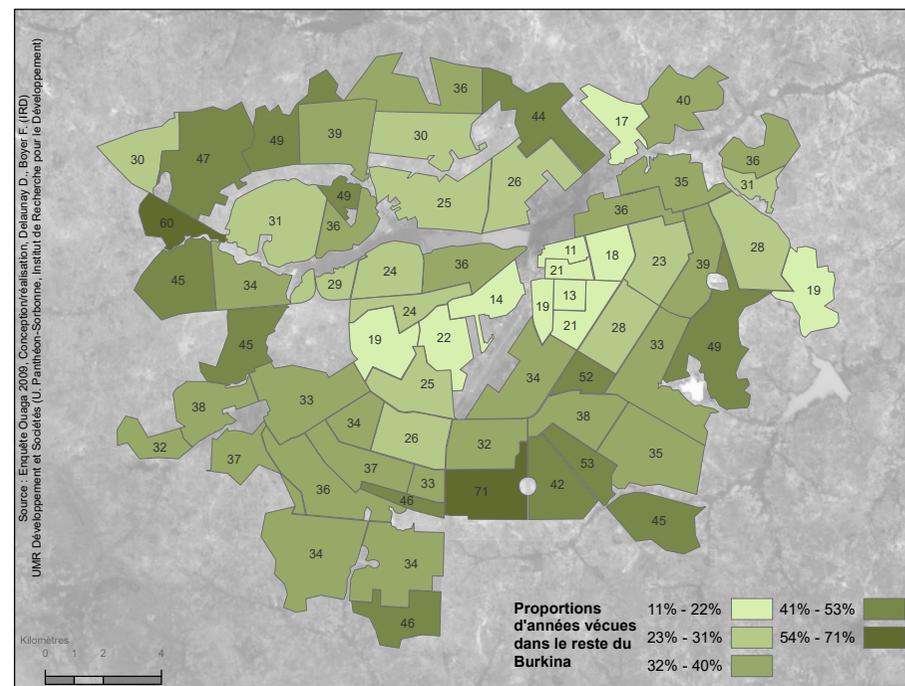
Interprétons maintenant ces cartes des lieux vécus comme une expression plus précise des origines et des statuts migratoires, au-delà du réducteur lieu de naissance. À Ouagadougou, c'est aussi une manière de définir la citoyenneté par le temps relatif passé dans la capitale. Un migrant de la première heure, par exemple, peut avoir passé l'essentiel de sa vie à Ouagadougou, plus en absolu qu'un jeune natif, ce qui nuance son statut migratoire.



La plus forte urbanité, au sens de la durée de présence est plus centrale avec une extension à l'ouest de l'aéroport, également au nord central du barrage, c'est-à-dire dans les quartiers les plus anciennement peuplés. Mais les différences sont contenues, et en périphérie les résidents (de 18 ans et plus) ont passé en moyenne un peu moins la moitié de leur vie dans la capitale. Ce résultat indique que les Ouagalais de naissance qui se positionnent dans une logique d'accès à un logement autonome peuvent être amenés à quitter les zones les plus centrales pour s'installer dans les quartiers périphériques, que ceux-ci soient lotis ou non. Les mobilités intra-urbaines centrifuges contribuent à l'expansion spatiale de la ville, au même titre que les migrations internes.

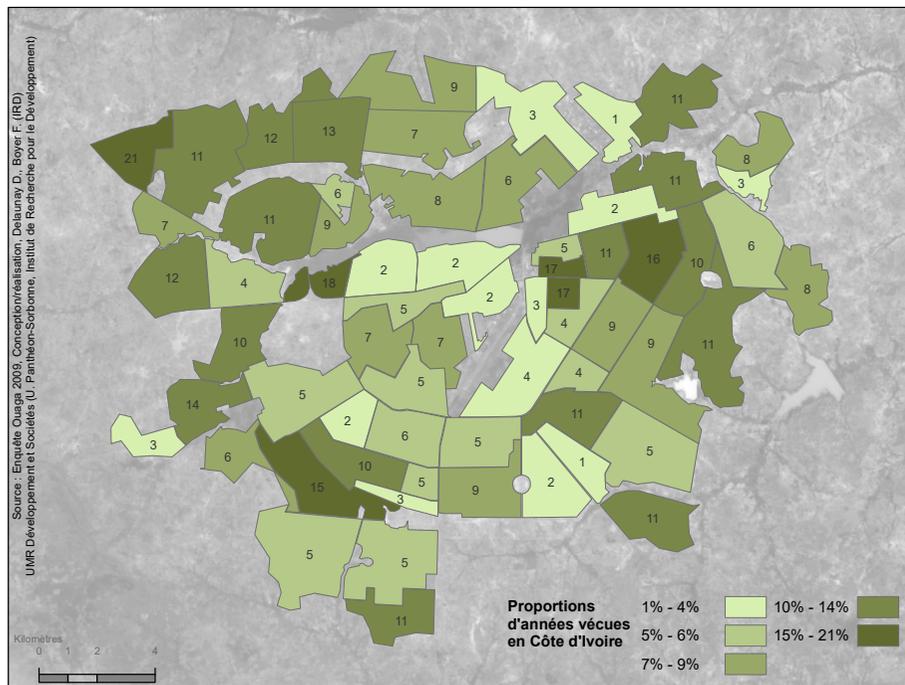
L'hypothèse d'une tendance à la présence rurale progressive aux marges de la ville en extension doit être nuancée car dans les villages rattrapés par l'urbanisation les habitants peuvent se considérer aussi « ouagalais » (ils sont nés dans les limites actuelles) que les anciens habitants du grand centre résidentiel. Ce qui s'exprime en temps passé dans la ville. Cette affirmation est nette dans les îlots de peuplement ancien (Saaba, Kossodo, Signonghin, Bilbalgho...)...

L'attractivité économique, commerciale ou résidentielle contribue à réduire le temps moyen passé dans la ville, du fait d'une contribution migratoire extérieure. Cette « urbanité » se réduit plus particulièrement dans l'ouest périphérique, mais avec une bonne tranche de vie dans la capitale (toujours plus d'un tiers, près de la moitié souvent du temps passé). Finalement, les écarts sont modérés (grosso modo de la moitié aux deux tiers) exprimant le degré de mixité.



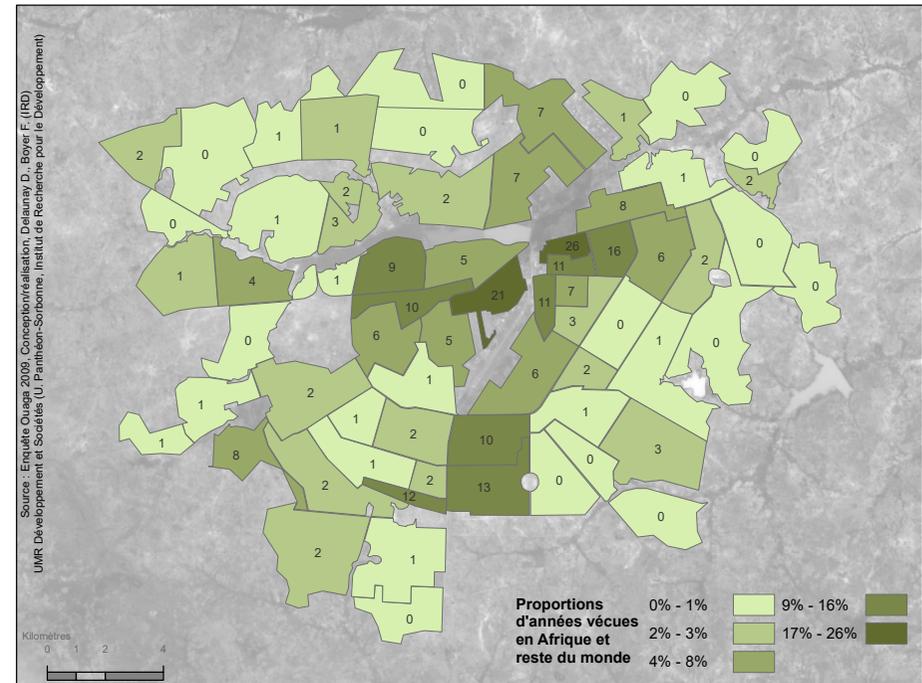
La géographie du temps biographique passé dans le reste du Burkina Faso est plus contrastée car plus liée à la migration récente de jeunes adultes. La disposition concentrique renvoie au calendrier du peuplement. Dans les quartiers fondateurs (Quartiers Saints, Gounghin, Paspanga, Dapoya, Hamdallaye...), mais aussi ceux lotis plus tardivement (Dagnoin ou Dassasgho), le temps vécu en province est réduit à la

portion congrue. Dans certains quartiers (Koulouba par exemple), les actuels résidents ont séjourné plus longtemps à l'étranger (en Côte d'Ivoire et surtout dans le continent). Notons que les cités connues pour accueillir les classes moyennes (Azimo, Tampouy) se particularisent par des résidents qui ont passé presque la moitié de leur vie en province. La présence de fonctionnaires, qui ont effectué une partie de leur carrière en dehors de la capitale, explique en partie cela. Logiquement, se détachent les quartiers de peuplement villageois traditionnel (Kossodo, partie de Saaba et Bilbalgho) dont les habitants ont une très faible expérience provinciale. Même les quartiers non lotis récents (l'est de Yamtenga, Dicofé, Balkuy, Tingandgo) ne sont pas massivement peuplés par les nouveaux citadins, en général l'équilibre est conservé entre les deux espace de vie.



La vie passée en Côte d'Ivoire ne concerne pas les seuls « rapatriés » depuis 1999 ; de nombreux Burkinabè y ont travaillé et sont rentrés, pour au final et en moyenne accumuler plus de dix pour cent de leur vie dans ce pays d'émigration historique. Un foyer de présence se détache plus particulièrement dans les environs de l'université (Zone du Bois exclue) du fait de l'importance des retours pour des raisons de scolarisation dans le supérieur depuis les années 1990. A cela, il faut ajouter les quartiers périphériques de l'ouest de la ville, ainsi que certains quartiers connus pour

abriter les ressortissants de régions du Burkina Faso qui ont été des foyers de départ importants (Kilwin). Certains de ces migrants de retour et/ou Burkinabè de Côte d'Ivoire ont pu bénéficier de l'appui de réseaux familiaux lors de leur installation à Ouagadougou. Des quartiers sont néanmoins très faiblement en lien avec la Côte d'Ivoire: autour de la zone industrielle de Kossodo, Paspanga à Hamdallaye, mais pas Nonsin tout en contraste, de même Koulouba et 1200 Logements.



L'importance relative des années à l'étranger (surtout sur le continent, hormis la Côte d'Ivoire) dessine une géographie très polarisée, révélant la concentration de l'expérience internationale dans le centre commercial et autour de la zone administrative, ainsi que dans le quartier résidentiel des expatriés (Koulouba, Zone du Bois). Les autres lieux « cosmopolites » le sont moitié moins, également centraux avec la Patte d'Oie et la cité Azimo vers le sud, près de Ouaga 2000. La population expatriée compte à Ouagadougou, non seulement en raison de la forte implantation des ONG et des coopérations multi et bilatérales, mais aussi en raison de la présence d'institutions régionales telle l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

Les mobilités courtes ou circulaires

Le protocole d'enquête ayant choisi le logement comme unité statistique primaire, il est possible d'estimer la circulation à partir de et vers ce lieu de résidence et d'accueil. Ces mobilités se distinguent des migrations et de la mobilité résidentielle intra-urbaine par le maintien du logement principal. Cela implique bien sûr d'en occuper un autre le temps du séjour court, toujours avec un retour programmé au domicile. L'occupation successive de deux, voire plusieurs logements – la multirésidence – n'est pas une pratique exceptionnelle. Le placement d'un enfant pour sa scolarité, le travail saisonnier au pays et la pluriactivité en général accompagnent cette pratique. Les visites aux proches, les voyages sont des éléments de la surface sociale ou économique des habitants les plus aptes à se déplacer. Cette circulation entre différentes résidences est constitutive de la pratique de l'hébergement, laquelle est une composante de complexification des familles ou logements, susceptible de modifier temporairement leur organisation. Selon les destinations, elle reflète une éventuelle persistance des filières migratoires, ainsi que de l'étendue des réseaux sociaux. Dans l'espace urbain, elle exprime aussi la connexion entre les logements.

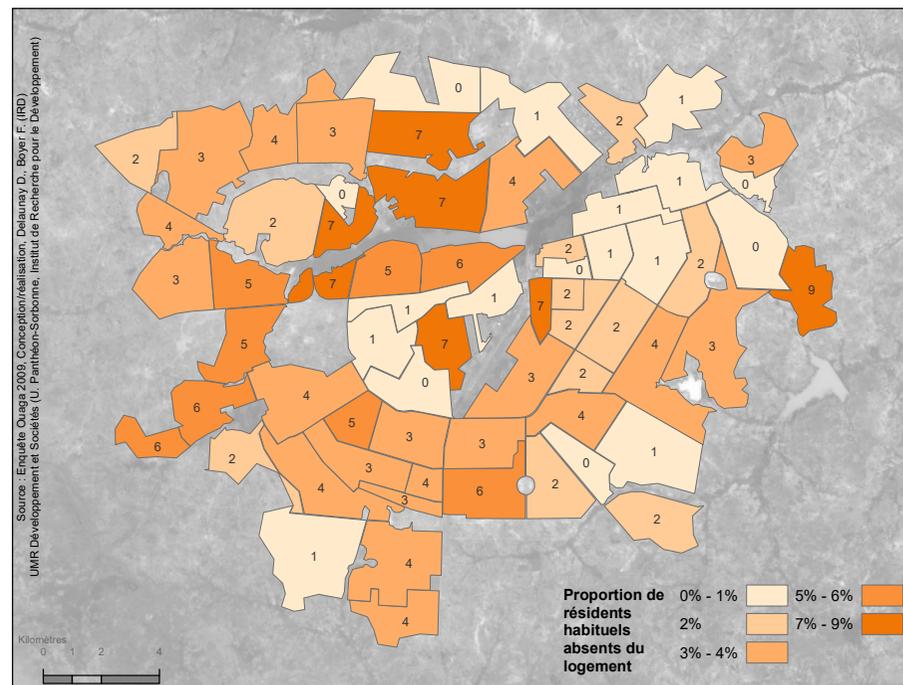
Deux statistiques sont présentées pour décrire ces mobilités courtes dans l'espace intra-urbain. La première est le décompte dans le logement des résidents habituels absents et des personnes de passage. C'est donc un statut résidentiel du moment qui est mesuré, soit une estimation de la population circulante, en perspective transversale. La seconde statistique est longitudinale mais sur la période annuelle (l'année 2008). Les circulations sont enregistrées, avec leurs dates et lieux. Dans les deux cas, le pas temporel est le mois¹.

Le statut résidentiel du moment

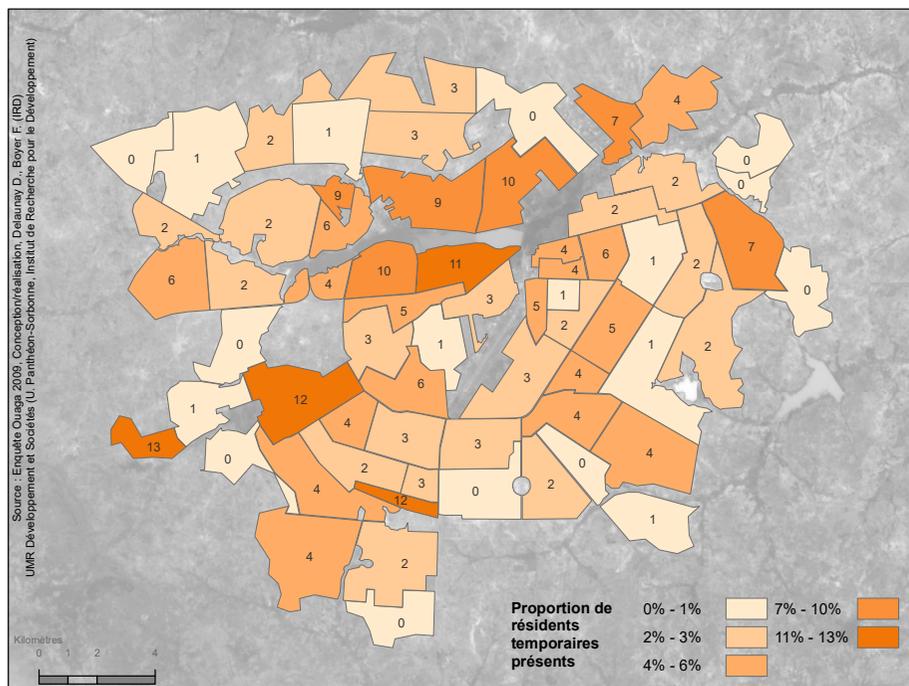
Pour simplifier la cartographie, ne sont retenues que deux catégories. Sont considérés habituels les résidents dont le logement de référence est celui enquêté à condition qu'ils y passent plus de six mois dans l'année. Certains occupants sont temporairement absents, ils sont cartographiés dans la première planche. D'autres personnes se trouvent dans le logement, mais sont considérées de passage si celui-ci n'est pas leur résidence habituelle. Pour donner un ordre de grandeur, les résidents habituels absents du logement comptent pour un peu plus de 3% de l'ensemble (individus de passage comptés) ; les résidents temporaires pour moins de 5%. Les effectifs absolus tournent autour de 70 000 individus pour les premiers, 100 000 pour

¹ Pour le statut résidentiel du moment, la durée de 30 jours sert à distinguer les sédentaires des circulants. Pour la mesure rétrospective, le mois est le pas de temps du calendrier.

les seconds ; ils se compensent pour une bonne part. Il est néanmoins utile de les distinguer pour l'analyse car ils ne présentent pas le même profil et bon nombre de résidents temporaires ont pour vocation de s'installer. Ils préfigurent la migration à venir.



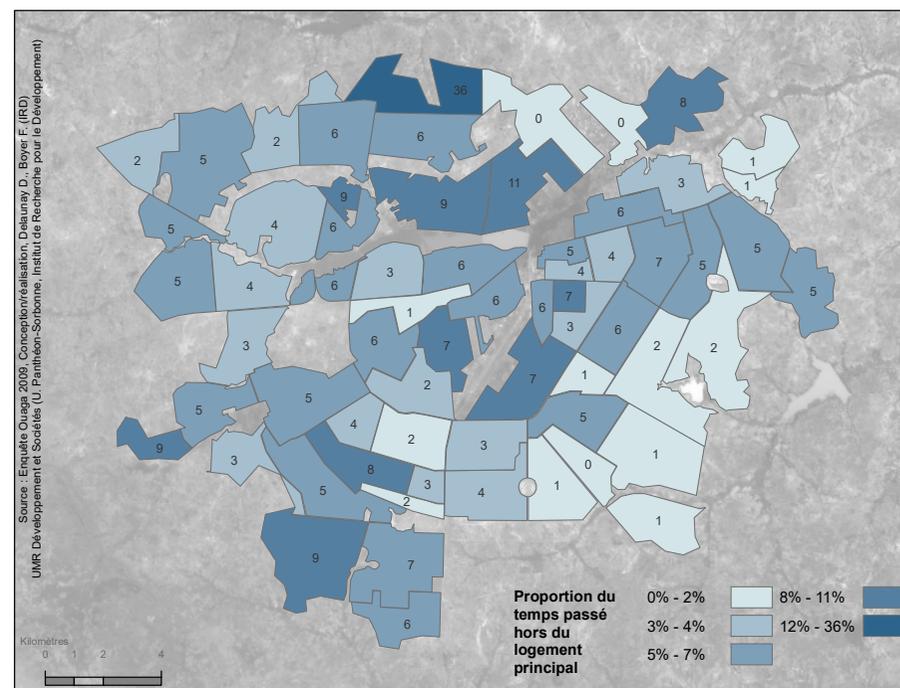
Phénomène notable, la relative absence des résidents habituels est plus marquée dans les péri-centres, notamment septentrionaux autour des barrages. Les habitants du cône nord-est (de Zogona à Wayalghin) et du centre résidentiel sud s'absentent un peu moins. L'absence est un peu plus notable à l'ouest de la ville, apparemment autour de la réserve militaire (mais les différences sont peu significatives). L'analyse des correspondances de ces catégories résidentielles avec les statuts occupationnels procure une clé d'interprétation. Les absents déclarent plus fréquemment être agriculteurs (indépendants ou aides) et fonctionnaires. Les premiers pourraient passer du travail agricole rural à la culture maraîchère urbaine (ou le travail à la tâche). Les fonctionnaires sont affectés ou en mission hors de la capitale. Le lien avec le reste de la migration n'est perceptible que pour ceux qui sont nés à l'étranger : l'Afrique de l'Ouest pour les femmes résidentes habituelles absentes, le reste du monde pour les hommes.



Cette carte des personnes de passage dans le logement montre qu'elles ne se dirigent pas de préférence vers les périphéries, comme souvent les migrants, mais vers les zones péri-centrales, notamment situées autour des barrages (une main-d'œuvre de la culture maraîchère ?), au sud de l'enclave militaire, et en général (mais moins intensément) vers les quartiers résidentiels anciens. Ils se retrouvent également dans la zone commerciale centrale, dans les quartiers de Paspanga, Dapoya, Larlé et Hamdallaye, les quartiers situés autour du marché de gros de Sankariaré. L'essentiel de cette présence temporaire (ou dans l'attente d'une installation) est formée de jeunes gens travailleurs à la tâche et de jeunes filles employées dans les maisons comme domestiques. L'analyse des correspondances entre ces catégories résidentielles et socioprofessionnelles désigne clairement l'emploi domestique pour les femmes et l'apprentissage ou l'agriculture pour les hommes.

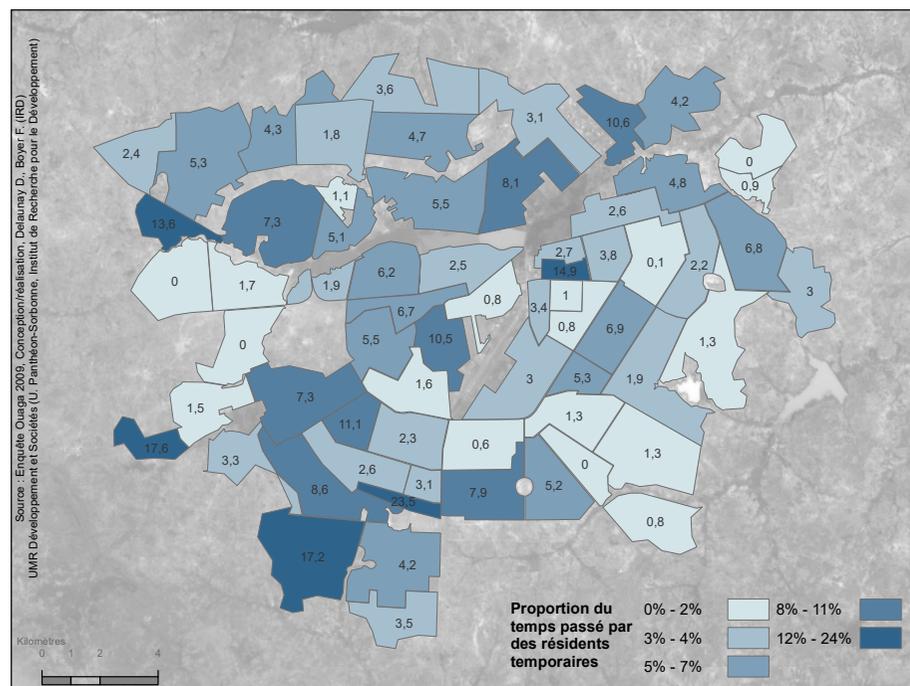
Les déplacements durant l'année 2008

Le protocole distingue les séjours de plus d'un mois, en continuité ou fractionnés, pour définir la multirésidence. Les séjours plus courts sont assimilés à un voyage ou une visite (moins de 30 jours donc). En temps passé hors du logement principal, la première composante prédomine ; mais afin d'assurer un peu de robustesse statistique, les deux durées sont rassemblées. Deux indices sont retenus à la suite, calculés sur l'ensemble de l'année précédant l'enquête (2008). Le premier est le temps total passé hors du logement principal, pour les résidents habituels à l'exclusion des personnes de passage. Le second est le temps relatif de présence de ces personnes qui ne déclarent pas le logement enquêté comme habituel. Ces définitions ne fixent pas de limite spatiale ni n'impliquent que les individus quittent la ville.



Le critère du temps passé change peu les équilibres entre les sédentaires et les personnes mobiles mesurés à partir du décompte transversal. En moyenne, les résidents habituels passeraient un jour et demi par mois hors de leur résidence principale, soit 5% de leur temps. À peu de chose près, cette proportion s'observe dans la majorité des quartiers, avec des différences peu distinctives considérant leur

faible niveau. Se démarquent néanmoins quelques zones où la circulation est plus intense : au nord des barrages probablement du fait des activités d'horticulture plus en lien avec le milieu rural du pays, avec de possibles rotations de saisonniers. Dans toutes les configurations, Quartiers Saints se signale par une circulation sensiblement supérieure, mais plus pour le passage de résidents temporaires (voir carte suivante). La même remarque vaut pour le sud-ouest de la ville où les journaliers sont plus nombreux et contribuent au peuplement de ces quartiers en chantier.



Les taux sont rapportés au temps des résidents temporaires présents. La durée du séjour des résidents temporaires est d'un peu plus de 4% de la présence effective des Ouagalais domiciliés dans la capitale, ce qui compense assez précisément l'absence de ces derniers. La variation spatiale est un peu plus ample que la précédente, probablement plus sensible aux opportunités économiques ou scolaires du quartier. Un taux de 10% signifie que les personnes de passage ont contribué à hauteur d'un dixième de l'occupation du quartier sur l'année 2008.

Les étudiants, qui ne sont pas tous établis définitivement dans la capitale, ont un poids résidentiel notable dans le quartier de l'université. L'attractivité du nord-est et de la zone industrielle de Kossodo est notable. Encore une fois apparaît le passage des

manœuvres et tâcherons dans les quartier en extension du sud-ouest. Dans ce cas et particulièrement à Bonheur Ville, Belleville, leur contribution au peuplement compense deux fois l'absence des résidents. Quartiers Saints apparaît privilégié par les gens de passage, mais se distingue aussi pour les sorties temporaires (carte précédente) et ses liens avec le reste du pays. D'autres quartiers se particularisent par la relative absence de circulation, Koulouba et Zone Commerciale par exemple, peut-être faute de vocation résidentielle.

Globalement, la géographie d'ensemble de la circulation n'est pas très typée et semble plus répondre à des opportunités locales de travail ou d'étude, ainsi que l'accueil des parents ou actifs, un hébergement apparemment plus pratiqué dans les quartiers au nord de la ville (le sud-est apparaît en creux).

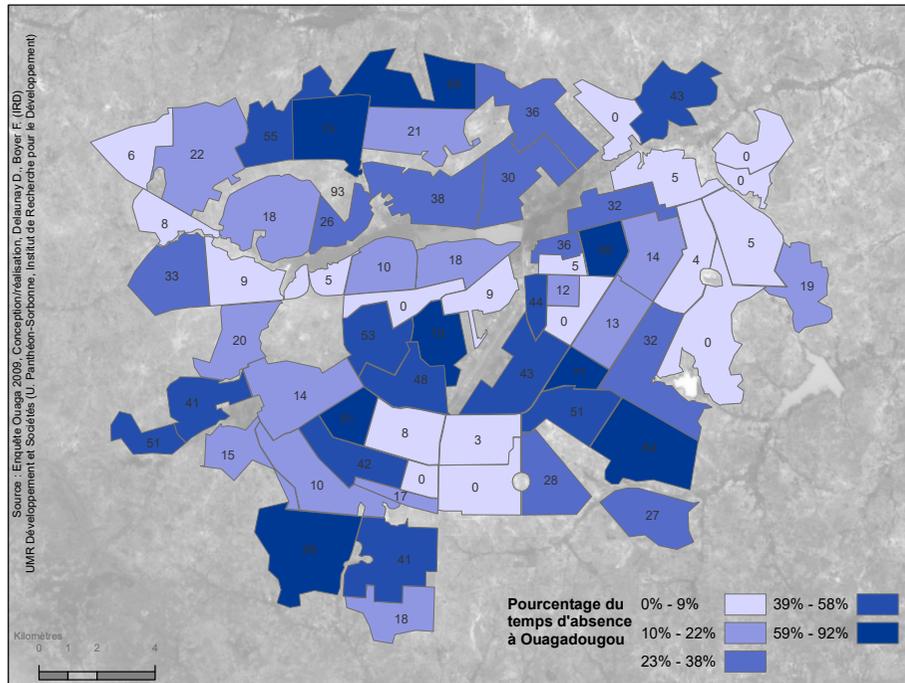
La destination des mobilités courtes

La géographie des destinations pour cette mobilité courte, saisonnière ou temporaire, se rapproche, avec des nuances, de celles dégagées pour les origines migratoires ou le capital social. En dépit de cette redondance, elle est présentée pour apporter une information spécifique et confirmer un degré de permanence des liens avec les régions d'origine.

Elle est singulière d'abord parce que la combinaison de résidences multiples n'est pas assimilable à la migration, qu'elle permet de contourner/compléter, ou parce qu'elle introduit de la flexibilité à la sédentarité imposée par le logement. Le changement temporaire de résidence se justifie pour répartir la charge des enfants, les scolariser, par la pratique de la polygamie (quand toutes les épouses ne résident pas dans le logement du mari), le travail temporaire ou la multi-activité, l'incertitude des hébergements... Ces raisons sont probablement plus prégnantes pour les circulations résidentielles à l'intérieur de la ville.

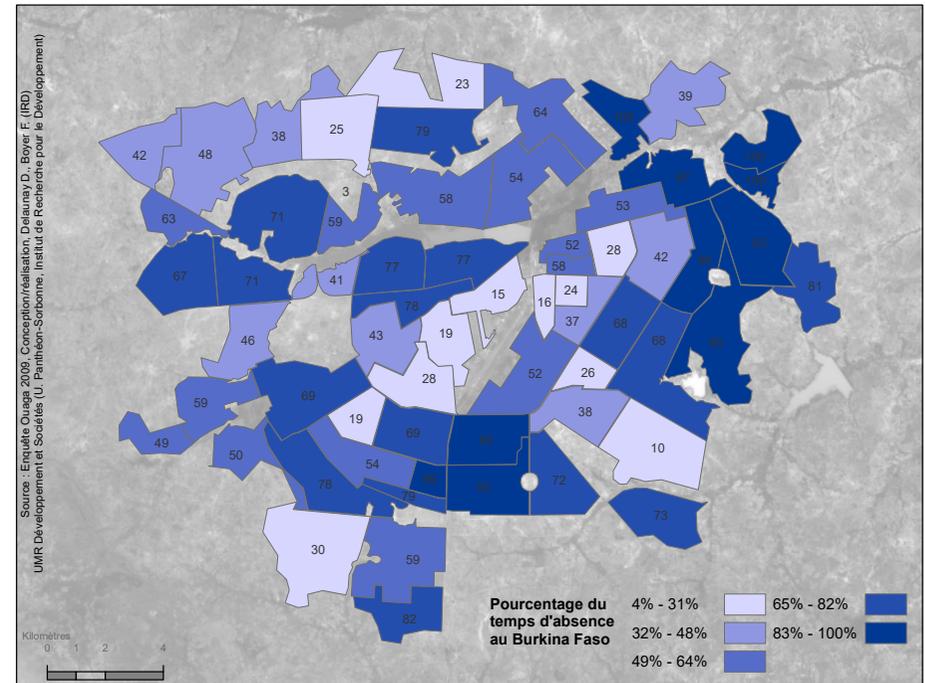
Ensuite, ces mouvements tissent du lien social, reflètent la mémoire et l'actualité des réseaux migratoires qui ont construit la ville. En cela, ils expriment plus nettement la vivacité du rapport avec le village ou la communauté d'origine. Apparaît aussi la contribution étrangère à l'activité économique de certains quartiers. Il reste néanmoins hors de portée, sans enquête ponctuelle, de distinguer ces différentes contributions, quartier par quartier.

Les proportions des temps passés dans les lieux sont calculées en référence à l'ensemble des séjours hors du domicile. L'intensité locale de la sédentarité n'est donc pas incluse dans le calcul. Pour une destination ouagalaise par exemple, la durée n'inclut pas les résidents habituels présents.

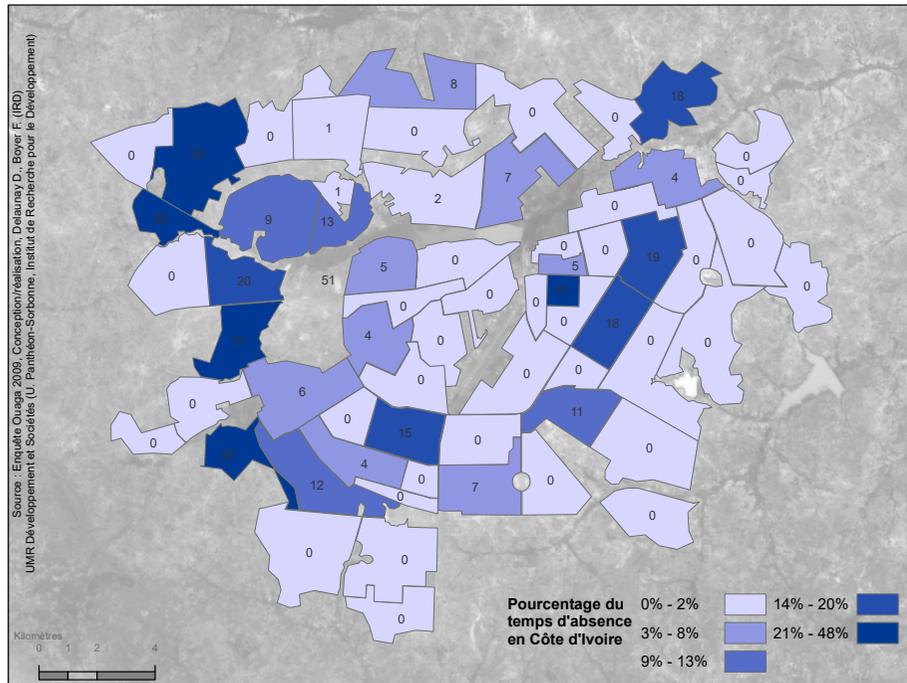


Le temps total passé dans la capitale par les habitants mobiles représente un peu moins du tiers du total. Cette mobilité courte intra-urbaine obéit probablement à aux raisons particulières évoquées. Elle peut constituer une alternative temporaire à une mobilité résidentielle empêchée par le foncier ou la rareté de l'offre de logement. Elle lie différents lieux de la capitale.

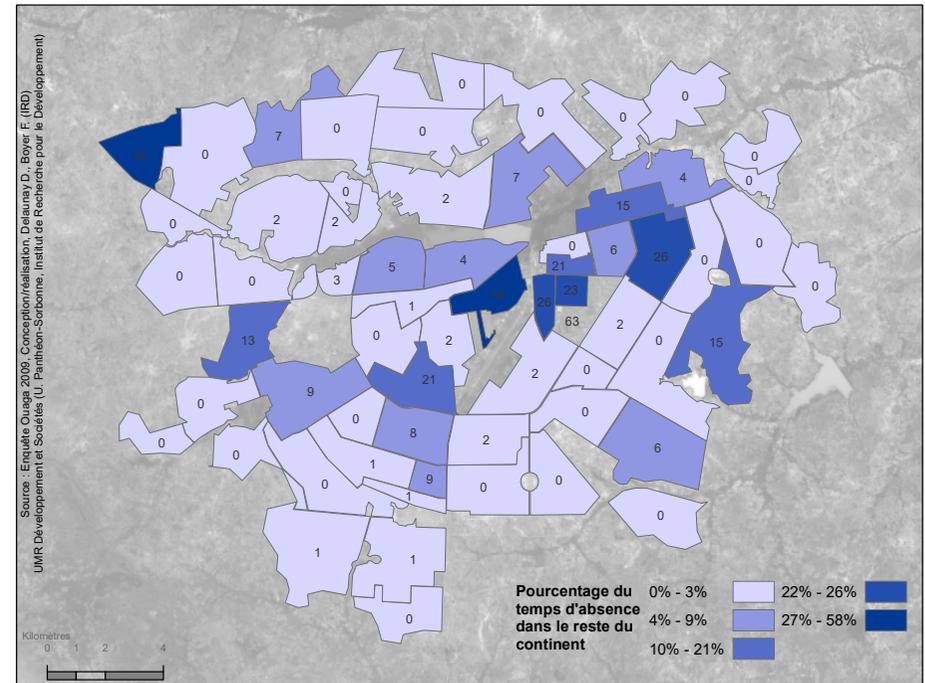
Étonnamment peut-être, le contraste géographique est élevé. En simplifiant, un centre industriel et commercial plus cosmopolite développe plus de relation avec l'extérieur qu'avec le reste de la ville ; il court de l'université à la zone industrielle de Gounghin. Au sud de cette épine dorsale, les habitants des quartiers résidentiels anciens ont relativement de fortes relations par hébergement avec d'autres quartiers, qui découlent en partie de la dispersion intra-urbaine des descendants et parents restés ouagalais. Les zones péri-centrales de peuplement plus récent, et notamment par migration, sont majoritairement tournées vers le reste du pays (voir la carte suivante). En grande périphérie non lotie, à l'exception de sa partie orientale, le rapport résidentiel avec la ville est probablement plus lié aux stratégies foncières d'acquisition d'une parcelle de la part d'habitants plus anciens, ou de l'assimilation de villages limitrophes qui par la multirésidence construisent leur lien à la ville. La contribution de travailleurs temporaires est probablement décisive dans certains cas.



Les déplacements vers le reste du pays représente 56% environ du temps passé hors du domicile principal ; c'est donc la principale destination des mobilités circulaires. Ici encore les écarts entre quartiers sont amples. Dans la périphérie non lotie orientale, les allers-retours avec le reste du pays sont largement majoritaires. À quelques nuances près, cela vaut aussi pour le péri-centre, à l'exception de sa partie orientale vers Dassaïgho. Même des quartiers anciens comme Hamdallaye ou Silmissin, Dapoya conservent des liens forts avec les zones rurales d'origine ; on peut y voir la marque de la polygamie et en général des liens matrimoniaux noués, impliquant visites et hébergements. En réalité, c'est plutôt la diagonale centrale à l'ouest de l'aéroport et la périphérie nord-ouest qui se distinguent par une orientation plus urbaine ou internationale.

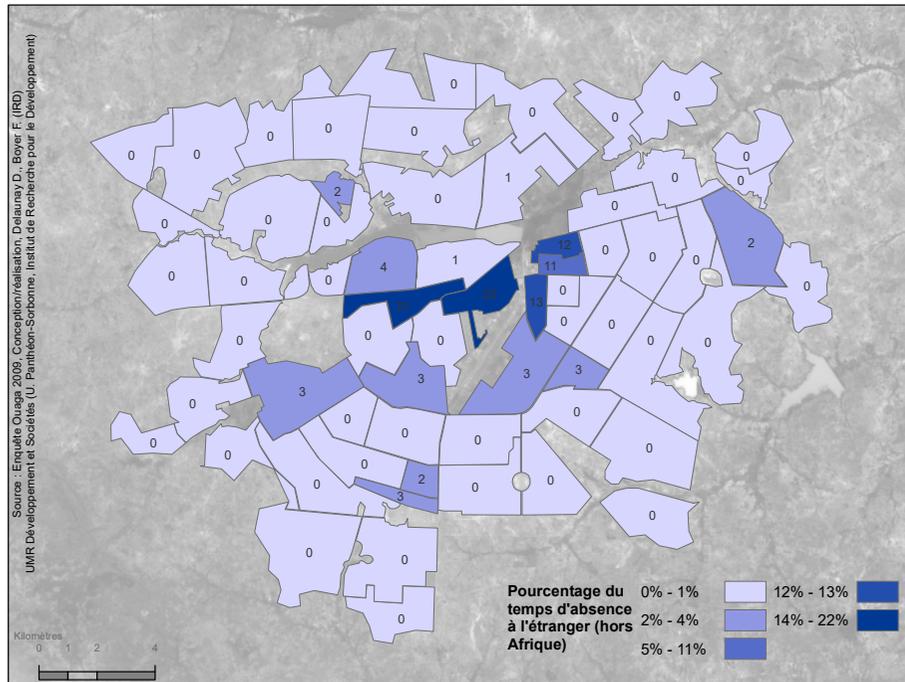


La géographie de la destination ivoirienne (7% du temps total) est un peu en retrait si on la compare à celle de l'importance des rapatriés, voire du temps passé au cours de la vie. Une restriction qui peut être imposée par la distance plus grande ou la perte des liens avec la Côte d'Ivoire. Néanmoins la géographie est grosso modo conservée avec une mobilité plus intense dans l'ouest de la ville et autour de l'université, jusqu'à Zone 1 et Dassasgho. Même s'il ne faut pas donner tout crédit aux chiffres très élevés de Zogona ou Sandogo (les cas sont rares).



Les temps passés en 2008 sur le reste du continent sont faibles (4%) et donc peu fiables à l'échelle des quartiers ; une remarque encore plus vraie pour les séjours temporaires à l'étranger (moins de 1%). Les cartes sont toutefois présentées car elles confirment les configurations précédentes de l'immigration et des mobilités rétrospectives, du moins dans leurs grandes lignes. L'existence de liens avec le reste de l'Afrique (hors Côte d'Ivoire donc) se confirme pour le centre commercial et des affaires, avec une diffusion vers le nord-est, en passant par l'université mais contournant Zone du Bois. Ce quartier aisé d'expatriés ressort nettement pour les liens avec l'étranger, hors Afrique. Cette composante cosmopolite de la mobilité circulante est nette dans le centre économique de la ville.

La structuration de la ville par les mobilités



La géographie intra-urbaine d'un large éventail de mobilités et de migrations révèle leur impact sur le peuplement urbain. Cela est évidemment attendu dans une ville jeune, qui s'étend avec la transition démographique et particulièrement sa composante migratoire. La composition des nouveaux territoires intra-urbains dépend du choix des quartiers par les primo-arrivants et la mobilité des citoyens installés. Dès lors, la sélectivité des mobilités recompose le peuplement, ce que montre la série des cartes présentées. Mettre l'accent sur les mobilités et les migrations vient nuancer le modèle concentrique d'organisation spatiale qui a pourtant été consolidé par les politiques de lotissement des quartiers d'occupation spontanée. D'autres formes de structuration de l'espace sont à l'œuvre.

Il est d'abord frappant, même si c'est un phénomène répandu, de constater combien la ville reproduit à son échelle la géographie du pays. Les nouveaux arrivés ont tendance à s'installer au contact de leur région d'origine ou dans les parties de la ville orientées selon les mêmes points cardinaux. Finalement, la différenciation de la ville ne serait pas tant ethnique ou religieuse que construite par les liens entretenus avec la communauté ou village d'origine, avec la famille éloignée. Ces préférences s'entretiennent avec les déplacements courts ou saisonniers et les pratiques matrimoniales. Il en résulte la construction d'un entre-soi relatif qui, sans parler de ségrégation, entretient une forme de différenciation de l'espace.

Une autre partition territoriale se forme en fonction de la date d'arrivée dans la capitale en extension. Elle amène éventuellement la question de l'urbanité au sens de cette ancienneté et de l'intégration des migrants. Pour la poser, gardons à l'esprit que la mobilité se concentre au début de la vie adulte, suivie par une sédentarisation progressive avec l'âge. Elle se traduit, par exemple, par des pratiques propres aux résidents du centre, dont les circulations sont plus tournées vers la ville que vers le reste du pays. L'ancienneté du peuplement favorise les pratiques d'hébergement, de mobilités temporaires et de multirésidence. Elles sont probablement entretenues par certaines caractéristiques de ces quartiers : la présence de marchés, la grande taille des parcelles et des concessions, leur localisation centrale. Les résidents de longue date, mieux insérés dans l'espace urbain, sont une ressource pour ceux temporaires à la recherche d'un emploi ou logement.

Diverses tendances viennent cependant changer cette disposition concentrique due à l'ancienneté. La première est l'arrivée de migrants internationaux tournés vers les activités économiques du centre, d'étudiants également, de fonctionnaires internationaux ; ils contribuent à l'émergence d'un noyau plus cosmopolite. La seconde est le choix de la périphérie non lotie par des citoyens anciens (ou enfants des

primo-arrivants) en quête d'une parcelle peu onéreuse pour accéder à la propriété. Cette mobilité intra-urbaine centrifuge facilite l'acquisition de l'autonomie résidentielle. Dans les périphéries, elle contribue au maintien des liens avec le reste de la ville. Enfin, les cartes des déplacements ont mis en évidence le degré d'intégration des populations villageoises limitrophes, proches depuis longtemps de la capitale, qui se sont en quelque sorte urbanisées sans bouger. Elles connaissent une faible mobilité résidentielle, mais maintiennent une circulation avec le reste de la ville.

Une troisième partition structurante s'est dégagée des mesures de la mobilité intra-urbaine, celle d'un axe orienté nord-est/sud-ouest qui scinde la ville en deux parties quasi égales. La moitié sud orientale serait plus attractive pour les Ouagalais de naissance, donc moins enclins à déménager vers le nord, en particulier au-delà des barrages mais aussi au nord de la nationale 1. La moitié nord occidentale favoriserait une forme de consolidation du peuplement faute d'attractivité intra-urbaine. Au-delà du côté simplificateur d'un tel schéma, le détail cartographique suggère que les zones les plus attractives attirent les citoyens en situation d'ascension sociale, le motif du déménagement pouvant être une amélioration de l'habitat, du quartier. Le choix des lieux exprime la différenciation socio-économique à l'œuvre dans la ville parce que la sédentarité est aussi une contrainte imposée par le manque de ressources économiques, dans une situation de pénurie de logements. Dès lors, une mobilité résidentielle élevée est la marque des quartiers aisés, car les habitants en ont les moyens, la pratiquent par profession ; elle exprime la revendication à de meilleures conditions de vie. Sans compter que partir en vacances, ou même simplement rendre visite à sa famille, plus ou moins régulièrement, nécessite de disposer d'un certain niveau de revenu.

Une dernière structuration opère par les opportunités économiques, mais surtout pour la population la plus mobile, pas encore stabilisée par l'âge, la famille. Les étudiants, les travailleurs domestiques ou tâcherons s'adaptent mieux aux opportunités d'emploi. Le secteur informel, plus important dans le nord, nord-ouest, s'accommode de populations plus sédentaires, ou plutôt il permet cette consolidation par le travail dans la rue ou à proximité du logement, avec une obligation faible à se déplacer. La dissociation des zones économiques et de résidence suppose les moyens de transport pour aller quotidiennement de l'une à l'autre.

L'intérêt des cartes est moins de révéler ces partitions territoriales que d'en donner la mesure, évitant une surinterprétation au vu des différences constatées. Les quartiers périphériques sont les lieux de la dynamique urbaine, mais ils n'accueillent pas seulement des migrants récents, beaucoup s'en faut, également des citoyens ou des habitants villageois limitrophes. La mobilité, même sélective, participe au brassage des résidents, tout comme à une autre échelle les déplacements courts ou la multirésidence. Ces circulations contribuent à la recomposition urbaine certes, mais par ce mélange migratoire, elle ne va pas nécessairement dans le sens d'une ségrégation ou fragmentation de l'espace.

Pour cette raison, toutes ces mobilités méritent l'attention car elles redistribuent l'accès aux ressources urbaines, inégalement distribuées. Les populations anciennes et âgées habitant le centre résidentiel disposent par exemple d'une localisation plus favorable par rapport aux lieux d'activités, de services ou même de loisirs. Mais comme elles sont moins nombreuses et plus sédentaires, ce sont les jeunes adultes très nombreux, en bonne partie migrants, qui portent la dynamique urbaine, stimulent la demande de logement et d'infrastructure. Finalement, la transition démographique en cours est la force première de recomposition de l'espace et des opportunités économiques. La baisse de la fécondité, la migration de jeunes adultes mène à l'augmentation relative du ventre de la pyramide des âges, sa partie active. L'avenir de Ouagadougou se joue donc avec la qualité de leur intégration, de leur contribution économique. Il ne faudrait pas négliger l'impact des écarts de la fécondité sur la segmentation de l'espace.

Une caractéristique de Ouagadougou, qui infléchit les modes de déplacement comme les pratiques urbaines, est la quasi-absence de transports en commun. Alors que d'autres capitales (Bamako, Niamey ou Cotonou) sont parcourues par nombre de taxis collectifs, minibus ou motos-taxis, Ouagadougou en 2009 ne compte que 4000 licenciés de taxis collectifs (qui ne circulent pas tous en permanence) et 11 lignes de bus qui desservent surtout le centre-ville et une partie du péri-centre, et dont le fonctionnement est aléatoire. La capitale burkinabè reste fidèle à son image d'une ville de deux-roues, par le passé de bicyclettes, aujourd'hui de mobylettes et autres motos. L'arrivée sur le marché de deux-roues à moteur d'importation chinoise ou indienne a favorisé la baisse du prix d'acquisition, démocratisant l'équipement individuel. Le parc automobile ouagalais se développe également, même si les taxes à l'importation de véhicules neufs ou d'occasion restent élevées, de même que le coût de l'essence comparativement aux pays limitrophes. Dans un tel contexte, l'usage des transports en commun est marginal, les Ouagalais privilégiant plutôt les modes individuels qui leur assurent l'autonomie à laquelle ils sont attachés. Cette configuration modale est porteuse d'inégalité, celle de la capacité des individus à posséder un moyen de transport et de s'en servir. Parce qu'un vélo ne procure pas la même capacité qu'une moto ou une voiture pour se déplacer dans une ville en extension, sans évoquer la marche à pied qui reste le mode majoritaire. Les femmes sont moins dotées que les hommes en moyens de transport, elles se retrouvent plus captives de leur quartier. L'âge est un autre facteur de différenciation, comme la situation socio-économique, le travail, etc. Ces inégalités sont appréciées dans la monographie consacrée à la mobilité.

L'objet des cartes suivantes est de donner une estimation fine de cet autre facteur de différenciation qu'est la combinaison de la localisation dans l'espace intra-urbain et des moyens de se déplacer. L'endroit habité donne un accès inégal à la ville (pour le travail, la consommation, l'école, les loisirs) qui peut être compensé ou amplifié par le capital de mobilité, la capacité de chacun à pratiquer la ville. Celle-ci importe pour définir l'urbanité que la mobilité au jour le jour module. Être capable de pratiquer la ville est aussi le fondement de l'activité économique et de la socialisation. S'extraire du logement est une facette de la distinction précédente entre le travail domestique et celui rémunéré qui s'exerce en dehors. Mesurer les pratiques urbaines permet aussi d'estimer la part de la socialisation qui se développe hors de la sphère domestique ou familiale pour des motifs que le protocole détaille : visite aux parents et amis, sorties de loisir, fréquentation des lieux de culte. Pour un capital de mobilité donné, des

arbitrages sont inévitablement imposés par la localisation et les différences démographiques du peuplement. Ce chapitre décrit donc l'inscription dans l'espace des différentes combinaisons des mobilités de production (travail, étude) et de consommation (achats, loisirs, vie sociale).



De nombreux facteurs sont associés aux inégalités constatées de la possession de moyens de transport, de la distribution des motifs de la mobilité, de l'intensité et la fréquence des sorties. Des éléments d'explication sont à rechercher dans l'ancienneté des quartiers et l'âge des habitants, les taux d'emploi formel ou de scolarisation, ou même de manière plus anecdotique l'assiduité des pratiques religieuses. Cela n'est pas le propos des cartographies proposées. Elles révèlent moins la géographie des causes attendues que ce qu'elles signifient pour les Ouagalais. Dans cette optique, la différenciation territoriale de la mobilité est décrite selon trois principales perspectives.

La première est élémentaire et simplificatrice : la possession ou pas d'un moyen de transport, pour s'épargner la marche à pied accessible à (presque) tout le monde. Mais posséder un véhicule ne signifie pas que l'on en a un usage régulier, voire même que l'on s'en sert. Bien des ménages disposent d'un vélo mais, socialement déprécié et d'usage ingrat (et dangereux), on ne l'utilise pas quotidiennement, beaucoup s'en faut. L'information est donc moins utile que celle sur les pratiques effectives de la mobilité quotidienne ou hebdomadaire, en particulier selon les modes de transport.

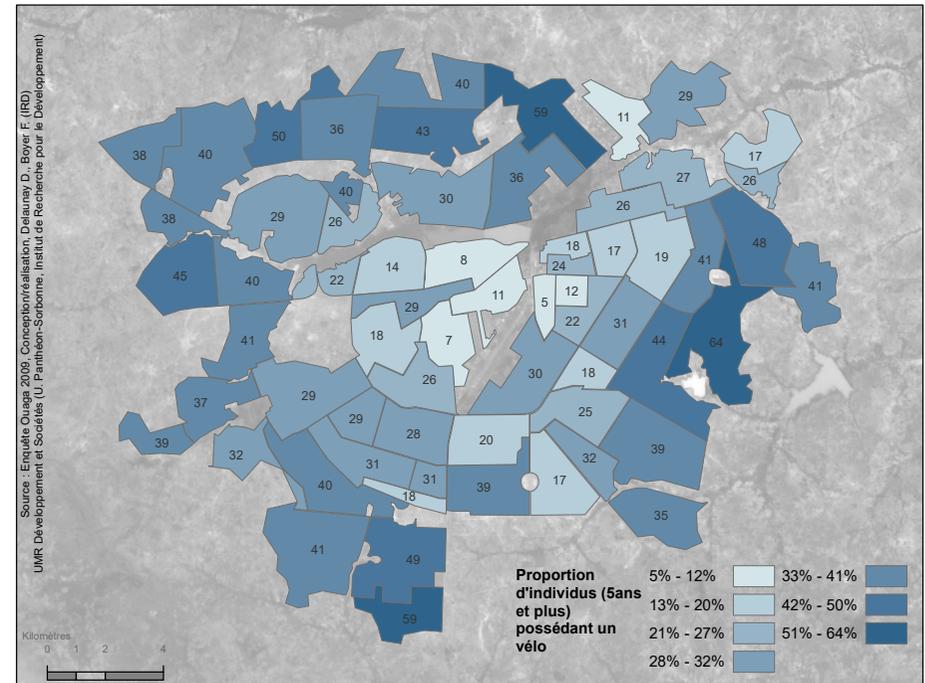
Il existe une préoccupation des acteurs institutionnels pour les navettes quotidiennes à partir du domicile et de retour vers celui-ci, les infrastructures qui les canalisent. Un ensemble de cartes est donc consacré à la configuration spatiale de cette circulation, mais ignorant les personnes immobiles. L'unité d'observation est le trajet, atome de la mobilité quotidienne que l'on distingue selon les motifs, la distribution modale, le temps requis.

Cependant, il faut bien reconnaître que les véritables pratiques urbaines de mobilité couvrent un éventail bien plus large de motivations et d'acteurs. Surtout, certains individus sont sédentaires ou fréquentent la ville pour d'autres motifs que les activités de production, de travail ou d'étude, que ce soit pour les loisirs ou la socialisation, une pratique religieuse. Pour estimer plus précisément ces rapports au territoire par la mobilité, la référence journalière retenue pour les trajets est trop courte. Les pratiques sont mesurées sur une période hebdomadaire.

La vraie différence est plus fondamentale : l'unité d'observation devient l'individu, acteur de son rapport à la ville. Les statistiques cartographiées ne sont plus des moyennes de trajets mais de pratiques individuelles, les personnes immobiles sont incluses. L'inconvénient de ce choix est que les moyennes individuelles sont altérées par la composition par âge des différents quartiers et autres effets structurels. Les déplacements de travail dépendent par exemple de la proportion d'actifs dans la population du quartier, autant que de la mobilité associée à l'activité. Pour atténuer cette perturbation structurelle du peuplement, certaines pratiques (le travail, l'école) sont rapportées à la seule population concernée ; les personnes actives pour le motif de travail par exemple, certaines néanmoins sédentaires.

LA POSSESSION D'UN MOYEN DE TRANSPORT

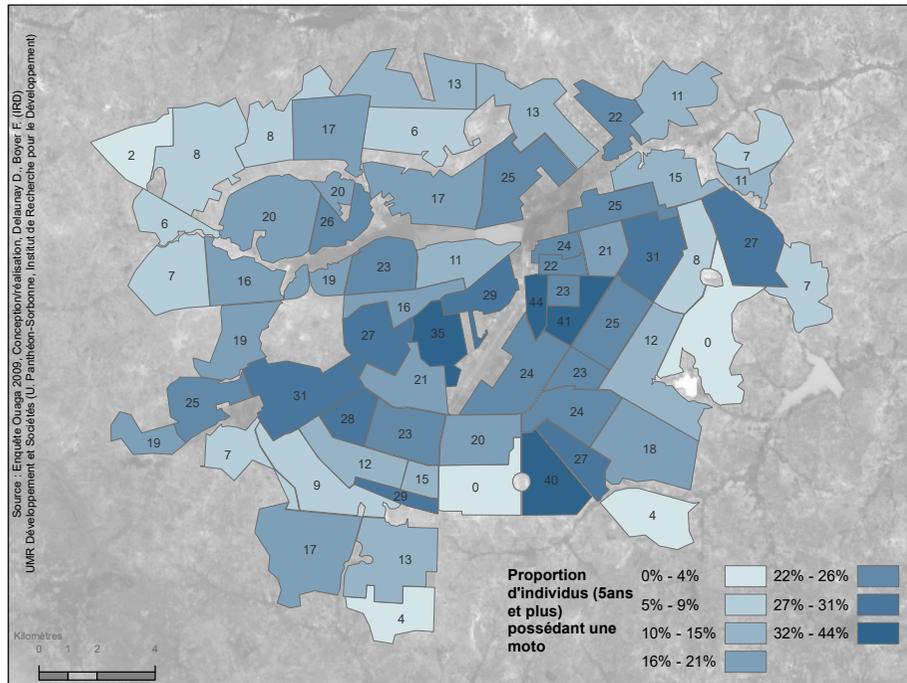
La possession d'un moyen de transport n'implique pas toujours son usage ni ne présume qu'il soit quotidien. La possession d'un véhicule coûteux à l'achat et à l'utilisation est d'abord un indice de confort économique, ensuite de mobilité. Dans certains quartiers non lotis anciens, l'étroitesse des ruelles interdit le passage d'une voiture. Le vélo ou le deux-roues motorisé s'adapte mieux à l'état des infrastructures et à la densité de la circulation sur les quelques routes goudronnées. Néanmoins, la géographie de la possession annonce et conditionne la distribution modale des déplacements et des pratiques urbaines.



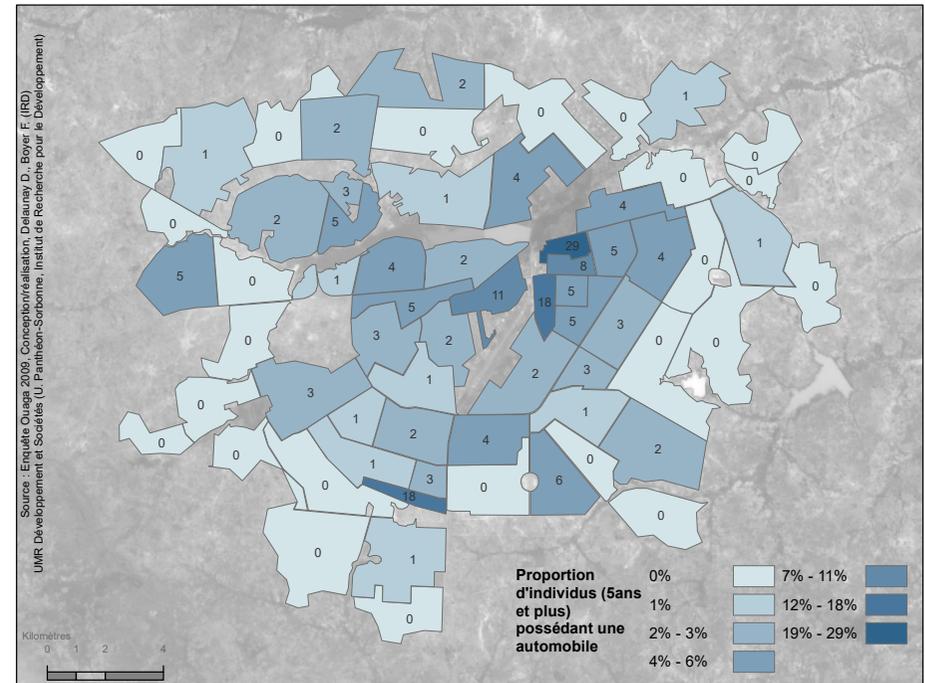
Les propriétaires de bicyclette sont bien plus nombreux en périphérie, notamment non lotie et donc éloignée du centre. Bon marché, le vélo est non seulement accessible mais aussi utile pour les courtes distances, pour se rendre à l'école par exemple, là où les transports collectifs sont rares ou délaissent les quartiers. Avoir un vélo facilite l'accès aux axes de circulation et aux taxis collectifs. Son usage quotidien est néanmoins moins répandu que sa possession.

Ce qu'aussi la carte souligne, c'est que ce moyen de transport n'est pas possédé dans le centre historique et économique (un peu plus dans la zone industrielle de Gounghin) ni dans les quartiers résidentiels anciens. Son usage socialement déprécié n'incite pas à le conserver et pour les enfants la pratique y est dangereuse.

Se déplacer dans une ville en extension



La répartition de la propriété des deux-roues à moteur montre la substitution progressive vers ce moyen plus rapide et confortable dans le centre et péricentre. Pris par les jeunes adultes, il est accessible grâce aux importations en provenance d'Asie. Une caractéristique de la géographie souligne probablement le rôle des grands axes, si l'on en croit la concentration observable au long de la route de Bobo-Dioulasso. La motorisation des deux-roues facilite les résidences plus excentrées, dans la cité Azimo par exemple ou Ouaga 2000 (sauf la partie occidentale pour les raisons que l'on connaît). Le relatif manque de ressources pécuniaires en périphérie, la présence de jeunes familles n'incitent pas à son adoption.



Les quartiers équipés en voiture sont les plus aisés, posséder une automobile est réservé à quelques-uns. Le taux d'équipement apparaît élevé à Zone du Bois quand on songe qu'il est calculé pour la population de plus de 5 ans. L'automobile compense l'éloignement du centre pour habiter des logements bien équipés, comme à Cité Azimo.

A rapprocher ces trois cartes, on mesure le déficit de certains quartiers en moyens de transport, à mettre en perspective avec l'absence de moyens collectifs.

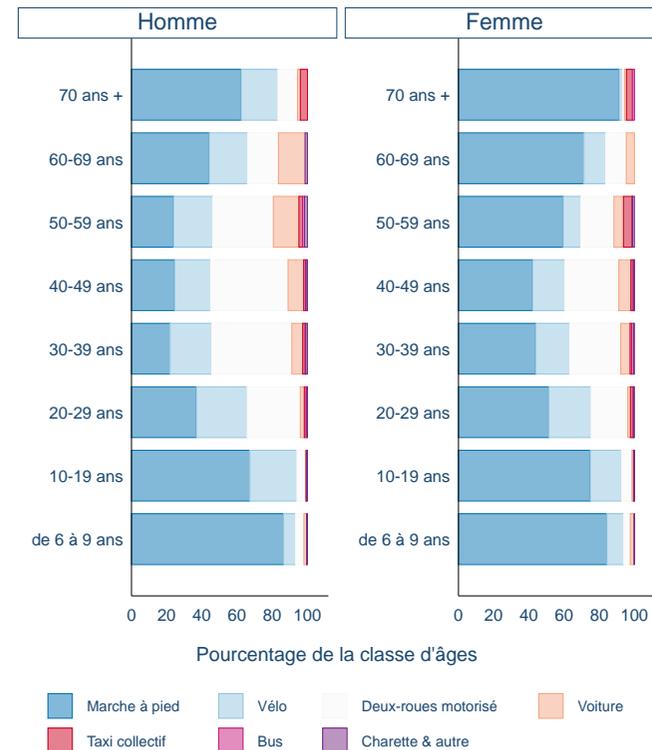
LES MOBILITÉS QUOTIDIENNES

Les descriptions géographiques qui suivent concernent les navettes à partir du domicile et de retour, le trajet simple étant l'unité de référence. L'enregistrement se rapporte à la journée précédant l'enquête, pour toutes les personnes de 5 ans et plus. Sauf avis contraire, les mesures sont exprimées en pourcentages de tous les déplacements, qui ne concernent donc qu'une partie de la population, celle qui a été mobile ce jour-là. Les personnes sédentaires ne rentrent pas dans le calcul, ce qui est fait dans la section suivante sur les pratiques. Bien évidemment la référence spatiale est le lieu de résidence des personnes concernées, pas la destination du trajet. L'accent est porté sur les modes de déplacement, le motif et la durée du trajet.

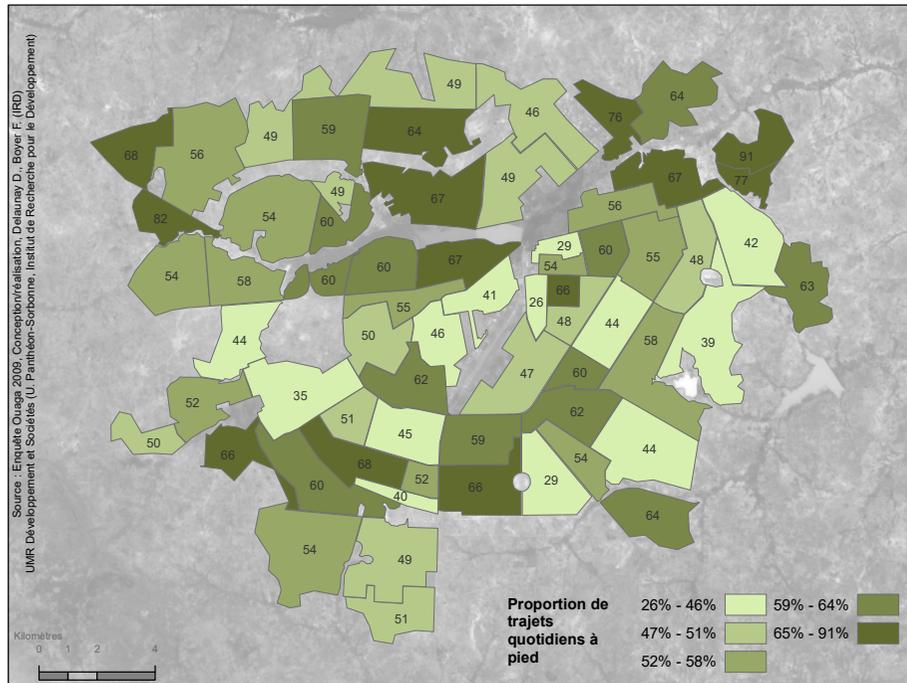
Les modes du déplacement

Contrairement aux informations sur la possession des moyens de transport, il s'agit bien de l'usage effectif de celui-ci au cours du déplacement. L'effet démographique de composition des quartiers joue d'abord du fait des variations avec l'âge, la marche à pied étant plus pratiquée par les jeunes et les personnes âgées, pour les déplacements courts dans le quartier. L'équilibre numérique entre les sexes ne joue pas à cette échelle, plus en fonction du motif du trajet (école, courses quotidiennes, pratique religieuse).

Distribution modale selon l'âge et le sexe

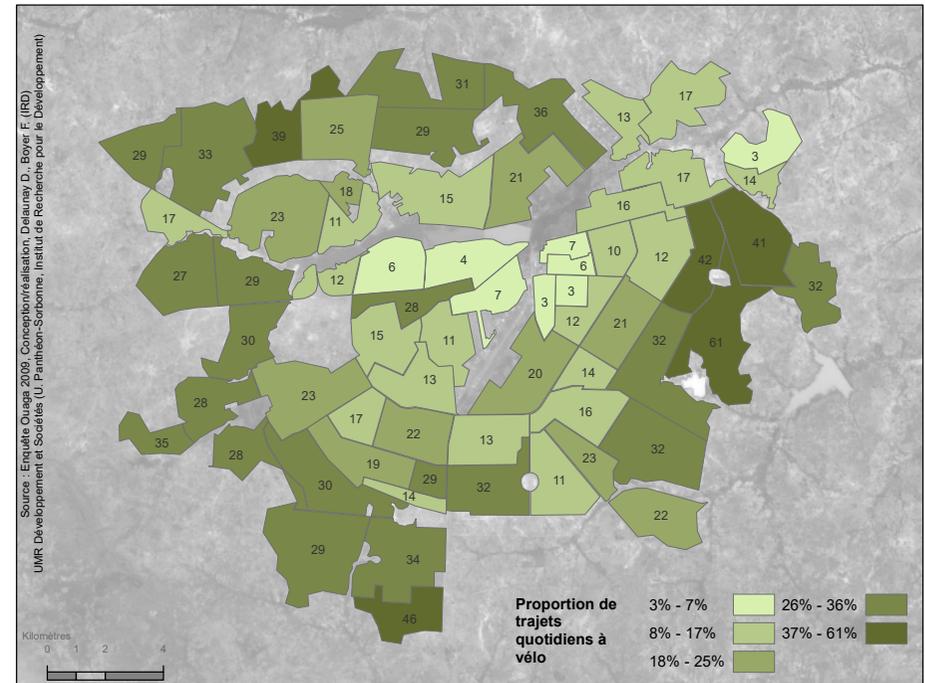


Source : Enquête Ouaga 2009

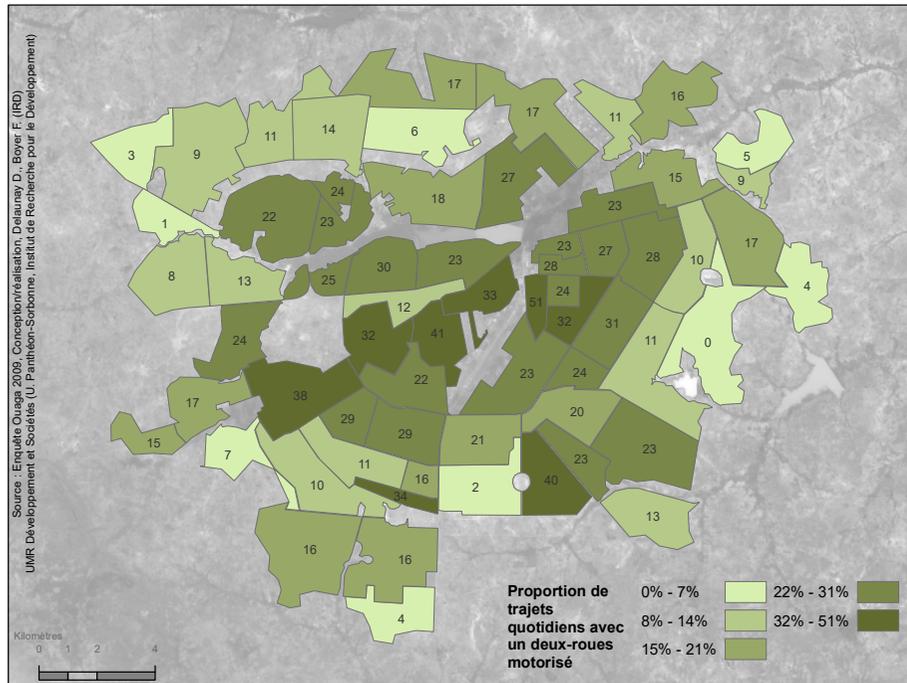


La marche à pied est globalement le mode majoritaire de déplacement au quotidien (54% des trajets), loin devant le vélo (21%). Cela peut surprendre si l'on oublie que tous les individus sont concernés, femmes au foyer qui font les courses de tous les jours et les enfants qui vont à l'école. La marche est le mode des trajets courts, de proximité.

Du fait de sa généralisation, la marche à pied n'offre pas la configuration spatiale la plus contrastée. Les petits déplacements quotidiens suffisent à la vie sociale, religieuse ou les tâches domestiques, moins pour se rendre au travail. Dès lors, l'importance de la population active et l'éloignement du lieu d'activité, la structure par âge et la présence d'enfants modulent le recours à ce mode de déplacement. Les classes les mieux nanties peuvent éviter son caractère inconfortable ou jugé trop lent, elles sont plus souvent contraintes à des déplacements longs pour leur activité salariée par exemple. Cette influence se retrouve dans les lieux bien équipés (Zone du Bois, Azimo) mais aussi à proximité du domaine militaire à l'ouest de la ville. Dans certaines zones non loties, à l'est notamment, la rareté des services de proximité peut dissuader d'y avoir recours.

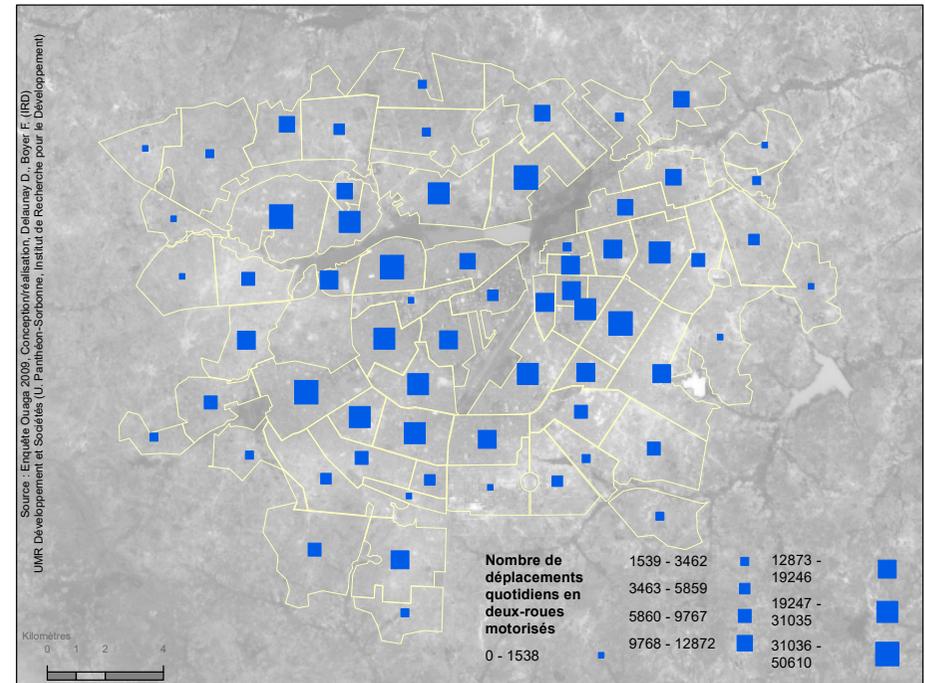


La pratique quotidienne du vélo est géographiquement plus marquée, comme la possession auparavant cartographiée. Elle est mineure pour les habitants du centre pourtant plus près du travail et des commerces ; elle prend de l'importance dans les périphéries non loties, qui manquent de l'infrastructure en transport et des ressources pour la motorisation individuelle. La comparaison avec la pratique de la marche à pied montre que dans les quartiers non lotis, ces deux modes sont pratiquement exclusifs. Le travail tend à se replier sur les activités informelles proches et la consommation sur le petit commerce itinérant ou de proximité, qui s'adapte au manque de mobilité et vice-versa.

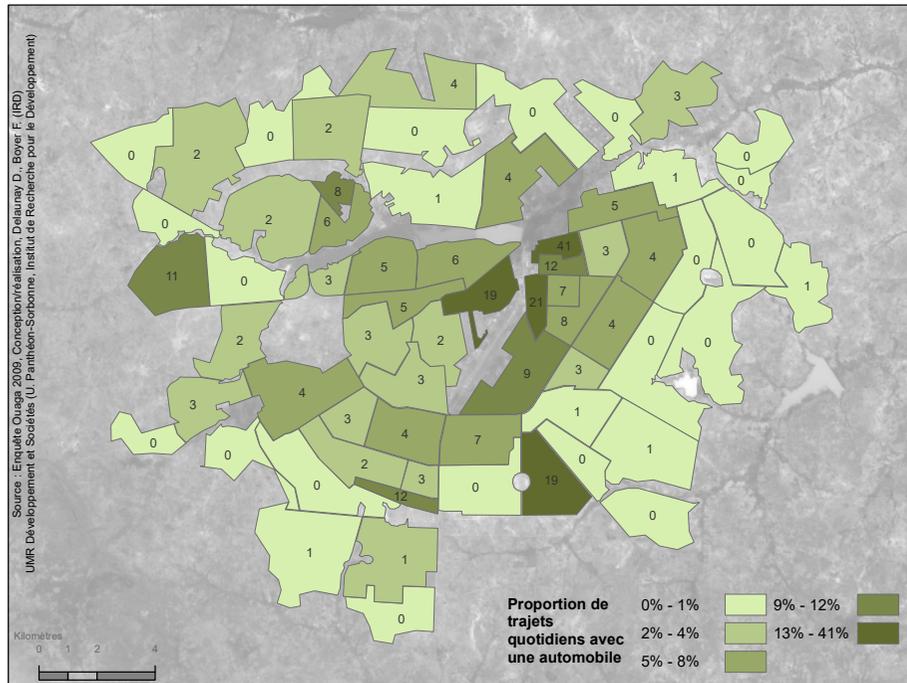


Dans bien des quartiers, les deux-roues à moteur sont plus répandus que le vélo, mais rarement majoritaires en absolu. Dans l'ensemble ils comptent pour 18% des déplacements pour le conducteur, 2% pour le passager. Dans quelques rares périphéries (au nord-est de la ville par exemple), ils se placent à l'égal du vélo. Des différenciations apparaissent entre les périphéries : l'usage du deux-roues motorisé est marginal au-delà de la ceinture verte (Bissighin, Marcoussis), il gagne en importance dans le sud-est (Karpala, ou Balkuy). Cette configuration peut être rapprochée de celles décrivant la qualité de l'activité et l'ascension sociale car la moto permet aux classes moyennes et les plus jeunes de choisir leur quartier ou d'atténuer les distances.

Ce mode est privilégié par les habitants des quartiers résidentiels anciens, les nouveaux lotissements réservés aux classes moyennes ou aisées. L'usage plus encore que la possession confirme la marque de l'axe de la nationale 1 ; il est donc possible que l'infrastructure et les activités afférentes contribuent au développement de son utilisation.

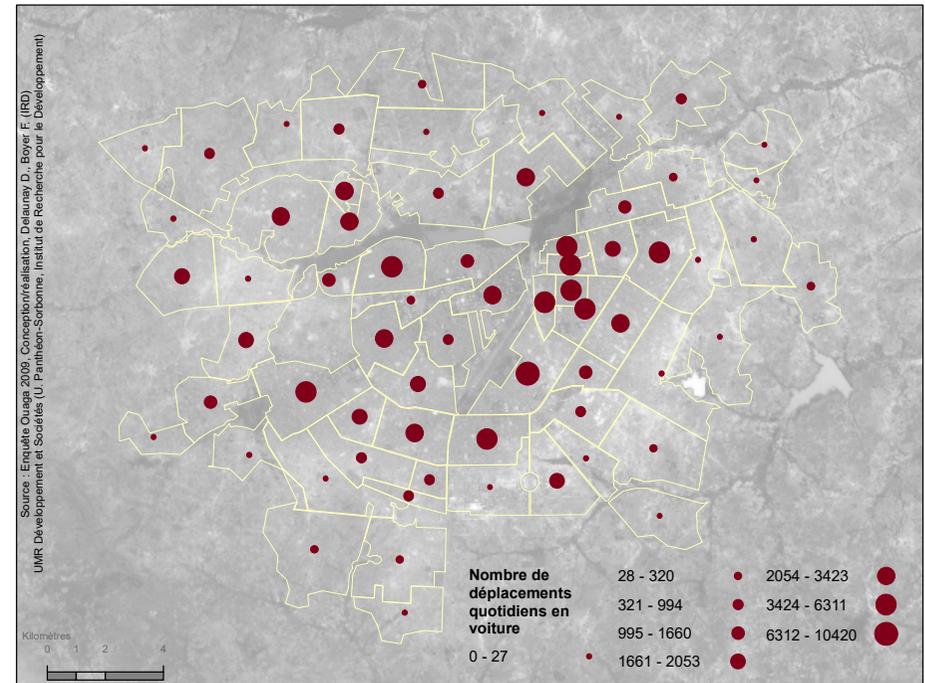


Calculés en proportion de tous les déplacements, les indices de la carte précédente ne donnent pas une bonne perception de l'intensité réelle du trafic motorisé à partir ou vers le logement. La présente cartographie le transcrit en nombre absolu des trajets (proportionnel à la surface du symbole). Si l'intensité relative diminue quand on s'éloigne du centre, le nombre absolu augmente en fonction de la densité du peuplement. Et en certaines marges lointaines non loties, il n'est pas négligeable. Les quartiers limitrophes au nord des barrages, par exemple, génèrent un flux particulièrement important ; l'usage des deux-roues pouvant répondre à la saturation de la circulation sur les ponts. En revanche, la zone commerciale et Koulouba, vers lesquels convergent une part du transit quotidien, génèrent peu de mobilité motorisée faute d'être résidentiels probablement (c'est le lieu de résidence qui sert de référent spatial).



L'usage de la voiture tout comme sa possession sont élitistes. Alors que dans un grand nombre de quartiers personne n'utilise ce véhicule (ni même un taxi), dans la Zone du Bois ce sont 4 déplacements sur 10 qui y ont recours. La géographie de ce mode de transport montre l'ampleur des inégalités sociales des quartiers, certains éloignés du centre. Leur émergence annonce les circulations à venir, sur de grandes distances.

L'usage des transports en commun est trop marginal (seuls 1% des déplacements s'effectuent en bus ou en taxi) pour en présenter la cartographie.

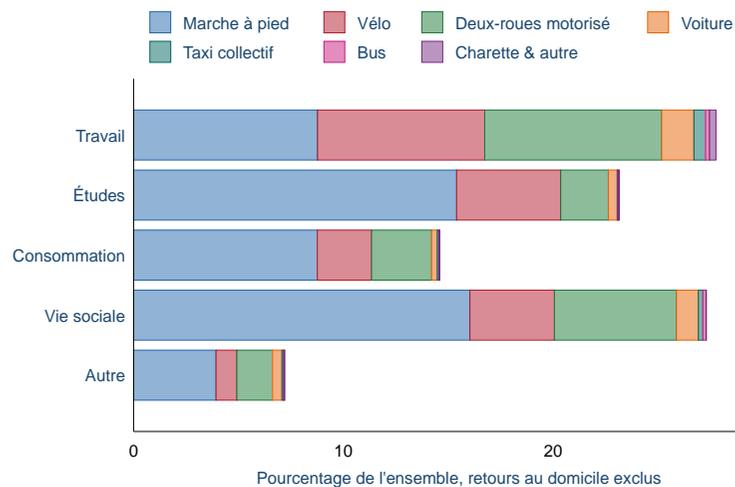


Comme pour les motos et mobylettes, la représentation du trafic estimé donne une perception plus réelle du poids de la voiture en termes d'occupation de la voirie, de pollution et autres nuisances. Se confirme l'intensité des départs à partir des quartiers bien équipés à l'est de la zone administrative. Se remarque également la faible contribution des quartiers résidentiels anciens (Quartiers Saints par exemple ou Samandin plus densément peuplé). Surtout, des zones péri-centrales voient augmenter leur contribution au trafic automobile, autour des casernes ou dans le péri-centre nord-occidental (Tampouy, Toécin). On remarquera également la rupture brutale imposée par la limite des quartiers non lotis (à Taabtenga par exemple) qui souligne l'obstacle que constitue la taille des ruelles desservant les maisons (et le manque de ressources des habitants). Ce type d'habitat est contraignant pour le développement des mobilités.

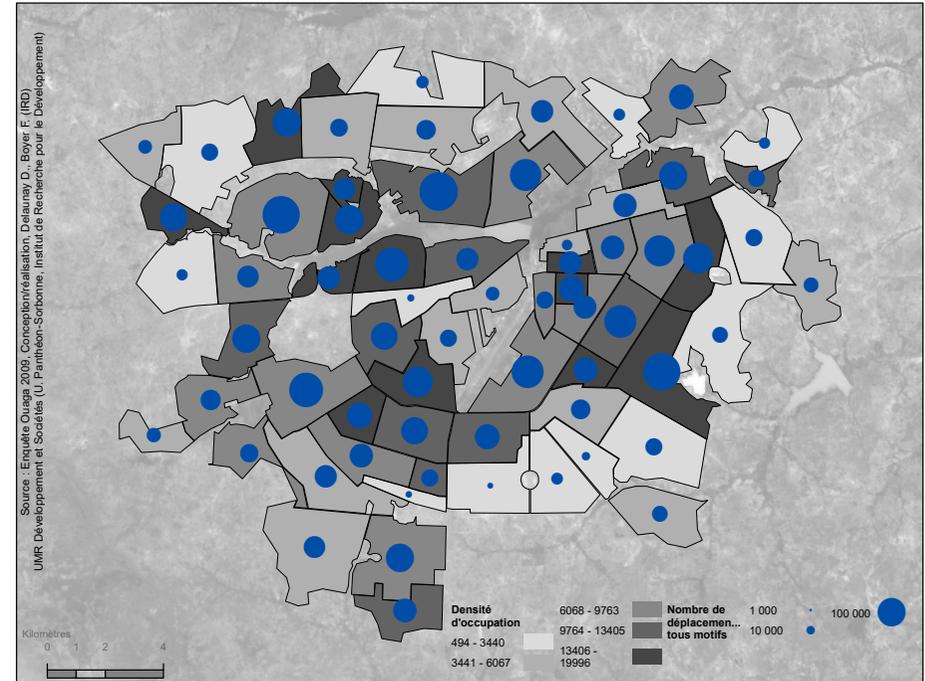
Les motifs au jour le jour

La distribution spatiale des mobilités quotidiennes par motif ne relève pas seulement du choix des individus, mais aussi de la structure par âge, sexe et de l'activité. Pour se déplacer à l'école tous les jours, par exemple, encore faut-il être scolarisé ; la proportion de jeunes scolarisés va infléchir les proportions observées dans chaque quartier. Les motifs sont enregistrés avec un certain détail qui n'est pas reproduit dans les cartes, certains étant trop rares. Les regroupements concernent la consommation : soit les achats alimentaires (la part la plus importante) et autres biens courants, les démarches de santé et administratives. La vie sociale motive les trajets pour les visites aux parents et aux amis (7% de l'ensemble pour ces derniers), la fréquentation des bars et restaurants, la pratique religieuse (3 %), les activités sportives et associatives. Les retours au logement comptent pour 46% des déplacements, ce qui indique la part des trajets triangulaires, pour le moins.

Distribution modale selon le motif du déplacement

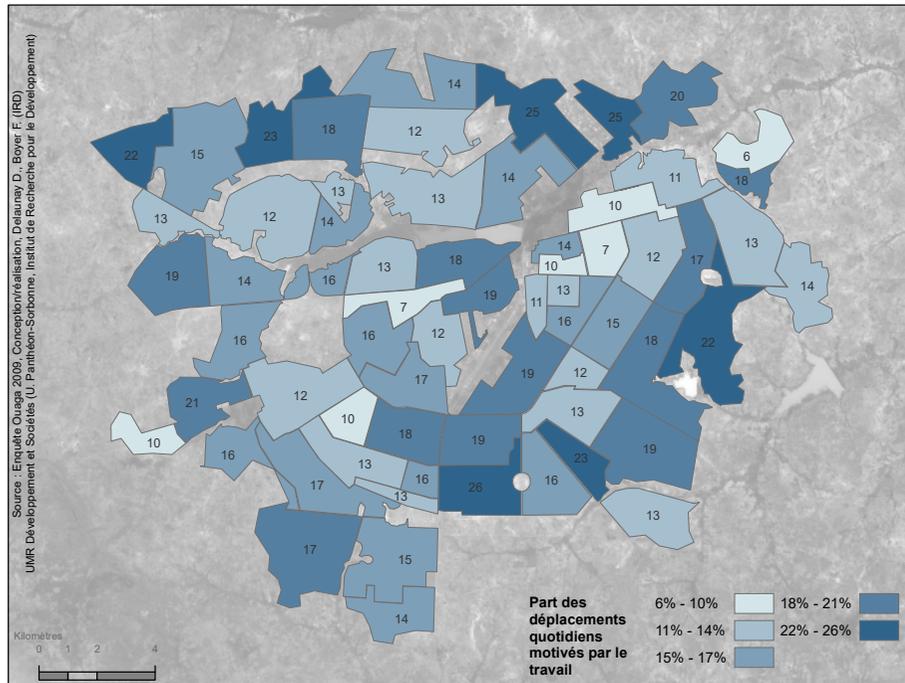


Pour faire le lien avec la section précédente consacrée aux modes de déplacement, ce graphique en donne la répartition par motif, les retours exclus. Ces raisons à la mobilité quotidienne ciblent des groupes spécifiques pour lesquels la possession de moyens de locomotion fait aussi la différence selon les lieux.

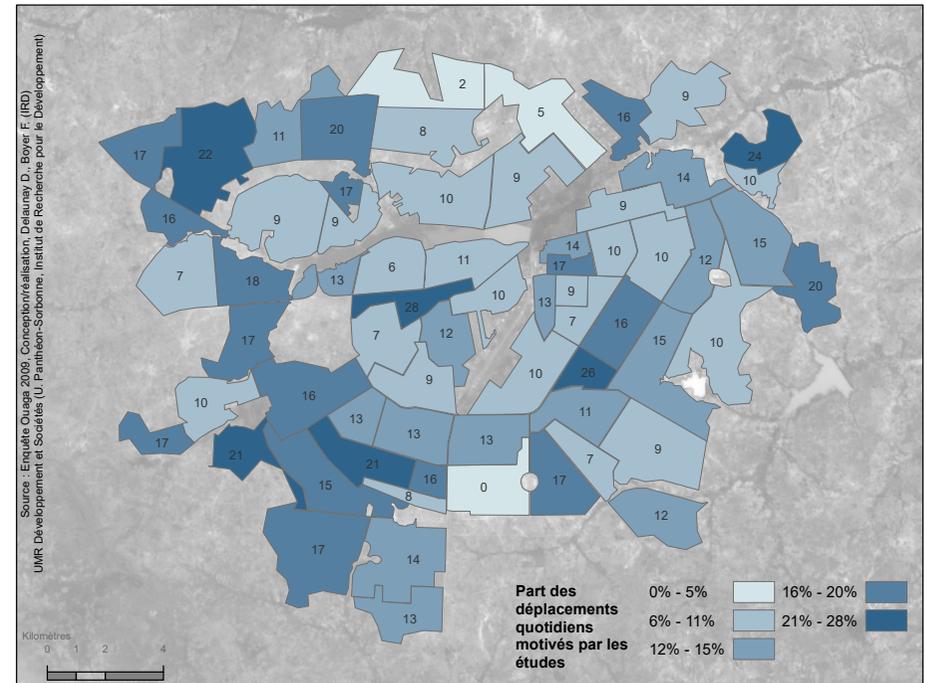


Pour interpréter la mobilité quotidienne, il convient de garder à l'esprit ses composantes démographiques. Cette carte associe les densités d'occupation (la population rapportée à la surface du polygone) et le nombre de déplacements quotidiens. Or le centre industriel et commercial, comme certains quartiers aisés sont faiblement peuplés. Ils génèrent une faible mobilité quotidienne, alors que certains reçoivent un flux considérable dans la journée. L'essentiel des déplacements provient de la zone péri-centrale dont le lotissement plus ancien a permis la densification. L'émergence de quartiers relativement peuplés en périphérie dessine l'orientation des tendances à venir.

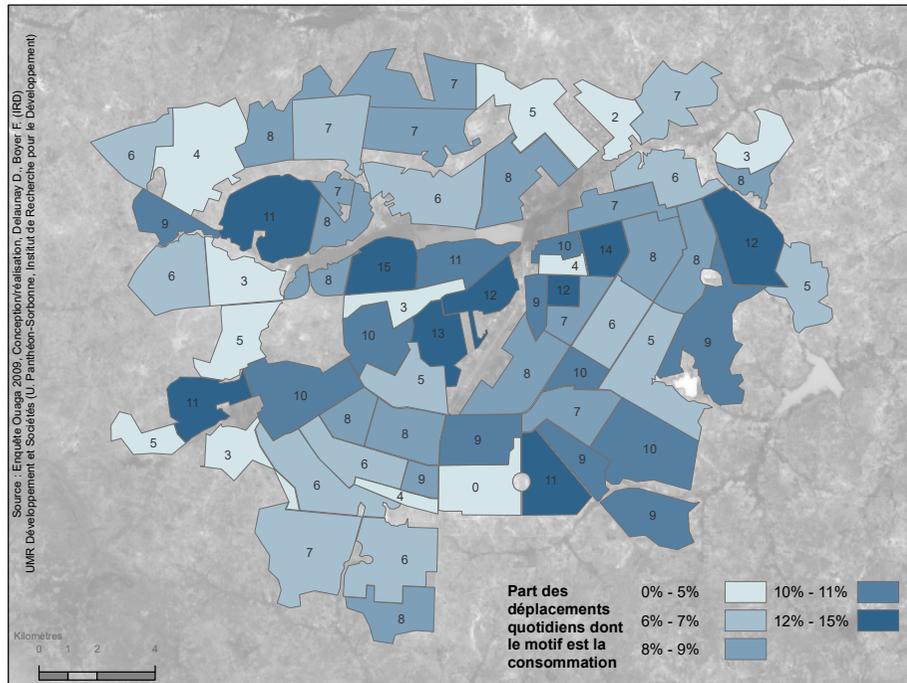
Se déplacer dans une ville en extension



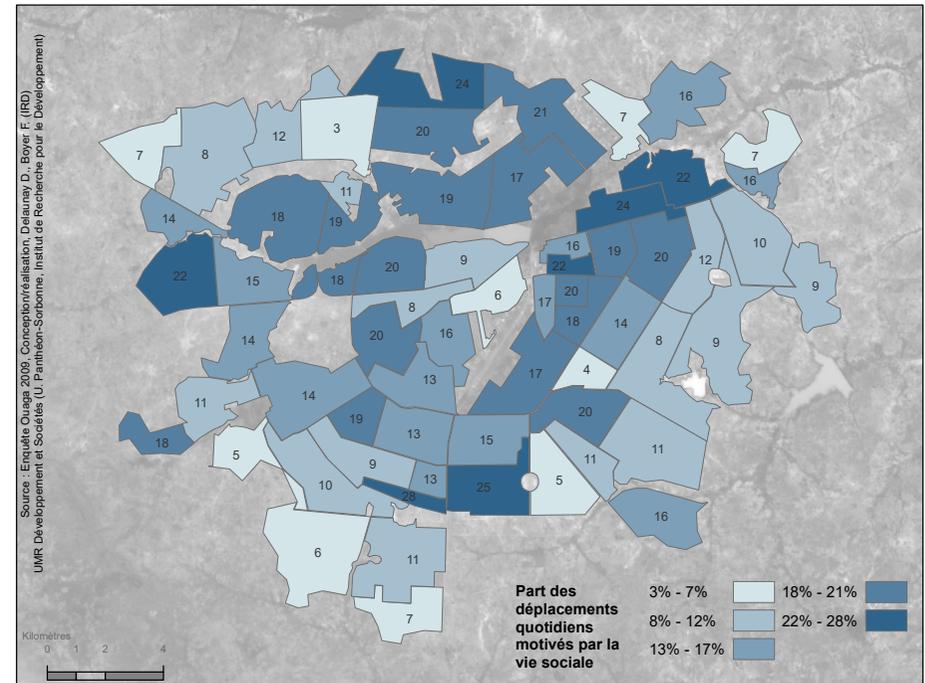
Aller travailler est le premier motif de mobilité, soit 15 % de l'ensemble, retours compris, un peu plus du double pour les allers simples. Dans les périphéries, notamment septentrionales, cette motivation tend à absorber une part plus large des déplacements, car c'est souvent au dépend des autres. L'analyse factorielle montre un rapprochement des géographies de la prédominance des trajets vers le travail avec la localisation des travailleurs indépendants dans la rue et sur les marchés, les journaliers et agriculteurs ; résidant un peu plus nombreux en périphérie. Ce qui en termes relatifs signifie que, pour ces catégories, cette mobilité impérative réduit les autres. Au final cependant, en dehors de quelques quartiers relativement en retrait, souvent du fait d'une faible population active ou travaillant sur place (Bilbalogo ?), les différences sont de peu d'amplitude.



Les écarts géographiques de la part des trajets pour étude peuvent sembler statistiquement suspects. La partie ouest de Ouaga 2000 en est un exemple qui s'explique par la spécificité de l'échantillon à cette date (ouvriers et gardiens de villas en construction). Se retrouvent néanmoins les concentrations étudiantes dans la zone industrielle de Gounghin, de Zogona. Ailleurs, en périphérie occidentale plus particulièrement, le nombre relatif d'enfants explique l'importance de ce motif. Le nord-ouest de la périphérie se distingue aussi par la faible importance des mobilités sociales ou de consommation, relevant dès lors le poids relatif des trajets nécessaires comme le travail et l'école.



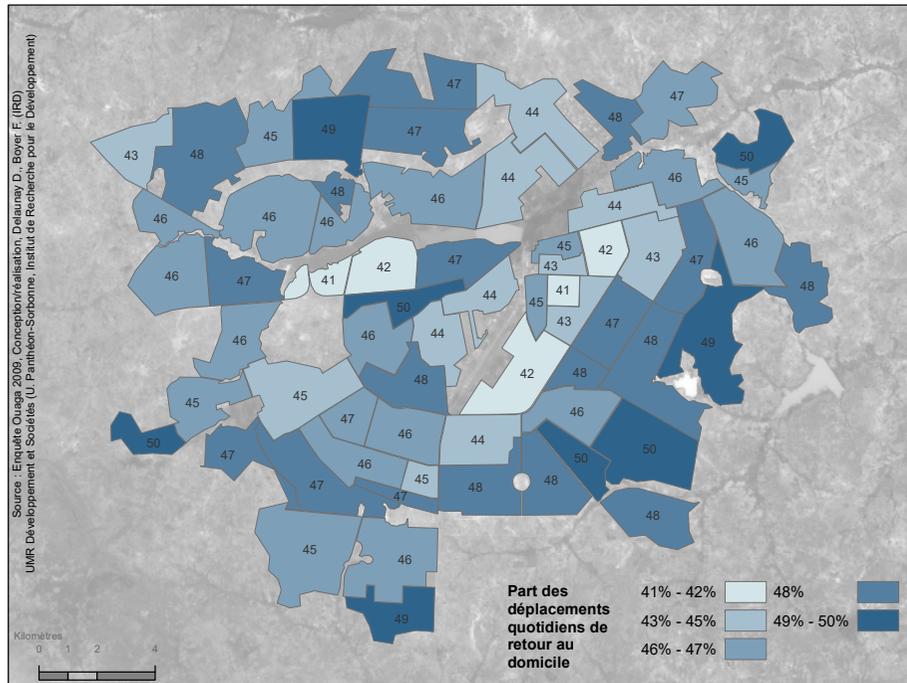
Le motif de la consommation regroupe les achats quotidiens pour la cuisine et l'acquisition moins fréquente des autres biens, également les démarches administratives ou de santé trop rares pour une cartographie distincte. Cette raison de se déplacer est modérée quand les résidents sont étudiants ou jeunes travailleurs, autour de l'université ou près des zones industrielles et dans certains quartiers périphériques. Il est probable que résider à la marge de la ville, loin des lieux de consommation, ainsi que les caractéristiques économiques de la population qui s'y trouve, participe de la faible priorité des mobilités pour ce motif. A contrario, le peuplement plus ancien des quartiers centraux où la population vieillit (elle dispose du temps pour cette mobilité), les exigences de la vie domestique, voire le bénéfice de l'ascension sociale, favorisent la concentration relative de ce motif de sortie. Si l'on écarte les concentrations étudiantes, l'axe de la nationale 1 vers Bobo-Dioulasso dès Dassasgho vers le centre-est de la ville paraît favoriser ce que l'on pourrait qualifier de meilleure maîtrise de la mobilité quotidienne (dont l'usage de deux-roues motorisés), dès lors moins contrainte par le travail ou les études.



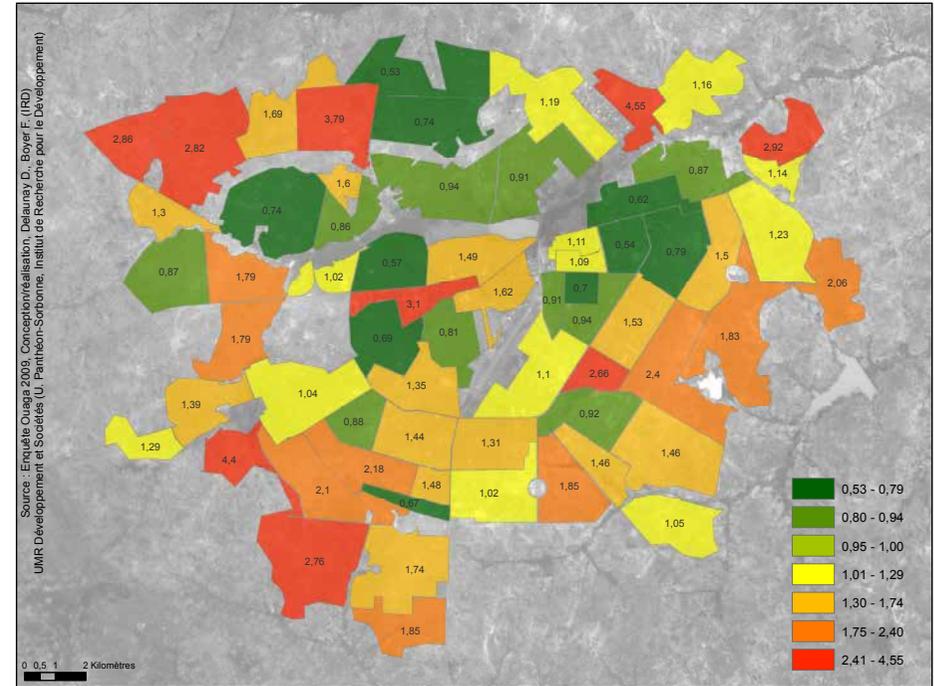
Cette remarque est confortée par la mobilité quotidienne pour la vie sociale, une activité qui occasionne autant de déplacements que le travail. La visite aux amis est la première raison, la pratique religieuse vient ensuite mais justifie une mobilité deux fois moins intense (produit de la fréquence et du temps du déplacement), les visites aux parents sont un peu en retrait, un tiers de celles aux amis ; les sorties aux restaurants et bars, avec la vie associative sont grosso modo du même ordre de grandeur. Il serait instructif de distinguer la géographie de ces différents motifs, mais l'échantillon ne le permet pas.

Les géographies socioprofessionnelles les plus proches sont celles des étudiants et des salariés du secteur public, même si tous les quartiers ne coïncident pas à ce profil. Avoir les ressources temporelles et pécuniaires pour ces activités de loisir y contribue. Mais la pratique religieuse quotidienne de la part de personnes qui en ont la liberté pèse aussi dans cette disposition. En général, le déficit des banlieues périphériques non loties est bien apparent car la mobilité de travail est chronophage du fait de la distance et des modes de transport.

Se déplacer dans une ville en extension



Les retours sont comptés à part. Localement, ils composent 45% des mobilités mais tendent vers les 50% quand la presque totalité des habitants se déplacent pour un seul motif suivi d'un retour à la maison, sans trajet intermédiaire. Même si cette circulation à motifs multiples est peu fréquente, elle est moins pratiquée avec l'éloignement au centre (moins d'opportunités sur place, distances plus longues) ou en dehors de quartiers comme Nonsin ou Hamdallaye qui se distinguent par le culte musulman. L'aller-retour simple (quand le nombre de retours approche les 50%) donne une géographie qui se rapproche de celle des travailleurs indépendants dans la rue et les marchés, des journaliers et agriculteurs, eux-mêmes plus présents en périphérie. Celle-ci devrait pourtant inciter aux trajets triangulaires pour mieux gérer la distance, sauf quand la diversité des motifs diminue, que les loisirs adossés au travail se font plus rares par exemple.



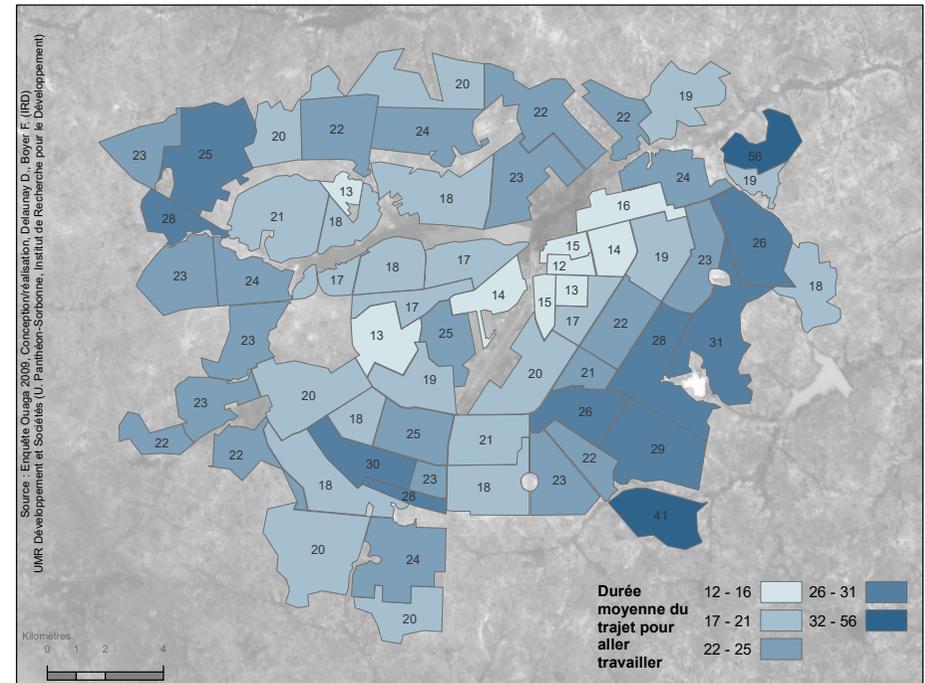
Les déplacements dont le motif est le travail ou les études sont regroupés sous une catégorie « production ». Tous les trajets occasionnés par les courses, les loisirs et les relations sociales sont classés en opposition comme étant de « consommation ». Pour documenter le partage entre les deux ensembles, cette carte montre la distribution du ratio entre l'importance relative des déplacements de ces deux groupes. Si le rapport est inférieur à l'unité (en vert sur la carte) la consommation prédomine dans les déplacements quotidiens. Les rapports élevés (en rouge) signalent la prévalence des trajets contraints (production) par rapport à ceux qui seraient choisis. Or la prédominance des déplacements de consommation/loisir apparaît dans l'analyse factorielle comme une configuration propre, qui semble se conformer à l'ancienneté du peuplement résidentiel, centres commerciaux et administratifs exclus. Moins de déplacements à l'école, la fréquentation quotidienne d'un lieu de culte, les visites sociales caractérisent les résidents plus âgés, moins absorbés par le travail, qui ont donc pu diversifier leur mobilité.

La durée des déplacements quotidiens

Les informations sur la durée du trajet sont cartographiées pour le lieu de résidence, que ce soit pour l'aller vers un autre endroit dans la ville ou de retour au logement. Les valeurs représentées sont déclarées, inévitablement approximatives car liées aux aléas du trafic, à la perception du temps passé dans les embouteillages. Elles paraissent cependant plus fiables que celles sur le coût, qui ont également été relevées mais qui ne sont pas présentées. Leur géographie serait d'ailleurs incertaine à interpréter car trop dépendante du mode de déplacement. La marche à pied, le vélo ne coûtent rien ; le prix unitaire de revient du trajet en moto ou voiture est d'estimation floue.

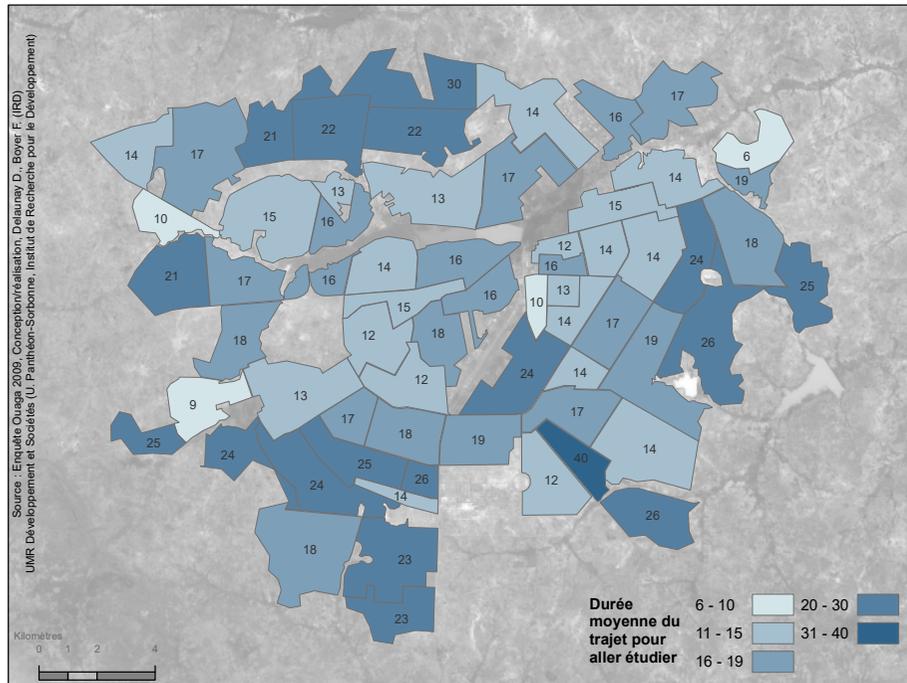
Le premier facteur de variation des durées est le motif, tant les modes que les distances changent avec la raison du trajet et la destination. Les motifs sont distingués pour constater les singularités géographiques de chaque durée moyenne. Contribue également aux différences la particularité des individus concernés : qui fréquente l'école ne travaille pas, des effets de structure démographique sont donc influents. Cela vaut également pour le profil socio-économique de certains loisirs ou l'âge de l'assiduité aux pratiques religieuses.

La configuration des infrastructures routières contribue *a priori* au temps des mobilités. La présence des barrages et les goulets d'étranglement que constituent les trois points de traversée sont susceptibles de défavoriser les quartiers au nord de la ville. L'entrée vers le centre (vers Samandin et les Quartiers Saints) est ralentie par les embouteillages. Mais, l'un dans l'autre, les durées ne sont pas excessives ni même beaucoup plus longues en périphérie. Cette situation, en dépit de l'horizontalité de l'occupation, est d'abord à mettre au crédit des deux-roues et de l'autonomie individuelle qui en résulte (pas de temps d'attente par exemple qui est subi par les usagers des transports en commun). Surtout il faut se garder d'une perception abusivement centripète de la mobilité quotidienne et se rappeler que l'activité s'organise aussi dans le quartier. De nombreux emplois, considérés comme informels, s'accommodent ou créent des opportunités locales, à la maison ou dans la rue. L'offre éducative privée suit l'extension urbaine, surtout pour le cycle primaire. Là où le marché des biens de consommation courante est trop distant, le commerce itinérant s'organise. Les lieux de culte, les activités sociales sont proches et sont accessibles à pied ou en vélo. Enfin, le temps de la mobilité quotidienne est géré par une négociation entre les nécessités, qui changent en fonction de plusieurs caractéristiques démographiques, les lieux de résidence et d'activité. Les inégalités sont finalement moins dans les durées de chaque trajet que dans l'éventail des pratiques qui sont abordées dans le chapitre suivant ; ainsi que la proportion de personnes sédentaires.

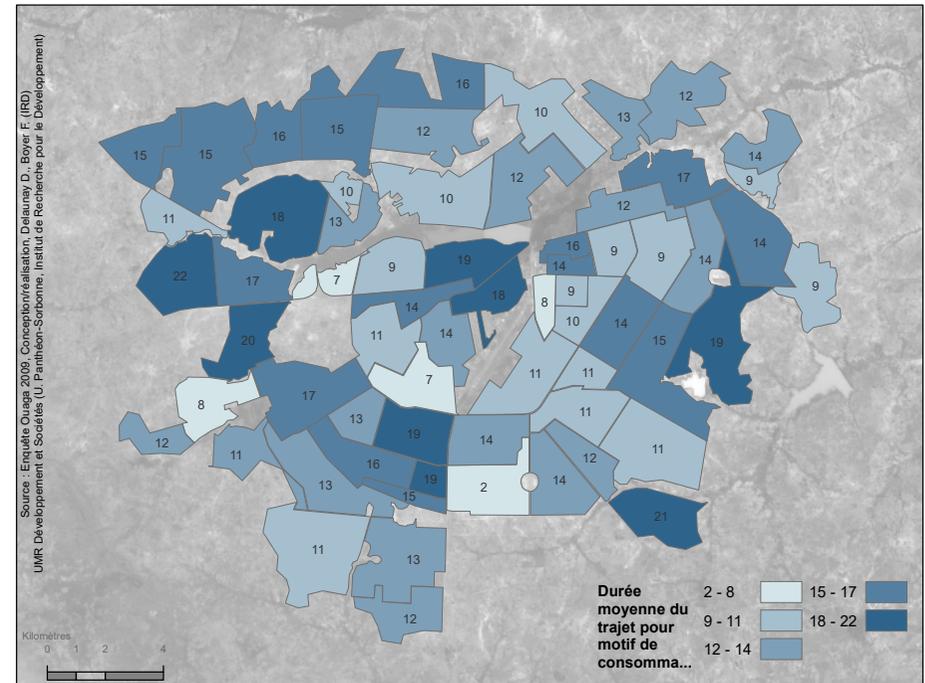


Certes, l'éloignement pénalise les travailleurs, mais les écarts entre le centre économique et résidentiel et les plus lointaines périphéries ne sont pas vraiment dissuasifs, au pire une dizaine de minutes. L'extension urbaine reste supportable aux résidents, grâce à la souplesse de l'emploi de proximité. L'agriculture ou le commerce ambulants, la construction expliquent la relative modération des durées au nord des barrages ou dans le sud-ouest de la ville. Selon la même contrainte, des quartiers destinés aux salariés pâtissent de la localisation de leur emploi, Cité Azimo par exemple. L'avantage d'une résidence centrale s'exprime dans le quart d'heure nécessaire pour un trajet moyen. Globalement ces faibles temps de déplacement pour se rendre au travail peuvent expliquer le faible usage du transport collectif, bien plus lent.

Se déplacer dans une ville en extension



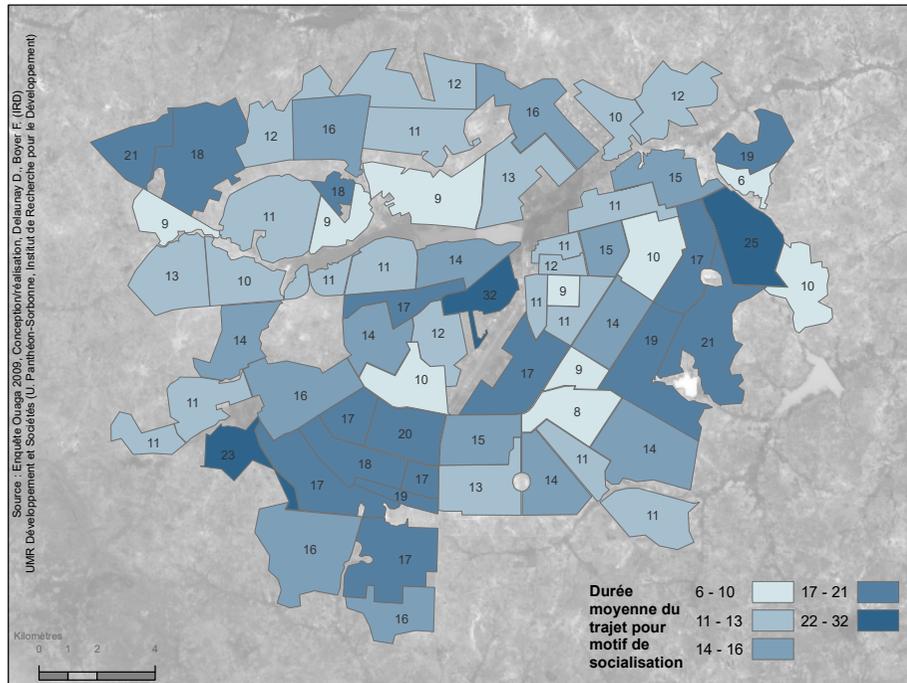
Cette carte rappelle combien l'accès physique à l'école ajoute aux inégalités de sa fréquentation, dont on a vu l'ampleur. Le pourtour éloigné est désavantagé, mais seulement d'une dizaine de minutes en moyenne grâce à la présence d'un enseignement privé, surtout dans le cycle primaire. En partie seulement car le temps d'accès aux cycles secondaires y est plus élevé. Or en périphérie leur fréquentation y est faible, en partie parce que l'éloignement est dissuasif du fait de leur localisation plus sélective.



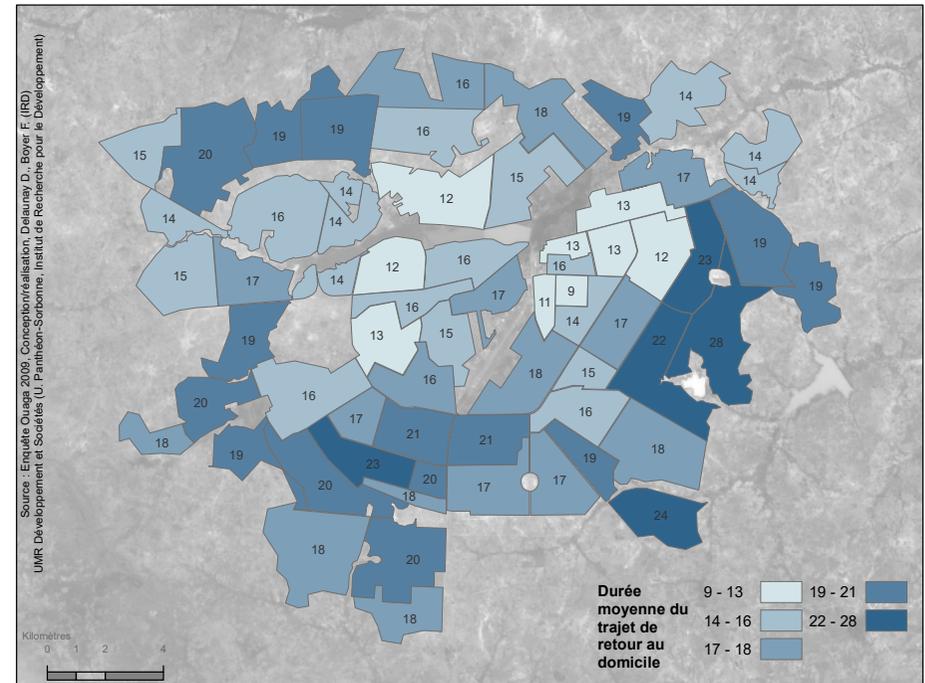
Pour les trajets motivés par les achats courants, les différences sont faibles, de l'ordre de 5-10 minutes, et donc moins significatives que ne le laisse penser le contraste visuel de la carte. Si les différences sont locales (la proximité du marché), elles restent faiblement perceptibles à cette échelle. Rappelons qu'il s'agit d'une moyenne du trajet, pas de la durée totale consacrée à cette pratique durant par exemple la semaine. La durée unitaire risque de diminuer quand la fréquence augmente, pénalisant ceux qui disposent de peu de temps à y consacrer.

Se dégage une partition en trois strates. Un centre commercial avec Paspanga et Dapoya qui paradoxalement requiert plus de temps. Le péri-centre moyen, dense offre un contexte plus favorable, probablement grâce au commerce de proximité, la présence de marchés urbains et peut-être la disponibilité des femmes qui s'y consacrent majoritairement. Les bords de la ville pénalisent en général les habitants. Cette partition reflète les influences socioprofessionnelles évoquées, dans le sens d'une moindre disponibilité des travailleurs indépendants et informels, ce qui peut les amener à réduire la fréquence des trajets et augmenter le temps qu'ils y consacrent.

Se déplacer dans une ville en extension



La configuration spatiale de la durée du trajet ayant pour motif la socialisation serait plus proche, selon l'analyse factorielle, de celle de la consommation. Elle paraît difficilement interprétable car elle amalgame des pratiques qui requièrent des ressources inégales ou des modes de vie *a priori* éloignés (la fréquentation des bars ou de la mosquée). Surtout, les différences sont minimes, statistiquement peu significatives surtout dans les lieux où la socialisation cède face aux déplacements impératifs, notamment en périphérie. Elle y est plus rare. Les patrons et les salariés iraient plus loin pour se divertir et socialiser.



Le temps des trajets de retour traduit plus nettement la contrainte de l'éloignement en particulier dans le non-loti oriental, peu accessible aux engins motorisés. La pénalité est probablement plus grande pour qui se déplace vers le centre, sachant que les mobilités périphériques sont pour une bonne part de proximité (Cf. supra) et réalisées à pied et en vélo.

Une ville accessible à tous ?

A la date de l'enquête, à l'issue de l'observation des cartes, l'étalement urbain ne semble pas opposer une contrainte insurmontable à la mobilité quotidienne. Un constat qui, assez paradoxalement, s'inscrit dans la quasi-absence de transport en commun, la faiblesse de l'équipement en voiture, lesquels sont compensés par l'usage des deux-roues motorisés qui remplacent la légendaire bicyclette, toujours utilisée là où la ville s'étend.

Pour une population de près de deux millions d'habitants à cette date, Ouagadougou reste une ville où l'on circule assez facilement, y compris aux heures de pointe, même si les distances à franchir sont grandes. Les cartes montrent des temps moyens contenus et modérément différenciés, une capacité à se déplacer qui laisse la place aux activités sociales et de loisir. Cet équilibre est aussi à mettre en relation avec l'amélioration et l'extension récente du réseau routier goudronné. Même pour le travail, l'activité informelle ou agricole dans les quartiers péri-centraux ou périphériques atténue les conséquences de la faible motorisation. La fréquentation des cycles secondaires pâtit apparemment plus de l'éloignement des collèges et lycées.

Si les configurations concentriques sont fréquentes, elles ne sont pas systématiques. L'absence d'une centralité forte et unique tient à la répartition plutôt anisotropique des activités administratives anciennes, commerciales et militaires le long d'un axe diagonal dans le prolongement de la nationale 1, retrouvé dans différentes configurations de mobilité. L'extension urbaine crée elle-même sa propre activité de construction, scolaire et du commerce de détail, voire de culte. Enfin, des différenciations socio-économiques émergent en périphérie, qui expriment les choix résidentiels associés à l'ascension sociale. Le développement de Ouaga 2000 et des cités destinées aux salariés développe à l'écart du centre une combinaison particulière des mobilités résidentielles et quotidiennes. Vivre en ces lieux plus confortables et valorisés suppose aussi les moyens de se déplacer vers les activités rémunératrices nécessaires à ce choix.

L'avenir de cette configuration soulève les questions de la densification de l'habitat et donc des mobilités locales. La poursuite de l'étalement spatial sans le développement des transports collectifs ou privés est-il tenable ? Au rythme actuel de sa croissance (7%) la population pourrait doubler toutes les décennies et la mobilité plus vite encore. Sans diversification des moyens de transport et la maîtrise de leur coût, la mobilité des plus modestes et d'une population vieillissante sera de plus en plus pénalisée. Le travail rémunéré des femmes, l'éducation des enfants et la valorisation du dividende démographique en pâtiront. L'enjeu est le coût social et économique de l'étalement.

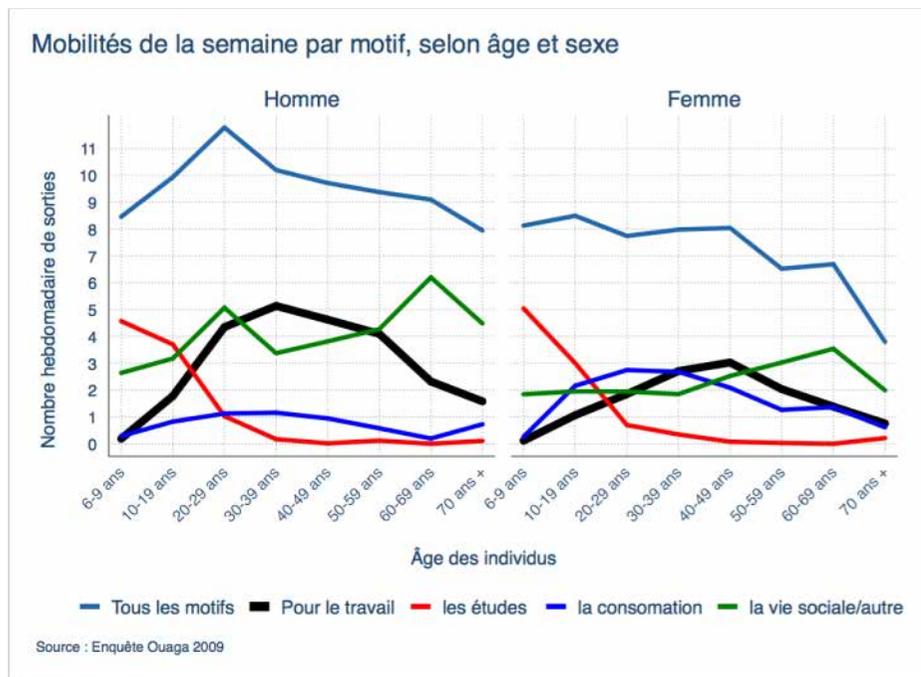
Ce chapitre a pour objet la pratique de l'espace urbain par les Ouagalais présents, il se détourne de l'analyse des trajets quotidiens pour observer tous les habitants, incluant ceux qui sont immobiles, acteurs en creux de la mobilité. Est ainsi appréhendé le mode de relation avec la ville, son territoire, la manière de les vivre. La sortie du logement revient à quitter la sphère domestique pour l'espace public et parcourir les lieux de la socialisation extra-familiale par le travail, l'école, les loisirs, la consommation et les visites aux proches. De ce point de vue, les personnes sédentaires s'excluent momentanément de ce partage de l'urbanité.

Le critère-pivot de la pratique de la ville est le motif de la mobilité ou de son absence ; il caractérise ce que l'habitant attend de celle-ci. Selon les âges, sexes, statuts socioprofessionnels, la gamme des raisons « d'aller en ville » change, leur impératif ou aspect contraignant aussi. Sortir dans les maquis (bars) et restaurants ne prend pas le même sens, et ne concerne pas les mêmes personnes, que les achats alimentaires quotidiens ou la vie sociale construite sur la fréquentation quotidienne de la mosquée. Ces profils démo-économiques de la pratique urbaine ne font pas l'objet du présent chapitre qui s'intéresse exclusivement aux configurations spatiales des sorties hebdomadaires, pour autant qu'elles aient un sens. Celles-ci peuvent exprimer des différences de composition des quartiers, avec des résidents plus ou moins jeunes, actifs, économiquement à l'aise. Mais globalement, les différenciations socio-économiques de la mobilité sont contenues, les individus adaptant leurs motifs ou modes de déplacement en fonction de leurs ressources. Le sens de ces géographies peut relever aussi des conditions que la localisation dans la ville impose à la capacité à se déplacer, l'éloignement notamment ou l'offre de transport, la proximité de l'emploi. Mais reconstituer la combinaison de ces effets de composition et de contexte reste inaccessible sans traitements statistiques multiniveaux, qui ne sont pas présentés ici. Pour l'essentiel, les cartes offrent une première observation commentée des inégalités territoriales à l'œuvre dans la pratique de la ville.

Les indices sont calculés pour la population de référence de plus de cinq ans ; sauf pour des motifs trop spécifiques afin de minimiser les effets de composition. Pour le travail, par exemple, ne sont observées que les personnes occupées de 12 ans et plus. Pour les études, afin de ne considérer que les cycles plus discriminants, seuls les déplacements scolaires des étudiants du même âge (12 ans et plus) sont représentés. Les pratiques religieuses ne sont retenues que pour les adultes à partir de 20 ans. L'indice privilégié (mais pas toujours cartographié) est souvent le nombre hebdomadaire de sorties par motif. Contrairement à l'observation de la mobilité quotidienne, le retour au logement n'est pas distingué. Le temps unitaire du transport pour s'y rendre est enregistré. Le second indice, le produit des deux, donne une idée

de l'intensité de cette mobilité. La durée pouvant influencer la fréquence, un arbitrage entre les deux vise à maintenir une certaine pratique, pour la consommation par exemple. Cependant, les cartes représentent la distribution des valeurs moyennes par habitant du quartier, qui va donc être conditionnée à la proportion des personnes immobiles. Pour estimer ce refus ou incapacité à « être » dans la ville, un indice est introduit qui est la proportion des personnes sédentaires, celles qui pour ce motif particulier n'ont pas quitté le logement durant la semaine qui précède l'enquête. Cette statistique est potentiellement plus révélatrice d'inégalités contraignantes dans le lien que le Ouagalais entretient avec sa ville. Pour ne pas répéter des géographies aux différences peu perceptibles (ou imprécises), un choix des indices cartographiés est opéré, ne retenant que les configurations les plus représentatives. Le risque est en effet de commenter à l'identique des observations réalisées pour les trajets quotidiens, notamment pour les modes de transport, qui sont donc exclus de la présente analyse des pratiques

Le graphique suivant introduit quelques informations préliminaires sur les variations de la mobilité hebdomadaire au cours du cycle de vie (en perspective transversale) et par sexe. Cette statistique est utile pour estimer les effets de composition des quartiers, selon qu'ils sont habités par des résidents plus ou moins jeunes.



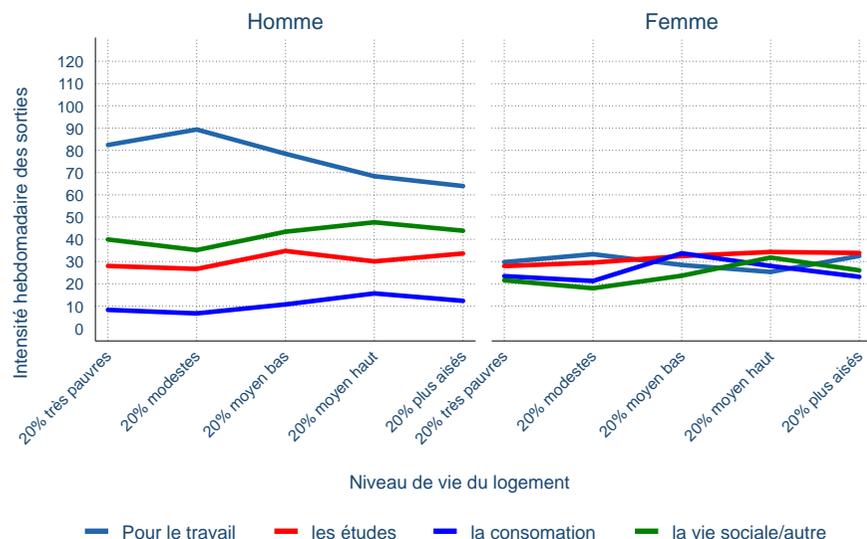
La statistique retenue, le nombre moyen de sorties, donne un profil sensiblement différent de l'autre indice parfois cartographié, l'intensité, qui intègre le temps du trajet. Celle-ci est plus élevée pour le travail masculin, car les hommes acceptent ou sont contraints à des déplacements globalement plus chronophages. À 30-39 ans par exemple, cette intensité est maximale pour les hommes, pour un niveau de 120 alors qu'il est de moitié pour les femmes du même âge, car moins nombreuses en activité et pratiquant plus souvent un travail proche ou à domicile. L'âge avancé (surtout après 70 ans) réduit la mobilité pour les deux sexes, elle est maximale chez les hommes à 20-29 ans, tous motifs confondus. La mobilité pour le travail est contenue pour les femmes en âge de procréer et pour les plus âgées appartenant à des générations moins impliquées dans le travail rémunéré. Comme attendu, les sorties pour la consommation sont plus fréquentes pour les femmes, sauf quand, âgées, elles se font aider. La vie sociale motive des sorties de plus en plus nombreuses avec l'âge, lesquelles deviennent majoritaires après 50 ans environ.

Ce qu'il importe de retenir pour la suite est que globalement, toutes raisons confondues, la mobilité est peu sensible aux conditions socio-économiques, à la localisation dans la ville ; ou du moins les écarts sont minimes et peu significatifs au regard de la variation des pratiques avec l'âge ou le sexe. Plus précisément, la différenciation pour chaque motif peut être notable voire importante, mais alors une substitution intervient dans la limite d'une certaine capacité à se déplacer (un capital de mobilité) en fonction des ressources pécuniaires ou temporelles, ou bien des contraintes qui pèsent sur certaines obligations. Les personnes les plus aisées ou éduquées sont sensiblement plus mobiles mais, disposant de moyens motorisés, elles y consacrent *grosso modo* autant de temps que les plus modestes. En périphérie non lotie, pour les mêmes raisons, les habitants pratiquent moins la ville en termes de fréquence mais pas pour le temps global consacré ; le travail tend à absorber le capital-temps consacré à la ville au détriment des loisirs notamment. Une illustration de ces remarques est apportée dans le graphique suivant des distributions par sexe et motif des sorties selon le niveau de vie du logement. Le même graphique en nombre de sorties donne une variation croissante avec le niveau de vie, alors qu'elle est plus stable en termes d'intensité (ou temps total passé). Pour les hommes, la baisse de la contrainte du travail (mobilité mieux motorisée avec le niveau de vie croissant) permet l'augmentation des autres pratiques. Autre fait remarquable, les femmes qui sont globalement moins mobiles atteignent un meilleur équilibre entre chaque forme de pratique, d'une part parce qu'elles sont moins employées hors du logement, plus obligées par la nécessité des courses et obligations domestiques.

Le dosage des mobilités varie dans l'espace selon une section concentrique, mais pas de manière régulière, plutôt en forme de cloche : plus réduite aux extrêmes soit dans le centre loti avant 1972 et en non-loti peu dense, le maximum se situant dans le péricentre et le non-loti dense. Ce n'est pas seulement une affaire de distance car tous

les déplacements ne se dirigent pas vers le centre ville, beaucoup s'en faut, mais plutôt de composition du peuplement et de la répartition des services, marchés et de l'emploi.

Intensité de la mobilité hebdomadaire par motif, selon niveau de vie et sexe



Source : Enquête Ouaga 2009

Les cartes suivantes par motif ne représentent pas toujours les mêmes statistiques car les populations de référence sont calibrées pour ne retenir que les personnes exposées à tel type de sorties. Ce qui d'ailleurs permet de réduire les effets structurels de la composition par âge et sexe des habitants du quartier, pour rendre plus saillantes de possibles influences du lieu ou de la distance. En la matière, les variations spatiales de la sédentarité sont souvent plus expressives des inégalités face à la ville et son territoire.

La cartographie des modes de déplacement n'est pas présentée parce qu'elle ne diffère pas radicalement de celle des trajets quotidiens. La raison en est qu'elle ne porte que sur les trajets, ne concernant pas les personnes immobiles qui sont ici incluses, s'éloignant donc de l'objet du présent chapitre.

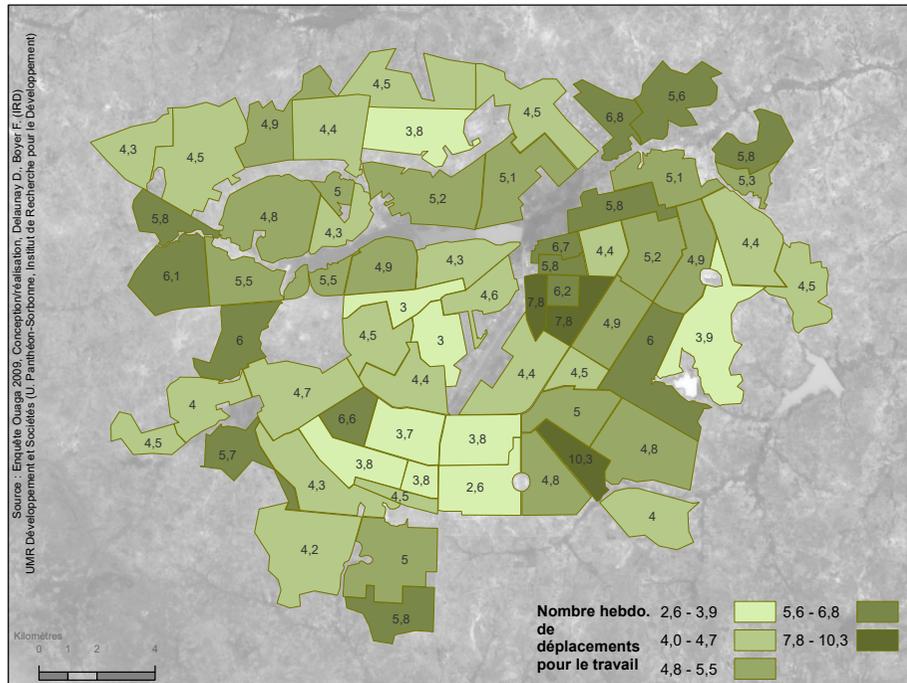
Les raisons de fréquenter la ville

La fréquentation de la ville commence quand on sort du logement, de la sphère domestique privée pour l'espace public. Les raisons déclarées structurent cette pratique, tant pour la destination, et donc sa géographie, que pour la durée et la part des personnes qui s'abstiennent (restent dans le logement). Le protocole d'enquête fait un relevé précis de ces motifs mais les regroupements sont nécessaires pour leur représentation cartographique par quartier. Le travail et l'école sont distingués, qui ont un caractère plus impératif lié à la production ou la formation, avec des populations de référence plus resserrées (actifs ou scolarisés). Les motivations domestiques vont du poste des achats alimentaires aux démarches administratives et celles relatives à la santé, plus rares. Les visites aux parents et aux amis sont regroupées. La fréquentation d'un lieu de culte est distinguée du fait de la recommandation des prières quotidiennes à la mosquée. Enfin, les sorties aux bars et restaurants, les activités sportives et associatives sont assimilées à des loisirs. Rappelons une fois encore que les moyennes cartographiées incluent (contrairement au chapitre précédent consacré aux trajets) les personnes immobiles.

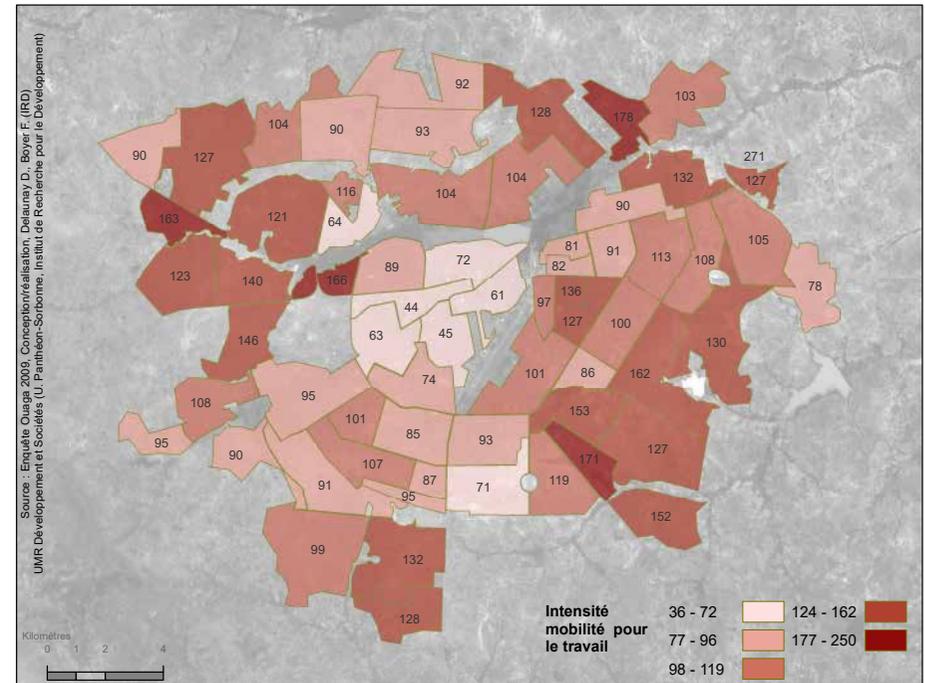
Pour le travail

Pour atténuer l'incidence structurelle des âges de l'activité, les statistiques des mobilités hebdomadaires pour le travail ont été rapportées à la seule population des personnes actives, les chômeurs et inactifs temporaires étant retirés. Cependant, tous les résidents ne se déplacent pas pour exercer une activité : sur la pas de la porte ou dans le logement, quand le travailleur est logé sur son lieu de travail (apprenti, gardien, tâcheron). Il est envisageable que certains vendeurs ambulants ou agriculteurs, par exemple, ne considèrent pas que travailler près de chez eux implique de s'y rendre.

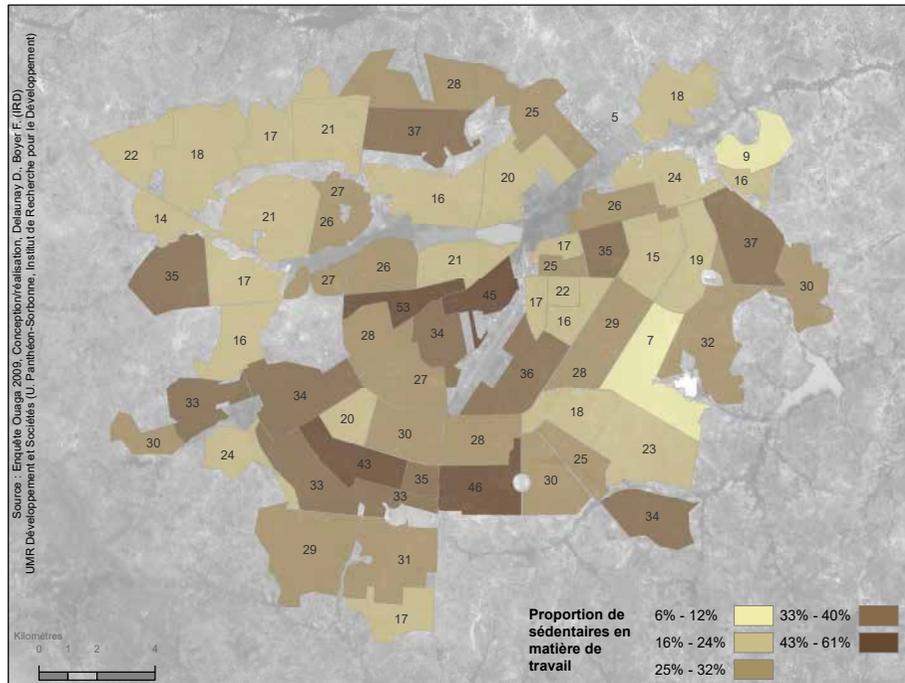
Se déplacer dans une ville en extension



Le nombre moyen de déplacements pour motif de travail peut sembler élevé dans certains quartiers, considérant qu'un bon quart des actifs n'a pas à se déplacer et que seule la sortie est comptée. Si les écarts sont importants c'est aussi parce que certains travailleurs reviennent déjeuner le midi, d'autres non ; les premiers pouvant cumuler une vingtaine de déplacements dans la semaine. Ainsi, résider loin de son lieu de travail amène certainement à contenir cette mobilité en déjeunant sur place ou en faisant la journée continue. C'est probablement la raison à la répartition particulière de la fréquence des déplacements où la périphérie ne semble pas pénalisée. En revanche, dans les quartiers résidentiels près du centre administratif, dont les habitants sont mieux motorisés et plus près de leur travail, le nombre de déplacements augmente considérablement, souvent avec le retour à la maison en mi-journée. Cela peut concerner les habitants de Kossodo qui s'emploient dans la zone industrielle proche et ainsi s'autorisent un retour lors de la longue pause de la mi-journée.



En cela, la carte de l'intensité de la mobilité, qui réintroduit le temps pour se rendre au travail, montre plus clairement le désavantage d'une bonne partie des quartiers périphériques, intégrant la distance entre la résidence et le lieu d'activité, l'usage de modes assez lents. Choisir une zone résidentielle mieux équipée entraîne une pénalité en termes de temps passé et probablement de coût. Le grand centre résidentiel et commercial bénéficie d'une proximité économique qui se double d'une proportion plus élevée de travailleurs sédentaires.

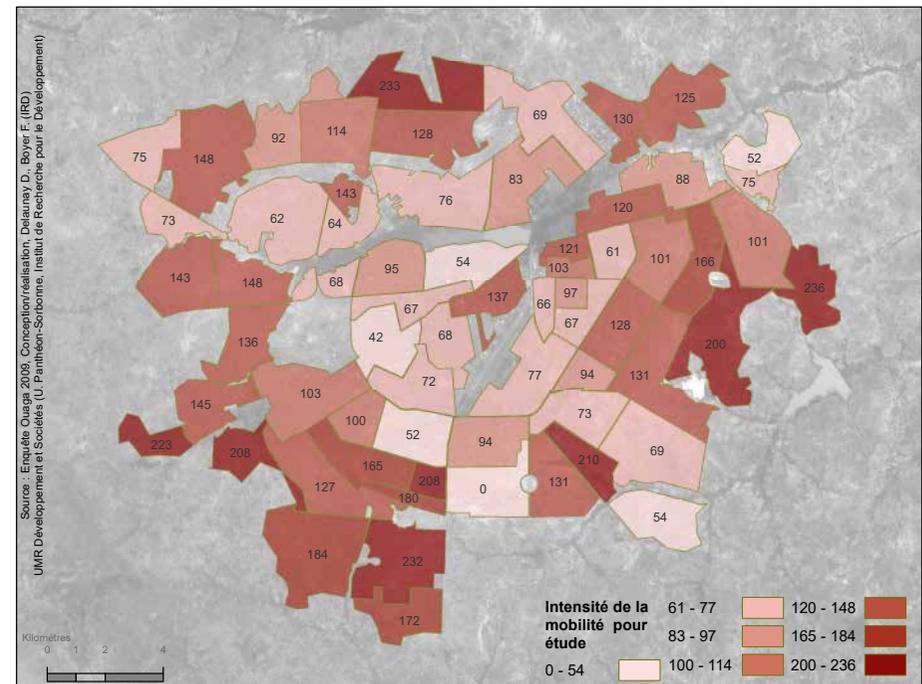


Les travailleurs immobiles peuvent être relativement nombreux ponctuellement : on approche la moitié des actifs dans certains quartiers. C'est le cas des gardiens de maisons à Ouaga 2000 ouest, le centre non résidentiel de la ZI de Gounghin et de Koulouba. L'agriculture se remarque aussi là où elle est plus importante. De manière plus inattendue, la partie nord-ouest de la ville, qui a développé ses activités informelles et artisanales, n'épargne pas les habitants pour cette mobilité nécessaire. En revanche, la partie orientale non lotie combine éloignement et faibles opportunités d'emploi obligeant probablement à des métiers de proximité. Les journaliers et manœuvres, plus nombreux dans le sud-ouest de la ville ne trouvent pas forcément à s'embaucher quotidiennement. D'autres différenciations apparaissent entre les périphéries ; les habitants des quartiers au sud de la ville (Bonheur Ville, Nagrin) se déplacent plus pour travailler que ceux du nord-ouest ou de l'est. Si l'on met en relation cette carte avec celle de l'ascension sociale, on peut faire l'hypothèse que les premiers ont plus accès à des emplois stables, alors que les seconds seraient plus concernés par des formes précaires (indépendant sans local ou journalier).

Les études après 12 ans

Le choix est ici de ne considérer que les trajets pour étude des individus de 12 ans et plus qui, à la question sur l'occupation, répondent être scolarisés. Sont écartés les élèves qui pour la majorité fréquentent le cycle primaire théoriquement obligatoire et normalement de proximité. Après cet âge et pour les cycles suivants, la fréquentation scolaire est plus rare et sélective, les établissements moins proches. Surtout, l'arbitrage entre le travail et l'étude est plus prégnant.

La fréquence des déplacements connaît deux crêtes. La première est de 5-6 déplacements hebdomadaires, la seconde autour de 10-12 qui correspond donc à un retour à la maison le midi pour déjeuner. Ce qui suppose donc la proximité de l'établissement ou la possibilité physique d'un double déplacement quotidien. La cartographie de la valeur moyenne exprime donc ces facilités, sans pouvoir les discerner. Se dégage alors le centre oriental, autour de la zone administrative et la cité de Tampouy par exemple.

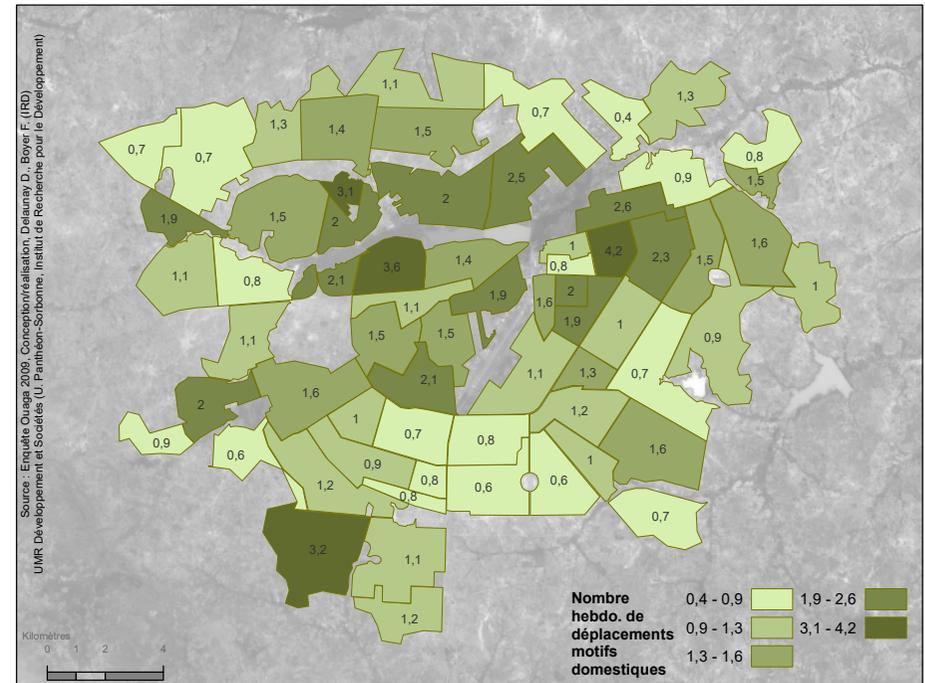


La géographie de l'intensité, accumulant fréquence et durée, exprime mieux l'effort nécessaire aux jeunes étudiants de la périphérie pour se rendre au collège, au lycée ou

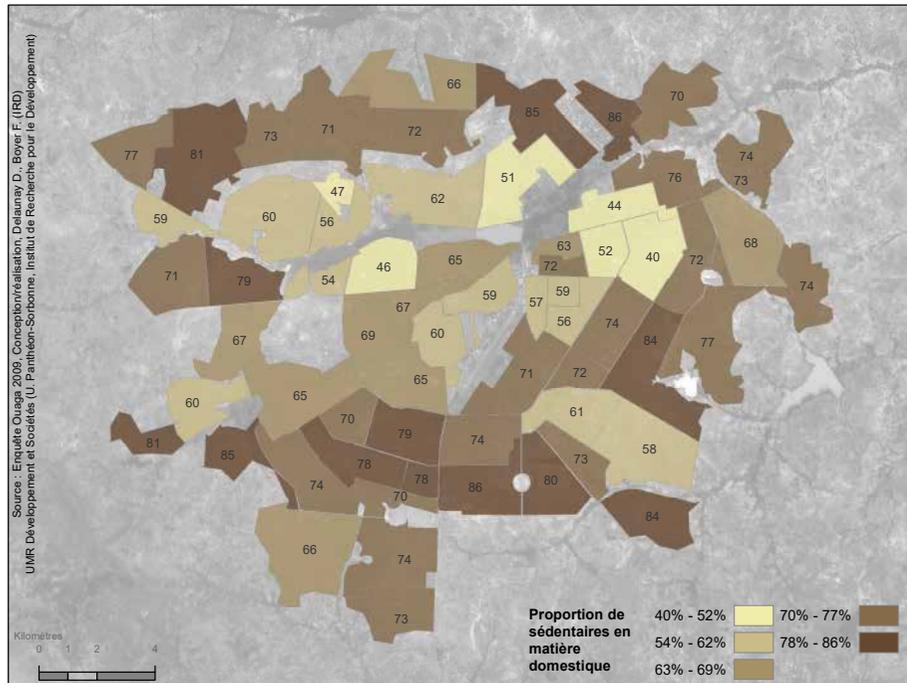
à l'université. En ces lieux, l'aller-retour du midi est moins souvent possible et la contrainte de la distance est plus impérative. Les élèves du péri-centre ancien tirent un avantage à se situer à une moindre distance de l'école, mais suffisante pour empêcher le retour pour le repas. Encore que la proportion de scolarisés qui ne se sont pas déplacés tend à augmenter dans certains quartiers péri-centraux, notamment ceux où l'école coranique est plus suivie ; d'autres formes de pensionnat sont également envisageables.

Les sorties domestiques

Les sorties sont qualifiées de domestiques quand il s'agit de faire les courses alimentaires ou exceptionnelles, pour des soins, une démarche administrative. Même si ces tâches sont partiellement partagées entre les occupants du logement, elles sont cartographiées en référence à la population totale de cinq ans et plus. Elles sont donc exposées aux effets de composition du quartier. Les femmes, avant cinquante ans surtout, s'en chargent, deux fois et demi plus que les hommes sur l'ensemble de la population. Cette mobilité est associée aux charges domestiques de la reproduction. Ce caractère contraignant se confirme par le constat statistique que d'autres variations (niveau de vie, localisation dans la ville) concernent plus les hommes. Par exemple, la réduction de cette pratique avec l'éloignement du centre est bien plus marquée pour ceux-ci, de même que l'augmentation du nombre de sédentaires pour ce motif. Le niveau de vie a une plus faible influence pour les femmes que pour les hommes, lesquels augmentent leurs sorties domestiques avec le niveau de vie du logement.



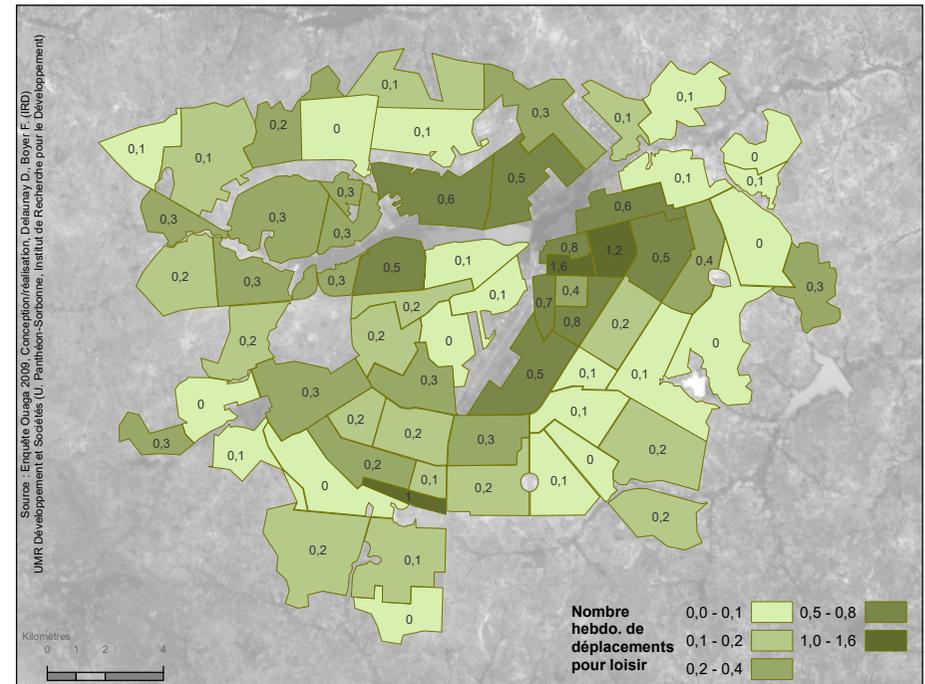
Les mouvements dus aux activités domestiques reflètent le peuplement résidentiel plus familial, où se dégagent en creux la proximité de la zone industrielle de Kossodo et Ouaga 2000, sans le contraste habituel entre le centre et la périphérie. Ce sont des pratiques nécessaires qui pour l'essentiel (démarches administratives et de santé à part) peuvent se réaliser dans les environs immédiats. Il est assez difficile d'interpréter cette carte, dans la mesure où *a priori* tous les habitants sont amenés à se déplacer pour des raisons domestiques et que, dans bien des cas, ils le font à proximité de leur logement. Cependant, certains quartiers sont mieux dotés que d'autres en marchés alimentaires quotidiens, ce type de marché est absent de Ouaga 2000, de même à Yagma et Marcoussis. Dans ces quartiers, les habitants seraient plus enclins à faire des provisions et ainsi se déplacer moins souvent. Pourtant cette hypothèse ne fonctionne pas pour le quartier de Yamtenga puisque se trouve à la limite nord-ouest l'un des plus grands marchés secondaires de Ouagadougou, Katré-Yaar.



La sédentarité est négativement corrélée avec l'intensité, même si elle mesure un phénomène différent. Plusieurs situations peuvent se présenter, certaines opposées. Une économie d'échelle bénéficie aux membres de groupes domestiques étendus quand une seule personne a la charge des courses (les femmes mariées à un homme polygame se déplacent moins pour ce motif), ou quand une employée domestique s'en charge dans un ménage qui en a les moyens. Mais la sédentarité peut être également élevée parmi de jeunes travailleurs ou étudiants sans charges familiales qui s'alimentent à l'extérieur ou qui manquent de ressources à consacrer à la consommation (dans le quartier de l'université par exemple). Au final, différentes causes convergent pour réduire les sorties associées à la consommation domestique dans les périphéries, avec des écarts plus élevés pour le nombre de sorties que la proportion de sédentaires.

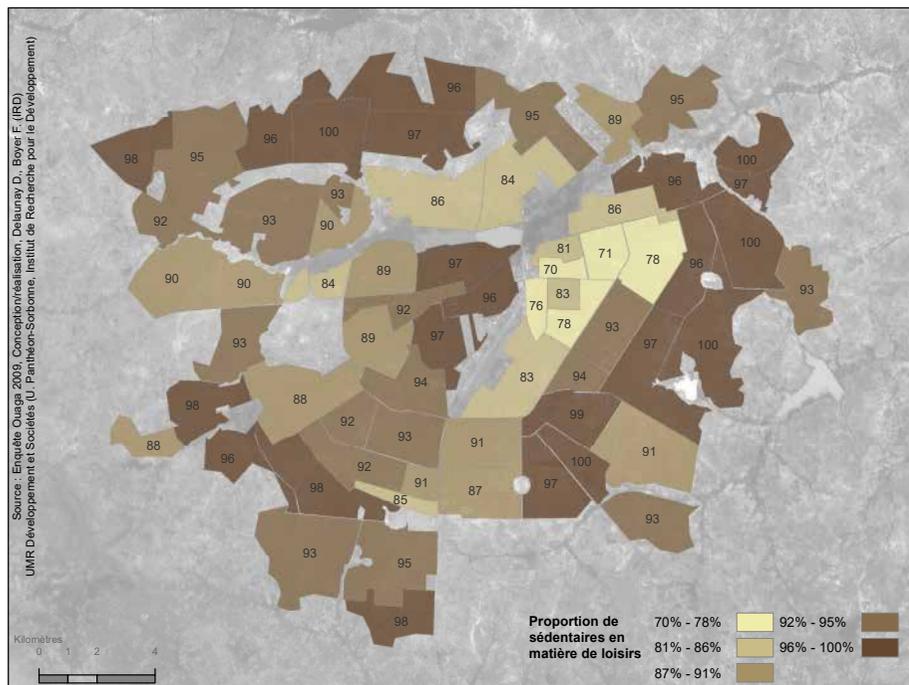
Les loisirs

Les cartes suivantes retiennent une définition assez restrictive des loisirs, ne considérant que les sorties dans les bars ou maquis, restaurants et les activités sportives ; des pratiques peu répandues d'autant qu'elles sont rapportées à la population totale (5 ans+). Ce qui explique les faibles moyennes en termes de nombre de déplacements et les hautes proportions de résidents qui ne sont abstenus.



Se répète pour ces distractions une opposition géographique désormais familière entre le péricentre oriental à l'est des quartiers administratif et universitaire et un centre commercial et historique incluant Quartiers Saints plus résidentiel. Le contraste entre les deux centres est plus saisissant qu'avec le péricentre occidental de la ville, largement autour de la zone militaire. Zogona et les environs se détachent très nettement pour leur niveau de vie et la vie étudiante. Selon ces statistiques (qui restent peu robustes), les résidents du cœur résidentiel colonial et catholique seraient moins enclins à cette forme de loisir. La cité Azimo se signale encore, dans un environnement plus modéré, par sa proximité sociale avec le cœur résidentiel mieux nanti.

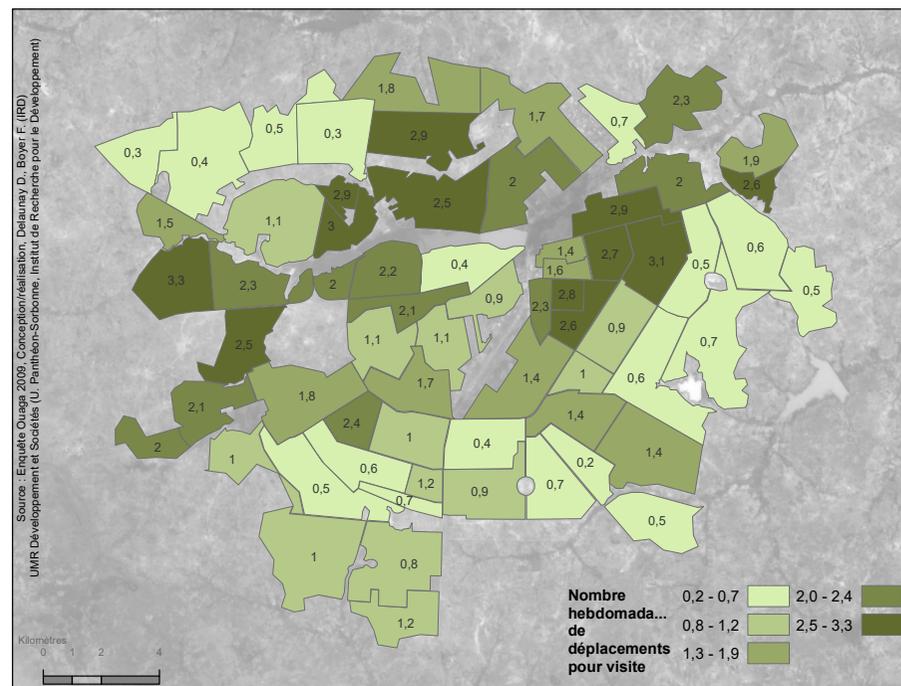
Cette activité est liée au niveau de vie, mais essentiellement pour les hommes, même si pour les femmes l'augmentation de cette pratique est notable (mais contenue) dans les catégories plus aisées. Pour celles-ci, ces sorties restent 3-4 fois moins fréquentes que pour les hommes. Le célibat et la classe d'âges 20-29 ans favorisent cette activité, ce qui explique certaines configurations, dont l'opposition avec le centre résidentiel colonial. Ces loisirs sont surtout associés au niveau d'étude dans des proportions globalement de 1 à 7 entre les extrêmes. De 1 à 3 pour le niveau de vie du logement. Ces loisirs sont finalement de bons marqueurs socio-économiques.



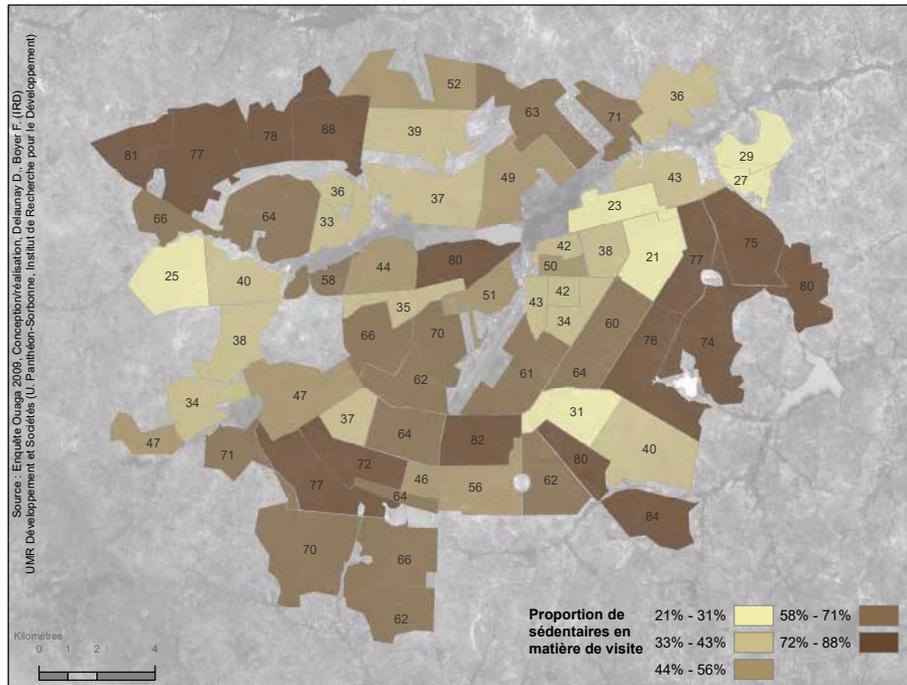
Ce motif de fréquentation de la ville est néanmoins rare : un peu plus d'une personne sur dix. Une proportion qui baisse encore après 60 ans. La proportion d'individus du quartier qui n'ont pas effectué de déplacement pour ce motif est élevée, frôlant les 100% dans bon nombre de lieux non lotis mais aussi dans le centre historique de la ville, incluant Quartiers Saints et Koulouba. Est plus étonnant le faible nombre de personnes concernées dans le centre commercial ou à Koulouba où pourtant l'offre est importante mais probablement adressée à des personnes mobiles et plus aisées des quartiers résidentiels proches. La fracture territoriale pour cette forme de vie urbaine montre l'étendue de son absence.

Les visites aux parents et amis

Sont regroupées les visites aux parents et aux amis, ces dernières étant deux fois plus nombreuses, mais seulement un peu plus intenses et donc plus courtes. Elles ne varient que faiblement avec l'âge, avec une sensible modération au milieu de la vie active. La relation la plus nette s'observe avec le niveau de vie du logement, dans le sens d'une intensification, mais irrégulière et surtout au bénéfice des hommes.



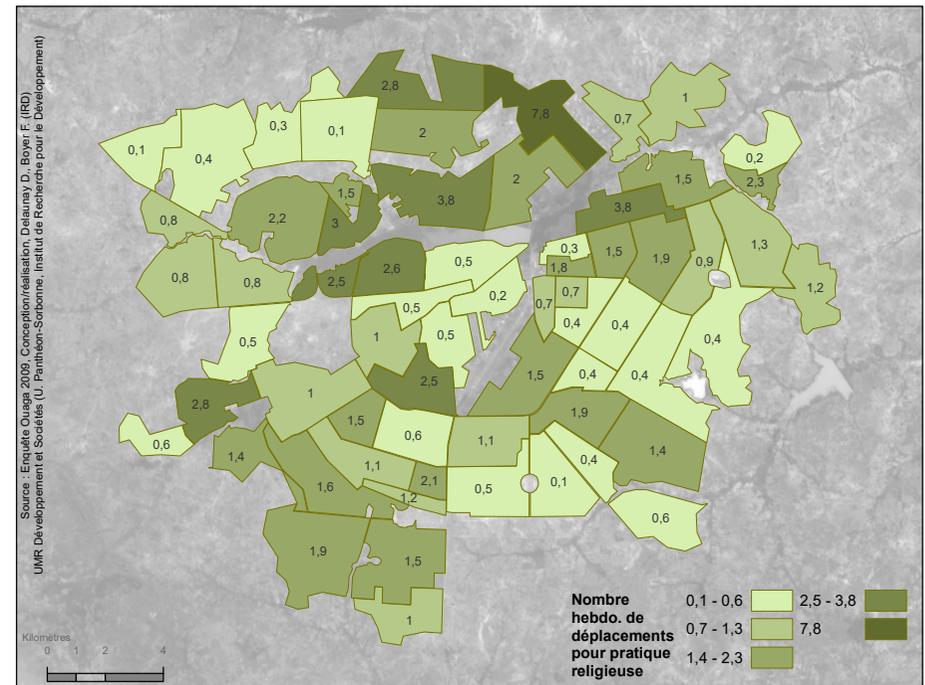
L'analyse dispose de peu d'éléments pour comprendre la géographie de la fréquence des visites qui est pourtant contrastée. En réalité, la date de lotissement est la variable disponible la plus discriminante suggérant que la maturité du peuplement a consolidé cette forme de vie sociale. Celle-ci chute dans les quartiers de formation plus récente, plus habités par des provinciaux, de faible niveau de vie et en début de vie active, surtout si leur activité est précaire. La mobilité résidentielle intra-urbaine vers le sud de la ville pourrait concourir à un relatif isolement. S'il se confirmait, le contraste entre les deux cités Tampouy et Azimo en serait l'illustration. La part des visites amicales est plus élevée chez les étudiants et les fonctionnaires, ce qui accentue cette pratique à l'est périurbain de la ville.



La concentration des personnes qui n'ont pas visité leurs proches dans la semaine, confirme l'isolement de 7-8 personnes sur 10 dans certaines zones non loties, généralement les moins denses mais avec quelques exceptions locales (Nonghin ou Barogo) et en général les extensions nord-orientales et occidentales. Au-delà de ces particularités ponctuelles, habiter les quartiers récents est préjudiciable aux visites amicales, celles aux parents étant plus obligées et donc constantes. On observe par ailleurs que les liens non parentaux se nouent de préférence dans le voisinage, le déménagement risque de les distendre, en particulier aux marges en extension. Pour les hommes par exemple, plus que pour les femmes, la fréquence des visites amicales est divisée par trois entre le centre loti avant les années 90 et le non-loti éparse. Les visites aux parents seulement d'un tiers.

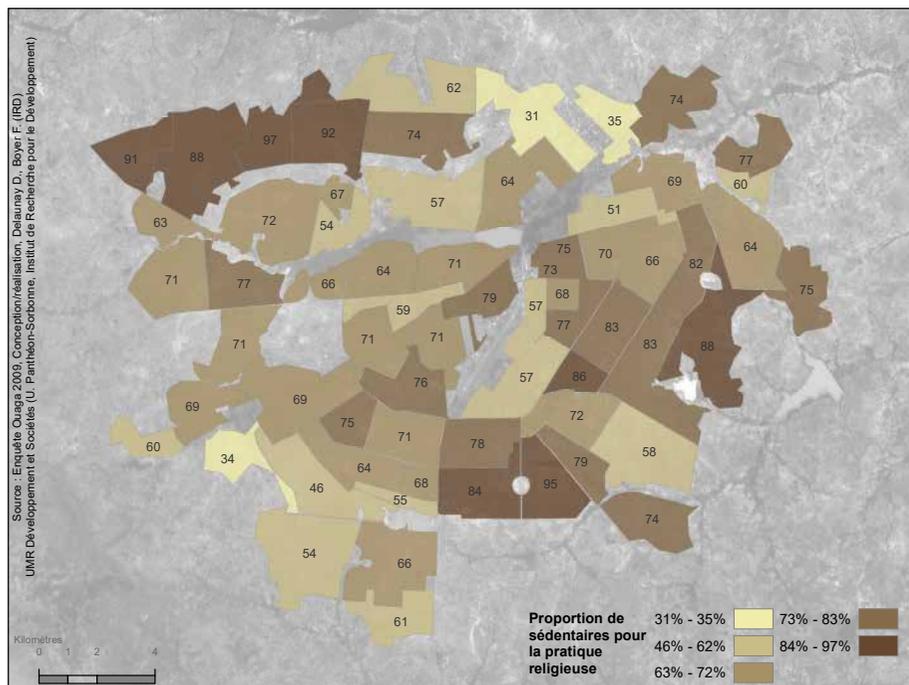
La fréquentation d'un lieu de culte

Les confessions ne sont pas distinguées, mais à Ouagadougou, l'Islam est majoritaire et recommande une pratique quotidienne de la prière. La géographie de cette mobilité particulière se rapproche donc pour l'essentiel de celle de ce culte. Les Musulmans sortent trois fois et demi plus souvent pour pratiquer que les Catholiques, mais seulement une fois et demi plus que les Protestants. En général les facteurs de différenciation s'appliquent surtout aux hommes, plus assidus. L'âge est le premier de ces facteurs, avec un maximum dans la soixantaine après une augmentation régulièrement progressive : une pratique quotidienne exige une plus grande disponibilité, elle est moins accessible aux actifs. La hausse du niveau de vie et une meilleure scolarité semblent dissuader la fréquence de ces sorties, la réduction de la fréquentation est radicale chez les hommes, modérée chez les femmes.



Ces quelques facteurs de différenciation aident à lire la répartition spatiale de cette mobilité particulière, avec un contraste parfois exagéré par les faibles effectifs (Toudoubweogo). La fréquentation est renforcée là où se trouvent agriculteurs et journaliers, et dans une moindre mesure les travailleurs indépendant informel, des

caractéristiques liées à certaines origines rurales des pratiquants (mais les Burkinabés en Côte d'Ivoire fréquentent moins les lieux de culte). Le grand centre commercial, industriel (de Gounghin, Koulouba) ou résidentiel (Quartiers Saints) catholiques se distinguent en retrait.

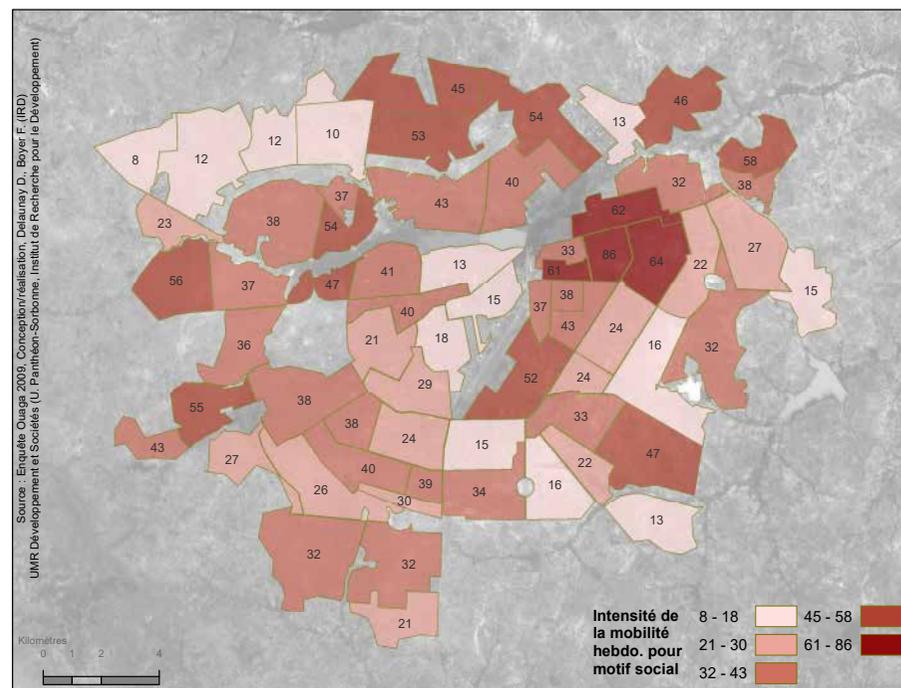


La proportion de personnes qui n'ont pas fréquenté un lieu de culte la semaine passée n'apporte pas d'information nouvelle. Les statistiques donnent néanmoins la mesure élevée de cette forme d'isolement en certains quartiers, considérant que cette immobilité se retrouve pour d'autres motifs (voir carte suivante). C'est le cas par exemple du nord-ouest périphérique au-delà de la ceinture verte, ou la partie non lotie et peu dense de l'est, Ouaga 2000 au moment de l'enquête. Le péricentre oriental confirme une moindre assiduité religieuse.

Pour toute la vie sociale

Ces inégalités de socialisation dans la ville sont peut être mieux saisies en regroupant les motifs précédents et en ajoutant la vie associative. Cette agrégation exprime une fréquentation de la ville qui n'est pas imposée par le travail, l'école ou la

consommation domestique quotidienne. Or les inégalités sont fortes, surtout quand elles sont exprimées en intensité qui intègre le temps du déplacement pour s'y rendre, et donc les ressources consacrées à cette forme d'urbanité.

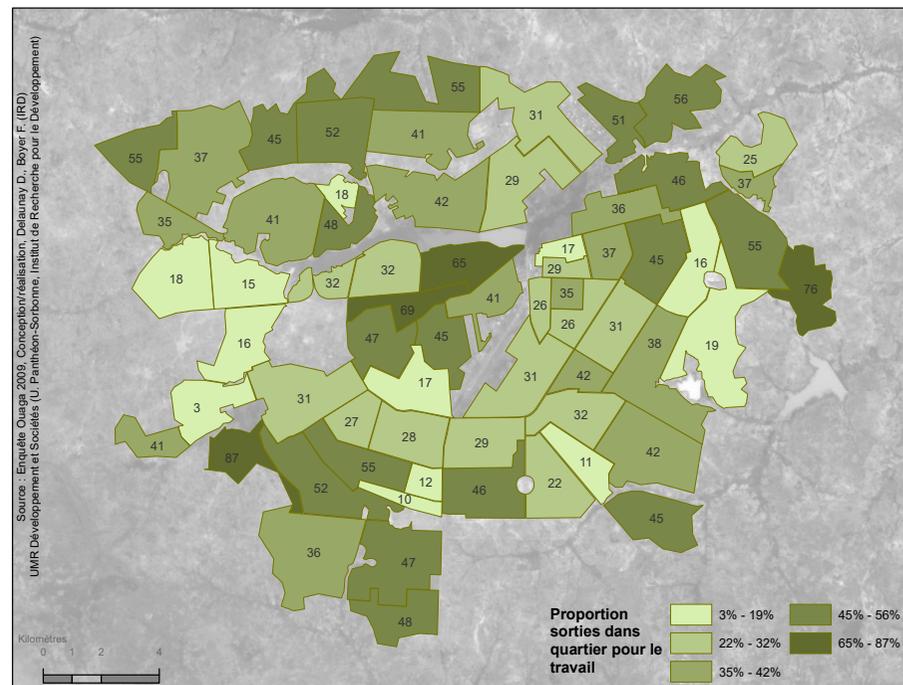


La configuration est familière : l'effet de cumul des inégalités s'exprime pleinement car elles sont souvent associées (sauf pour la pratique religieuse). Se confirme un noyau urbain à l'est de Zogona généralement présenté comme l'extension résidentielle des activités administratives et universitaires. Il s'agit d'une urbanité consolidée, mais avec une population jeune et qui a les moyens et le temps de ses loisirs. Si certaines périphéries présentent un déficit marqué de cette mobilité et relation avec la ville, se dessine aussi une diversification susceptible de signifier une forme d'émergence des classes moyennes urbaines. Tout l'ouest de la ville, autour de la réserve militaire semble illustrer cette tendance. Ailleurs, la socialisation par le biais de la fréquentation de la mosquée semble prévaloir, dans le nord par exemple ou au sud-ouest de l'aéroport. Vivre dans le centre autour de Koulouba (peu résidentiel), ou Quartiers Saints (âge des résidents, codes sociaux moins favorables) ne favoriserait pas cette forme de vie urbaine.

Le quartier ou la ville

Quand l'occupation d'un quartier précède son lotissement, les habitants doivent en sortir pour accéder à certaines aménités ou services urbains. S'ils sont démunis de moyen de transport motorisé, augmente la probabilité d'un repli sur le voisinage proche. L'arbitrage au jour le jour entre la vie de quartier et la vie urbaine se pose bien sûr partout, mais le curseur se déplace selon la localisation et les raisons de sortir du logement. Aller au-delà du voisinage constitue une autre facette des décisions de mobilité, dont les cartes suivantes rendent compte en fonction du lieu de résidence. L'on peut parler de mesures d'extériorité de la mobilité si la pratique de la ville est plus engagée dans le territoire étendu.

En réalité, les cartes représentent plutôt le repli (par motif) en montrant la proportion de sorties réalisées dans le quartier. Mais cette estimation tient à la perception de la distance et/ou des limites qui le définissent. Même si elle est subjective, la notion de quartier appréciée par le répondant a été préférée car elle traduit mieux le ressenti de voisinage et le possible sentiment d'inaccessibilité à la ville dans son ensemble. La perception des limites de quartier se confond parfois avec la définition administrative des secteurs, les deux questions sont posées. Enfin, précisons que les indices cartographiés se rapportent aux seules sorties, c'est-à-dire que les sédentaires ne sont évidemment pas comptés contrairement aux cartes précédentes. Les motifs sont regroupés selon trois types principaux : pour le travail, la socialisation et la consommation.



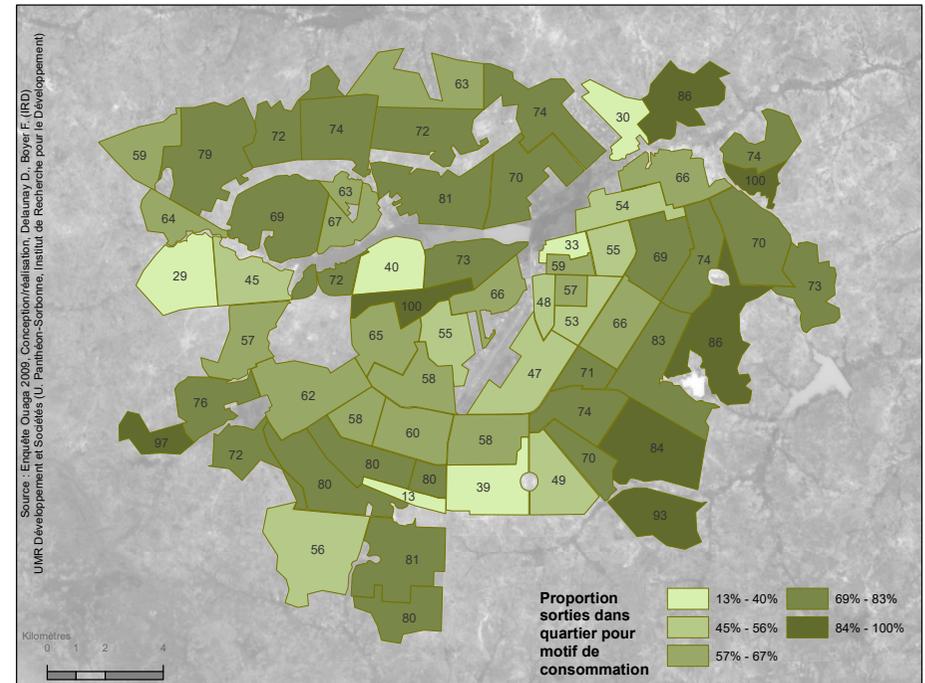
La centralité des opportunités de travail se reflète dans les hautes proportions de travail local observables dans la zone industrielle de Gounguin et aux alentours. Ce sont aussi des actifs qui choisissent de résider près du lieu de travail, certains provisoirement. A l'opposé, les taux faibles caractérisent les résidents des quartiers aisés ou ceux lotis à destination de salariés, toujours les mêmes. Ce qui amène à s'interroger sur l'extériorité du travail à l'ouest de la réserve militaire, à Nonghin par exemple, qui pourrait signaler l'émergence de travailleurs qui s'émancipent des contraintes de la distance et disposent des ressources requises pour ce choix résidentiel.

Travailler dans le quartier peut être un palliatif à l'éloignement des bassins d'emploi, au manque de moyen de transport pour les rejoindre (l'usage majoritaire de la marche à pied et du vélo), le signe d'une activité rémunérée par les femmes au foyer. Cela concerne plus nettement les habitants de la périphérie, avec la contribution du travail agricole et dans les chantiers de construction où tâcherons résident un temps. Néanmoins, les taux dépassent rarement la moitié des sorties pour le travail, ce qui rappelle qu'une proportion équivalente ne trouve pas à s'employer dans le quartier, obligeant des résidents à affronter l'éloignement du travail.

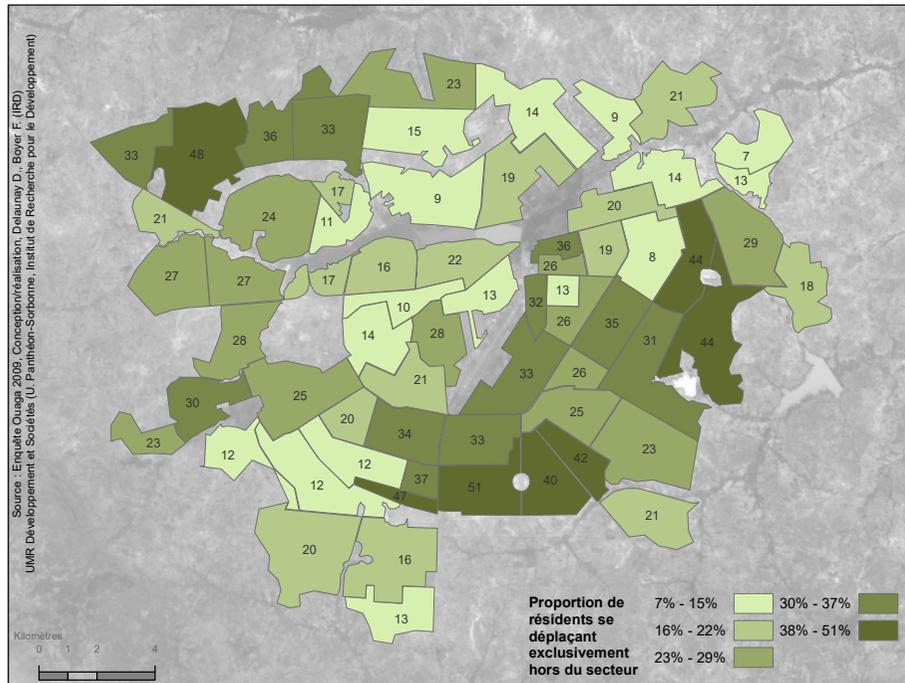


Les sorties pour socialisation se font majoritairement dans le quartier, mais avec des exceptions qui ne dessinent pas une géographie significative. La raison tient en partie à des pratiques distinctives. Dans le centre de la ville, la tendance est paradoxalement de s'éloigner du quartier, ce qui va avec le niveau de vie et le type de loisir. Pour les mêmes raisons probablement s'observe une même extériorité territoriale de la socialisation dans le sud de la ville qui reçoit des populations en ascension sociale.

La fréquentation du culte étant incluse dans ce motif, les prières à la mosquée pèsent sur la fréquence des sorties limitées au quartier.



L'ascension sociale associée à la mobilité résidentielle vers le sud peut se manifester aussi dans la baisse des sorties proches, dans le quartier, pour consommer. Un éventail plus large de biens achetés, les ressources qui le permettent peuvent inciter les résidents les plus aisés à s'éloigner du voisinage pour ces raisons. Ils le font déjà pour le travail, les loisirs et la socialisation. Ce qui cependant se dessine avec plus de netteté est le repli sur les achats de proximité pour les habitants de la plupart des périphéries, probablement pour les mêmes raisons mais en négatif. À part quelques situations extrêmes, les différences ne sont pas si franches, par exemple entre le péricentre occidental et les quartiers isolés au-delà de la ceinture verte, une dizaine de points de pourcentage s'observent, pas toujours significatifs. Dans les quartiers non lotis, la part des sorties hors du quartier pour ce motif représente généralement un cas sur cinq.

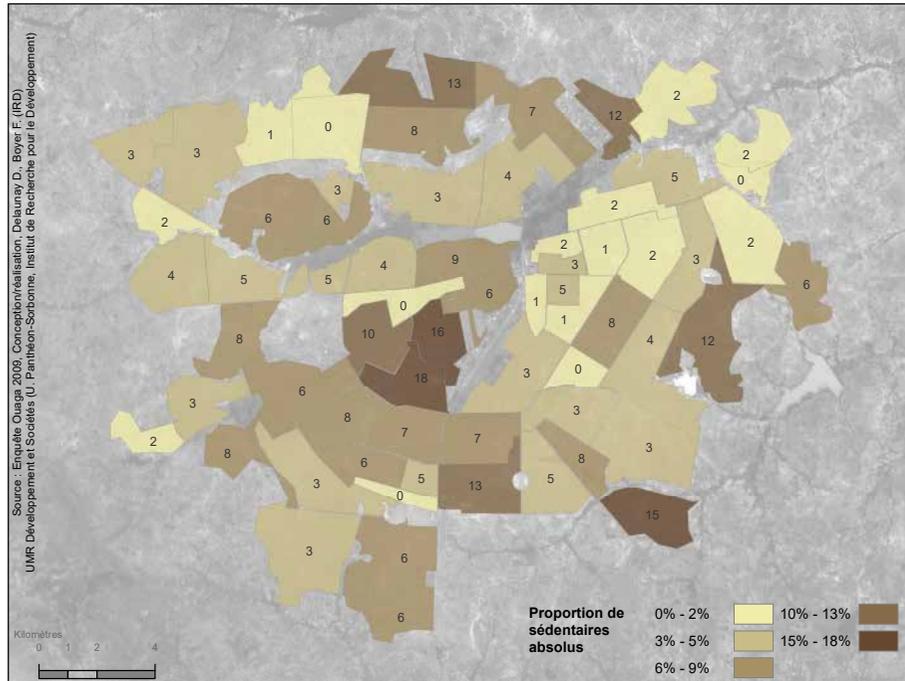


Pour l'ensemble des motifs, d'autres indicateurs peuvent révéler des configurations spatiales expressives. L'une d'elles est présentée dans cette carte qui indique la proportion de résidents se déplaçant exclusivement hors du *secteur* administratif (pas le quartier), cette fois-ci. Elle exprime donc la part de résidents sans mobilité de proximité. Bien entendu, cette particularité risque de se rencontrer parmi les personnes qui sortent pour un seul ou peu de motifs, le travail par exemple, et n'ont pas le temps ou les moyens d'autres relations avec la ville.

Cette explication s'applique probablement dans les quartiers périphériques qui se démarquent pour la haute proportion de résidents qui fréquentent la ville exclusivement hors de leur secteur. En effet, cette carte est similaire avec celles de la sédentarité pour pratiquement tous les motifs, sauf ceux concernant la vie domestique et le travail. Ce qui est confirmé par la corrélation négative avec la fréquence et l'intensité des mobilités. Autrement dit, quand l'éloignement oblige à des sorties plus coûteuses ou chronophages, un arbitrage s'opère au détriment de celles qui sont proches. Se retrouvent par exemple le nord-ouest excentré de la ville et certaines zones non loties à la date de l'enquête. Mais d'autres quartiers périphériques épargnent cette contrainte à leurs habitants, aux extrêmes sud-ouest et nord-est de la ville par exemple, quand les opportunités locales de travail sont plus larges, près de Kossodo par exemple ou grâce à des chantiers de construction.

Néanmoins, les habitants des quartiers aisés, mieux motorisés sont également plus exclusivement tournés vers l'extérieur, ne serait-ce à cause de la localisation de leur emploi, duquel ils ont pu s'éloigner en déménageant dans ces quartiers (cité Azimo par exemple).

Par rapport à l'analyse des seuls trajets, l'observation des pratiques centrées sur les habitants, met en évidence la part importante des personnes sédentaires, qui se tiennent à l'écart de la ville. La mesure est certes ponctuelle – sur la durée personne n'est absolument immobile – mais elle met plus en évidence les inégalités de cette forme d'urbanité, qui n'est pas perçue par le seul examen des trajets. Elle s'ajoute, en partie liée d'ailleurs, aux autres inégalités territoriales que creusent des écarts de revenu, de l'âge ou du genre, de l'insalubrité du logement ou du quartier, de la possession de moyens motorisés, etc.



Le capital de mobilité des habitants n'est pas extensible, notamment en temps, des arbitrages sont menés, surtout pour les hommes plus accaparés par la nécessité de rejoindre le lieu de travail. Cela parce qu'ils doivent affronter le mauvais appariement entre la résidence et le lieu de l'activité ; c'est assurément une contrainte qui mène à l'informalité du travail, surtout pour les femmes qui vivent en périphérie. Aller au travail est une forme d'urbanité quand il s'exerce hors du logement, mais l'inactivité laisse du temps pour d'autres pratiques sociales et de loisir.

Si l'on regarde la répartition géographique des personnes qui n'ont pas du tout bougé durant la semaine précédant l'enquête (carte ci-dessus), la configuration concentrique est absente. Les proportions les plus élevées de sédentaires absolus se trouvent dans le centre résidentiel ancien, parfois dans des périphéries très excentrées mais ce n'est pas la règle. Le grand âge des habitants peut y contribuer mais leur faible nombre a peu d'impact, ce qui n'est pas le cas des jeunes adultes dont la présence contribue à l'ouverture des quartiers sur la ville. La partie orientale du péricentre est significative d'une convergence d'une position centrale et des moyens de la mobilité.

LE RÉSEAU SOCIAL, SON ÉTENDUE, SA DISPERSION, SES SOLIDARITÉS

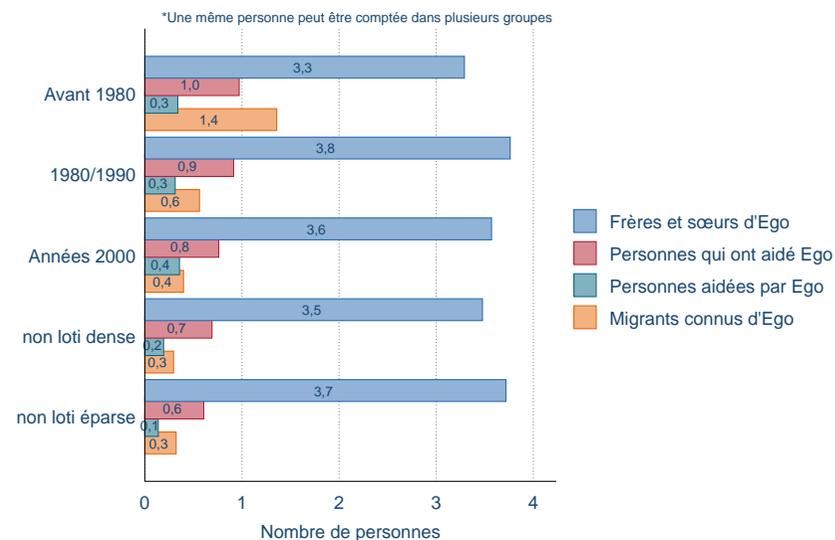
Une partie du réseau social est mesurée auprès du sous-échantillon d'individus qui renseignent leurs biographies (chacun désigné comme Ego), adultes de 18 ans et plus, tirés au sort. Il est composé de trois ensembles, qui en partie se superposent ; un seul forme le réseau d'entraide. La part « héritée » est estimée par la fratrie directe, frères et sœurs partageant les mêmes parents. Les collatéraux n'aident pas tous Ego, mais leur dispersion géographique est aussi un témoignage de l'histoire migratoire de cette génération. Le réseau social aidant, quant à lui, est retrouvé grâce à un générateur de noms portant sur l'entraide effective en matière de logement, de scolarisation, d'entrée dans l'activité et de dépenses cérémonielles, ainsi que pour des besoins exceptionnels (crise, dépense de santé). Est également enregistrée l'aide versée par Ego (en sens inverse donc) pour une liste de motifs définis et les bénéficiaires. Le troisième et dernier élément rattaché à ce réseau social construit porte sur les parents ou connaissances avec qui Ego a un contact régulier et qui sont en migration au moment de l'enquête, qu'il y ait don ou pas. Chaque membre de l'entourage renseigne ses lieux de naissance et résidence et d'autres informations qui ne seront pas utilisées pour les présentes cartes. L'un des objectifs de ces renseignements était de comprendre si l'urbanité est associée à un réseau social construit, acquis au fil de l'installation en ville, si et dans quelle mesure se perpétue le lien social hérité par parenté.

La composition du réseau social ainsi appréhendé est hétérogène et le sens de ses configurations spatiales également. Sont associés plusieurs processus qui ont à voir avec la transition démographique, dans ses composantes familiales, urbaines et migratoires. La baisse de la fécondité contribue à réduire la taille de la fratrie et une forme de solidarité familiale héritée. La migration amène à construire le capital social dans la sphère du travail, du voisinage, au cours de l'histoire résidentielle qui peut passer par l'étranger. L'on cherche donc à vérifier si la composition des quartiers s'exprime aussi à travers l'étendue de la fratrie, celle internationale ou provinciale des solidarités, les variations des composantes acquises ou héritées du réseau social. La complexité convergente de ces influences relativise les interprétations dans le détail géographique ; les cartes donnent néanmoins à observer les inégalités de la ressource sociale selon la position dans la ville.

L'entourage, les variations intra-urbaines de son importance

La fratrie d'Ego forme l'essentiel de l'entourage recensé, une importance qui exprime la fécondité des mères et la mortalité des enfants. Le nombre de frères et sœurs peut varier selon le quartier de résidence d'Ego, en fonction de l'origine des résidents – la transition est plus tardive dans les zones rurales –, la maîtrise récente de la reproduction de la génération des parents et l'âge des habitants qui module le décès des frères et sœurs, moins nombreux en fin de vie d'Ego.

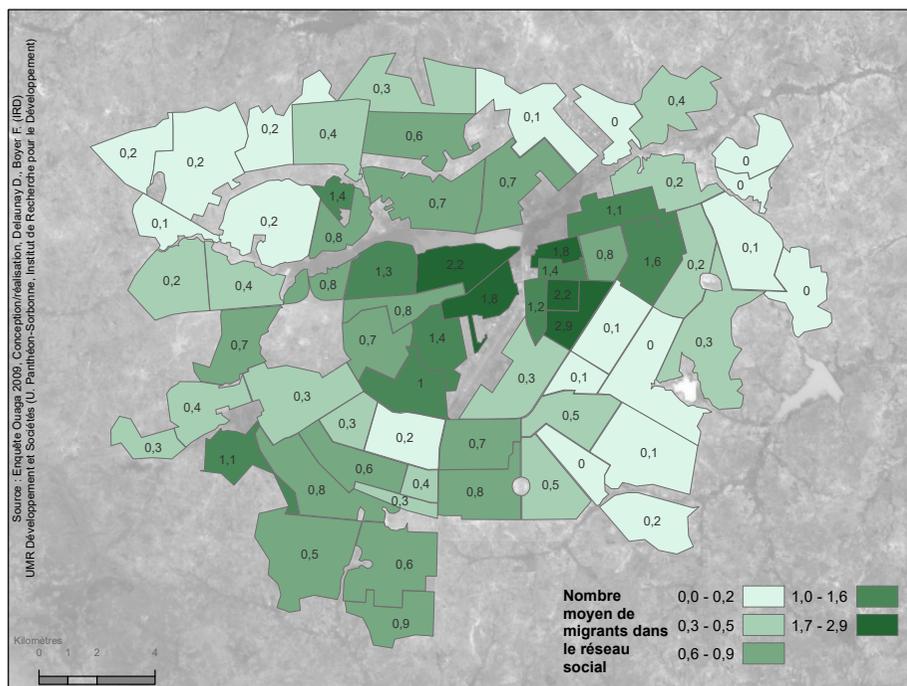
Les groupes de l'entourage* d'Ego, selon la date de lotissement du quartier



Source : Enquête Ouaga 2009

Les variations concentriques (en fonction des dates de lotissement) de la taille de la fratrie sont relativement modérées et irrégulières, peu significatives. Le nombre de personnes qui ont aidé Ego tendent, elles, à diminuer dans les quartiers plus récents,

quand on s'éloigne du centre. La diminution est plus radicale pour le nombre moyen de migrants connus d'Ego, surtout du fait de la résidence centrale des résidents étrangers ou de ceux ayant une expérience internationale.

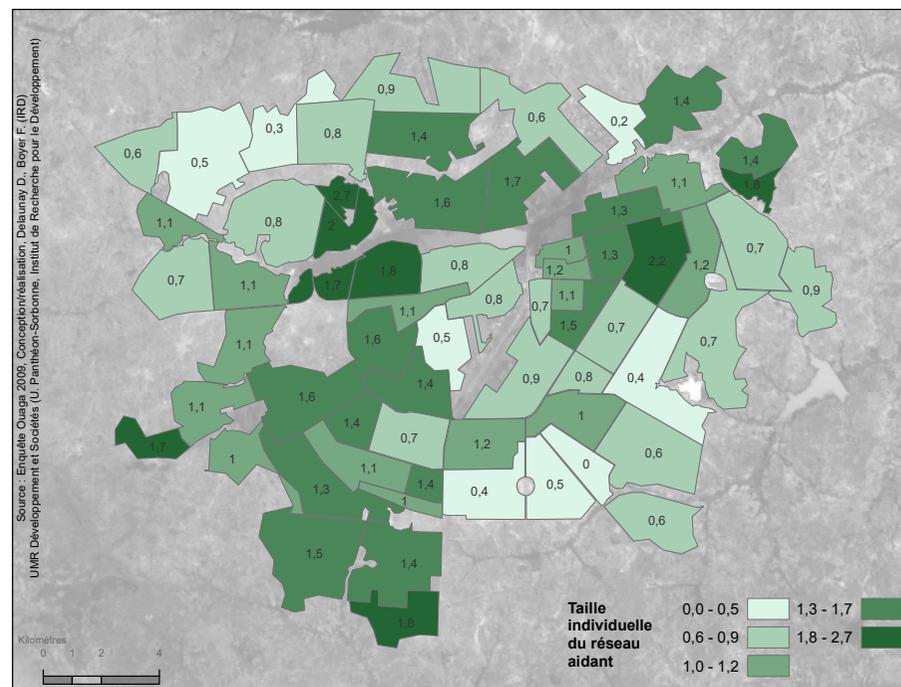


Ce constat est précisé dans la présente carte de la répartition géographique du nombre moyen de migrants avec qui Ego a des contacts réguliers ; elle précise leur nette concentration centrale. Les quartiers proches de l'université, la Zone du Bois et ses résidents expatriés ou aisés et les extensions résidentielles de Wemtenga, Dagnoin se détachent. Le quartier Centre Commercial et Koulouba se situent au même niveau de connexion ; la diminution est progressive vers les périphéries les plus excentrées et défavorisées, jusqu'à disparaître. Le sud-ouest de la ville tourné vers la Côte d'Ivoire maintient cette forme de liaison individuelle avec la migration.

L'ancienneté du peuplement (surtout les quartiers lotis avant 1980) et la présence d'étrangers africains et occidentaux impliqués dans les activités commerciales ou de services, la consolidation socio-économique associée à une meilleure éducation forment le substrat, et sont l'expression, de l'élargissement migratoire du réseau social. Comme ces migrants sont plus tenus à la solidarité, cette configuration mesure en

creux le déficit d'entraide de la plupart des populations périphériques (sauf du sud-ouest).

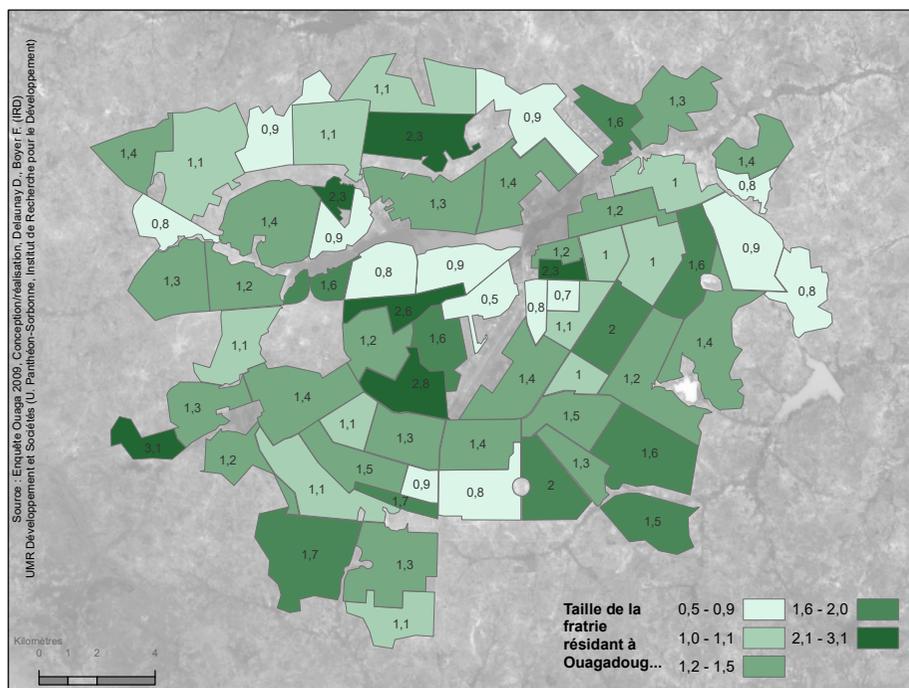
La taille de la fratrie se répartit dans l'espace de manière qui semble aléatoire, sans se rapprocher des configurations familiales, même démographiques. La carte n'est pas retenue car peu instructive ou difficilement interprétable.



Cette carte indique la répartition du nombre moyen de personnes qui ont aidé Ego, ou ont été aidées par lui ; soit l'ampleur individuelle du réseau d'entraide effectif. En général, les habitants des périphéries sont moins soutenus, comme le signalait le graphique précédent, mais avec de très nettes inégalités en défaveur du sud-est et du nord-est. L'analyse statistique montre que les différences territoriales se résorbent en tenant compte des principaux effets de composition du quartier (âge, niveau socio-économique, origine...) mais pas totalement. Cette géographie indiquerait un isolement social plus grand dans certaines périphéries faiblement consolidées. La présente carte offre de nettes similitudes avec celle des aidants qui vivent à Ouagadougou (Cf. Infra). Ce qui montre que la géographie des solidarités se conforme avant tout aux liens tissés entre les citoyens, pas forcément apparentés.

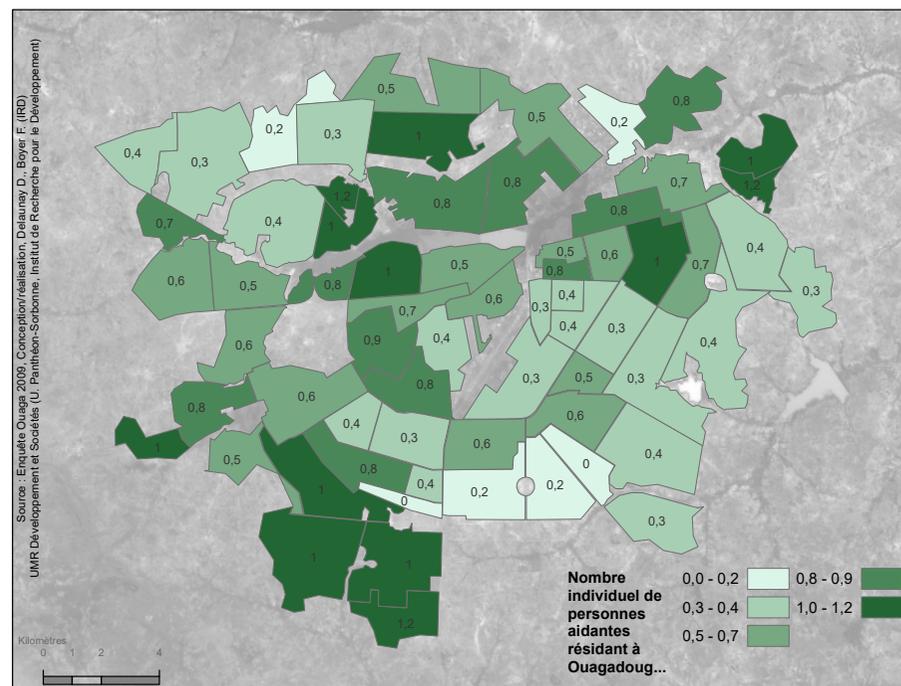
La dispersion géographique de l'entourage d'Ego

Connaissant le lieu de résidence des membres du réseau social, il est instructif de reconstruire leur dispersion géographique, en fonction du quartier habité par Ego. Plus spécifiquement, l'inventaire de sa fratrie vise aussi à projeter une image instantanée de l'histoire migratoire de sa génération. La localisation des aidants informe sur la trajectoire de la construction des solidarités. Deux mesures sont envisageables : soit en nombre absolu moyen (en référence à Ego), soit en part relative du réseau pour éliminer l'influence de la taille de celui-ci. Les interprétations sont souvent proches, différent les contrastes ou les perceptions.

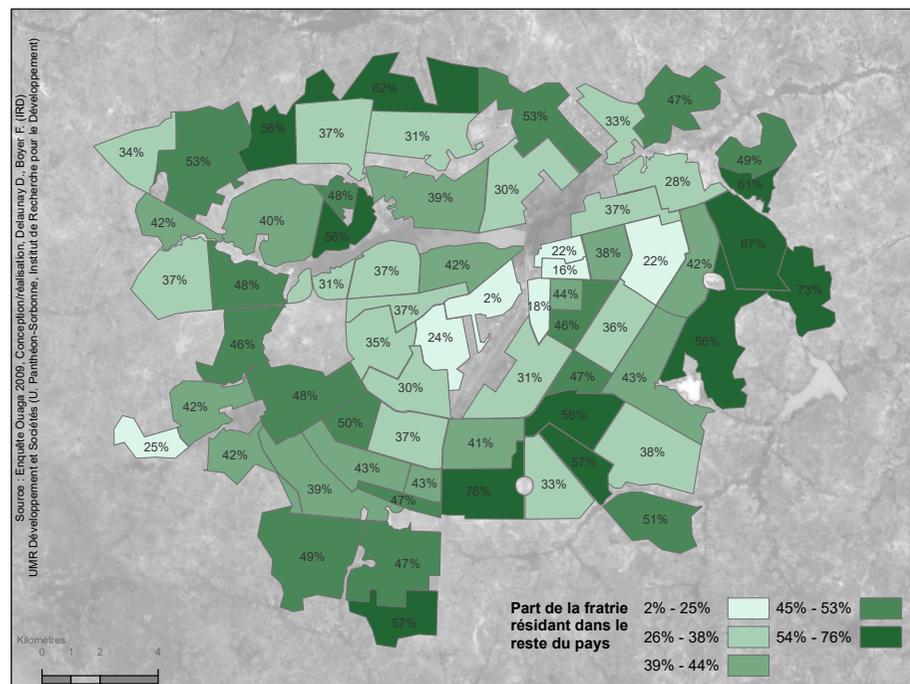


Avoir de nombreux frères et sœurs résidant dans la capitale peut signifier une arrivée ancienne des parents et donc désigner plus spécifiquement les résidents historiques de la ville. Cela concerne probablement le centre résidentiel ancien comme Quartiers Sains ou Samandin. Certains Ouagalais de souche ont pu s'installer dans des quartiers plus éloignés pour les études (Zogona) ou à la recherche de commodités résidentielles dans les cités loties (Tampouy ou Trame d'accueil), voire aux marges de la ville

comme à Zaktouli ou Kossodo, pour se rapprocher de l'emploi. Cette diffusion est assez large, qui ne se limite pas au péricentre. Enfin, on doit envisager une migration relativement complète de la fratrie par exode rural ou rapatriement des Burkinabés natifs de Côte d'Ivoire. À l'opposé, les frères et sœurs éloignés dénotent ou une migration récente, temporaire ou d'origine plus éloignée, de l'étranger comme à Koulouba/Zone Commerciale. Cette situation est illustrée par les gardiens retrouvés à Ouaga 2000 mais peut correspondre à des étudiants ou travailleurs temporaires ici et là, à Wentenga par exemple où la fratrie présente dans la capitale ne représenterait que 16% de l'ensemble (un chiffre très indicatif au regard de la taille des effectifs).

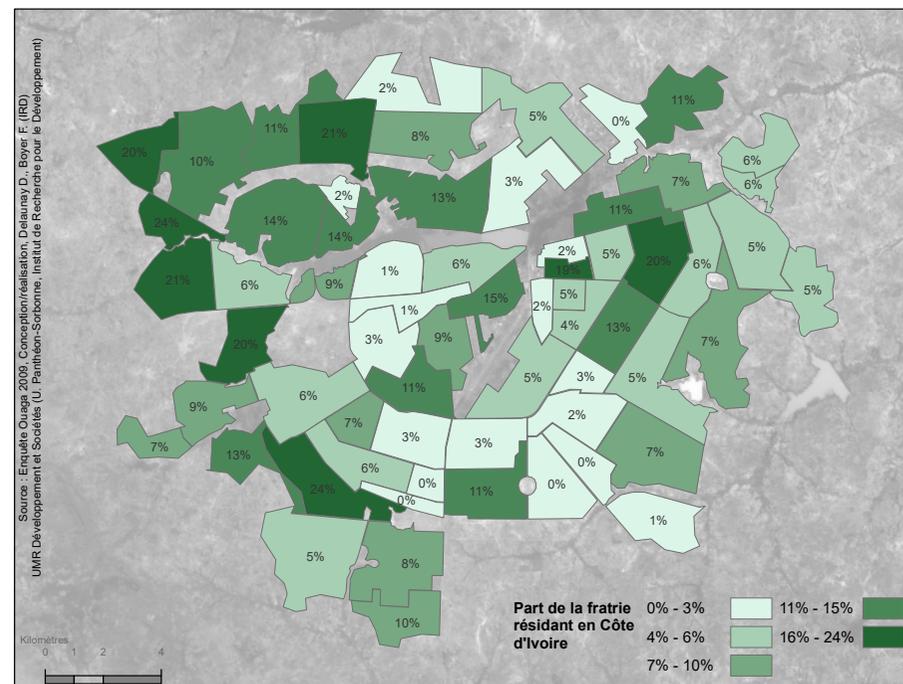


Le nombre moyen de personnes-ressource d'Ego qui résident dans la capitale présente une cartographie proche de la précédente qui portait sur la totalité du réseau d'entraide. Les liens utiles sont probablement mieux actualisés grâce à la proximité urbaine. La configuration suggère un mouvement de mobilité résidentielle interne de Ouagalais vers certaines périphéries, pas toutes, vers le sud-ouest de la ville notamment. Les proportions relatives, en pourcentage des aidants, redonnent de l'importance aux résidents historiques du centre (Bilbalogo, Quartiers Saints, Gounghin) mais aussi à la périphérie (Zaktouli, Barrogo).



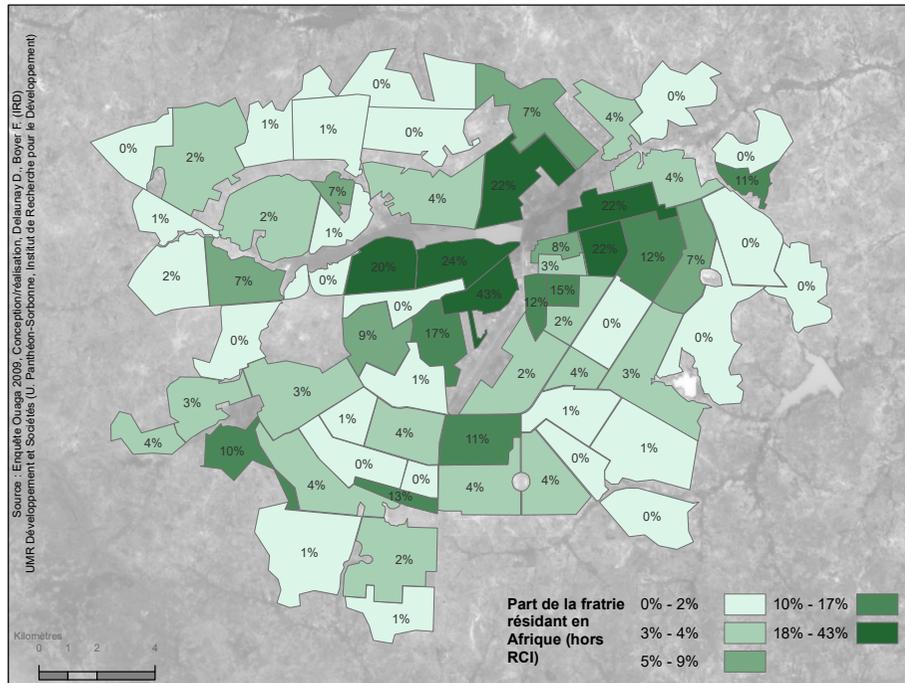
Une part importante de la fratrie d'Ego qui réside dans le reste du pays distingue les quartiers périphériques avec quelques rares lieux péri-centraux. Cette géographie peut indiquer la présence de migrants plus récents, dont la famille réside encore en province, avec de plus grandes fratries. En contrepartie, notons la faiblesse de cette part provinciale pour les quartiers centraux, soit par relâchement des liens originaux soit à cause de la présence d'étrangers. Les pourcentages remontent avec la résidence de travailleurs temporaires ou journaliers. L'exemple-type est la partie ouest de Ouaga 2000 en construction, peuplé de gardiens ou d'ouvriers, à cette date.

Les personnes résidant dans le reste du pays et aidant Ego sont peu nombreuses (carte non présentée), faute de revenus monétaires pour beaucoup et parce que le soutien est plutôt attendu en sens contraire, de la capitale vers la province. Les données sont peu robustes mais distinguent tout de même les quartiers autour de la zone militaire, déjà présents sur la carte précédente de la fratrie. Ce peut être la marque de la mobilité des fonctionnaires et militaires. Le soutien provincial aux habitants des périphéries est négligeable.



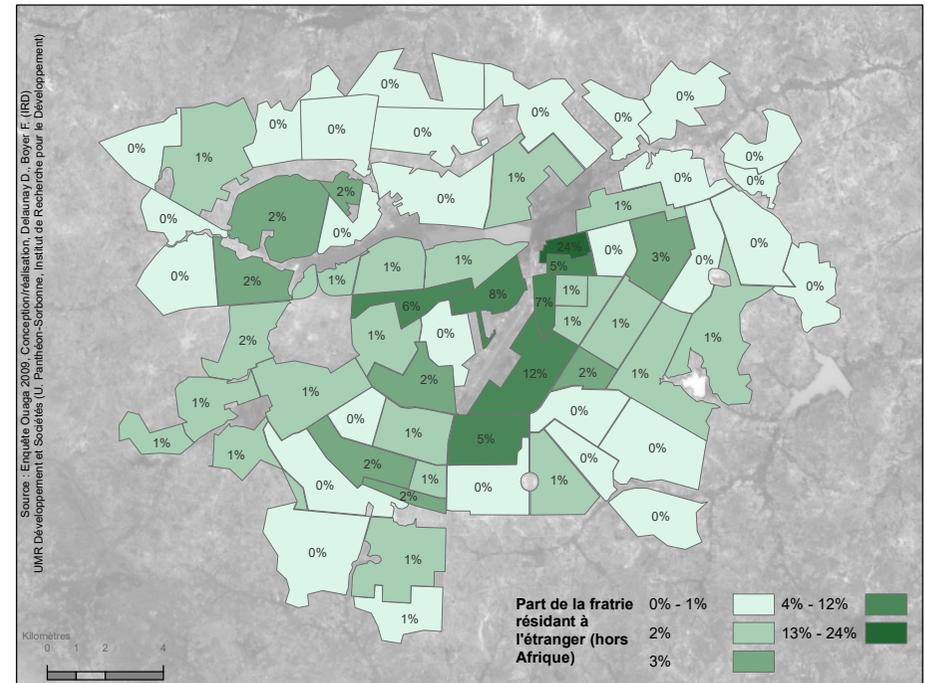
La part ivoirienne de la fratrie et des aidants est notable (mais modérée) dans deux ensembles de localisation. Une plus centrale est concentrée sur l'université et Koulouba, déjà signalée pour la présence des rapatriés étudiants. L'ouest de la ville accueille d'autres Burkinabé ayant travaillé ou nés en Côte d'Ivoire, une configuration déjà remarquée qui concerne une autre catégorie de travailleurs. La présence de frères et sœurs en RCI désigne plutôt cette dernière catégorie occidentale.

La géographie du nombre de personnes qui ont aidé Ego est assez similaire, mais les nombres sont tellement faibles qu'elle n'est pas reproduite. Retenons néanmoins que les solidarités partant de Côte d'Ivoire sont modestes et surtout pèsent peu dans la caractéristique moyenne du quartier car les rapatriés sont minoritaires et assez bien dispersés dans la ville. Une partie d'entre eux travaillaient en zone rurale et se retrouvent plus vraisemblablement sur les marges occidentales de la ville, avec peu de soutien.



L'importance relative de frères et sœurs résidant en Afrique (hors Côte d'Ivoire) signale l'immigration originaire du continent, peut-être quelques rapatriés ou migrants de retour dont les parents seraient restés. En tout cas, leur localisation centrale est particulièrement marquée, surtout à Koulouba centre économique de la ville. L'extension résidentielle vers le nord-est est également notable pour cette population plus cosmopolite.

La configuration des personnes aidantes est similaire mais les valeurs moyennes sont très faibles du fait que ces résidents sont minoritaires dans la population ou parce que la distance distend l'entraide. La carte n'est pas montrée.



Le nombre et le pourcentage de collatéraux résidant à l'étranger sont concentrés sur Zone du Bois, Koulouba, à l'est de l'aéroport vers Ouagaintier. Mais les pourcentages sont faibles en dehors du quartier de prédilection des expatriés. La carte du nombre de personnes aidantes rééquilibre notablement cette disposition en faveur de l'ouest, notamment sur le pourtour de la zone militaire et vers Wayalghin. Zone du Bois ne reçoit pratiquement aucune aide, évidemment pourrait-on dire au regard de la bonne situation économique des habitants. Mais il s'agit d'un nombre anecdotique d'aidants (moins de 0,1 généralement) dont la cartographie serait trop incertaine.

Réseau social et urbanité

Ces deux ensembles de cartes montrent la répartition du capital social des adultes dans la ville et la distribution géographique de l'entourage qui forme ce réseau, pour une part d'entraide. Elles mettent l'accent sur les inégalités territoriales de ce qui est à la fois une indication de la socialisation et une ressource pécuniaire à mobiliser en cas de besoin. Cette géographie sociale montre des variations qui tiennent d'abord aux dynamiques du peuplement, dont l'ancienneté de la résidence. Pour les migrants récents dans la capitale, la construction du réseau aidant peut se révéler incertaine et limitée, entre le lien distendu avec la famille d'origine et le nouvel environnement social urbain à maîtriser.

L'ancienneté de la résidence, donc, ainsi qu'une position centrale aident à la construction d'un entourage urbain, plus solidaire car plus proche, mais qui s'accompagne d'une distanciation vis-à-vis des parents du lieu d'origine. Cette évolution se renforce avec l'âge d'Ego, au fur et à mesure du décès de ses frères et sœurs et parce qu'il a eu le temps de sa vie urbaine pour construire sa socialisation sur place. Avec l'arrivée d'étrangers du continent et un meilleur niveau de vie, la part du capital social constituée de migrants augmente. Cette ressource est plus présente autour du centre économique et dans les quartiers plus cosmopolites et aisés. À leur tour, les solidarités renforcent une urbanité d'abord centrale puis spatialement recomposée par les mobilités intra-urbaines. On retrouve notamment la géographie de l'ascension sociale car l'entraide aussi va avec le niveau de revenu ou l'éducation. La centralité, qui peut être vue comme un élément de l'urbanité, est donc associée à une meilleure réticulation sociale dans la ville.

Car arriver dans la capitale met de la distance avec le réseau hérité ou d'origine, en partie localisé en zone rurale et alors dépourvu des moyens de soutenir ses migrants. La construction d'un nouvel entourage est progressive, elle est donc globalement en retrait pour les vagues migratoires récentes, surtout en périphérie non lotie et dans les deux ensembles particulièrement démunis (cônes sud-est et nord-ouest). Simultanément, la baisse de la fécondité tend à réduire la taille de la fratrie et à terme celle de la parentèle, selon l'évolution de la mortalité des adultes. La transition migratoire et l'urbanisation entraînent le renouvellement des solidarités, et probablement un déficit social pour ceux d'origine rurale.

Justement, la dispersion géographique des membres de l'entourage (fratrie, migrants et aidants) dans Ouagadougou, en province ou à l'étranger témoigne de l'histoire migratoire de la fratrie et de la génération d'Ego. Elle module l'étendue des soutiens possibles car la proximité des membres de l'entourage les rend plus collaboratifs. Si l'aide provenant d'actuels ou anciens migrants peut être plus généreuse, elle reste hors de portée de la grande majorité des Ouagalais. La géographie intra-urbaine discerne une meilleure solidarité dans certaines extensions, les parents pouvant soutenir l'installation de leurs enfants en périphérie. Mais ce soutien bénéficie surtout aux nouveaux habitants des zones nord-orientales et sud-occidentales, plus attractives. Le capital social n'est pas étranger à l'ascension territoriale.

Globalement, les contributions sont néanmoins faibles : Ego reçoit peu, il donne également avec parcimonie et ce quelque soit la forme et la localisation de son réseau et sa capacité à soutenir ou recevoir. Contrairement à ce qui peut être observé dans d'autres capitales ouest-africaines, notamment à Niamey, les Ouagalais entérinent progressivement la rupture avec le reste du pays, la migration internationale n'est pas décisive. L'urbanité signifiant donc un resserrement du capital social sur la ville, la localisation intra-urbaine devient plus structurante et révélatrice de cette forme de socialisation.